

David COLON

**Une expérience d'humanisme militaire à la Libération :**

**L'ÉCOLE MILITAIRE D'URIAGE  
(1944-1946)**

Mémoire présenté à l'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS,

préparé sous la direction de Jean-Pierre AZÉMA

Paris, le 7 décembre 1994



## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ADI	Archives départementales de l'Isère
AFAT	Auxiliaires féminines de l'armée de terre
AMR	Association des militants de la résistance
AN	Archives nationales
AS	Armée secrète
CDLN	Comité départemental de libération nationale
CECA	Centre d'éducation et de culture dans l'armée
CEO	Centre d'éducation ouvrière
CGT	Confédération générale du travail
EMA	état-major des armées
EMGG	état-major général guerre
EMU	École militaire d'Uriage
ENCU	École nationale des cadres de la jeunesse d'Uriage
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FN	Front national
FTPF	Francs tireurs et partisans français
MLN	Mouvement de libération nationale
MRP	Mouvement républicain populaire
MUR	Mouvements unis de résistance
NERF	Nouvelles équipes de la renaissance française
ORA	Organisation de résistance de l'armée
PEC	Peuple et culture
PCF	parti communiste français
SHAT	Service historique de l'armée de terre
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques

## **Introduction**

Le château d'Uriage, à douze kilomètres de Grenoble, se dresse au carrefour de trois perspectives. A l'Est, les pentes de Belledonne s'imposent au regard. Au Nord-Ouest, une vallée encaissée et sinueuse conduit vers la vallée du Grésivaudan et Grenoble. Au Sud-Ouest s'étend la plaine où coule la Romanche et que ferment, de part et d'autre du Drac, les massifs du Taillefer et du Vercors.

Uriage doit sa renommée à ses eaux et à son château. Les premières ont été découvertes et mises en valeur par les Romains qui y bâtirent des thermes disparus au XIV<sup>e</sup> siècle ; au XIX<sup>e</sup> siècle, les eaux valurent à la station thermale d'Uriage de connaître un essor définitif, sous l'impulsion de la châtelaine, madame de Gautheron. Le second fut construit au X<sup>e</sup> siècle, puis agrandi et remanié. A son histoire s'attache jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle la puissante famille Alleman à laquelle appartenait la mère de Bayard. C'est à cette circonstance que le château doit d'être rempli de son souvenir. On y vit son seul portrait authentique. En 1940, on y voyait encore un lourd coffre que la tradition disait lui avoir appartenu.

La situation du château, adossé à la montagne et barrant la route allant de Grenoble à Vizille, paraît lui avoir confié l'inviolabilité. Pendant les guerres de religion, on aurait signalé une victoire à Uriage des Catholiques

sur les Suisses venus au secours de Lesdiguères. Naturellement, une fois ces guerres terminées, le château d'Uriage perdit son caractère militaire pour se muer en habitation de plaisance, jusqu'à devenir, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, un hôtel réputé.

Mais à Uriage reste avant tout attaché le nom de l'École nationale des cadres de la jeunesse de Vichy et celui de son chef, Pierre Dunoyer de Segonzac, qui occupèrent le château entre 1940 et 1942, au point qu'Uriage soit entrée dans le langage courant pour désigner cette brève expérience, dont l'histoire, étudiée par Bernard Comte et Antoine Delestre, fait aujourd'hui encore l'objet de vives controverses. En décembre 1942, l'école, qui avait fait preuve d'un esprit opposé à la collaboration et s'était *de facto* placée en marge de la politique menée par le gouvernement de Vichy, était dissoute par Laval pour "*menées antinationales*".

Au nom d'Uriage reste parfois attaché aussi le souvenir de l'École des cadres de la milice de Darnand, qui prit possession du château en 1943 pour n'en être délogée que quelques jours avant la Libération. La disparition de la majeure partie des archives de cette école a néanmoins fortement réduit toute possibilité d'en écrire l'histoire.

Mais rares sont ceux qui auraient l'idée d'associer au château d'Uriage le souvenir d'une École originale, créée à la Libération par des membres de l'équipe issue du premier Uriage, et dont l'intérêt est loin d'être négligeable : l'École des cadres FFI, connue plus tard sous le nom d'École militaire d'Uriage, que dirigeait le colonel Xavier de Virieu. D'abord centre d'instruction pour les officiers FFI, l'école s'est muée à l'issue de la guerre en centre d'humanisme militaire, entendant mettre les militaires au contact des réalités politiques et sociales et rapprocher l'armée de la nation. École toujours soutenue du bout des lèvres par l'état-major, mais soutenue jusqu'en novembre 1945 par le parti communiste français qui y déléguait cadres, élèves et conférenciers, elle fit, elle aussi, l'objet de

vives controverses. Anticonformiste, parce qu'elle défendait jusqu'au bout la cause des FFI (que l'armée, la guerre finie, tenait plutôt à renvoyer à leurs foyers), dérangeante, parce qu'elle ne ressemblait en rien à une école militaire traditionnelle et entendait renouveler en profondeur l'armée en donnant une réalité à la notion très répandue "*d'armée nationale*", l'école - qui perdit peu à peu ses appuis - fut dissoute en 1946.

L'échec de l'école, parce que cette dernière avait l'ambition d'incarner "*l'esprit authentique de la résistance*"<sup>1</sup>, s'inscrit véritablement dans son époque, qui vit le pays finir la guerre, entamer sa reconstruction, avant d'entrer dans une période nouvelle où l'esprit révolutionnaire de la résistance n'avait peut-être plus sa place.

---

<sup>1</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école (25 septembre 1944 - 25 novembre 1945), Archives nationales (AN), 52 AJ 51, p. 4.

## Remerciements

Je tiens à remercier madame la marquise de Virieu pour toute l'aide qu'elle m'a apportée et sans laquelle ce travail n'aurait pas pu être possible. Je la remercie aussi pour son hospitalité, sa disponibilité et la confiance qu'elle m'a sans cesse témoignée, qui ont rendu mon travail particulièrement agréable. Je remercie aussi ses enfants, François-Henri, Antoine, Wilfrid et Isabelle pour les conseils et les encouragements qu'ils m'ont prodigué ainsi que la bienveillance dont ils ont fait preuve à mon égard.

Je remercie Yves Soulingeas, directeur des Archives départementales de l'Isère, qui m'a sans cesse orienté dans mon travail et dont le soutien fut très précieux.

Je remercie Jean-Pierre Azéma, ainsi que Bernard Comte, pour l'intérêt qu'ils ont porté à ce travail et les conseils qu'ils m'ont donnés.

Je remercie tous les anciens de l'école et de l'équipe d'Uriage que j'ai pu rencontrer et qui m'ont ouvert leurs souvenirs aussi bien que leurs archives personnelles. Merci donc à Fernande et Henri Bayle, Gabriel Braisaz, Paul Delouvrier, Gilles Ferry, Paul Grillet, Yvonne Jacquot, Fernand et Edwige Laporte, au général Alain Le Ray, et à Louise-Marie Lozac'hmeur. Je regrette qu'un manque de temps et parfois une distance trop importante m'aient empêché de rencontrer d'autres membres de l'équipe, mais je compte me rattraper par la suite dans mes prochains travaux.

**Première partie :**

**FINIR LA GUERRE.  
URIAGE, ÉCOLE DE CADRES FFI  
(septembre 1944 - mai 1945)**

## Chapitre premier : la Libération de Grenoble et la fondation de l'École d'Uriage

### LA CREATION DE L'ECOLE DEPARTEMENTALE DES CADRES

Au cours du mois de septembre 1944, de nombreuses régions se dotèrent d'une école de cadres des Forces françaises de l'intérieur (FFI). L'apparition soudaine de ces dernières et leur floraison a pu donner l'impression d'une certaine spontanéité, voire d'un désordre certain. Tantôt créées à la hâte par l'état-major FFI une fois le territoire libéré, tantôt organisées par les Francs-tireurs et partisans français (FTP), elles étaient vraisemblablement plus d'une trentaine en septembre 1944 sur l'ensemble du territoire libéré<sup>2</sup>.

En Isère, deux écoles virent le jour. La première, à Brignoud, dans la vallée du Grésivaudan, fut créée au tout début du mois de septembre à l'initiative du commandant André Masson, chef départemental des FTP. Destinée à devenir une "*école du soldat*", elle reçut au château de Miribel deux sessions d'une trentaine de FTP en tenue des chantiers de la Jeunesse (en l'absence d'uniformes). A l'issue du premier stage, elle devint école de sous-officiers FTP, puis fut dissoute fin octobre 1944, ses meilleurs éléments rejoignant la seconde école<sup>3</sup>. Contrairement à l'école de Brignoud, essentiellement FTP, celle-ci, créée un peu plus tard à Uriage, reçut l'aval de toutes les composantes de la résistance intérieure iséroise. Elle n'avait, du reste, pas la même vocation, puisque départementale et destinée aux officiers FFI.

---

<sup>2</sup> Service historique de l'armée de terre (SHAT), 7 P 190-195. Aucune statistique précise n'a jamais été établie sur le sujet. L'inorganisation de beaucoup de régions, la datation imprécise de leur création et la brièveté de l'existence de la plupart des écoles rendent fragile toute estimation plus précise.

<sup>3</sup> Rapport du Capitaine Illes, 24 octobre 1944. SHAT, 7 P 191

## *Un produit de la résistance intérieure*

Un mythe persistant, entretenu par certains acteurs, voudrait que l'École de cadres FFI d'Uriage ait été créée par le général de Lattre de Tassigny, et son chef, le commandant Xavier de Virieu, désigné par lui<sup>4</sup>.

En fait, si la réalisation de l'école s'inscrivait bien dans le cadre des directives données par de Lattre en vue d'intégrer les FFI aux forces venues d'Afrique, il semble qu'il ne fut pas pour autant directement à l'origine de sa création et qu'il n'a pas désigné Xavier de Virieu à sa tête. Tout juste, lors d'une visite effectuée en novembre 1944, a-t-il donné son appui à l'expérience et "confirmé" de manière implicite Virieu à la tête de l'école. Car l'École de cadres FFI est née avant toute chose de la volonté des nouvelles autorités militaires départementales et régionales de former des cadres.

Le 22 août 1944, jour de la libération de Grenoble à la suite du départ des Allemands dans la nuit, le colonel *Bayard-Descour*, commandant la première région FFI (R1), invita les départements sous son autorité à ouvrir au plus vite des écoles une fois la Libération acquise<sup>5</sup>. En Isère, cette note trouva rapidement un écho puisqu'un avant-projet fut proposé dès le 28 août au commandant Le Ray, ancien chef militaire du Vercors et, après la mort du commandant de Reyniès, chef départemental FFI. Le 6 septembre, celui-ci adressa une note au général Revers : prenant notification de l'instruction du Commissaire à la Guerre du 28 août relative à la ligne de conduite à tenir vis-à-vis des FFI, il annonçait la création d'une école de cadres dans son département. Partant du constat qu'il était urgent pour les Forces françaises de l'intérieur de "*faire sortir des cadres valables pour l'armée nouvelle*", du fait de l'insuffisance des cadres FFI, le concepteur du

---

<sup>4</sup> C'est, par exemple, ce que l'on peut lire dans l'allocution du général Alain Le Ray à la mémoire du colonel Xavier de Virieu, lors de l'inauguration d'une place Xavier de Virieu à Chichilianne, 17 juillet 1993, Archives du château de Virieu, 12 XV. Version confirmée dans un témoignage oral, Paris, janvier 1994.

<sup>5</sup> "*Projet pour l'École départementale des cadres des FFI*" du 6 septembre 1944, Service historique de l'armée de terre (SHAT), 7 P 194.

projet initial et commandant désigné de l'École, Xavier de Virieu, souhaitait donner aux stagiaires un complément de formation technique en vue de les rendre aptes à combattre aux cotés de l'Armée traditionnelle<sup>6</sup>.

### *Perpétuer l'esprit de la résistance*

Mais l'école est née aussi de la volonté des cadres départementaux de voir se perpétuer l'esprit de la Résistance au lendemain de la Libération et de faire prendre conscience aux résistants de la nature de cet esprit et de la nécessité de le perpétuer. Dans la région, cette volonté s'est clairement exprimée à l'occasion des "États généraux" des Comités départementaux de Libération (CDL) qui réunirent le 5 septembre 1944 à Vizille les CDL de la Drôme, de l'Isère, des Hautes-Alpes, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie. Leur résolution concernant les FFI est, à ce propos, explicite :

"Les FFI, vainqueurs de la bataille de France, doivent conserver l'originalité acquise pendant les années de résistance et former le noyau d'une armée populaire renouvelée<sup>7</sup>."

Cette volonté, semble-t-il, était commune à toutes les sensibilités, puisque les cadres de l'Armée secrète (AS) la partageaient, et l'exprimaient avec d'autant plus de poids que, si la résistance civile en Isère était sous le contrôle des communistes (trois des cinq sièges du CDL appartenant au parti communiste français (PCF), au Front national (FN) et à la

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> *Les Allobroges*, 6 septembre 1944. *Les Allobroges*, créées le 23 août 1944, étaient l'organe commun du Front national (FN) et du Mouvement de libération nationale (MLN) jusqu'au 21 octobre 1944, date à laquelle le journal devient l'organe exclusif du FN. Le 15 janvier suivant, le journal redevient organe commun du FN et du MLN avec pour sous-titre *Le Dauphiné Libéré*. Ce n'est qu'en septembre 1945 que *Le Dauphiné libéré* proprement dit est créé, à l'initiative du MLN.

Confédération générale du travail<sup>8</sup>), la résistance militaire était commandée par des officiers de l'Armée secrète : le colonel Descour (gouverneur militaire de Lyon et commandant de la quatorzième région militaire qui englobait la première région FFI), les commandants Huet et Vallette d'Osia, et le commandant Le Ray. Ce dernier, dans une note adressée aux FFI du département le 12 septembre 1944, exprima la crainte de voir se disperser "*l'expérience humaine exceptionnelle*" que fut la résistance. Ce serait, écrit-il, "*un crime contre la nation*". Il y exprimait aussi la crainte plus profonde, partagée par nombre de cadres, de voir les FFI dissous dans l'armée B :

“Si nous laissons nos volontaires s'éparpiller dans les formations extérieures, ils y gagneraient certains comforts immédiats peut-être, mais ne tarderaient pas à y perdre le caractère original. Ils y perdraient jusqu'à leur qualité d'anciens combattants de l'intérieur avec tout ce que ce titre doit comporter de mérites et de droits<sup>9</sup>.”

Le thème de la spécificité FFI est donc au cœur des débats en ce mois de septembre ; il est l'argument sur lequel sont fondées toutes les revendications de la résistance extérieure : la conservation d'un commandement distinct, la création d'unités homogènes, telle que la Division Alpine à laquelle le commandant Le Ray fait référence dans sa note, et la formation de cadres FFI susceptibles d'encadrer les unités naissantes. Plus encore, il s'agit de faire prendre conscience d'elles-mêmes à ces forces qui n'ont jusqu'alors connu que le cloisonnement imposé par la clandestinité : l'amalgame représente donc aux yeux des résistants de l'intérieur autant la nécessité d'intégrer les FFI dans l'armée de Lattre que celle de fusionner les éléments de l'AS et des FTP.

---

<sup>8</sup> Philippe BUTON, Les lendemains qui déchantent, le Parti communiste français à la Libération. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1993, p. 50.

<sup>9</sup> Commandant Le Ray, "*Orientations actuelles*", 6 septembre 1944, Archives départementales de l'Isère (ADI), 102 J 113.

Néanmoins, cette volonté bute dès le mois de septembre sur l'inorganisation des FFI, leur hétérogénéité et la question du commandement autonome conservé par les FTP. C'est pourquoi Le Ray et Virieu présentent moins cette fusion en termes matériels qu'en termes spirituels : il s'agit avant tout d'unir les combattants de la résistance autour de valeurs et de faire triompher celles-ci. Non, du reste, que la question matérielle soit jugée secondaire : dans le contexte tendu de la Libération en Isère, la question de l'intégration des forces armées proches du parti communiste au sein de l'armée régulière est essentielle, et jugée comme telle par le commandant Le Ray<sup>10</sup>. Elle est simplement remise à plus tard.

### *L'inauguration de l'école*

Ce souci de célébrer et d'entretenir l'esprit de la résistance s'est particulièrement exprimé à l'occasion de l'inauguration de l'école, qui eut lieu le lundi 25 septembre 1944 sur le terre-plein proche du château, en présence des principales personnalités du département de l'Isère : le général Humbert, gouverneur militaire de Grenoble, le commandant Le Ray, le préfet Reynies, le commandant Nal, intendant de police, Frédéric Lafleur, maire de Grenoble, Georges Cabane, dit *d'Assas*, président du Front national (FN)<sup>11</sup>.

Au pied du grand mât de marine qui avait servi aux cérémonies de l'École nationale des cadres puis de l'École des cadres de la milice et devant lequel le détachement de Thabors marocains du colonel Hogard et la compagnie du capitaine Stéphane rendaient les honneurs, le commandant de Virieu prit la parole pour exprimer le sens de cette cérémonie :

---

<sup>10</sup> Témoignage du général Le Ray, Paris, janvier 1994.

<sup>11</sup> *Le Réveil*, 26 septembre 1944 ; *Les Allobroges*, 25 et 26 septembre 1944 ; *Le Travailleur alpin*, 24-25 et 26 septembre 1944.

“Elle est d’abord une expiation. Trop souvent, dans le ciel d’Uriage, des mains impures ont fait monter nos trois couleurs, prolongeant ainsi le crime de celui qui osait jouer la “Marseillaise” après avoir souhaité la victoire de l’Allemagne<sup>12</sup>.”

Il unit à cette commémoration le souvenir des anciens d’Uriage morts dans les combats pour la Libération, Pierre Gény, Roger Fould, et Raymond Dupouy dont le corps venait d’être identifié parmi les corps du charnier du Polygone de Grenoble : “*C’est à cause d’eux, dit-il, que cette cérémonie symbolise une espérance*<sup>13</sup>”, leur sacrifice justifiant la fusion des différentes forces de la résistance en vue de la libération complète du territoire.

Le commandant Le Ray, dans son exposé, reprit la plupart des thèmes qu’il avait développés dans sa note adressée au général Revers. Avec des nuances ; ainsi la nécessité de conserver des corps homogènes est-elle moins clairement affirmée dans son discours :

“Nous voulons durer. Ceci ne veut pas dire qu’il entre dans nos intentions de maintenir nos cadres et nos troupes en marge de l’armée française totale, ni même sous forme d’un bloc insoluble à l’intérieur de cette armée, mais nous entendons perpétuer quelques-unes de nos jeunes traditions en les dégageant, en les cultivant, en essayant de leur donner un rayonnement fécond<sup>14</sup>.”

Trois semaines après avoir exprimé sa crainte de voir les FFI dissoutes dans l’Armée B, il semble défendre ainsi une intégration plus rapide dans l’armée, insistant plus sur l’entretien de l’esprit FFI que sur la constitution d’unités homogènes.

---

<sup>12</sup> “*Salut aux couleurs ! Salut à la République*”, allocution de Xavier de Virieu du 25 septembre 1944, Archives départementales de l’Isère (ADI), 102 J 113.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Exposé du commandant Le Ray, ADI, 102 J 113.

## L'AMBIVALENCE DES ACTEURS

Ces nuances dans les propos du chef départemental des FFI illustrent l'ambivalence des acteurs de la résistance dans le climat de la libération. D'un côté, l'attitude du parti communiste français (PCF) soulevait des interrogations, parfois des inquiétudes ; de l'autre, l'état-major cherchait en réponse à accélérer l'intégration des FTP dans l'armée régulière, le tout dans un climat marqué par les appels des uns et des autres à l'unité.

### *Le parti communiste prend des marques*

Il ne fait pas de doute que les responsables de l'AS iséroise, et les autorités gaullistes en général, aient eu des craintes quant aux prétentions du parti communiste à prendre le pouvoir. Il faut dire qu'à cet égard, la situation du département de l'Isère illustre tout à fait les intentions du PCF : s'il n'y eut pas d'insurrection, et si, somme toute, l'épuration sauvage fut moins importante que dans d'autres régions, il y eut des moments de tension, autour des prisons notamment. Car le PCF prit assurément des marques pour l'avenir, en frappant d'ostracisme dès la Libération le parti radical et le parti socialiste dont deux des parlementaires avaient pourtant voté *non* le 10 juillet 1940. A Grenoble, le docteur Martin (SFIO) fut ainsi écarté au profit de Frédéric Lafleur, alors que, arrêté en 1943 pour sa participation au mouvement "Franc-Tireur", il n'avait à l'évidence pas démérité.

Sur le plan militaire, l'attitude des FTP ne fut pas moins ambiguë. Certes, ils affirmaient leur volonté d'union, comme l'exprimait le commandant Masson lors de l'inauguration d'Uriage :

“Les FTP du Dauphiné scellent, dans la lutte, leur union profonde, et bientôt leur fusion, avec les autres organisations militaires de résistance, au sein des FFI<sup>15</sup>.”

Le lendemain de l'inauguration, l'état-major des FTP publiait quant à lui dans la presse une proclamation dans le même sens, en appelant à une fusion rapide :

”Il n'existe à cette fusion aucun obstacle qui ne puisse être surmonté. [...] La question de la technicité des cadres FFI nouveaux, nés dans le feu du combat, l'instruction théorique et pratique des unités peut être rapidement résolue<sup>16</sup>.”

Mais l'attitude du parti communiste en l'occurrence était pour le moins ambivalente : en même temps qu'il soutenait implicitement l'expérience d'Uriage en acceptant d'y participer et en développant un discours favorable à la formation de cadres FFI, le parti maintenait sa propre école à Brignoud. En outre, la nomination, par l'état-major régional FTP, de Francs-tireurs à certains postes de commandement d'Uriage ou choisis pour participer aux stages (conforme aux souhaits de Virieu, soucieux de voir toutes les composantes de la résistance représentées au sein d'Uriage) s'est vraisemblablement faite avec l'accord du parti<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> Exposé du commandant Masson, ADI, 102 J 113.

<sup>16</sup> *Le Réveil*, 26 septembre 1945.

<sup>17</sup> SHAT, 7 P 194. Témoignage de Fernand Laporte, 22.02.1994. Archives du château de Virieu, 7 XV 1.

En outre, ce dernier exprima très vite le désir de voir l'armée se réformer en profondeur, comme l'atteste "l'ordre du jour FTP" publié dans la presse peu avant l'inauguration d'Uriage :

"Aujourd'hui, il s'agit de reconstruire l'armée nouvelle qui ne sera pas un instrument au service d'intérêts dont la malfeasance s'est démontrée dans la trahison mais une armée nationale au seul service du peuple de cette nation<sup>18</sup>."

Aux yeux du parti, ce renouvellement passait avant tout par la création d'une armée "populaire" :

"L'intérêt de la France exige que les FFI, noyaux de l'armée française nouvelle, ne constituent plus qu'un bloc, soumis à un seul commandement : celui des états-majors départementaux FFI. La tâche qui se pose devant nous est la création rapide d'une armée française unique et indivisible [...] constituée par l'intégration en bloc des FFI à l'armée française reconstituée. La fusion totale de toutes les formations militaires au sein des FFI sera un pas pour reconstruire cette armée française, forte, épurée, animée du souffle patriotique le plus pur<sup>19</sup>."

Volonté de placer des communistes aux postes de responsabilité de l'École nouvelle, souci d'intégrer au mieux les FTP à l'armée et désir de promouvoir la conception d'une armée populaire : tels furent donc, semble-t-il, les motivations du parti communiste et des FTP pour participer à l'expérience d'Uriage.

---

<sup>18</sup> *Le Réveil*, 2 septembre 1944. Journal chrétien, *Le Réveil* abandonne le 18 novembre son sous-titre de "Grand quotidien catholique du Sud-Est" pour celui de "Grand quotidien du Sud-Est" sans pour autant modifier sa ligne éditoriale.

<sup>19</sup> *Le Réveil*, 26 septembre 1945, *Les Allobroges*, 26 septembre 1944.

*”Les FFI, partie intégrante de l’armée française”*

Cette ambivalence communiste suscitait (en même temps qu’elle y répondait) l’ambivalence de l’état-major et des autorités politiques. Celles-ci ne manquaient pas, en effet, de louer les mérites des FFI, à l’image du général de Gaulle qui, dans un discours prononcé à Lyon, exprima le vœu de voir les FFI contribuer au redressement de l’armée française :

“Et vous, tous les hommes des Forces françaises de l’intérieur, vous tous représentants de l’espérance nationale [...] comme vos camarades de l’armée de ligne, vous avez couvert notre drapeau de gloire ; vous avez couvert la Nation de fierté.

Et maintenant, nous voyons en vous la grande espérance de la grande Armée que nous allons faire, avec ce que nous avons déjà et vous en plus, avec tout ce que nous vous apporterons<sup>20</sup>.”

Dans les faits, néanmoins, les autorités cherchèrent avant tout à contenir les velléités révolutionnaires des FTP et à limiter la marge de manœuvre des forces armées issues de la résistance. Le jour même de l’inauguration d’Uriage fut ainsi rendu public dans la presse le décret paru la veille au journal officiel aux termes duquel *”Les FFI [faisaient] désormais partie intégrante de l’armée française et [étaient] soumis à l’organisation et à la réglementation militaire<sup>21</sup>.”* Au même moment, le général Kœnig, tout en reconnaissant la forte individualité des FFI, affirmait qu’elles n’avaient pas *”la prétention de représenter l’armée de terre, d’air ou de mer, mais [...] la prétention et le droit d’en faire partie et d’en constituer*

---

<sup>20</sup> Discours prononcé le 14 septembre 1944, reproduit dans Aux Armes, bulletin de liaison de la XIV<sup>e</sup> région militaire, n° 1, octobre 1944.

<sup>21</sup> *Le Réveil*, 25 septembre 1944.

*l'élément le plus représentatif*<sup>22</sup>.” Ce qui tendait à démontrer qu’il y avait une différence de nature entre l’armée telle que la concevait de Gaulle et l’état-major, c’est-à-dire une armée intégrant les FFI, et celle qu’envisageaient les FFI, c’est-à-dire une armée forgée autour des combattants de la résistance intérieure, *”une armée qui puisera dans le culte de ses traditions le respect de tous mais qui saura s’animer d’un souffle nouveau au contact de nos justes aspirations”*, comme la définissait le colonel Descour, commandant de la XIV<sup>e</sup> région<sup>23</sup>.

### *L’unité de la résistance*

En dépit de ces différences et des débats généraux sur l’avenir des FFI, il régnait dans la région Rhône-Alpes parmi les responsables civils et militaires issus de la résistance une relative unité d’esprit. Celle-ci s’est particulièrement exprimée lors de la réunion organisée au palais de la Houille Blanche, à Grenoble, le 30 septembre 1944, à l’occasion de la venue du Commissaire de la République, Yves Farge. A cette occasion, Xavier de Virieu, au nom du commandant Le Ray, prit le premier la parole pour faire l’historique des FFI et exposer les réalisations de la région. Yves Farge, quant à lui, exprima dans son discours le caractère indispensable de l’union :

“Il ne faut pas oublier que la guerre n’est pas finie, que la guerre n’est pas gagnée ; il serait donc odieux de se lancer dans des combats électoraux. A l’heure actuelle, il n’y a la place en France que pour un seul parti : le parti de la France<sup>24</sup>.”

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Directive générale, *Aux Armes*, n° 1, octobre 1944.

<sup>24</sup> *Le Réveil*, 2 octobre 1944.

## Chapitre II : Xavier de Virieu, un catholique résistant

De même que la personnalité de Pierre Dunoyer de Segonzac avait fortement imprégné l'esprit de l'École nationale des cadres d'Uriage, celle du marquis Xavier de Virieu, officier de cavalerie et apôtre des idées de Lyautey, a déterminé la nature, l'orientation et, *in fine*, le devenir de l'École militaire.

### UNE FORMATION MILITAIRE ET SOCIALE

Xavier de Virieu est né le 14 août 1898 à Paris<sup>25</sup>. Issu d'une grande famille de la noblesse dauphinoise, élevé dans le souvenir d'un passé glorieux et recevant une éducation très stricte, il se destina très vite au métier des armes et entra en 1916 à Saint-Cyr.

#### *Un avancement rapide*

Engagé volontaire, il se retrouva l'année suivante au front où il fut blessé trois fois en l'espace de quinze mois. En 1918, à vingt ans, il était sous-lieutenant, décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille militaire et de la croix de guerre. Dans l'entre-deux-guerres, sa carrière le confirma comme étant l'un des plus précoces et les plus prometteurs officiers de cavalerie de sa génération : que ce fût au Levant, à l'École de Guerre où il côtoya notamment de Lattre de Tassigny (de dix ans son aîné), ou à l'état-major, il récolta partout l'éloge de ses supérieurs<sup>26</sup>. En 1939, chef d'escadron, il se trouvait en tête de sa promotion.

---

<sup>25</sup> On se reportera pour plus de détails au travail de Fabienne COQUET, Le colonel Xavier de Virieu : un catholique dans la guerre (1939-1945), TER d'histoire contemporaine, Université Grenoble II, 1984, 304 p. dactylo.

<sup>26</sup> Notes de Xavier de Virieu, Archives du château de Virieu, fonds XV, sous-série 1 XV.

## *L'héritage de Lyautey*

Catholique, conservateur, Xavier de Virieu était proche, dans les années trente, du mouvement des Croix de Feu du colonel de La Rocque puis du Parti social français (PSF) créé par celui-ci en 1936. Mais son intérêt pour ces mouvements reflétait moins une quelconque volonté factieuse que son attachement à la cause des anciens combattants et son rejet de la Troisième République.

Dominait en lui un intérêt très profond pour les questions sociales, et plus particulièrement le “rôle social de l'officier”, tel qu'il avait été décrit par Lyautey dans la *Revue des deux Mondes*. Cette inspiration sociale le conduisit à participer, en 1936, avec ses amis Huet et Frédéric de La Chapelle aux “cercles sociaux d'officiers”, créés à l'initiative de ce dernier et qui, en l'espace de trois ans, touchèrent à Paris et en province plusieurs milliers d'officiers. Avec pour souci principal de rapprocher l'officier de l'homme de troupe et de faire prendre conscience aux cadres de l'armée du rôle social qu'ils devaient exercer vis-à-vis de leurs subordonnés, les cercles sociaux s'efforcèrent, au cours de réunions mensuelles, de mettre en rapport le point de vue des uns et des autres par le dialogue. Pour cela étaient organisées des causeries et des conférences, assurées par des responsables de la Jeunesse ouvrière chrétienne, et des cercles d'étude. En mars 1937, Georges Lamirand, centralien, directeur d'une usine de papiers peints, et futur secrétaire général à la jeunesse sous Vichy, vint faire une conférence sur “*le rôle social du patronat en usine et la mentalité ouvrière actuelle*”<sup>27</sup>. Parmi les auditeurs de cette conférence se trouvait très probablement l'un des jeunes officiers qui fréquentaient de près ces réunions

---

<sup>27</sup> Comptes rendus des réunions des cercles, Archives du château de Virieu, 3 XV.

: Pierre Dunoyer de Segonzac, ami de Xavier de Virieu qu'il avait rencontré au début des années trente<sup>28</sup>.

## UN CATHOLIQUE DANS LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Lors de la campagne de France, Xavier de Virieu exerce les fonctions de chef d'état-major de la cinquième division de cavalerie, sous le commandement du général Chanoine. De recul en recul face à l'avancée de l'armée allemande, dans des conditions très difficiles, la division se voit contrainte de se replier de Sedan à Saint-Valéry-en-Caux où il est fait prisonnier avec ses hommes<sup>29</sup>.

### *Captivité et vie spirituelle*

Xavier de Virieu accompagne alors ceux-ci à pied jusqu'au camp de Weinsberg, cherchant à donner l'exemple de la dignité sous le regard des Allemands. A l'Oflag 5 A, où il demeure jusqu'en décembre 1940, Xavier de Virieu participe à la naissance d'une "université" : cours, témoignages et conférences sont organisés par des officiers, notamment Henri Mougin, communiste et professeur de philosophie, et Gilles Ferry, ancien khâgneux, étudiant en philosophie et fils de l'ancien ministre Désiré Ferry<sup>30</sup>. La vie spirituelle s'organise aussi rapidement, sous l'impulsion des quelque soixante prêtres de l'Oflag<sup>31</sup>. Outre ses exposés devant les autres officiers, et sa participation à la vie spirituelle du camp, Xavier de Virieu s'adonne à la poésie.

---

<sup>28</sup> Témoignage de madame de Virieu, septembre 1994.

<sup>29</sup> Histoire de la 5<sup>e</sup> Division légère de cavalerie par Xavier de Virieu, Archives du château de Virieu, 4 XV.

<sup>30</sup> Gilles FERRY, Partance, histoire de formation et pratique littéraire. Paris, l'Harmattan, 1994, p.218-219.

<sup>31</sup> Témoignage sur la captivité en Allemagne de Xavier de Virieu, Archives du château de Virieu, 7 XV 34.

## *Les chantiers de la jeunesse et l'armée nouvelle*

Les dures heures de la débâcle et la longue marche en direction de l'Allemagne ayant fortement nui à sa santé, Xavier de Virieu est rapatrié à titre sanitaire en décembre 1940. A son retour, il est amené à faire des choix ; le 15 janvier, il reçoit à Virieu la visite de son ami Pierre Dunoyer de Segonzac, accompagné d'Éric Audemar d'Alançon<sup>32</sup>. Selon toute vraisemblance, Segonzac et d'Alançon lui ont proposé de les rejoindre à Uriage, où l'École nationale des cadres s'est définitivement installée. La proposition l'a certainement intéressé, attiré qu'il était par la question de la formation de la jeunesse ; ses idées, en matière patriotique autant que sociale, n'étaient en outre pas éloignées de celles de Segonzac. Mais sa personnalité en faisait un militaire avant d'en faire un éducateur et l'arbitrage entre l'armée et la jeunesse était difficile. A-t-il fait part de ses hésitations à Segonzac ? Toujours est-il que celui-ci insiste dans une lettre qu'il lui adresse le 24 janvier :

“Je suis bien peu qualifié pour vous donner un conseil ! Je puis simplement vous dire que j'aimerais servir sous vos ordres, qu'il y a certainement beaucoup plus à faire dans la jeunesse que dans l'armée, que Vichy dont je reviens me fait peur. (...) Il y a quelque chose de capital tout de même dans la proposition qu'on vous a faite car il est indispensable d'instruire le chef de l'armée à la jeunesse. Pour cela, je regretterai de tout mon cœur votre refus<sup>33</sup>.”

En dépit de cette invitation insistante, Virieu finit par refuser et choisit de répondre à une autre sollicitation : en avril, en congé d'armistice, il prend

---

<sup>32</sup> Témoignage de madame de Virieu. Leur venue est confirmée par la signature du livre d'or du château et par une lettre de Pierre Dunoyer de Segonzac à Xavier de Virieu (lettre du 24 janvier 1941, Archives du château de Virieu, 5 XV).

<sup>33</sup> Lettre de P. Dunoyer de Segonzac à X. de Virieu, 24 janvier 1941, Archives du château de Virieu, 5 XV.

le commandement de l'école régionale de cadres des chantiers de la jeunesse de Collonges-au-Mont-d'or, avec le grade de commissaire. Ce choix fait au profit des chantiers n'a certainement pas été facile ; il n'en exprime pas moins son souci de former des chefs pour l'armée nouvelle, armée qui - il en est persuadé - sera celle de la revanche :

“A proximité et dans un délai imprévisible, il y avait cette auto-libération du territoire pour laquelle il fallait des hommes. Les chantiers avaient leur part à prendre dans cette tâche ; non qu'ils puissent, comme par miracle, être armés et se soulever en masse, tout organisés et hiérarchisés ; mais simplement à force d'incarner aux yeux du peuple, dont chaque période de huit mois confiait une fraction, des perspectives viriles, raisonnables, réconfortantes - et à force de démontrer aux meilleurs la nécessité comme la certitude du recours aux armes<sup>34</sup>.”

### *Collonges, ou l'apprentissage du recours aux armes*

Cette nécessité du recours aux armes, Virieu la laissait entendre dès juin 1941 dans une conférence qu'il fit à ses élèves. Il décrit la situation du pays en reconnaissant tout d'abord le bien fondé du combat de la France libre :

”Des dissidents qui combattent au coté de l'Angleterre et qui groupent autour d'hommes attirés par l'aventure bon nombre de ceux qui ne veulent à aucun prix pactiser avec l'envahisseur, qui demeurent fidèles aux motifs de notre entrée en guerre, qui estiment nécessaire, dans le cas d'une victoire alliée, d'y avoir contribué par les armes, ou, simplement, mus par une pensée de rachat ou de sacrifice<sup>35</sup>.”

---

<sup>34</sup> Xavier de Virieu, “*L'homme et le soldat*”, introduction à un ouvrage autobiographique qui ne vit jamais le jour, décembre 1947, 64 p. dact., Archives du château de Virieu, 9 XV.

<sup>35</sup> “Réflexions sur la France de demain, juin 1941”. Archives du château de Virieu, 5 X.

Plus loin, s'il présente la régénération de la France (qui passe à ses yeux par la répudiation de l'individualisme et la restauration de la France dans ses limites territoriales) comme l'objectif final, il considère le refus de la résignation comme un objectif intermédiaire :

“La guerre n'est pas finie. Tout traité de paix mutilant la France et son Empire ne sera qu'un “diktat” dont la révision doit être attendue et préparée.”

Enfin, il conçoit la collaboration comme un “moyen”, non une fin, usant devant ses proches du proverbe “*Serre la main que tu ne peux mordre ; tu la couperas plus tard*<sup>36</sup>.” Pour préparer ses élèves à la revanche, il s'efforça d'orienter le programme de formation de l'école sur les raisons du recours aux armes (parmi les conférenciers, on peut noter la présence de Wladimir d'Ormesson et Jean Lacroix). Quant au programme technique, il ressemblait fort à celui d'une école militaire : l'armée d'armistice ayant prêté son concours aux activités pratiques, l'école s'est vue dotée d'instruments de topographie, d'orientation, d'optique, de transmissions.

Naturellement, comme dans d'autres cas (et celui d'Uriage en particulier) il est difficile de dire si l'enseignement de Collonges a influencé certains jeunes chefs, entraînant leur entrée dans la résistance. Toujours est-il que Virieu, qui put compter par la suite sur l'aide de plusieurs d'entre eux, eut le sentiment d'avoir réussi son œuvre :

“Cette communion de pensée entre instructeurs et stagiaires est attestée par les faits. Qu'il s'agisse de disperser en quelques heures des approvisionnements sur lesquels on craint que l'ennemi ne mette la main, de mobiliser l'école, de transporter des armes, l'instrument est docile, bien en main, unanime<sup>37</sup>.”

---

<sup>36</sup> Témoignage de l'abbé Lorenzi, Château de Virieu, août 1994. Témoignages écrits, 1984 et 1988, Archives du château de Virieu, 12 XV.

<sup>37</sup> Xavier de Virieu, “L'homme et le soldat”, *op. cit.*, p. 27.

L'école de Collonges, comme celle d'Uriage, s'est rapidement démarquée de la politique de collaboration à outrance menée par le gouvernement de Vichy, dès lors que celle-ci, marquée notamment par l'envoi des jeunes des chantiers en Allemagne, s'opposait à la perspective d'une reprise prochaine du combat. En janvier 1943, Xavier de Virieu, dont les activités de résistance n'étaient pas à leurs débuts, démissionne donc de ses fonctions aux chantiers de la jeunesse : dans la lettre qui accompagne sa démission, adressée au chef régional des chantiers, il écrit notamment :

“J'estime que la France est actuellement aux prises avec un mortel danger, celui de la servitude spirituelle qu'entraîne insensiblement la pratique de la collaboration avec un vainqueur armé d'une conception de la vie définie et dynamique. Je souhaite donc de toute mon âme la défaite de l'Allemagne et je forme des vœux pour tous ceux qui la combattent<sup>38</sup>.”

### *L'entrée en résistance*

Dès son retour en France, Xavier de Virieu avait fait la preuve de son patriotisme : il prit en charge au début de l'année 1941 - avec l'appui de son épouse qui, en son absence, avait accepté de constituer ce dépôt - entre trente et quarante tonnes d'armes et de munitions qui furent entreposées dans le château de Virieu. En novembre 1942, à la suite de l'invasion de la zone sud par les Allemands, ordre fut donné de livrer les dépôts d'armes à l'ennemi. Virieu s'y refusa. Il fit alors appel à quelques jeunes chefs de chantiers qui, avec l'aide de jeunes et quelques proches, l'aidèrent à dissimuler les armes. En janvier 1944, le commandant Costa de Beauregard demandant du matériel, une partie des armes sera extraite des cachettes du château pour être transportée dans le Vercors.

---

<sup>38</sup> Lettre du 24 janvier 1943, Archives du château de Virieu, 5 XV.

Dans le même temps, Xavier de Virieu prit contact avec Frenay puis rejoignit l'équipe de Descour, œuvrant à la constitution à Virieu d'un centre de refuge pour des réfugiés alsaciens et des Juifs, de recrutement et de documentation : les nouvelles équipes de la renaissance française (NERF), animées par les anciens d'Uriage y tinrent plusieurs réunions. Le château de Virieu devint ainsi un refuge régulier pour Dunoyer de Segonzac et les siens. Entre juillet et août 1943, Virieu réalisa un "Manuel à l'usage des corps francs", manuel du parfait maquisard, qui, d'abord ronéotypé, ensuite imprimé à Grenoble, fut diffusé à 3000 exemplaires dans les maquis de la région par l'équipe d'Uriage<sup>39</sup>. Cette dernière diffusa aussi le "Radio-journal libre", commentaire hebdomadaire des nouvelles réalisé par Xavier de Virieu, à partir d'informations extraites d'un poste de TSF puis de la presse suisse, afin de tenir les maquis au courant de l'actualité et de les informer des raisons de leur combat. Tiré tout d'abord à quelques centaines d'exemplaires, diffusé notamment dans les quartiers bourgeois de Grenoble, il devint, entre les mains des Mouvements unis de résistance (MUR) un instrument de propagande appréciable tirant à 1500 exemplaires.

### *La clandestinité et la libération*

En septembre 1943, à l'issue d'un "conseil de guerre" réuni à Virieu et auquel participaient sous la présidence du général Verneau les généraux Granier et Zeller ainsi que les commandants Descour et Vallette d'Osia, Xavier de Virieu est averti de l'intention des Allemands de procéder à la perquisition du château et à son arrestation. Il entre alors dans la clandes-

---

<sup>39</sup> État major de l'Armée, Instruction provisoire pour l'emploi des corps francs. Paris : Imprimerie nationale, 1939, 224 p. C'est sous cette couverture factice que l'ouvrage, en fait imprimé en février 1944 à l'imprimerie Prudhomme de Grenoble, fut diffusé. A l'intérieur, un papillon à détruire après lecture informait le lecteur de la réalité de son contenu. Il en existe encore plusieurs exemplaires, dont un conservé au Service historique de l'armée de terre.

tinité avec toute sa famille qui, d'abord disséminée dans les environs, finit par se retrouver à Chichilianne où Virieu reprend ses activités. C'est là qu'il assiste à la Libération, se mettant à la disposition des corps avancés américains en route vers Grenoble, avant d'être nommé chef du secteur IV des FFI de l'Isère. Quelques jours plus tard, à leur retour dans leur commune, les Virieu sont accueillis par une population en liesse. Xavier de Virieu est désigné comme maire, mais n'étant ni électeur ni éligible, il laisse le soin à son épouse d'entrer à la mairie, en tant que conseillère municipale, sous l'étiquette "*chrétienne sociale*<sup>40</sup>".

#### UN "MANDARIN REVOLUTIONNAIRE"

L'apparente discontinuité de ce parcours recèle en fait une indéniable continuité : Xavier de Virieu, tout au long de la guerre, est resté fidèle à ses idées, ses goûts et son caractère.

#### *Un pétainiste par tentation ?*

L'engagement de Xavier de Virieu reflète-t-il un pétainisme, sinon convaincu, du moins passager ? En fait, rien n'est moins sûr. Il est certain que Xavier de Virieu éprouvait un attachement envers la personne du maréchal Pétain : pour un ancien combattant de la Grande guerre, il n'y a là rien de bien surprenant, et Virieu demeura longtemps un maréchaliste fervent. Il partageait sans aucun doute certaines des valeurs prônées par le nouveau régime, à commencer par les trois principales, le travail, la famille et la patrie. Mais, dans le même temps, d'autres lui étaient totalement étrangères, essentiellement l'antisémitisme : le catholique qu'il était se disait avant tout "judéo-chrétien", et fondait son refus de l'antisémitisme sur sa foi

---

<sup>40</sup> Lettre de Xavier de Virieu à X, 26 septembre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

religieuse et certains textes de l'Église<sup>41</sup>. De même, la lecture, dans les années trente, de *Mein Kampf* d'Adolf Hitler et du *Mythe du vingtième siècle* de Rosenberg, appuyées par la condamnation dont le nazisme avait fait l'objet de la part du Pape, avaient fait de ce catholique pratiquant un antinazi convaincu, conscient du danger que représentait le nazisme pour la France :

“Le seul moyen de sauver l'âme française, que la conquête national-socialiste met en péril, est de restaurer les valeurs chrétiennes. Or cette restauration sera impossible tant que pèsera sur nous l'oppression actuelle<sup>42</sup>.”

Or, et là réside l'essentiel, son antinazisme et son désir de revanche passaient avant l'attrait pour certaines valeurs prônées par le régime : la réalisation de toute révolution était à ses yeux subordonnée à la libération du territoire. Le pragmatisme imposait à ses yeux que l'on se débarrassât d'abord de la menace nazie, avant de penser à celle du communisme :

“Comme il faut sérier les préoccupations, il y a un ordre d'urgences à établir. D'une de ces maladies nous sommes atteints puisque l'envahisseur est là qui nous impose ses conceptions et modifie par retouches brutales et excessives nos structures et notre propre conception de la vie. De l'autre maladie nous sommes simplement menacés. D'abord lutter contre le mal présent, parallèlement se prémunir contre le mal possible, tel me paraît devoir être l'ordre des facteurs<sup>43</sup>.”

---

<sup>41</sup> Par exemple la déclaration du Saint-Office du 21 mars 1928 qui “condamne de la façon la plus nette la haine contre le peuple qui était autrefois le peuple élu de Dieu, cette haine qu'on désigne aujourd'hui en général sous le nom d'antisémitisme”. Documentation personnelle de Xavier de Virieu (présentée sous formes de fiches), Archives du château de Virieu.

<sup>42</sup> Explications de sa démission, jointes en annexe à celle-ci au Commissaire régional de la province Alpes-Jura, 24 janvier 1943, Archives du château de Virieu, 5 XV.

<sup>43</sup> *Ibid.*

Ce refus de la collaboration conçue comme une fin et de l'anticommunisme comme fondement de toute politique rend difficile, en ce qui concerne Virieu, la qualification de pétainiste, même par tentation, sauf à ne considérer le pétainisme que comme l'adhésion à des valeurs et des idées, et non à la politique du gouvernement de Vichy. Or, tout séduit qu'il fut par certaines valeurs du régime (et même certaines réalisations, comme les chantiers), Virieu est demeuré méfiant à l'encontre de la politique menée par les gouvernements successifs.

### *Maréchalisme et thèse du double jeu*

Mais la personnalité de Xavier de Virieu ne peut tout à fait se comprendre si l'on ne prend pas en compte son attachement à la personne du maréchal Pétain, attachement qu'il semble avoir conservé bien au-delà de la guerre et de la Libération. En effet, il fut dans un premier temps convaincu qu'existait un accord tacite entre de Gaulle et Pétain ; le désir secret qu'il avait de voir la France reprendre le combat, il l'espérait chez beaucoup, y compris chez Pétain, *"celui-ci exerçant le «mauvais rôle», le général de Gaulle tenant le «beau rôle», deux rôles complémentaires pour le salut de la France<sup>44</sup>"*. Comment expliquer, sinon, qu'il ait demandé, au mois de juillet 1941, à Claude Carcopino, le fils de Jérôme Carcopino, de lui envoyer au plus vite à Collonges des exemplaires des œuvres militaires de Charles de Gaulle<sup>45</sup> ! Certes, on peut y voir un exemple de l'ouverture d'esprit de Virieu et de l'intérêt, qui remonte aux années trente, de cet officier de cavalerie pour les thèses du colonel de Gaulle. Mais aurait-il fait une demande aussi ouverte s'il n'avait pas eu le sentiment qu'un tel geste

---

<sup>44</sup> Témoignage de l'Abbé René Lorenzi, janvier 1988, Archives du château de Virieu, 11 XV.

<sup>45</sup> Lettre de Claude Carcopino à Xavier de Virieu, 11 juillet 1941, Archives du château de Virieu, 5 XV. Dans cette lettre, à en-tête du ministère de l'Éducation nationale, Claude Carcopino écrit : *"Je ne vois vraiment pas comment je pourrais me procurer les œuvres du général de Gaulle, mais si, à Paris, je découvre les oiseaux rares, je vous les enverrai par la camionnette du ministère."*

pouvait, au fond, ne pas être jugé répréhensible ? En fait, il apparaît vraisemblable que l'acquisition de ces ouvrages se soit avant tout inscrite dans sa volonté de former à Collonges une armée nouvelle.

Il n'est pas douteux, par ailleurs, que son attachement à la thèse du double jeu survécut à la libération : dans un discours prononcé en août 1950 devant des anciens du groupement 12 des chantiers de la jeunesse d'Alpes-Jura, il déclara (quelques semaines après les déclarations du colonel Gilbert Renault, dit *Rémy* dans *Carrefour*) :

“Rémy a été mis à la porte des Français libres pour avoir dit que le général de Gaulle et Pétain avaient été également utiles à la France. Je crois qu'avec le recul cela s'avère vrai<sup>46</sup>.”

Par la suite, lorsque la politique du gouvernement lui apparut contraire à ce qu'il en attendait, il attribua cette évolution tantôt aux pressions allemandes, tantôt à l'influence de son entourage sur un homme qui avait “*dépassé le temps de la lucidité plénière et de l'inexpugnable fermeté d'âme*”, ce qu'il exprima encore en juin 1944 dans un texte non diffusé, parce que jugé trop indulgent par les MUR, mais qu'il ne renia pas pour autant :

“On impute à grief au Maréchal échec militaire, reddition, persécutions, exécutions, tout ce que sa présence a permis et couvert. Mais, dans l'autre plateau de la balance, il n'est pas question des réalisations, sans doute imparfaites mais appréciables, de la Révolution nationale qu'il est maintenant d'usage, par parti-pris, conviction tardive ou lâcheté, de répudier en bloc. Or, si la politique sociale a été insuffisante et si elle a subi le contrecoup de contraintes et d'erreurs, doit-on maudire les intentions qui

---

<sup>46</sup> Discours du colonel de Virieu à Chamrousse, le 27 août 1950, devant le club du Recoin, association des anciens du groupement 12 des chantiers de la jeunesse, Archives du château de Virieu, 9 XV. Ce texte est une retranscription du discours en partie improvisé du colonel de Virieu.

l'ont inspirée et les résultats concrets auxquels elle a, dans bien des cas abouti ? Ne convient-il pas de saluer l'effort fait à l'insu de l'ennemi et contre lui, en faveur de la jeunesse, jusqu'alors délaissée ? Un esprit et des méthodes d'éducation personnelle et civique survivront, qui ont déjà porté leurs fruits et fourni notamment, par une logique application des principes inculqués, des cadres solides à la résistance<sup>47</sup>.”

### *Ruptures et continuité*

Ce qui frappe dans le parcours de cet homme pendant la Deuxième guerre mondiale, ce sont donc moins les ruptures qu'une étonnante continuité qui trouve son origine dans la personnalité même de Xavier de Virieu dont la foi et la vie spirituelle ont déterminé tour à tour son entrée dans les chantiers de la jeunesse et dans la résistance. Car il n'y avait pas de son point de vue de contradiction entre ces engagements successifs, mais un prolongement logique : mû par le désir de revanche, le refus de la collaboration, un antinazisme chrétien, il a cherché à former une jeunesse aux chantiers, puis, lorsque ce fut rendu impossible par les circonstances et l'orientation du gouvernement de Vichy, dans la clandestinité. Si l'évolution des événements lui causa un cas de conscience, comme en témoigna l'abbé Lorenzi, *”ce n'est pas au sujet d'une fidélité au maréchal Pétain, mais d'une fidélité du Maréchal au véritable avenir de la France<sup>48</sup>”*, avenir de la France qu'il entendait pour sa part défendre.

---

<sup>47</sup> Xavier de VIRIEU, “Le cas Pétain”, *Radio-journal libre*. Paris-Lyon : Éditions Jean Cabut, 1947, p. 446-454.

<sup>48</sup> Témoignage de l'Abbé René Lorenzi, janvier 1988, Archives du château de Virieu, 11 XV.

## Un “monarcho-communo-chrétien“ ?

Le plus difficile, sans doute, pour l'historien politique, est que l'attitude de Xavier de Virieu n'avait pas de fondements à proprement parler politiques mais plutôt spirituels. En ce sens, on ne peut parler, comme le fit Fabienne Coquet, d'une "évolution politique" de Xavier de Virieu au contact des réalités sociales pendant la guerre<sup>49</sup>. Agissant en chrétien, il défendait des valeurs (et non un régime politique particulier), ce qui le plaçait au-delà des clivages politiques. Patriote, il entendait défendre avant tout la France et le rayonnement de celle-ci dans le monde. Conservateur, il pouvait en même temps se montrer tout à fait progressiste en certains domaines, ouvert qu'il était aux questions sociales depuis, depuis les Cercles sociaux d'officiers (il s'agissait donc d'une constante chez lui). Mais, et là réside toute l'ambiguïté du personnage, son ouverture sur la question sociale, son constant désir de dialogue et ses conceptions non conformistes en matière de rapprochement de l'officier et de l'homme de troupe reflétaient moins un véritable progressisme que l'expression contemporaine d'une fidélité à la tradition sociale de l'Église, laquelle s'est notamment incarnée dans l'Encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII. La guerre l'a certainement ouvert sur certains problèmes sociaux, mais elle ne l'a point changé, et encore moins transformé en un homme de gauche : il n'est pas sorti de la clandestinité plus révolutionnaire qu'avant ; il l'a vraisemblablement été tout au long de la guerre, à sa façon, et la libération lui sembla simplement le moment idéal pour mettre en œuvre cette révolution qui, sous Vichy, avait avorté.

---

<sup>49</sup> *Op. cit.*, p. 147. Fabienne Coquet écrit notamment : "La résistance avait donc imprimé une nouvelle orientation dans ses conceptions politiques : Virieu était désormais le défenseur d'un régime de liberté, de justice, approuvait les idées sociales de la Résistance, préconisait la marche vers le progrès social et humain, alors qu'en 1940 il apportait son soutien actif à un régime autoritaire".

Car Xavier de Virieu se définissait lui-même comme *”un mandarin révolutionnaire<sup>50</sup>”*. Mais les transformations qu’il appelait de ses vœux ne s’inscrivaient pas dans un cadre politique : l’Homme lui semblait être la cible principale de cette révolution. Le régime, quant à lui, semblait peu lui importer ; il fut certainement gaulliste pendant la clandestinité, mais vraisemblablement par défaut, à la manière de Beuve-Méry : *”la résistance ne peut avoir actuellement d’autre chef que le général de Gaulle“*, écrivit l’ancien journaliste du *Temps* dans une note intitulée *”le sens de la lutte<sup>51</sup>”*. *”L’oncle Xavier disait que selon lui le meilleur régime devait être monarcho-communo-chrétien<sup>52</sup>”*, témoigna l’un de ses proches : tolérant et ouvert, il était partisan, en 1944 d’une réconciliation nationale, peu enclin par conséquent à soutenir les partisans de l’épuration. Il n’était, à tout prendre, ni monarchiste ni communiste, mais reprenait à son compte les aspirations des partisans de ces différents régimes : l’entente et l’unité de la monarchie, les aspirations sociales des communistes, et naturellement l’évangile chrétien. C’est vraisemblablement sa foi chrétienne qui déterminait son attitude vis-à-vis du communisme : tout anticommuniste qu’il fût, il acceptait le dialogue avec les communistes et, plus encore, partageait avec eux le constat d’un problème social. Seulement, c’était à ses yeux aux Chrétiens de résoudre ce problème. En se gardant de toute vision téléologique, il semble que les idées qu’il exprima en août 1950 devant des anciens des chantiers de la jeunesse reflètent bien son attitude vis-à-vis des communistes à la Libération : *”Le jour où la question sociale sera réglée, je ne vois pas ce que le communisme viendrait faire ; il a pour moi mission de régler la question sociale : si elle est réglée, il n’aura plus de raison d’être. Je crois que le communisme est l’affaire des Chrétiens. Si les*

---

<sup>50</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Charles-Henri de Lévis-Mirepoix, 12 février 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>51</sup> Archives nationales, 72 AJ 51. C’est nous qui soulignons.

<sup>52</sup> Témoignage de Bernard de Buffières, 23 septembre 1983, Archives du château de Virieu, 11 XV.

*chrétiens l'étaient dans le sens apostolique du mot, il n'y aurait pas de communisme<sup>53</sup>.*”

Cette complexité de la personnalité de Xavier de Virieu est essentielle : elle explique à elle-seule certaines évolutions de l'école d'Uriage, permet de mettre en perspective certaines incompréhensions des autorités à l'égard d'une école qui, comme son chef, s'inscrivait dans la recherche d'une nouvelle voie :

“Je pense en effet qu'Uriage peut constituer un prototype : celui d'une école militaire d'un modèle nouveau, mêlant, dans le creuset de la révolution en marche, les aspirations de l'armée future et les traditions de l'armée ancienne, les valeurs survivantes de la bourgeoisie et les valeurs montantes du monde du travail, la stabilité d'une histoire riche de ressaisissements et les mouvantes perspectives du socialisme<sup>54</sup>.”

---

<sup>53</sup> Discours devant le club du Recoin, 27 août 1950, *op. cit.*

<sup>54</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 31 décembre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

### Chapitre III : Uriage, fille de la résistance

C'est sans nul doute de longue date que Xavier de Virieu avait envisagé la création de cette école. La libération fut pour lui l'occasion de mettre ses idées éducatives en pratique et de former des cadres pour la résistance, réalisant ainsi une école au style et à l'esprit très particulier.

#### L'ESPRIT

Au début du mois de septembre, alors qu'il se trouvait à la tête du secteur IV des FFI de l'Isère, Virieu réunit autour de lui à Monestier-de-Clermont Louis Poli, ancien documentaliste de l'École de cadres d'Uriage, Henri Ripert et Gaston Rouillon, tous deux anciens de Jeunesse et Montagne. Quelques jours auparavant, il avait soumis au colonel Descour, ainsi qu'à Huet, un avant-projet hâtivement construit ; de son côté, Louis Poli avait constitué aussi un projet, plus approfondi<sup>55</sup>. Le projet final fut élaboré à Monestier, en fusionnant les éléments des deux projets. De cette réunion sortirent l'organisation de l'école, son programme, son emploi du temps, et le plan de recrutement des cadres<sup>56</sup>.

#### *L'équipe initiale*

En attendant la remise en état du château, gravement endommagé par la milice au moment de son départ précipité, l'école s'installa dans un petit local de la rue Cornélie-Gémond, à Grenoble, et recruta ses premières secrétaires, Gaby Bernheim et Yvonne Jacquot - une ancienne de l'école de Pierre Dunoyer de Segonzac. Ils y furent rejoints petit à petit par les autres

---

<sup>55</sup> Xavier de Virieu, "Souvenirs sur Louis Poli", Archives du château de Virieu, 7 XV 34.

<sup>56</sup> Xavier de Virieu, "Un an". L'Amalgame, n° 5, septembre 1945. Archives du château de Virieu, 7 XV 20.

membres de l'équipe, notamment Charles Bozon, FTP de Savoie, Fernand Laporte, passé par l'Espagne, Alger, Douera et la Corse avant d'être parachuté dans les maquis de la Drôme, et Paul Grillet, ancien des chantiers de la Jeunesse et de l'École de Dunoyer de Segonzac, gravement blessé dans les combats pour la libération de Paris.

Point commun de tous les membres de cette équipe initiale, et de tous ceux qui allaient rejoindre l'encadrement l'école, leur appartenance à la résistance : les instructeurs, les membres du bureau d'études mis en place par Louis Poli, aussi bien que les secrétaires avaient fait partie de la résistance active, souvent depuis la première heure. Autant dire qu'au-delà de l'appartenance à l'AS ou aux FTP (24 cadres appartenaient à l'AS et 5 aux FTP au démarrage de l'école<sup>57</sup>), un esprit commun animait les cadres, désireux de prolonger l'œuvre entreprise dans la clandestinité et de voir entreprises les réformes qu'ils avaient espérées, envisagées, voire élaborées, ce qu'exprime bien Virieu dans l'allocution qu'il fit en janvier 1945 devant les stagiaires de la troisième promotion :

“Cette école est avant tout une fille de la Résistance, parce qu'elle a été conçue dès avant la Libération par des hommes qui (...) avaient pensé que le jour où, comme ils l'espéraient, le sol serait libre, il faudrait réunir les chefs qui avaient combattu, leur faire prendre conscience de ce qu'ils avaient fait, et plus encore de ce qu'il leur restait à faire<sup>58</sup>.”

### *Une résistance militante*

La conception de la résistance telle qu'elle s'exprime à Uriage n'est en effet en rien comparable à une amicale d'anciens combattants. Le combat,

---

<sup>57</sup> SHAT, 7 P 194.

<sup>58</sup> Xavier de Virieu, veillée d'ouverture du troisième stage, 17 janvier 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 27.

tant militaire qu'institutionnel et social, se poursuit et il appartient aux FFI d'y prendre part. La libération du territoire pratiquement acquise, beaucoup sont tentés de retourner à leur vie civile, ce que déplore Virieu :

“En France, actuellement, vous voyez un divorce s'installer entre certains combattants et ceux qui se battent, ce qui est une chose extrêmement grave. Ce qu'il ne faut pas c'est que cet esprit vive dans une école comme celle-ci<sup>59</sup>.”

Ce souci d'éviter une fracture entre les résistants et les combattants du front a poussé l'encadrement à envisager dès le début de faire d'Uriage une école mobile, qui suivrait les combattants du front. Une fois cette idée abandonnée, la nécessité est très vite apparue d'envoyer les stagiaires au front, ce qui fut décidé dès la fin du premier stage. Uriage pensait ainsi éviter la séparation, très nette dans l'ensemble, entre les combattants d'Afrique du nord et les résistants restés à l'arrière, dans leurs casernements ou leurs centres d'instruction.

Combattante, la conception de la résistance défendue à Uriage était aussi combative et refusait le retour à la vie normale. Dans une note adressée au commandant Le Ray, Virieu distingue ainsi l'ancien résistant, *”qui s'est replié dans la coulisse”*, le néo-résistant, *”qui s'est lancé à corps perdu dans une bataille gagnée”*, et enfin le militant, qui - *”hier dans la nuit, aujourd'hui au grand jour”* - poursuit l'œuvre de la résistance<sup>60</sup>. Le premier, parce qu'il était retourné à sa vie antérieure, n'était plus d'aucun secours pour les idées de la résistance. Le second, factice, nuisait en fait à l'image de la résistance. Le troisième était le seul susceptible de conserver et surtout de perpétuer les leçons de la résistance.

---

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Note complémentaire sur la résistance, 26 août 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

En Isère, cette conception de la résistance s'est incarnée - assez tardivement il est vrai - dans l'Association des militants de la résistance (AMR), à laquelle appartient Virieu, qui cherchait à faire échec à la Fédération nationale des anciens résistants, dont les origines parisiennes aussi bien que la conception qu'elle se faisait du rôle des résistants étaient contestés<sup>61</sup>. Pour sa part, l'AMR se fixait des objectifs ambitieux :

“Il nous faut des hommes et des femmes qui demain comme hier restent décidés à oser, à courir un risque malgré les obstacles et les difficultés. C'est dire que si la qualité de Résistant est la condition de garantie, il faut encore ajouter le désir de rester résistant au sens que ce mot comporte de révolutionnaire, de désintéressé et d'hostile à l'état d'esprit d'avant 1939<sup>62</sup>.”

#### LES BUTS

Cet esprit particulier eut pour application essentielle le développement d'une véritable mystique de l'unité. Tout, dans l'enseignement et le style de l'école, était orienté vers la réalisation de cette unité, d'abord au sein des FFI, ensuite entre FFI et Armée d'Afrique.

#### *Former des cadres FFI*

Mais cette unité n'était réalisable qu'après la formation technique des FFI. Or, même s'ils comptaient parmi les meilleurs éléments de la résistance armée, les stagiaires accueillis à Uriage n'avaient pour la plupart reçu encore aucune formation - ou tout au plus une instruction fragmentaire - et, à l'évidence, leur valeur technique était pour le moins médiocre, si bien que

---

<sup>61</sup> Rapport transmis au préfet, 15 mai - 15 juin 1945, ADI, 52 M 137.

<sup>62</sup> “Appel aux militants de la résistance”, *Les Allobroges*, 23 juin 1945.

leur intégration dans des unités de combat pouvait sembler souvent prématurée. Mais c'était naturellement le propre de la résistance que d'avoir engagé dans l'action des jeunes gens peu formés. Encore faut-il noter qu'à la différence de beaucoup d'autres maquis, les groupes de résistance de la première région militaire avaient bénéficié d'un encadrement important de militaires de carrière : les Descour, Le Ray, Valette d'Osia, Virieu en étaient l'illustration. A la Libération, il ne fait aucun doute que ce fort encadrement a facilité la formation des FFI et leur intégration dans l'armée.

### *Fusionner AS et FTP*

Mais cette dernière était difficilement réalisable tant que subsistaient des oppositions et une pluralité de commandement entre les FFI (principalement l'AS) et les FTP. L'objectif immédiat était donc l'union des différentes composantes de la résistance ; mais il devait permettre la réalisation d'un second objectif, plus lointain, l'union des forces de l'intérieur, des forces françaises de l'extérieur et des prisonniers (lorsque ceux-ci seront de retour) au sein d'une seule et même armée. Ainsi, ce n'est, aux yeux des cadres d'Uriage, qu'unis, regroupés et donc renforcés que les FFI pourront intégrer l'armée nouvelle, ce qu'exprima le commandant Le Ray lors de l'inauguration :

“Pour pénétrer de façon valable dans l'organisme d'ensemble que nous avons la prétention de régénérer, il faut, au préalable, nous recueillir, nous livrer à un véritable examen de conscience, cuirasser nos énergies, parfaire nos instructions, puis en phalange concentrée, homogène, accéder de plain-pied à cette arène où sont rassemblés nos camarades<sup>63</sup>.”

---

<sup>63</sup> *Op. cit.*

Dès sa création, l'École d'Uriage s'est donnée pour but la réalisation de cette fusion. Fusion, et non intégration : il s'agissait moins dans l'esprit du commandement de l'école d'absorber simplement les FTP au sein du commandement unifié des FFI que de faire de l'armée nouvelle une synthèse de ces différentes composantes. La fusion permettrait aux différents groupements de la résistance de conserver leur physionomie propre. Expression de cette volonté, la place importante accordée aux FTP dans l'encadrement de l'école, mais plus encore, la répartition des stagiaires. Ainsi, le nombre de stagiaires AS et FTP était respectivement pour le premier stage 35 et 22, 31 et 20 pour le second et 46 et 57 pour le troisième<sup>64</sup>. Ce relatif équilibre est important ; en effet, il est rarement constaté dans les autres écoles de cadres. Encore faut-il se garder d'y voir un choix politique : la représentation importante des communistes au sein de l'école, voulue dès le début par Xavier de Virieu<sup>65</sup>, exprime bien plus une attitude philosophique, empreinte de souci d'équité et d'ouverture d'esprit. Au sein de l'école, il s'agissait d'instaurer un dialogue constant entre AS et FTP et de mettre en évidence les points communs plus que les différences, par la mise en valeur du *"capital collectif des services rendus et des dangers courus pour montrer la solidarité de la Résistance"*<sup>66</sup>. Mais il est certain que la présence de communistes au sein de l'école a pu être interprétée autrement, les uns - communistes - y voyant une reconnaissance de la justesse de leur combat, les autres - conservateurs, au sein de l'armée et en dehors - y voyant une caution donnée aux communistes, sinon une connivence de fait.

---

<sup>64</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, décembre 1945, Archives nationales, 52 AJ 51.

<sup>65</sup> Témoignage de Fernand Laporte, Grenoble, 22 février 1994.

<sup>66</sup> Xavier de Virieu, *l'Homme et le Soldat*, op. cit.

## *L'amalgame*

Quoi qu'il en soit, cette fusion, de part et d'autre, était conçue comme un préalable à la réalisation d'un amalgame plus général, permettant l'intégration des FFI dans l'Armée d'Afrique. Celui-ci posa certainement de plus lourdes difficultés que la simple fusion de forces qui, toutes différentes qu'elles furent n'en n'avaient pas moins combattu ensemble : dans la région grenobloise, en particulier, la collaboration entre l'AS et les FTP était déjà bien avancée lorsque intervint la libération. Ces difficultés, le général Molle, commandant du 8<sup>e</sup> Régiment de tirailleurs marocains (RTM), les exposa aux stagiaires de la deuxième promotion à l'occasion d'une visite<sup>67</sup>. Les relations entre FFI et FFE (Forces françaises de l'extérieur) étaient en effet marquées au mieux par une méconnaissance mutuelle (en particulier en ce qui concernait le rôle des uns et des autres dans les combats), au pire un mépris partagé. S'y ajoutaient des accusations politiques, les FFE accusant les FFI d'anarchisme et de communisme, ces derniers n'hésitant pas parfois à traiter les premiers de réactionnaires, voire de "fascistes". Enfin, il faut bien noter une ignorance quasi générale parmi les cadres de l'armée d'Afrique, des réalités des problèmes français, passés (l'occupation, les privations) et contemporains (les combats de la libération, la pénurie, aussi bien que le profond désir de changement). Pour schématiser, on pourrait dire que les premiers souhaitaient rétablir la France qu'ils avaient connue avant leur départ, tandis que les seconds souhaitaient réformer le pays qu'ils n'avaient pas quitté.

---

<sup>67</sup> ADI, 102 J 25.

## LA PEDAGOGIE

L'originalité principale de l'École de cadres FFI d'Uriage réside dans la volonté de ses cadres de fournir aux stagiaires, outre une formation technique classique, une formation personnelle et sociale, le tout visant à former des "citoyens-soldats", capables de comprendre à la fois le pourquoi et le comment de leur combat.

### *La formation militaire*

Phase essentielle de la formation des stagiaires, la formation militaire, sous la responsabilité du capitaine Rouillon, officier de carrière et ancien de Jeunesse et montagne, visait à former des hommes capables de se battre et de diriger des soldats. Occupant une place d'abord relativement faible dans l'emploi du temps, elle allait rapidement jouer un rôle essentiel, au vu de l'insuffisance manifeste de la formation initiale des cadres FFI. La formation militaire devait s'efforcer de palier les insuffisances des stagiaires et les initier au maniement des armes ainsi qu'à la conduite du combat moderne<sup>68</sup>. Les stages étaient ainsi divisés en deux parties, la première, à l'école, comprenant un entraînement militaire et sportif intense, et la seconde (effective à partir de la seconde promotion), au sein d'une unité de la première armée, voyant les stagiaires - accompagnés de leurs instructeurs et de la quasi totalité de l'encadrement - participer aux combats et prendre un commandement.

La méthode d'instruction choisie fut celle de la découverte plutôt que de la démonstration, et celle du risque. En effet, nombre d'exercices, sur les pentes de Chamrousse ou dans la plaine iséroise, à Gières, furent effectués avec tir réel, souvent à double action. Dans les exercices, les performances

---

<sup>68</sup> Capitaine Gaston Rouillon, "La formation militaire à l'École d'Uriage", brochure , 1945, 40 p., ADI, 102 J 121. Gaston Rouillon est aussi l'auteur d'une Notice sur l'instruction et l'emploi du tir instinctif ; Grenoble : imprimerie Prudhomme, 1945, 16 p.

individuelles furent délaissées par Gaston Rouillon au profit des performances d'équipe.

### *Former des “citoyens-soldats”*

Mais l'originalité d'Uriage par rapport à beaucoup d'autres écoles FFI résidait dans la formation générale qu'elle a cherché à apporter à ses stagiaires en plus de l'instruction militaire. Les idées d'Uriage en la matière, du fait en particulier de la personnalité de son chef, se situent en droite ligne de celles qu'exprimait Lyautey et sont fortement marquées par le contexte réformateur de la Libération :

“Aujourd'hui, la réalité sociale est tellement complexe, les hommes sont tellement liés entre eux qu'il n'est pas permis à quiconque, à l'officier notamment, de se désintéresser de ces problèmes d'ensemble<sup>69</sup>.”

Il est vrai que d'autres écoles de cadres mettaient en avant la nécessité d'une formation sociale de l'officier (Lespinet, près de Toulouse, notamment), mais la nouveauté résidait dans la réalisation pratique, qui amena Louis Poli, chef du bureau d'études, à mettre en place un système fondé sur une pédagogie progressive. Le programme était ainsi abordé par le biais de cercles d'études, où l'on partait d'un sujet précis (la reconstruction de l'armée) pour arriver à un sujet général (la reconstruction de la nation), et de conférences. Ensuite, cette pédagogie était collective : outre que les stagiaires étaient amenés à s'exprimer autant que les conférenciers, apportant ainsi leurs idées et expériences, les conférences étaient souvent complétées par des témoignages.

---

<sup>69</sup> Xavier de Virieu, Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 53.

La pédagogie d'Uriage se caractérisait donc par une extrême richesse et une grande diversité. Ainsi les cercles d'études, par exemple, ne se résumaient-ils pas à une discussion sur un sujet : il pouvait s'agir de cercles d'ouverture, qui cherchaient à intéresser les stagiaires à un sujet abordé plus tard, de cercles d'assimilation, qui visaient à permettre aux stagiaires de se situer individuellement par rapport à un problème donné, ou de cercles de clôture, qui intervenaient à l'issue d'un cycle.

“Pour résumer les principes sur lesquels repose l'œuvre éducative d'une école militaire type 1944, on dira volontiers qu'il est nécessaire, pour faire un chef, parallèlement de l'instruire de son métier de soldat et de le former dans son rôle de citoyen. En même temps, il s'agit de réconcilier dans le même homme le citoyen qui a tendance à sous-estimer la technique et le soldat qui méprise tout ce qui ne lui paraît pas concourir directement à la victoire militaire. Pas d'armée populaire - séduisante perspective et songe toujours évaporé - sans cette synthèse<sup>70</sup>.”

Que cette pédagogie ait rencontré parfois quelques écueils n'est pas étonnant : le cercle d'étude s'est parfois transformé en débat entre deux ou trois personnes ou au contraire en mêlée générale sans conclusion possible. Il est certain, en outre, que l'origine sociale des stagiaires et leur formation scolaire ne les prédisposait pas toujours à maîtriser les sujets abordés en cercles ou en conférences, et que l'insuffisante maîtrise par les instructeurs du vaste programme traité à Uriage posait parfois aussi des difficultés.

---

<sup>70</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

### *Le bureau d'études*

Pour que l'enseignement fut efficace, il fallait donc pouvoir mettre à la disposition des stagiaires une importante documentation, comprenant aussi bien les exposés et témoignages faits à l'école que des synthèses de textes parus dans la presse. Ce rôle revint au bureau d'études, mis en place par Louis Poli avec l'aide, entre autres, de Paul Grillet et de Gilles Ferry. Le bureau d'études comprenait une bibliothèque de 1600 ouvrages<sup>71</sup>, que Virieu enrichit de l'apport d'une partie des fonds de Jeunesse et montagne, du premier Uriage et de Collonges (non sans mal, l'Éducation nationale rechignant à confier ces ouvrages à l'armée), et d'un fonds de documentation qui, fondé sur la classification qui était celle du premier Uriage et reprenant une grande partie de la documentation de celui-ci conservée par Poli ou Ferry. Il y avait nécessairement des lacunes dans cette documentation : si le Service historique envoyait régulièrement des livres nouveaux à l'école et si cette dernière était abonnée à un grand nombre de journaux français et étrangers, ses faibles moyens ne lui permirent pas d'investir dans des dictionnaires ou encyclopédies pourtant indispensables.

Le bureau d'études n'en n'est pas moins parvenu à mener à bien ses tâches principales : établir le programme d'instruction générale, fournir aux stagiaires la documentation qui leur était nécessaire et se mettre à la disposition des équipes pour participer aux conversations et aider à en faire la synthèse.

---

<sup>71</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 65.

## *Un style de vie*

Au-delà de cet aspect intellectuel, l'une des caractéristiques majeures de la pédagogie d'Uriage résidait dans le style de vie qu'elle offrait à ses stagiaires, au grand air, dans un cadre somptueux. L'humanisme qu'Uriage entendait mettre en œuvre par le biais de son programme de formation personnelle passait en effet par la mise en valeur d'un style de vie rigoureux :

“Le principe de cet humanisme, écrit Virieu dans le rapport d'ensemble, est de réaliser l'équilibre de l'homme militaire dans la pratique d'un “style de vie”. Les deux éléments essentiels de ce nouveau style militaire sont, d'une part, une combinaison harmonieuse de la discipline et de la détente, d'autre part, la vie en équipe<sup>72</sup>.”

Cette idée d'une discipline consentie est l'un des points essentiels de ce style de vie. On pensait en effet à Uriage que la véritable autorité s'exerce par une alternance de liberté et de contrainte. Quant à la vie en équipe, elle pouvait seule permettre dans l'esprit de l'équipe d'Uriage l'épanouissement de la personne dans l'harmonie du groupe. Pendant toute la vie de l'école, les stagiaires vivaient et discutèrent en son sein, regroupés par douzaines dans les chalets dispersés sur les pentes de Saint-Martin-d'Uriage :

”La vie en équipe, écrit Virieu, a une valeur éducative et sociale certaine. Elle a aussi une valeur pédagogique. Aussi le fait de vivre de cette manière à Uriage est-il une excellente vulgarisation de la méthode parmi les hommes qui en découvrent le bienfait et l'appliqueront à leur tour<sup>73</sup>.

---

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 20.

Le système des chefs d'équipe permettait en outre de parfaire l'esprit d'équipe, tout difficile qu'il fût parfois à mettre en œuvre, car il n'était pas toujours évident de trouver des instructeurs assez compétents pour s'imposer à des officiers de grade et d'âge très différents.

Naturellement, ce style de vie particulier reposait aussi sur un équilibre entre les activités mentales et les activités physiques. De fait, parce qu'il était question de former des hommes au combat, l'éducation physique occupa une place non négligeable dans la formation des stagiaires. Or, le recrutement des FFI s'étant effectué sur la base du volontariat, sans qu'une sélection physique n'ait jamais été effectuée, l'état physique des stagiaires laissait souvent à désirer<sup>74</sup>. Pour améliorer cet état de fait, l'équipe d'instructeurs (qui comprenait en son sein le champion de France 1945 du 5 000 mètres, René Breistroffer) élaborait un programme qui comprenait une séance obligatoire d'éducation sportive, souvent fondée sur la méthode d'Hébert, dite hébertisme, qui consistait à l'École militaire d'Uriage (EMU) en un parcours varié, tous les matins entre deux conférences.

L'éducation sportive était souvent couplée avec l'éducation militaire, lorsqu'il s'agissait d'enseigner quelques sports de combat ou encore les principes du tir instinctif, chers à Gaston Rouillon. Tout porte à croire que cet enseignement n'était pas pris à la légère par les stagiaires, aussi bien parce qu'ils avaient conscience que leur vie pouvait en dépendre au front que parce que l'éducation sportive comptait pour beaucoup dans la notation finale des stagiaires (20 %).

---

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 43.

## LES STAGES

Ainsi présentée, la pédagogie peut paraître figée. Elle n'en a pas moins évolué tout au long de l'existence de l'école, chaque stage amenant des modifications.

### *Uriage, école départementale : le premier stage*

Le premier stage, débuté le 27 septembre et d'une durée de deux semaines, s'inscrivit très nettement dans un cadre départemental. Ne pouvaient y participer en principe que des officiers et sous-officiers originaires des maquis isérois. Néanmoins, du fait de son caractère improvisé, ce stage ne regroupa qu'une trentaine d'officiers, une cinquantaine de sous-officiers et deux soldats ayant commandé des troupes dans recevoir de galons, originaires aussi bien de l'Isère que de la Drôme. Parmi eux, 56 FTP et 26 AS, 53 entrés au maquis avant le 6 juin, 29 après<sup>75</sup>. Si l'équilibre AS-FTP n'est pas parfait, il était déjà plus satisfaisant que dans d'autres écoles : en Savoie, le premier stage d'Annecy ne comprit que des FTP (au nombre de 22) sous la direction d'un commandant FTP ; en Ardèche, l'école de Lamastre ne comprenait à l'inverse que des membres de l'armée secrète, sous la direction de chefs issus de l'école de cadres de Douera. Enfin, Saint-Genis-Laval ne comptait, parmi ses 58 stagiaires, que 8 FTP<sup>76</sup>. S'agissant de l'origine sociale des stagiaires d'Uriage, on peut noter une forte majorité d'ouvriers<sup>77</sup> (60 %) et un quart de stagiaires d'origine bourgeoise. Les bacheliers sont rares (deux seulement) : l'essentiel des stagiaires provenait du primaire élémentaire.

---

<sup>75</sup> Compte rendu de fin de stage, SHAT, 7 P 194.

<sup>76</sup> Rapport d'ensemble sur le premier stage des écoles de cadres de la 1<sup>ère</sup> région FFI, Archives du château de Virieu, 7 XV 6.

<sup>77</sup> Toutes les statistiques concernant les stagiaires proviennent, sauf indication contraire, du rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 23-33.

Le travail se décomposa en une quarantaine d'heures de formation générale (conférences, cercles d'études, témoignages et veillées), et une cinquantaine d'heures de formation militaire. Du fait de la relative impréparation de ce stage et de sa très courte durée, ses résultats furent on ne peut moins probants, sinon sur le plan de l'union FTP-AS qui se fit apparemment sans difficulté, les méfiances initiales s'étant peu à peu estompées<sup>78</sup>, du moins sur le plan militaire. Du fait de leurs faibles connaissances de départ et de la relative indiscipline qui régna au cours du stage, les stagiaires donnèrent à l'instruction des résultats médiocres. Xavier de Virieu ne proposa pas moins d'homologuer quatre stagiaires dans le grade d'officier ou d'aspirant et 60 dans celui de sous-officier<sup>79</sup>. Aucune suite ne fut donnée à ses propositions.

#### *Uriage, école régionale : le stage de la promotion Poli*

Le deuxième stage, qui débuta le 25 octobre, eut un recrutement plus large que le premier. Mais il faut noter que celui-ci, s'il fut régional, l'était de fait et non de droit. Uriage fut en effet reconnu par l'état-major au mois de novembre comme un centre d'instruction départemental et non régional<sup>80</sup>.

Y prirent part une trentaine d'officiers, 36 sous-officiers et 6 hommes de troupe. Parmi eux, une courte majorité d'ouvriers et de paysans. Les stagiaires d'origine bourgeoise représentaient quant à eux un quart de l'effectif, de même que ceux originaires des classes moyennes (commerçants ou employés). Le niveau de formation intellectuelle était lui aussi plus élevé que précédemment puisque plus du quart des stagiaires étaient bacheliers. Les stagiaires issus du primaire élémentaire représentaient tout de même l'immense majorité des effectifs. S'agissant de la date d'entrée dans la

---

<sup>78</sup> Compte rendu de fin de stage, *op. cit.*

<sup>79</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 8.

<sup>80</sup> SHAT, 7 P 190.

résistance, on note un équilibre parfait entre ceux qui entrèrent au maquis avant le 6 juin et les autres.

La durée du stage, elle aussi, fut différente : sept semaines au lieu de deux. Mais la principale innovation fut l'introduction du stage d'application au front (trois semaines au 8<sup>e</sup> Régiment de tirailleurs marocains (RTM) engagé dans la bataille d'Alsace. Par conséquent, la part de la formation militaire prend une grande importance, la formation générale étant réduite à la portion congrue.

Les résultats du stage furent incontestablement plus probants que ceux du précédent. Outre que la fusion fut plus poussée encore entre AS et FTP, la méfiance réciproque étant "*en voie de disparition*"<sup>81</sup>, l'instruction fut plus efficace et la discipline, de l'avis du commandant, "*plus stricte et pleinement respectée*"<sup>82</sup>. Du point de vue des homologations : 20 stagiaires furent proposés au grade d'officier ou d'aspirant et une trentaine au grade de sous-officier. La plupart de ces homologations furent rendues effectives<sup>83</sup>. Le lieutenant Laporte, dans un rapport établi à partir des comptes rendus de fin de stage, nota l'intérêt croissant des stagiaires pour les activités qui leur ont été proposées, même si beaucoup déplorèrent leur manque de temps libre<sup>84</sup>.

### *Uriage, école interrégionale : le troisième stage*

Avec le troisième stage, qui débuta le 15 janvier 1945, Uriage devint centre interrégional d'officiers subalternes. A ce titre, l'école était chargée du "criblage" des officiers issus des FFI, les uns étant confirmés dans leur

---

<sup>81</sup> Compte rendu de fin de stage, SHAT, 7 P 194.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>83</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 9.

<sup>84</sup> Rapport du lieutenant Laporte sur la vie et les activités de l'école, 10 novembre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 6.

grade, les autres rétrogradés. Uriage perdait donc *de jure* la faculté, qui *de facto* ne lui avait jamais été véritablement confiée, d'accorder un grade supérieur à l'issue de sa formation.

Le recrutement, pris plus directement en charge par les instances militaires régionales, et le profil du stage furent plus sérieux : 96 officiers des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> régions militaires pour une durée de 13 semaines. En conséquence, si la répartition AS-FTP était à peu de choses près la même que précédemment (42 AS, 51 FTP) l'origine géographique (l'Isère ne représente plus que 15 % de l'effectif), sociale et intellectuelle des stagiaires a changé : si 10 % à peine des stagiaires sont d'origine bourgeoise, plus de 50 % sont originaires des classes moyennes (commerçants, employés ou fonctionnaires). Près de 50 % ont suivi des études secondaires (un tiers a eu le baccalauréat) et les stagiaires issus du primaire élémentaire ne représentent plus que le quart des effectifs. Enfin, il faut noter que près de 90 % des stagiaires sont entrés au maquis ou dans la résistance avant le Débarquement.

Pour autant, si dans l'ensemble la qualité des candidats était meilleure, il faut noter que 19 stagiaires, parmi les 108 inscrits initialement, furent renvoyés avant même le début de la session pour inaptitude. On peut y voir, comme Xavier de Virieu, les carences de la visite effectuée à leur unité d'origine, mais on ne peut s'empêcher d'y voir aussi un indice sur de l'état de santé de la jeunesse de France à la Libération : les jeunes qui se présentaient alors avaient en effet connu quatre années de privations, et leur état physique s'en ressentait certainement.

Le stage se décomposa en cinq semaines à l'école, comprenant une formation générale d'une cinquantaine d'heures, deux semaines dans un camp de montagne et cinq semaines dans une unité de la première armée, au front, puis une semaine de "synthèse", à Uriage.

Les résultats du stage furent sensiblement identiques à ceux du précédent stage en ce qui concerne la fusion entre FTP et AS : à cette date, il était pratiquement impossible de distinguer les uns et les autres, les deux formations s'étant véritablement fondues dans l'armée. 65 officiers se sont vus proposer la titularisation à l'issue du stage. 38, semble-t-il, l'ont été en définitive<sup>85</sup>. Cependant, Xavier de Virieu nota dans le compte rendu de fin de stage transmis à l'EMA que la tenue et la discipline des stagiaires furent mauvaises et que ce fut le *"plus mauvais recrutement depuis le début de l'école"*<sup>86</sup>.

En fait, il semble que la modification de nature du stage ait été à l'origine de ces difficultés. Devenant centre de criblage, l'École d'Uriage ne pouvait rien offrir de plus aux stagiaires que leur maintien dans leur grade. D'où une crainte plus forte de se voir rétrogradés et un dédain important à l'égard de l'institution militaire. *"On suppose parfois dans leur vie antérieure, note en plus Virieu, des cas de malhonnêteté ou de violence [...]. Le stage sera fréquemment interrompu par des visites rogatoires ou des convocations au tribunal [...]"*<sup>87</sup>. Mais il apparaît enfin que cet état de fait s'est modifié avec l'expérience du combat lors du stage effectué au front, le moral étant *"excellent au retour"*<sup>88</sup>.

### *L'épreuve du feu*

Originalité des écoles de cadres de la XIV<sup>e</sup> région par rapport à leurs homologues sur le territoire métropolitain, le stage au front était au cœur de l'esprit insufflé par l'école d'Uriage. Il constituait à la fois le centre et la sanction de la formation militaire.

---

<sup>85</sup>Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 10.

<sup>86</sup> SHAT, 7 P 194.

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> *Ibid.*

A plusieurs reprises, l'école se rendit au front. L'école, et non pas seulement les stagiaires : l'encadrement, du commandant jusqu'aux secrétaires (auxiliaires féminines de l'armée de terre), était du voyage. En décembre 1944, ce furent 63 stagiaires et 29 membres de l'encadrement qui partirent. D'abord engagés comme éléments d'une section de fusillers-voltigeurs du 8<sup>e</sup> RTM, au sein de la 2<sup>e</sup> Division d'infanterie marocaine, par équipe avec leurs instructeurs, les stagiaires furent ensuite disséminés dans différentes unités et répartis aux postes d'adjoints à l'échelon du groupe, de la section, parfois de la compagnie ou du bataillon. A ce titre, l'école participa à nombre d'opérations autour de Thann et de Bitchwiller. Les pertes furent importantes : avec 10 tués (dont 4 instructeurs) et 16 blessés, c'est près de 30 % de l'effectif qui fut mis hors de combat. Certes, on peut y voir la sanction d'une formation insuffisante ou d'une insuffisance technique des FFI, mais on peut y voir aussi l'illustration des méthodes de combat appliquées à la Première armée, qui se soldaient souvent par des pertes importantes.

Les pertes de la promotion du Rhin (quatrième stage) étant deux fois moindres en proportion (15 blessés et 5 tués sur 120, soit 15 % de l'effectif), il semble que la première hypothèse soit la plus vraisemblable. Mieux formés, les stagiaires se sont certainement mieux comportés. Incorporés avec leurs instructeurs comme adjoints de chefs de section au sein des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> RTM, au sein de la 2<sup>e</sup> DIM - désormais patronne de l'école - ils étaient aux avant-postes lors du franchissement du Rhin, un stagiaire et un instructeur (Gilles Ferry) se trouvant même dans la barque du général de Lattre, la première à atteindre la rive droite<sup>89</sup>. Au total, ce sont près de 90 citations individuelles que récoltèrent les stagiaires. L'école, quant à elle, fut citée à l'ordre de la 2<sup>e</sup> DIM.

---

<sup>89</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 36 et témoignage de Gilles Ferry, Paris, septembre 1994.

## *Conférences, témoignages et cercles d'étude*

La filiation résistante d'Uriage ne s'est nulle part mieux exprimée que dans le contenu des conférences et témoignages, points d'orgue de la formation dispensée à l'école de cadres. Souvent reproduits sous forme dactylographiée et distribués aux stagiaires, ils avaient pour fonction de renforcer leur esprit commun de résistants :

“Bien souvent, cet esprit n'était même qu'à l'état latent et ne se manifestait que par la soif d'un monde meilleur. Cette soif avait à s'enrichir d'une connaissance exacte des réalités sociales, politiques, nationales, internationales et à se traduire par des tâches concrètes<sup>90</sup>.”

Dans une large mesure, les cercles d'étude ont fourni le travail le plus intéressant de cette première phase de l'école. Même si leur mise en œuvre était parfois délicate, ils ont permis aux stagiaires et aux instructeurs de synthétiser leurs idées concernant plusieurs problèmes concernant pratiquement tous la question de la résistance ou de l'armée. Leurs conclusions s'inscrivaient parfaitement dans le discours de l'école : *“Sachons continuer dans cette voie qui est celle de l'union”* (cercle sur le bilan de la France de 1944), *“Le devoir pour les cadres FFI est de maintenir leur pureté, leur volonté de combat pour une liberté toujours plus grande de la France”* (cercle sur la résistance).

Concrètement le programme de formation sociale des stagiaires s'est articulé pendant tous les stages autour de trois parties : une étude de la situation des cadres militaires dans la France d'aujourd'hui (avec l'étude de la résistance), une esquisse de ce que devraient être les cadres militaires dans la France de demain (exposés doctrinaux et étude des “réalités

---

<sup>90</sup> Xavier de Virieu, Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 59.

*révolutionnaires*”) et enfin l’étude des conditions nécessaires à la reconstruction de l’armée française.

On le voit, les doctrines étaient inscrites au programme : Uriage mit en avant la pluralité et le dialogue, estimant que l’expression de ces différentes idéologies était une garantie de l’impartialité de l’école.

### *Le point de vue communiste*

Le climat de libre parole et de libre discussion qui régnait au sein de l’école, doublé du crédit dont bénéficiait alors le parti communiste dans l’opinion iséroise<sup>91</sup>, explique le nombre de témoignages favorables au PCF, à l’armée rouge ou à l’URSS. Le défilé de 300 soldats russes le 7 novembre 1944 dans les rues de Grenoble à l’occasion du vingt-septième anniversaire de l’Armée rouge fut ainsi suivi avec beaucoup d’attention et de bienveillance par l’école, à l’image de la population iséroise<sup>92</sup>. Le 6 février fut même organisée au château une soirée franco-russe où alternèrent lectures de textes de Gogol, chants et danses. L’école représentait en somme les communistes à la mesure de leur importance dans la France libérée.

On ne doit donc pas s’étonner du nombre important de textes à caractère pro-communiste ou pro-soviétique, pas plus que des opinions tranchées qui ont pu être exprimées par certains stagiaires ou certains cadres au sein des cercles d’étude. Dans un témoignage sur le communisme, l’un des instructeurs déclara ainsi, ne manquant pas d’humour (involontaire ?) : *”Le parti ne se prétend pas infailible, et est amené à réviser souvent son attitude<sup>93</sup>.”* Certains exposés, comme celui du colonel Guillemot sur la

---

<sup>91</sup> Rapports transmis au préfet, ADI 52 M 136/6. Si les milices patriotiques sont peu nombreuses en Isère, le parti communiste, qui compte plus de 5600 membres en décembre 1944, est particulièrement actif et connaît un assez fort mouvement d’opinion.

<sup>92</sup> *Les Allobroges*, 8 novembre 1944.

<sup>93</sup> Témoignage d’un instructeur, 23 octobre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 14.

Russie soviétique ou celui du colonel Fernand Grenier sur l'Armée rouge ne manquaient pas ainsi d'un certain sectarisme.

Naturellement, cette place accordée à l'expression des thèses communistes a pu choquer. Pierre Dunoyer de Segonzac, dans une lettre adressée à Virieu, a lui-même exprimé ses réserves au sujet de certains exposés faits à l'école<sup>94</sup>. On ne peut, en revanche, considérer ces derniers comme l'expression de l'esprit de l'école et encore moins comme l'expression des options politiques de Xavier de Virieu. Ils n'étaient guère que des exposés de théorie.

Il est vrai, pourtant que Xavier de Virieu a estimé *a posteriori* que l'effort pour trouver un dénominateur commun entre ces différentes conceptions sociales avait été fructueux :

“Sans exagérer l'importance des résultats obtenus, d'intéressants accords se sont noués sur la base du socialisme s'imposant progressivement par sa correspondance avec les problèmes à résoudre et avec l'évolution des idées<sup>95</sup>.”

Mais ces accords ne constituaient en rien une théorie d'ensemble et Uriage ne dégagait aucune doctrine de cette confrontation de points de vue. Quant au socialisme sur lequel des accords se seraient noués, sa définition reste vague et l'on peut y voir avant tout la reconnaissance des difficultés sociales du pays et de la nécessité d'y remédier par une politique audacieuse. Quant aux liens que Virieu entretenait avec les communistes, certains y virent une connivence sinon politique du moins intellectuelle. Il est vrai que Virieu partageait avec les communistes un rejet de l'esprit bourgeois et un profond attachement à la cause de la justice (et non l'égalité) sociale : il n'en restait pas moins foncièrement anticommuniste, rejetant le totalitarisme

---

<sup>94</sup> Lettre du 24 novembre 1944,

<sup>95</sup> “L'homme et le soldat”, *op. cit.*, p. 41.

soviétique tout comme il avait rejeté le totalitarisme national socialiste. Du reste, ses relations avec les communistes pouvaient parfois être tendues : ainsi lança-t-il un jour à l'un des cadres communistes de l'école, *"la différence entre vous et moi c'est que si le parti vous demande de venir fouiller dans mes papier vous n'hésitez pas"*<sup>96</sup>. En revanche, il ne pouvait concevoir l'école sans les communistes : leur apport était important à ses yeux et il jugeait *"salutaire"* le *"sectarisme"* de certains, *"salutaire parce qu'expression d'une forme de pensée partisane"*<sup>97</sup>.

Cette expression accordée aux communistes s'inscrivait donc dans le contexte de l'époque. En outre, il ne faut pas exagérer leur impact sur les stagiaires. Ainsi la conférence sur l'armée rouge a ainsi été considérée par plus d'une dizaine de stagiaires, dans leur compte rendu de fin de stage, comme sectaire ou mal traitée, un seul la jugeant empreinte de vérité, ce qui montre qu'au fond le libre-arbitre des stagiaires demeurait entier<sup>98</sup>.

### *Une efficacité relative*

Contre toute attente, en dépit de la courte durée des sessions, des difficultés matérielles qu'ils rencontrent, les stagiaires ont fait montre d'un assez bon moral<sup>99</sup>, du moins en ce qui concerne les premières promotions de l'école. Néanmoins, la discipline, quant à elle, laissa à désirer : les FFI, en ces mois d'octobre et de novembre, n'avaient pas toujours perdu leurs habitudes prises dans la clandestinité, comme le "piquage", et les mises en gardes furent très fréquentes à ce sujet. Ainsi, le 5 octobre, le commandant

---

<sup>96</sup> Témoignage de Bernard de Buffières, *op. cit.* Il existe plusieurs versions de cette boutade, mais tous les témoignages s'accordent sur le fond, à savoir que les relations cordiales du chef de l'école avec les communistes ne se séparaient pas d'une certaine méfiance de part et d'autre.

<sup>97</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Marcel Descour, 22 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>98</sup> Questionnaire de fin de stage, ADI, 102 J 115.

<sup>99</sup> Premier rapport sur les activités de l'école, février 1945, SHAT, 7 P 194.

Le Ray émit une mise en garde contre le non-respect fréquent des arrêtés concernant la circulation (les FFI dressant souvent des barrages routiers pour lutter contre le marché noir)<sup>100</sup>. Le 11 octobre, il stigmatisa les habitudes de "réquisition" contractées pendant la vie au maquis. "*Conscient des difficultés matérielles*" des FFI, le commandement départemental n'en était pas moins décidé à faire cesser ces actes illégaux<sup>101</sup>. En février 1945, encore, Le Ray dénonça les réquisitions irrégulières effectuées par les FFI<sup>102</sup>.

Plus spécifique à Uriage, l'attrait du casino de la station thermale ne s'est pas moins fait sentir et eut des effets néfastes sur la discipline que Virieu dénonça dans son premier rapport adressé à l'état-major des armées (EMA)<sup>103</sup>. Le commandant de l'école alla même jusqu'à demander une opération de police contre ce qu'il qualifiait de "*repaire d'anciens militaires*". De même exprimait-il certaines craintes devant la possibilité de l'installation à Uriage d'un millier d'Américains car, écrivait-il, "*faciles à berner comme le sont nos excellents alliés, ils seraient bientôt les tout-puissants protecteurs de la 5<sup>e</sup> colonne*"<sup>104</sup>.

Dans le même temps, fidèle à son souci de toujours accorder un *a priori* favorable, Xavier de Virieu a exclu, dans la notation des stagiaires, les méthodes classiques et (trop) faciles de l'examen final ou de la notation par le seul commandant. Il a ainsi mis en place un système combinant le jugement du chef d'équipe, la notation des instructeurs spécialisés (sport, instruction militaire, comportement au front), et l'appréciation du chef de l'école (à l'issue d'un entretien individuel), qui a certainement permis

---

<sup>100</sup> Directive n° 2 de l'école de cadres FFI, 5 octobre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 2.

<sup>101</sup> Directive n° 3 de l'école de cadres FFI, 11 octobre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 2.

<sup>102</sup> Directive n° 24 de l'école de cadres FFI, 12 février 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 2.

<sup>103</sup> Premier rapport sur les activités de l'école, février 1945, SHAT, 7 P 194.

<sup>104</sup> *Ibid.*

d'apprécier au plus juste la valeur des stagiaires et, conformément à la fonction de l'école, de sélectionner les meilleurs.

## Chapitre IV : Un nouvel Uriage ?

Au vu de ce programme d'éducation personnelle et sociale, de cette pédagogie et du "style de vie" voulu par Xavier de Virieu, l'Uriage 1944 présente quelques points communs avec l'École nationale des cadres de la jeunesse que commandait Pierre Dunoyer de Segonzac. Mais les ressemblances ne sont pas uniquement formelles.

### LA POURSUITE DE L'ŒUVRE ENTREPRISE

Dans ses écrits, Xavier de Virieu ne s'en cache pas : l'École de cadres FFI a bénéficié lors de sa mise en place des expériences de Collonges-au-Mont-d'or et du premier Uriage. Toutes deux ont déterminé la nature de l'enseignement autant que sa mise en forme. Pourtant, parce que Virieu avait toujours été proche de Segonzac et de l'équipe d'Uriage et parce que plusieurs membres de l'équipe, et non des moindres, se joignirent à l'équipe de l'École de cadres FFI, l'expérience d'Uriage est avant tout marquée par une certaine continuité de l'œuvre entreprise au château d'Uriage en 1940 et poursuivie dans la clandestinité.

#### *L'équipe se reconstitue*

En tout premier lieu, Virieu chercha délibérément, lors de la constitution de son équipe, à s'adjoindre des anciens du premier Uriage<sup>105</sup>. Poli s'imposait de lui-même, lui qui avait élaboré l'avant-projet de l'école. Mais d'autres allaient rejoindre Uriage, comme Gilles Ferry, jusque-là délégué militaire régional (DMR) en Ile-de-France, Paul Grillet, agent de liaison qui assura à Grenoble l'impression et la diffusion de *Défense de la*

---

<sup>105</sup> Témoignage de Gilles Ferry.

*France et Radio-journal libre*, et qui fut le dernier membre de l'équipe d'Uriage à quitter Grenoble en avril 1944, Gilbert Gadoffre, agrégé d'anglais, responsable de l'équipe d'Uriage repliée au château du Murinais, qui échappa de peu à la mort lors de l'incendie de celui-ci par les Allemands en décembre 1943. Rejoignirent aussi le château, Pierre Cazenavette, scout de France et ancien instructeur du premier Uriage, Louise-Marie Ardain et Yvonne Jacquot, toutes deux anciennes secrétaires d'Uriage et agents de liaison pendant la clandestinité.

### *L'expérience de Grenoble*

Au-delà de l'aspect humain, il apparaît que l'expérience d'Uriage-FFI s'inscrivait dans le cadre d'un bouillonnement intellectuel et d'une expérience éducative propres à la région grenobloise et à l'origine desquels se trouvaient bien souvent des anciens de l'École de cadres. Il s'agissait en effet de faire de Grenoble une "*ville modèle*<sup>106</sup>". Grenoble devait ainsi devenir le foyer privilégié d'expérimentation des perspectives proposées par la *Somme*<sup>107</sup>. Il faut dire que la situation de l'équipe était particulièrement privilégiée en Isère : Roger Bonamy, le président du CDLN, et Frédéric Lafleur, maire de Grenoble, étaient des "*amis d'Uriage*<sup>108</sup>" ; Le Ray, proche de l'équipe, commande les FFI cependant que Joffre Dumazedier et Benigno Cacérès œuvraient en vue de la constitution, au sein de la commission éducative du CDLN, d'un organisme de culture populaire, qui verra le jour sous le nom de Peuple et Culture (PEC).

L'école de cadres d'Uriage s'inscrit bien dans le cadre de cette expérience, non pas tant comme école FFI que comme expression de la résis-

---

<sup>106</sup> Témoignage de Jean-Marie Domenach, cité par Antoine DELESTRE, dans *Uriage, une communauté et une école dans la tourmente (1940-1945)*, Nancy : Presses universitaires de Nancy, 1989, p. 291.

<sup>107</sup> *Ibid.* La *Somme* est l'ouvrage rédigé sous la direction de Gilbert Gadoffre et publié à la Libération sous le titre *Vers le style du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Seuil, 1945.

<sup>108</sup> Bernard Comte, *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage*. Paris : Fayard, 1991, p. 536.

tance active et instrument au service d'un enseignement ouvert aux questions sociales. Tout au long de l'existence d'Uriage, des liens très forts existèrent du reste entre Uriage et Peuple et culture, Dumazedier et Cacérés devenant rapidement des conférenciers réguliers de l'école et Virieu, Ferry et Gadoffre étant membres du comité directeur de PEC<sup>109</sup>. C'est ce qu'exprima Joffre Dumazedier, fondateur de Peuple et culture, lors de la réunion de la commission de l'éducation du CDLN du 6 novembre 1944 lorsqu'il présenta la Maison de la culture, le CEO et l'école de cadres FFI d'Uriage comme faisant partie de la même "*expérience de laboratoire*". Auparavant, au cours d'une réunion plénière du CDLN, il avait exprimé l'intention de limiter les expériences pédagogiques aux écoles de cadres et aux Centre d'éducation ouvrière<sup>110</sup>, allant jusqu'à faire de l'expérience d'Uriage, pourtant à peine à ses débuts, un éloge vibrant :

“[L'École de cadres FFI] cherche à poser les bases d'une éducation populaire dans l'armée nouvelle : comment maintenir l'unité entre l'armée et le peuple, qui s'est élaborée dans la résistance ? Quel doit être le rôle social de l'officier dans l'armée nouvelle ? Le premier pas est une fusion entre les cadres de l'AS et les cadres FTPF dans les stages de trois semaines au château d'Uriage. [...] Le programme de ce très nouveau Saint-Cyr a de nombreux points communs avec celui du Centre d'éducation et de culture ouvrière<sup>111</sup>...”

### *Sous le regard du Vieux chef*

Mais ces liens entre les différentes expériences de l'équipe d'Uriage ne constitueraient pas une continuité à proprement parler s'ils ne s'accompagnaient pas d'une reconnaissance et d'une caution de la part de

---

<sup>109</sup> ADI, 13 R 1015.

<sup>110</sup> *Ibid.*.

<sup>111</sup> Joffre Dumazedier, “Note sur l'expérience éducative de Grenoble”, ADI, 13 R 1014.

Pierre Dunoyer de Segonzac quant aux orientations de l'école. Or, force est de constater que celui-ci a apporté, dès le début, son soutien à l'expérience et l'inscrivant de lui-même dans la ligne tracée par son école, comme il l'exprime dans une lettre à Xavier de Virieu :

”Je ne pouvais espérer trouver plus brillant successeur que vous dans ce même château que je continue d'aimer du même cœur. Je suis sûr a priori que vous y faites le meilleur travail qu'on puisse faire en ce moment, je le sais d'ailleurs par divers témoignages.

Je n'aime pas toutes les conférences que vous m'avez envoyées mais dans l'ensemble elles sont dans l'esprit de l'équipe telle que je l'avais laissée en juin 1944. Je trouve belle cette fidélité qui témoigne d'une volonté que je sais forte de respecter des convictions acquises par un long travail. Je trouve au moins aussi belle votre façon d'aider et de guider une œuvre hardie par certains de ses aspects<sup>112</sup>.”

La fidélité délibérée de Xavier de Virieu au travail entrepris par l'équipe d'Uriage ne fait aucun doute. Il ne fait plus aucun doute non plus que Dunoyer de Segonzac (surnommé “*le Vieux chef*”) a suivi de près l'œuvre entreprise : averti dès septembre 1944, alors qu'il se trouvait encore à Castres, de la réouverture d'Uriage par Joffre Dumazedier<sup>113</sup>, il a immédiatement apporté son concours, confiant à certains pour mission de rejoindre Uriage pour participer à la nouvelle école. Ainsi est-ce à la demande du Vieux chef que Gilles Ferry, dont la mission à Paris avait été de s'occuper des relations de l'équipe d'Uriage avec Défense de la France et qui avait occupé les fonctions de Délégué militaire régional pour l'Ile-de-France s'est-il mis à disposition de Virieu<sup>114</sup>, Beuve-Méry mettant à sa

---

<sup>112</sup> Lettre de Pierre Dunoyer de Segonzac à Xavier de Virieu, 24 novembre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 56. L'intégralité des lettres de Pierre Dunoyer de Segonzac à Xavier de Virieu (retrouvées à ce jour) pour la période 1944-1945 est reproduite en annexe.

<sup>113</sup> Lettre de Gilles Ferry à Xavier de Virieu, non datée (vraisemblablement octobre 1944), Archives du château de Virieu, 7 XV 56.

<sup>114</sup> *Ibid.*

disposition au besoin sa maison de Saint-Martin d'Uriage pour loger sa famille. Du reste, il était prévu initialement que Beuve-Méry lui-même, membre du bureau d'études clandestin, rejoigne avec Gadoffre l'équipe du nouvel Uriage : Gadoffre viendra, mais seul, Beuve-Méry étant appelé à d'autres fonctions<sup>115</sup>. De même, quelques semaines plus tard, c'est encore le Vieux chef qui demanda à Gilles Ferry de quitter Uriage pour le centre des Marquisats à Annecy.

Enfin, à la mort de Louis Poli lors d'un stage au front en décembre 1944, Dunoyer de Segonzac intervint pour lui trouver un remplaçant. Ferry, tout bouleversé qu'il fut, ne pouvait en effet se rendre disponible immédiatement pour porter secours à l'école d'Uriage, dont l'équilibre était fortement menacé par la disparition de celui qui, avec Virieu, en était l'âme :

“Un moment, j'ai pensé vous rejoindre - j'ai pris à ce sujet le conseil de Beuve et d'autres camarades. Mais le travail est entrepris ici, les difficultés et les bagarres ne manquent pas : il est trop tard pour s'en dégager<sup>116</sup>.”

Le Vieux chef, pour dénouer la situation, dépêcha Jean Le Veugle aux Marquisats (après un passage à Uriage pour s'inspirer de son esprit) pour remplacer Ferry qui put dès lors se libérer et prendre au début du mois de janvier la tête du bureau d'études d'Uriage.

Pierre Dunoyer de Segonzac s'intéressait donc de près à ce qui se faisait à Uriage. Mais il eut aussi l'occasion de retrouver le château, pendant l'hiver 1945. En janvier 1945, en effet, il vint y faire devant les stagiaires de la troisième promotion un témoignage sur “*L'armée française de l'Est*”<sup>117</sup>.

---

<sup>115</sup> Bernard COMTE, “Uriage et la résistance”, p. 43 in : Grenoble et le Vercors de la résistance à la libération sous la direction de Pierre BOLLE. Lyon : La Manufacture, 1985.

<sup>116</sup> Lettre de Gilles Ferry à Xavier de Virieu, 20 décembre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 56.

<sup>117</sup> Un résumé inédit du témoignage est conservé dans les Archives personnelles de Fernand Laporte, déposées aux Archives départementales de l'Isère et non encore classées.

Dans cet exposé, il a présenté la situation aussi bien que les aspirations des FFI du front.

“Il s’agit d’abord de finir cette guerre avec honneur et avec gloire, ensuite de créer l’armée de demain non seulement une troupe de bons techniciens ou de militaires à fortes poitrines et belles moustaches mais un prototype réussi de collectivité française, comme il est indispensable d’en doter un pays qui vacille sur ses jambes et cherche des étais<sup>118</sup>.”

En cela, Segonzac rejoignait les positions adoptées par l’école de cadres FFI. Mais, force est de constater que cette dernière aussi, par certains aspects, développait dès 1944 certains thèmes chers à la défunte école nationale des cadres.

”L’ESPRIT DE L’ANCIENNE ECOLE DES CADRES SOUFFLE ENCORE”

On peut y voir l’impact du site d’Uriage, de l’esprit particulier qui y régnait (Virieu a décrit Uriage à un proche comme “*un lieu où l’esprit de l’ancienne école des cadres souffle encore*<sup>119</sup>”), ou plus prosaïquement l’influence de l’ancienne équipe ; toujours est-il que la nouvelle école de cadres, sans toutefois en faire son objectif ni s’en réclamer, a repris certains thèmes de l’esprit de l’ancienne école.

---

<sup>118</sup> *Ibid.*

<sup>119</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Charles-Henri de Lévis-Mirepoix, 12 février 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

### *Un homme nouveau*

Naturellement, du fait de sa vocation éducative, du fait de la jeunesse des cadres FFI et de leurs aspirations réformatrices, le thème de l'homme nouveau compta parmi les premiers développés. Ainsi Gilbert Gadoffre, qui dirigeait au sein de l'école un stage un peu en marge de la formation dispensée officiellement, plus long que les stages normaux, fit à l'école plusieurs conférences sur ce thème. Le 10 janvier 1945, il tint même une conférence sur "*l'homme nouveau*" à l'Institut polytechnique de Grenoble<sup>120</sup> - là même où Dunoyer de Segonzac avait pris la parole devant les étudiants en avril 1941. Dans ces conférences Gadoffre présentait les conditions par lesquelles passaient la formation et la défense des caractéristiques de cet "homme nouveau" : une vie rythmée par l'alternance des activités physiques et intellectuelles, un sens du style et de l'honneur ("*marque de l'élite*"), une force morale et physique, une maîtrise de l'intelligence et, enfin, un épanouissement spirituel "*accessible au plus grand nombre quand une civilisation se montre capable de placer en dehors et au-dessus des valeurs d'utilité des valeurs suprêmes qui ne dépendent de rien d'autre*"<sup>121</sup>."

### *Entre tradition et révolution*

Autre thème commun, celui de la révolution. En 1940-1942, il s'était agi pour les gens d'Uriage de réaliser une révolution, respectueuse de la personne, qui viserait à l'établissement d'une société communautaire. En 1944, le discours des FFI d'Uriage, désireux de modifier les structures de la société tout en renforçant le lien entre l'armée et la nation, s'inscrit

---

<sup>120</sup> *Le Réveil*, 8 janvier 1945.

<sup>121</sup> ADI, 102 J 114.

certainement dans un prolongement de cette doctrine. En outre, cette révolution ne vise pas à faire table rase du passé ; l'expérience révolutionnaire prônée par le troisième Uriage s'inscrit nettement dans une tradition :

“Le choix du château d'Uriage, écrit le capitaine Rouillon, [...] répond à la volonté très nette de marquer que si l'école entend être révolutionnaire dans ses principes et dans ses méthodes, elle tient cependant à s'appuyer sur les valeurs traditionnelles qui au cours des siècles ont fait la grandeur de la France. Point de départ d'une révolution qui, du fait des circonstances, n'a pu faire autrement qu'avorter, Uriage fut en outre sous l'occupation un bastion du nationalisme français et un ardent foyer de résistance à la nazification. Occupé par la milice [...] Uriage exigeait une réhabilitation éclatante<sup>122</sup>.”

Cette idée d'une nouvelle révolution est très présente dans l'esprit des cadres de l'école, et de Virieu en particulier. Ses écrits et sa correspondance l'attestent : le nouvel Uriage, tel qu'il le concevait, se voulait intégré à la révolution en cours, s'en voulait l'un des fers de lance. L'occupant parti, le pays était en effet en mesure de réaliser les profondes modifications de structures dont la nécessité avait été prouvée par la défaite de 1940. Dans une certaine mesure, comme le lui écrivait un proche, Uriage nouvelle manière était *“un Collonges sans se sentir bridé par la «contre-France»<sup>123</sup>”*. Mais cette aspiration révolutionnaire, partagée par une bonne partie de la résistance, Virieu ne l'imaginait pas éloignée d'un certain respect de la tradition :

---

<sup>122</sup> Gaston Rouillon, “La formation militaire à l'école militaire d'Uriage, *Aux Armes*, n° 4, janvier 1945.

<sup>123</sup> Lettre de X à Virieu, 14 octobre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 46.

“Aujourd’hui, des faits nouveaux interviennent [...] : le développement vertigineux de la science appliquée qui asservit l’homme au lieu de le servir ; la faillite d’un système capitaliste qui s’est avéré impropre à répartir équitablement les richesses [...] - autant d’appels à une reconstruction avec les sacrifices et les assainissements qu’elle comporte.

Les structures actuelles correspondent à un stade dépassé. La révolution attendue doit se faire par retouches hardies mais successives de façon que la maison soit constamment habitable. C’est la solution sage, la solution efficace<sup>124</sup>.”

### *Un esprit communautaire*

Valeur maîtresse de l’école nationale des cadres, l’esprit d’équipe est au cœur de l’enseignement du troisième Uriage. Ainsi la vie en équipe, aussi bien parmi les cadres que parmi les stagiaires au sein des chalets, a-t-elle fortement contribué à l’éclosion d’un style de vie propre à Uriage, marqué par l’union d’éléments antagonistes, la libre discussion, et - il faut bien le reconnaître - une certaine flexibilité dans la discipline. Le dialogue et le pluralisme étaient de rigueur : toutes les opinions avaient droit de cité au château

Mais, au-delà de l’équipe, c’est bien un esprit communautaire vers lequel tendait Uriage. Il s’agissait d’une part de faire de l’école une communauté au sens pratique : “*Il me semble en effet, écrit Virieu au colonel Descour, que pour être un prototype, il faut que cette école soit vraiment une communauté militaire vivant dans un village militaire se suffisant à peu près à lui-même, groupé autour du château*<sup>125</sup>.” D’autre part, et plus fondamentalement, il s’agissait de créer chez les cadres et les stagiaires un sens communautaire en leur faisant prendre conscience de leurs ressemblances, en s’efforçant de gommer les oppositions. De fait, l’origine de

---

<sup>124</sup> “Définitions : révolution”. Publié dans Aux Armes, novembre 1945.

<sup>125</sup> Lettre du 31 décembre 1944, *op. cit.*

l'ensemble de l'équipe et des stagiaires - la résistance - a contribué à constituer cette communauté de pensée, en dépit des divergences idéologiques. Le patriotisme, en particulier, était l'un des ciments de cette cohésion entre les résistants de l'école : Uriage et son chef célébraient la France. Il est intéressant de noter, en outre, la référence incessante à la France, dont "*les racines sont prolongées dans les siècles*<sup>126</sup>", dans les discours et les textes de Xavier de Virieu, et la quasi-absence de références à la République, peu étonnante du fait de la situation intermédiaire dans laquelle se trouvait la France, dirigée par un gouvernement provisoire, au lendemain de la Libération.

### *L'humanisme révolutionnaire*

De même l'humanisme, très présent dans la pédagogie et l'esprit d'une partie de l'école, s'inscrivait-il autant dans la continuité de la première école que dans le contexte de la Libération.

Cet humanisme visait à redonner à l'Homme la primauté dans la société en construction. Parce qu'il remettait en cause un ordre établi, il se voulait révolutionnaire. En 1944, néanmoins, la question des liens avec les communistes était au cœur du problème pour les chrétiens. Uriage, fidèle à son humanisme, choisit le dialogue. Dans une lettre qu'il adressé au commandant Lemoine, Louis Poli exprima ainsi les objectifs de l'école en matière philosophique et religieuse :

“Il s'agit de faire prendre conscience aux “chrétiens mous” des problèmes qui bouleversent actuellement le christianisme et les chrétiens, aux révolutionnaires d'obédience communiste d'une part qu'ils n'ont pas le monopole de l'idéal révolution-

---

<sup>126</sup> Xavier de Virieu, exposé fait à l'occasion de la veillée d'ouverture du Deuxième stage, 25 octobre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 26.

naire, d'autre part qu'il existe souvent, perdus en apparence dans la masse des "chrétiens de la messe de 11 heures" des hommes valables, engagés dans le monde terrestre et engagés même en tant que chrétien."

Ce caractère révolutionnaire de l'humanisme chrétien présent à Uriage est fondamental : il s'agissait pour les chrétiens d'Uriage, alors que la reconstruction de la France s'opérait sur des bases nouvelles, de promouvoir les valeurs de justice en lesquelles ils croyaient, veillant à ce que les bases de la France nouvelle ne s'établissent point aux dépens de l'Homme. Pour autant, les chrétiens de l'école se gardaient bien de tout prosélytisme. Il n'est arrivé qu'une fois que l'école au complet se vit imposer d'assister à une célébration religieuse par Virieu : en décembre 1944, pour une messe célébrée par l'aumônier de la compagnie Stéphane, à l'occasion de la cérémonie en la mémoire des morts d'Uriage qui eut lieu lors du baptême de la promotion Poli<sup>127</sup>.

Il ne fait guère de doute que les cadres chrétiens de l'école n'étaient pas insensibles au discours dénonçant les *trusts*, très développé dans la presse à la Libération : "*Nous ne voulons plus du capitalisme, des trusts inhumains et des sociétés anonymes sans responsabilité*", proclamait un tract du Témoignage chrétien publié dans *Le Réveil*, "grand quotidien catholique du Sud-Est<sup>128</sup>". Quant à l'attitude face au communisme, elle était dénuée d'ambiguïté ; pour la résistance chrétienne, en effet, il s'agissait de "*dépasser la lutte des classes*", notamment en mettant le capital au service de l'homme<sup>129</sup>. Uriage, dans les textes distribués aux stagiaires, laissait une place importante à la dénonciation du capitalisme et de l'argent : des extraits de *l'Argent* de Charles Péguy furent ainsi distribués aux stagiaires, texte

---

<sup>127</sup> Archives de Louise-Marie Lozac'hmeur (née Ardain) et témoignage de Bernard de Buffières, 23 septembre 1983, Archives du château de Virieu, 11 XV.

<sup>128</sup> 28 octobre 1944.

<sup>129</sup> *Temps présent*, 3 novembre 1944.

dans lequel il avait notamment écrit : ”*Pour la première fois dans l’histoire du monde, l’argent est seul devant Dieu. [...] L’instrument est devenu la matière, et l’objet le monde.*”

En dépit de ces rapprochements de fait avec les positions du parti communiste dans le domaine social, la position des chrétiens d’Uriage envers les communistes était dans une large mesure dictée par les impératifs de l’unité nationale, ce que Jean Lacroix, proche du premier Uriage et peu éloigné du second où il viendra plus tard faire une conférence, exprima dans les colonnes d’*Esprit* :

“Actuellement, le problème n’est pas, ne doit pas être, de rendre la France plus communiste ou plus chrétienne. [...] Il est de la faire être, c’est-à-dire de la recréer, et de reconstruire une nation qui vive et où communistes, chrétiens et des familles spirituelles diverses puissent s’épanouir sans vouloir prendre toute la place<sup>130</sup>.”

Nul doute que cette orientation n’était pas étrangère à l’attention que portait la presse catholique à l’école. En plus du *Réveil*, en effet, *Les Alpes nouvelles*, hebdomadaire catholique du Dauphiné, consacra une série d’articles aux réalisations de l’École. Mais ce qui retient ce journal est moins l’aspect militaire d’Uriage que son aspect social et spirituel : ”*Uriage libérée devient le creuset de la force française*” titre-t-il dans son numéro du 26 novembre 1944. Le journal met en avant le style d’Uriage, son cadre et ses nombreuses activités. Les activités militaires ne sont naturellement pas laissées de côté et, en plus d’un article de Virieu racontant le passage au front de la deuxième promotion<sup>131</sup>, le journal publia un compte rendu du baptême de la troisième promotion<sup>132</sup>.

---

<sup>130</sup> ”Communisme et réalités françaises”, *Esprit*, décembre 1944.

<sup>131</sup> *Les Alpes nouvelles*, 31 décembre 1944.

<sup>132</sup> *Ibid.*, 11 mars 1945.

## UNE ECOLE EN QUETE D'AVENIR

Si les rapprochements entre les deux écoles sont nombreux, les différences le sont plus encore. Deux différences, en particulier, sont essentielles : le contexte dans lequel chacune de ces écoles s'est développée est totalement différent, et le statut de chacune, l'école de cadres FFI n'ayant à ses débuts, qu'un statut départemental.

### *Vers une école nationale ?*

Pourtant, il ne fait aucun doute que l'école de Virieu eut la prétention d'obtenir un meilleur statut. Le projet de faire d'Uriage une école nationale s'inscrivait en effet dans la logique du développement de l'école qui était devenue en quelques mois interrégionale et dont le rayonnement dépassait ce cadre. La prédiction du colonel François Huet, qui avait déclaré lors de l'inauguration qu'il fallait que *"l'école rayonne sur l'ensemble du territoire où les cadres auront à agir<sup>133</sup>"* s'était donc au moins partiellement réalisée. Par ailleurs, on sentait bien, même de manière diffuse, dans les écoles de cadres et ailleurs, la nécessité d'une union autour d'une école nationale, ce qu'exprima Pierre Emmanuel dans *Action*, le journal de l'indépendance française, le 27 octobre 1944, au sein d'un dossier consacré au problème culturel de l'armée :

"Si l'on en juge par les écoles de cadres qui se fondent un peu partout et que nous voudrions rattachées à une grande école nationale de cadres, l'énorme portée éducatrice de l'armée n'échappe point aux meilleurs de nos officiers jeunes, dont beaucoup d'ailleurs sont passés par les FFI. [...] Je vois [cette entreprise d'éducation culturelle à grande échelle] sous la forme d'un grand centre national de la culture

---

<sup>133</sup> ADI, 102 J 113.

dans l'armée qui s'intégrerait dans une école nationale des cadres. Ce centre national, composé des meilleurs techniciens de tous les arts [...], instruirait des moniteurs régionaux, chargés à leur tour de former dans les écoles de cadres régionales des animateurs de régiment ou de bataillon.”

Ce rôle éducatif au plan national (dont la description faite par le journaliste ressemble fort, dans ses grandes lignes, au premier Uriage), L'EMU espérait naturellement l'incarner, forte de sa tradition, et de ses réussites, qui la plaçaient avec l'école de Lespinet et quelques autres au premier plan des écoles de cadres. Du reste, l'état-major était bien conscient de l'avantage que représentait pour l'école l'héritage de l'École nationale des cadres de la jeunesse, tant sur le plan des programmes que des enseignants<sup>134</sup>.

### *Un pas vers la reconnaissance*

En février 1945, un pas important vers la reconnaissance d'Uriage fut franchi à l'occasion d'un voyage que Gilles Ferry effectua à Paris<sup>135</sup>. Le 19, en effet, il rencontra successivement le chef du troisième bureau de l'état-major général guerre (EMGG), le commandant des Portes de La Fosse, qui lui affirma *”que l'avenir d'Uriage était assuré”*, le général Chaban-Delmas, qui lui a promis un soutien auprès du ministre de la Guerre, puis des membres du cabinet militaire du général de Gaulle, qui, s'ils furent très accueillants, lui firent en revanche l'effet *”d'être aussi superficiels et inefficaces que charmants”*. Enfin, l'entretien le plus probant fut celui qu'il eut, après un déjeuner avec le père Maydiou, avec le colonel Ely, nouveau directeur de l'Infanterie :

---

<sup>134</sup> Fiche synthétique sur l'école d'Uriage, SHAT, 7 P 194.

<sup>135</sup> Rapport du capitaine Ferry sur son voyage à Paris du 19 février 1945, ADI 102 J 117. Les citations qui suivent sont extraites de ce rapport.

“Le colonel Ely met beaucoup d’espoir dans l’expérience d’Uriage et il est décidé à l’appuyer de toutes ses forces. Il a demandé qu’on le tienne régulièrement au courant du travail qui s’y fait. Selon lui, la mission actuelle d’Uriage est passagère, mais doit servir à préparer celle de demain qui est la formation générale des officiers de la nouvelle armée. Uriage deviendra école nationale des cadres. A Uriage et dans ses succursales devront passer tous les officiers de l’armée française qui y trouveront non seulement une information sur les grands problèmes mais aussi un contact avec les éléments divers de la nation.”

Il est difficile de dire quel crédit il fallait accorder à ces propos. Il a certes reçu des assurances mais, comme le note Charles-Henri de Lévis-Mirepoix, qui faisait partie des membres du cabinet militaire du général de Gaulle que rencontra Gilles Ferry, “*quand il s’agit de traduire en actes un état d’esprit, c’est une autre affaire*<sup>136</sup>.” Pour autant, la retranscription des entretiens qui fut faite par Ferry n’en illustre pas moins l’ambition d’Uriage : devenir une école nationale. Dans le contexte du début de l’année 1945, alors qu’aucune école nationale militaire n’avait encore ouvert ses portes en métropole, le projet n’était pas totalement utopiste.

Du reste, à la suite de ce séjour à Paris, l’école eut un certain nombre de contacts avec Michel Debré, alors chargé de mission à la Présidence du Conseil, et M. Grégoire, directeur de la fonction publique. Il semble qu’à l’issue de ces discussions, il fut convenu, sous réserve de la survie de l’école, l’envoi des futurs fonctionnaires issus de l’École nationale d’administration sur le point d’être créée aux stages d’été d’Uriage, à partir de 1946<sup>137</sup>. Gilles Ferry eut aussi des contacts avec Jacques Chapsal qui exprima le souhait *de connaître d’une façon [...] approfondie les différents programmes de formation générale*” en cours à Uriage<sup>138</sup>. Il est vrai que le secrétaire

---

<sup>136</sup> Lettre de Charles-Henri de Lévis-Mirepoix à Xavier de Virieu, 19 février 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 47.

<sup>137</sup> Rapport d’ensemble sur les activités de l’école, *op. cit.*, p. 82.

<sup>138</sup> Lettre de Jacques Chapsal à Gilles Ferry, 16 février 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 47.

général de l'École libre des Sciences politiques connaissait déjà Uriage, pour avoir amené à l'École nationale des cadres, au début de l'année 1942, un petit groupe de la section lyonnaise de Sciences-Po<sup>139</sup>.

---

<sup>139</sup> Bernard COMTE, *op. cit.*, p. 449.

## Chapitre V : Les vicissitudes de l'armée nouvelle

L'obstacle le plus important à la transformation d'Uriage en une école nationale était sa fragilité, et l'absence de statut véritable, que ne venaient pas compenser les divers appuis dont elle pouvait bénéficier.

### UN STATUT PRECAIRE

La création de l'école, pour n'avoir pas eu à proprement parler de caractère spontané et encore moins illégal, n'a pas donné à Uriage de statut solide.

#### *Une reconnaissance tardive*

D'abord départementale, sous l'autorité du seul chef des FFI de l'Isère, l'école s'est enflée, par un accord tacite avec ce dernier, de stagiaires en provenance d'autres départements. Ce n'est que le premier décembre 1944 qu'Uriage était reconnue de fait comme école régionale des cadres FFI par le gouverneur militaire de Lyon.

En janvier 1945, l'école passait de l'échelon régional à l'échelon interrégional, officiellement cette fois-ci, ce qui accroissait certes son importance mais aussi ses charges. Enfin, pour compliquer encore les choses, le général de Lattre de Tassigny, lors d'une visite qu'il fit de l'école (qui s'apparentait plus, en fait, à une inspection), *"a expressément indiqué qu'elle relevait de lui<sup>140</sup>."*

*"Il y a là, écrit Virieu au colonel Descour, une trilogie du commandement qui me semble préjudiciable à la vie normale de l'école quand elle s'accompagne d'ordres contradictoires donnés à tous les*

---

<sup>140</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 18 novembre 1944, SHAT, 7 P 194.

*échelons*”<sup>141</sup>. Aussi demanda-t-il à plusieurs reprises qu’une réponse soit apportée en haut lieu à la question du statut de l’école : *”Il est indispensable de fixer d’une manière nette l’autorité dont dépend l’école”*, écrit-il par exemple en novembre 1944 au colonel Descour<sup>142</sup>. Ce dernier interrogeant l’EMA, celui-ci répondit dans une note de service, en janvier 1945, qu’Uriage dépendait de la XIV<sup>e</sup> région pour son commandement et de la subdivision de l’Isère pour *”la vie matérielle et la discipline générale*”<sup>143</sup>

### *Difficultés matérielles*

Or, la situation matérielle de l’école était pour le moins délicate. En effet, aux yeux de l’état-major, le régime administratif d’Uriage était (ce que Virieu apprit en juin 1945, soit neuf mois après l’ouverture de l’école), comme toutes les écoles FFI, non pas celui d’une école mais d’un corps de troupe. De ce fait, elle ne possédait pas la prérogative d’engager des sous-officiers et des hommes de troupe, et sa marge de manœuvre était pour le moins réduite<sup>144</sup>. Concrètement, cette précarité administrative accrut les difficultés matérielles de l’école. Or, celles-ci étaient particulièrement importantes du fait de la situation de l’école en 1944 : lors de l’installation dans le château, il ne restait en effet pratiquement rien qui fût en état, et il fallut engager des travaux importants avec l’aide financière de la région et de Xavier de Virieu lui-même - preuve s’il en est du noble attachement de ce dernier à son école. Ensuite, la situation d’Uriage, en montagne, liée à la conjonction d’un hiver 1944-1945 rigoureux et d’une pénurie de combustible du fait de la désorganisation du pays et de la poursuite de la guerre, ont particulièrement aggravé la situation de l’école, les chalets des

---

<sup>141</sup> Lettre du 18 novembre, SHAT, 7 P 194.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Note de service, 8 janvier 1945, SHAT 7 P 194.

<sup>144</sup> Témoignage de Gabriel Braisaz, Saint-Martin-le-Vinoux, Septembre 1994.

stagiaires étant fort médiocrement chauffés. En février, l'école se vit en outre rétrogradée de la ration 3 à la ration 2 (ration accordée à une unité territoriale), ce qui équivalut à une baisse substantielle en termes quantitatifs de l'approvisionnement en vivres (100 grammes de moins sur le pain quotidien accordé aux stagiaires, par exemple). En termes d'habillement les restrictions eurent aussi un impact non négligeable, au point que Virieu décrivit son école comme "*un cirque forain*<sup>145</sup>". Cadres et élèves avaient des tenues faites de pièces et de morceaux, souvent constituées d'éléments d'uniformes américains, en nombre insuffisant. Il en résultait un problème de discipline à l'intérieur et d'image, vis-à-vis de l'extérieur :

"L'école est bien déshéritée, et il est très pénible pour son chef comme pour ses cadres de constater aux couleurs, aux visites officielles et aux prises d'armes que, jusque dans l'encadrement, règne un bizarre panaché franco-américain.<sup>146</sup>"

### *Un problème foncier*

Enfin, l'existence même de l'école fut rapidement hypothéquée par l'existence d'un contentieux foncier entre le ministère de la Guerre et celui de l'Éducation nationale. Les diverses propriétés qui constituaient l'école d'Uriage avaient été en effet achetées par l'État, à partir de 1942, à la diligence de l'Éducation nationale<sup>147</sup>. Le Ministère de la Guerre occupait donc le château dans la plus totale illégalité, et le ministère de l'Éducation ne manquait pas de le lui rappeler : ainsi lorsque Joffre Dumazedier, fondateur du second *Peuple et Culture*, chercha un local pour son association d'éducation populaire, l'Éducation nationale lui aurait répondu : "*Prenez*

---

<sup>145</sup> Premier rapport sur les activités de l'école, février 1945, SHAT, 7 P 194.

<sup>146</sup> *Ibid.*

<sup>147</sup> Rapport du génie, 5 mars 1945, relatif à l'occupation du château d'Uriage par les FFI, SHAT, 7 P 194.

*Uriage*<sup>148</sup> !”, ce qui plut d’autant moins à Xavier de Virieu que la première réaction des autorités militaires fut de demander à l’Éducation nationale l’abandon du château pour la durée de la guerre seulement. C’était accrédi- ter l’idée qu’Uriage était, pour l’état-major, appelée à disparaître rapidement<sup>149</sup>. Cette précarité contrariait fortement la volonté de l’école et de son chef d’inscrire leur expérience dans la durée.

Par la suite, il fut un moment envisagé par l’état-major d’offrir à l’Éducation nationale des terrains militaires à Vincennes en l’échange du château, mais le règlement de la question tarda à se faire<sup>150</sup>.

#### DEBUT DE CONFLIT AVEC LES AUTORITES MILITAIRES

La questions des locaux et du régime administratif de l’école illustrent les difficultés que rencontra l’école auprès des autorités militaires, d’abord régionales, puis - et surtout, après décembre 1944 - nationales.

#### *”L’affaire” Gadoffre*

La première friction entre les autorités de l’école et l’état-major des armées (EMA) porta sur l’organisation par Gilbert Gadoffre d’un stage particulier, initialement prévu pour huit mois.

Xavier de Virieu avait en effet souhaité lancer à Uriage une expérience en marge de la formation classique. Il s’agissait non pas de perfectionner et de confirmer dans leur grade des officiers FFI qui avaient déjà exercé un commandement mais de donner une formation complète à des hommes

---

<sup>148</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 31 décembre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>149</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Charles-Henri de Lévis-Mirepoix, 12 février 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>150</sup> Fiche sur l’école d’Uriage, SHAT, 7 P 194. La question des terrains ne se régla finalement pas avant la dissolution complète de l’école.

provenant du maquis ou de la résistance civile, qui avaient donné des preuves de leur caractère sans pour autant avoir émis le souhait de rester dans l'armée, en vue d'en faire des officiers de réserve. S'agissant du recrutement, aucune condition de grade ni d'instruction générale n'était posée ; il fallait néanmoins avoir œuvré dans la résistance. Cette "école dans l'école" (couramment appelée "deuxième compagnie" de l'École de cadres) fut confiée à Gilbert Gadoffre, l'un des membres les plus actifs de l'équipe du Vieux chef, qui mit sur pieds en quelques semaines un stage qui, à bien y regarder, ressemblait fort au stage de six mois de l'École nationale des cadres. D'abord en raison de sa durée : huit mois, dont quatre à Uriage, un en stage pratique à la première armée et trois dans une unité de montagne. Cette durée plus importante permettait ensuite une formation plus approfondie, bénéficiant d'un parallélisme avec les formations classiques. *"L'officier que l'on veut créer au centre-école, écrivait Gilbert Gadoffre, n'est pas un guerrier abstrait mais un citoyen armé capable d'adhérer avec force à son pays et à son siècle<sup>151</sup>."*

Pour autant, on ne peut nier l'influence de la personnalité de Gilbert Gadoffre sur l'orientation intellectuelle du stage. Il ajouta en effet à la formation classique une initiation à la psychologie collective qui avec pour but d'éviter de *"rester comme en 1939 dans un état de désarmement intellectuel au moins égal à notre désarmement militaire<sup>152</sup>."* Cela passait par la découverte de l'irrationnel et des théories de Freud, Jung et Adler.

Naturellement, ce n'est pas réellement le contenu du stage que critiqua l'EMA, mais avant tout l'ignorance dans laquelle il fut laissé quant à l'existence de cette école, son mode de recrutement, ouvert aux civils, et à sa qualification (stage EOR). Un membre de l'EMA, le colonel Picard, se

---

<sup>151</sup> Gilbert Gadoffre, "Le centre école d'Uriage", *Aux Armes*, n° 4, janvier 1945.

<sup>152</sup> Résumé des conférences d'introduction à la psychologie collective du capitaine Gadoffre, ADI 102 J 114.

rendit à Uriage le 17 novembre pour essayer de convaincre le commandant d'Uriage de renoncer à ce stage, tout du moins sous la forme définie par Gadoffre<sup>153</sup>. Il est vrai que le recrutement était tout à fait différent de celui des stages classiques puisque plus de la moitié des stagiaires étaient originaires de la bourgeoisie ou des classes moyennes supérieures (fonctionnaires) et que les trois-quarts avaient fait des études secondaires. La moitié avaient leur bac. Les stagiaires originaires du primaire élémentaire ne représentaient que 20 % des effectifs<sup>154</sup>.

Virieu protesta, estimant que le stage lancé, il serait préjudiciable de l'interrompre ou de réduire sa durée. Mais, contraint par sa hiérarchie, il dut se résoudre à réduire la durée du stage. "*Il s'en est suivi*, écrit Virieu dans le rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *un déséquilibre dont les stagiaires ont souffert moralement et dans leur instruction militaire*<sup>155</sup>". De fait, sur les 63 stagiaires que comptait la formation, aucune des propositions d'homologation d'officiers ne fut retenue par l'état-major. Seuls 4 stagiaires ont été nommés aspirants au titre de leur participation aux chantiers de la jeunesse et seuls 38 stagiaires ont été promus sous-officiers<sup>156</sup>. Au retour des stagiaires du front eut lieu le 4 mai 1945 une cérémonie sur le terre-plein, en la seule présence, outre celle des représentants civils et du commandant de la subdivision de Grenoble, d'un représentant du gouverneur militaire de Lyon<sup>157</sup>. A l'issue du stage, Gadoffre, quitta Uriage à l'initiative du Vieux chef. Il allait, dans le courant de l'année 1945, être associé aux réflexions concernant la création de l'École nationale d'administration (ENA).

---

<sup>153</sup> Rapport du colonel Picard au sujet de l'école d'élèves aspirants d'Uriage, 28 novembre 1944, SHAT, 7 P 194.

<sup>154</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 27.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>156</sup> *Ibid.*.

<sup>157</sup> *Le Réveil*, 1<sup>er</sup> mars 1945.

### *Une attention particulière de l'état-major*

La crise soulevée par ce stage fut le premier coup de semonce adressé par l'état-major à l'École d'Uriage. Il s'agissait autant pour l'EMA d'affirmer son autorité sur l'école que de limiter la marge de manœuvre de Virieu, dont les initiatives pouvaient paraître incontrôlées.

Mais les quelques rapports établis à l'attention de l'EMA montrent que l'école d'Uriage fit l'objet d'une attention toute particulière de la part des autorités militaires. Aucune autre école de cadres ne fit l'objet de rapports aussi fréquents à la Libération. En particulier, les visites de responsables se multiplièrent, comme le commandant Then, le commandant de Villiers de l'Isle-Adam, ou encore le commandant Desportes de La Fosse, chef du troisième bureau de l'EMGG<sup>158</sup>. Ils furent souvent l'objet de rapports écrits : parmi ceux qui ont été conservés, peu sont vraiment défavorables, si l'on excepte ceux concernant le "cas Gadoffre". Ainsi le colonel Grégy, dans un rapport transmis au colonel Descour, insiste-t-il sur la qualité de la formation militaire et le style d'Uriage, marqué à ses yeux par "*l'absence de sous-officiers tatillons et autoritaires*"<sup>159</sup>. De même nota-t-il l'importance de l'étude des questions sociales, civiques et religieuses, "*interdite jusque-là dans l'armée*". Il envisage aussi dans son rapport d'étendre le style d'Uriage aux autres écoles, même s'il trouve le modèle général, sans doute du fait des spécificités géographiques et historiques d'Uriage, "*peu exportable*."

---

<sup>158</sup> Lettre de Gilles Ferry au commandant Desportes de La Fosse, 18 avril 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 39.

<sup>159</sup> SHAT, 7 P 194.

## *Un complot contre l'école ?*

Dans le même temps, néanmoins, il faut noter que les propositions établies par Xavier de Virieu au sujet de ses stagiaires n'ont été que très rarement suivies par l'EMA, lorsque celui-ci donnait une réponse. En janvier, il apprit que son école perdait la faculté de donner de l'avancement à ses stagiaires, devant se contenter, au mieux, de confirmer des grades : Uriage, qui se croyait centre d'instruction, se voyait ramené à la qualité de centre de "criblage", pour employer le vocabulaire de l'état-major. Dans une lettre à un proche, Virieu dénonça "*une hostilité sourde, non encore formulée*" à l'encontre de son école, ainsi que des rumeurs, à Grenoble, d'une dissolution prochaine<sup>160</sup>. L'école sortait alors tout juste d'une grave crise à la suite de la mort au front de quatre de ses instructeurs, dont Louis Poli et Pierre Cazenavette (ce dernier avait été appelé en avril 1944 par Segonzac pour prendre le commandement du maquis des Bauges, avant de devenir le responsable de l'Armée secrète pour la Savoie ; en octobre, vraisemblablement sur les conseils du Vieux chef, il avait rejoint Uriage où il prit les fonctions de chef d'équipe<sup>161</sup>). De ce fait, l'idée du complot n'eut guère de mal à se développer en son sein.

## LES FFI RENTRENT DANS LE RANG

Il semble en tout cas que cette crainte d'un complot ne soit que la conséquence d'un manque d'information ou d'un malentendu. En effet, alors que Virieu, comme d'autres commandants d'écoles de cadres FFI, était persuadé que la sanction des cours d'Uriage pouvait être aussi bien positive

---

<sup>160</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Charles-Henri de Lévis-Mirepoix, 12 février 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>161</sup> Lettre de Gilles Ferry à X, 27 avril 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 38

que négative, l'EMA semble ne jamais l'avoir conçu ainsi, ce que confirme une note de service en date du 8 janvier 1945 concernant Uriage : "*Aucune promotion n'est à prévoir comme sanction des cours*<sup>162</sup>". Mais ces restrictions ne visaient pas uniquement Uriage, et en cela il est bien difficile de parler de complot : les difficultés auxquelles s'est heurtée l'école de cadres d'Uriage résultaient avant tout de la volonté de l'état-major d'effectuer l'intégration des FFI dans l'armée. Or, cette intégration passait notamment par la mise au pas des écoles de cadres.

### *L'officialisation des écoles de cadres FFI*

Les autorités militaires mirent du temps à régulariser la situation de fait que constituait l'existence de dizaines d'écoles de cadres, parfois sous le contrôle des FTP, sur le territoire libéré. Le problème des écoles de cadres s'inscrivait dans celui, plus complexe et plus délicat politiquement, du conflit entre les autorités FFI et les autorités gaullistes. Dès le 28 août, le général de Gaulle avait dissous les États majors FFI et le Comac, interdisant tout nouveau recrutement au sein des FFI<sup>163</sup>. Par la suite, comme le note Philippe Buton, le chef du gouvernement ne dédaigna point "*les vertus de l'analgésie*", louant les services rendus par les FFI - comme dans son discours de Lyon de septembre 1944 - pour faciliter leur intégration dans l'armée<sup>164</sup>. De fait, à la fin du mois d'octobre, l'assimilation des FFI dans les unités régulières est pratiquement réalisée, l'autorité des commandements territoriaux n'étant plus contestée. L'officialisation des écoles de cadres FFI ne pose dès lors plus de difficultés majeures : le 28 octobre 1944 est rendue publique une note du ministre de la Guerre, relative à l'organisation de l'instruction des cadres subalternes, qui prescrit la création de deux types

---

<sup>162</sup> SHAT, 7 P 194.

<sup>163</sup> Philippe BUTON, *op. cit.*, p. 108.

<sup>164</sup> *Ibid.*

degrés d'écoles de cadres ; le premier degré, départemental, est obligatoire pour les officiers FFI désireux d'intégrer l'armée ; le second degré, interrégional, concerne les meilleurs éléments issus des écoles départementales<sup>165</sup>. Uriage, dont l'existence est officialisée à cette date, est reconnue comme école du premier degré, appelée à former dans un cadre départemental 160 officiers subalternes. Son statut est donc en contradiction avec sa situation, puisque l'école était déjà, de fait, régionale.

En outre, la qualification d'école du premier degré correspondait peu au rayonnement qu'Uriage exerçait alors sur les autres écoles de la région (Annecy, Lamastre et Saint-Genis-Laval). Les difficultés que rencontrait Uriage ne l'empêchaient pas, en effet, d'assurer au mieux sa tâche. La première réunion des écoles de cadres de la région fut l'occasion d'un *satisfecit* pour les cadres de l'école, Uriage, du fait de sa situation et de la qualité de son encadrement, apparaissant clairement comme la "maison-mère" des écoles de la région<sup>166</sup>. Il régnait, en effet, au sein des quatre écoles de cadres de la région un esprit commun, facilité par les contacts étroits qu'elles entretenaient entre elles (le commandant d'Annecy fut un temps commandant en second d'Uriage) et par leur participation commune aux stages au front. Uriage fournissait à ses consœurs de la région tantôt des cadres, tantôt de la documentation, et s'imposait en particulier par le biais des articles, témoignages et études que la revue *Aux Armes*, bulletin d'information de la région militaire dont le rédacteur en chef était un ancien du premier Uriage (Jean-Marie Domenach), reproduisait régulièrement<sup>167</sup>. *Aux Armes* publia plusieurs articles sur les activités d'Uriage : dans son quatrième numéro, Domenach rédigea ainsi un long article sur l'école et le

---

<sup>165</sup> SHAT, 7 P 190.

<sup>166</sup> Rapport d'ensemble sur le premier stage des écoles de cadres de la 1<sup>ère</sup> région FFI, Archives du château de Virieu, 7 XV 6 et lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 31 décembre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>167</sup> En octobre 1945, au moment où le colonel Descour quitte ses fonctions de commandant de la région militaire, la publication devient nationale et prend le sous-titre de "Revue du peuple et de son armée". Domenach en conserve quelques temps encore la rédaction en chef.

château, dans lequel il écrivait que *”L’école a commencé à rompre avec les fausses prudences et les clauses de style qui sont de rigueur dans les vieilles institutions”*. *“Cependant, poursuit-il, ce qu’est Uriage, en son fond, on ne saurait le définir par des mots. C’est une atmosphère, c’est un style, c’est une amitié, c’est un élan - et c’est l’âme de la révolution.”*

Sur le plan national, la première réunion des commandants des écoles de cadres, qui se tint le 20, 21 et 22 novembre 1944 à Paris, fut l’occasion pour les écoles de la région Rhône-Alpes de se mettre en valeur<sup>168</sup>. A l’unique exception de Toulouse (école de cadres du Lespinet), seules ces dernières pouvaient prétendre à la qualification d’écoles : elles étaient de loin les mieux organisées et les plus avancées dans leur travail<sup>169</sup>. Pour autant, à côté de cette satisfaction propre aux écoles de la région, la réunion de Paris fut l’occasion de mettre en évidence certaines difficultés auxquelles se heurtaient les FFI et en particulier leur insuffisance technique.

### *Des résistants disciplinés*

Le retour des résistants dans le cadre légal ne se fit pas sans difficultés, certaines habitudes prises dans la clandestinité - et plus fondamentalement le caractère indiscipliné des FFI - rendant difficile la transition vers une vie normale. En octobre 1944, des instructions furent ainsi données aux FFI pour qu’elles s’abstiennent de procéder à des perquisitions et à des arrestations<sup>170</sup>. Craignant une politisation des FFI, ou leur utilisation par le PC à des fins politiques, Descour réagit vivement à une manifestation de FFI

---

<sup>168</sup> SHAT, 7 P 190.

<sup>169</sup> *Ibid.* L’étude de la situation des autres écoles de cadres montre que, pour la plupart, lorsqu’elles n’étaient pas encore en gestation, elles manquaient le plus souvent de cadres qualifiés. Xavier de Virieu portait le même jugement. Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 31 décembre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>170</sup> Rapport transmis au préfet, 25 octobre 1944, ADI, 52 M 136/6

dans les rues de Lyon en affirmant que l'armée ne pouvait se tenir *"qu'en dehors de cette espèce de manifestation sur la voie publique"*<sup>171</sup>. En Isère, comme ailleurs, les FFI commirent des actes d'indiscipline, exerçant des réquisitions (le "piquage", hérité de la clandestinité), dressant parfois des barrages routiers. Ainsi, à titre d'exemple, un élève d'Uriage a-t-il été arrêté à Grenoble en octobre 1944 pour actes de violence et port d'arme prohibée<sup>172</sup>. Mais ces faits, assez répandus en octobre 1944, se sont rapidement raréfiés<sup>173</sup>. Dans son rapport au ministre, le préfet note en novembre 1944 que *"les FFI sont de plus en plus disciplinés"*<sup>174</sup>. A l'époque, il est vrai, il n'en restait plus beaucoup en activité dans le département : outre les stagiaires d'Uriage, il n'y en avait guère plus d'une centaine, en particulier dans les prévôtés ou simplement de passage.

*"Une seule et même armée"*

Cette discipline acquise, les FFI se sont peu à peu intégrés à l'armée, la fusion entre l'AS et les FTP devenant effective, comme le note un rapport de police du 27 octobre : *"Petit à petit, les FFI et les FTP se sont fondus et, à présent, il n'existe que des FFI à caractère nettement militaire"*<sup>175</sup>. Ainsi se réalisait le souhait émis par le général de Gaulle, lors de sa visite à Grenoble, point final de sa tournée en France, le 5 novembre 1944 : *"L'armée FFI, née pendant l'occupation et l'armée d'Afrique du Nord ne font qu'une seule et même armée, la grande armée française"*<sup>176</sup>.

---

<sup>171</sup> *Aux Armes*, n° 4, janvier 1945.

<sup>172</sup> ADI, 13 R 991.

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> ADI, 52 M 180.

<sup>175</sup> ADI, 52 M 136/6.

<sup>176</sup> ADI, 54 M 41. Sur les visites du général de Gaulle en terre dauphinoise, on peut se reporter à David Colon, *Charles de Gaulle à Grenoble (1944-1968)*, mini-mémoire présenté à l'Institut d'études politiques de Paris dans le cadre du cours-séminaire de Jean Charlot sur le gaullisme, avril 1994, 35 p. Ce mémoire est conservé aux Archives départementales de l'Isère sous la cote 2 J 1224.

Dans l'esprit de la plupart des FFI, même de manière confuse, cette intégration devait entraîner un renouvellement et un rajeunissement de l'armée, comme l'exprima le président de la commission militaire du CDLN de l'Isère :

“L'idée d'une armée nouvelle, si elle est dans l'air, si tout le monde en parle, reste une idée encore indistincte et relativement confuse. [...] Chaque fois que nous parlons de rénovation de l'armée, c'est vers les FFI que nous nous tournons car ils représentent le sang nouveau qui s'infiltré, ils représentent l'esprit qui bouleverse<sup>177</sup>.”

Toutefois, le président de la commission militaire, Georges Blanchon, ne manquait pas de relever aussi les difficultés auxquelles se heurtaient déjà les FFI, moins liées à une véritable obstruction qu'à la remise en place des “*forces traditionnelles*<sup>178</sup>”, qui avaient pour nom routine, paresse d'esprit. On trouve ici résumées les idées qu'Uriage reprendra un peu plus tard à son compte. En cela, le CDLN donnait de l'écho à la résolution adoptée à l'unanimité le 16 décembre 1944 par l'assemblée des CDL et qui dénonçait le retour en force de ces forces traditionnelles :

“L'assemblée est profondément émue de constater que, quatre mois après la libération, on n'a pas encore vraiment constitué une armée française unique et qu'on traite encore les FFI comme des troupes secondaires qui, souvent, sont placées dans des conditions extrêmement difficiles par une administration militaire qui n'a rien appris, rien oublié<sup>179</sup>.”

---

<sup>177</sup> Rapport de Georges Blanchon sur l'armée nouvelle, 7 décembre 1944, ADI, 13 R 1014.

<sup>178</sup> *Ibid.*

<sup>179</sup> Aux Armes, n° 5, février 1945.

## DES APPUIS FRAGILES

Uriage se trouvait à la pointe de ce combat pour le renouvellement de l'armée. Sa qualité d'école FFI la poussait en effet à prendre fait et cause pour les FFI, appuyée par les encouragements du général de Lattre et le soutien infaillible mais ambigu du parti communiste.

### *De Lattre "annexe" Uriage*

Le général de Lattre visita Uriage à l'occasion de la venue du général de Gaulle à Grenoble<sup>180</sup>. Impressionné, selon le compte rendu qu'en fit Virieu dans le rapport d'ensemble, par la beauté du site, "*il a paru satisfait dans l'ensemble de son inspection qui a porté sur toutes les activités de l'école*<sup>181</sup>", discutant la conception et le programme, semblant intéressé par le stage de quatre mois<sup>182</sup>. Par la suite, il assura l'école de son soutien lors d'un déjeuner organisé à Lyon par le colonel Descour. De fait, sa visite en inspecteur apparut comme la volonté du commandant de la Première armée, qui assumait la paternité de l'amalgame, de voir dépendre Uriage de sa seule autorité. Or, le fait qu'Uriage dépendit de l'EMA ne pouvait qu'atténuer la portée pratique de cet appui.

D'autre part, Uriage reçut le 18 mars 1945 la visite du général Leyer, chef d'état-major de l'armée. A cette occasion, plusieurs cadres de l'école

---

<sup>180</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 74 et ADI 54 M 41.

<sup>181</sup> *Op. cit.*, p. 74.

<sup>182</sup> Lettre de Virieu à Descour, 31 décembre 1944, *op. cit.*

furent décorés à l'occasion d'une prise d'arme<sup>183</sup>. Le général Leyer promit tout son appui à Xavier de Virieu. Mais force est de constater que l'appui en question était plus administratif que politique, et concernait avant tout la fonction classique de triage des cadres<sup>184</sup>.

### *Le soutien du parti communiste*

Car le seul soutien politique dont bénéficiait l'École provenait des rangs du parti communiste. Tout porte à croire que ce soutien était acquis à un niveau important de la hiérarchie du parti, puisque le secrétaire fédéral du Parti, Paul Billat, et le secrétaire général de l'Union départementale de la Confédération générale du travail (UD-CGT) vinrent s'exprimer devant les stagiaires. De même, la nomination de Fernand Laporte et Charles Bozon, tous deux FTP et membres du PCF, au sein de la commission militaire du CDLN, composée en majorité de communistes, illustre cet appui implicite du parti à l'expérience d'Uriage<sup>185</sup>.

Mais rien n'exprime mieux ce soutien que la place que les journaux proches du PCF accordèrent à Uriage. Dans son édition du 24-25 septembre 1944, le *Travailleur Alpin*, organe local du parti, ouvrit ses colonnes à Xavier de Virieu qui présenta l'école en gestation. Dans son édition du lendemain, en première page et à côté de l'annonce de l'entrée de l'armée rouge en Hongrie et en Tchécoslovaquie, le journal publia l'intégralité du discours prononcé à Uriage par Virieu à l'occasion de l'inauguration. Par la suite, le journal fit preuve de bienveillance à l'égard de l'école et de son chef, rendant par exemple compte avec force de détails de l'intervention de Xavier de Virieu au palais de la Houille blanche à l'occasion de la venue

---

<sup>183</sup> *Les Allobroges*, 21 mars 1945.

<sup>184</sup> *Les Allobroges*, 22 mars 1945. Il est intéressant de noter que l'article rendant compte de la venue du général Leyer fut rédigé par Virieu lui-même : *Les Allobroges*, aussi bien que *Le Réveil* qui le publia également, ouvraient donc sans trop de mal leurs colonnes à l'école.

<sup>185</sup> ADI, 13 R 1015.

d'Yves Farge. Dans un éditorial du début de l'année 1945, le journal exprima plus nettement son soutien :

“Dans notre région, nous avons constaté avec plaisir que l'union s'établit entre les officiers venus de l'armée d'Afrique et les officiers formés au combat dans les rangs glorieux des FTPF et des FFI. [...] Cette union, elle est en train de se réaliser pratiquement à l'école des cadres d'Uriage où, sous la direction du colonel de Virieu, nos jeunes aspirants apprennent avec amour et bonne volonté le noble métier d'officier<sup>186</sup>.”

### *Le relais de la presse communiste*

Certes, l'influence de l'école dépassait les colonnes de la presse communiste. Dès sa création l'école avait, en effet, su s'attirer toute l'attention des journaux locaux. “*Creuset d'où sortiront les cadres de l'armée nouvelle*” (*Le Réveil*), “*heureuse création*”, école qui installe “*les couleurs de la France à Uriage*” (*Les Allobroges*). Cet intérêt ne se démentit pas par la suite, la presse chrétienne aussi bien que la presse communiste ou socialiste rendant régulièrement compte des activités de l'école. Le baptême de la promotion Poli, de retour du front, qui fit l'objet de grands développements dans la presse, était ainsi à la une du *Réveil*<sup>187</sup>.

Mais il est certain que le journal *Les Allobroges* fut l'appui le plus sûr de l'école, en particulier lorsqu'il fut l'organe exclusif du Front national, soit entre le 21 octobre 1944 et le 15 janvier 1945. Cet appui pouvait résulter des liens existant entre le commandement d'Uriage et le directeur du journal, M. Debout, qui eut l'occasion de venir au château témoigner sur la

---

<sup>186</sup> Éditorial d'Yves Moustier, *Le Travailleur alpin*, 3 janvier 1945.

<sup>187</sup> 20 décembre 1944.

presse clandestine<sup>188</sup>. Toutefois, on ne peut s'empêcher d'y voir avant tout la conséquence de l'attitude du parti communiste vis-à-vis des FFI.

### *Dissolution des milices patriotiques et soutien à l'Armée nouvelle*

Dans une large mesure, l'audience dont bénéficie Uriage à cette époque doit en effet être rapprochée de l'attitude du parti communiste, qui fit de la défense des FFI l'un des axes principaux de son discours, avançant la nécessité d'une révolution au sein de l'armée et souhaitant voir naître une véritable armée "populaire", comme l'exprima Pierre Villon, le président du COMAC, à l'ouverture de l'Assemblée nationale des CDL, lorsqu'il déclara que le rôle de la résistance était "*de créer une grande armée populaire*<sup>189</sup>." Force est cependant de constater que, sans se séparer totalement de ce discours, le parti a modifié son attitude au début de l'hiver, en mettant au premier plan de ses préoccupations la victoire contre l'Allemagne. Ce revirement, qui a coïncidé avec le retour de Maurice Thorez sur le territoire français<sup>190</sup>, s'est notamment traduit par l'entérinement *de facto* de la dissolution des milices patriotiques. Ces milices, en Isère, n'étaient pas très importantes en terme numérique en novembre 1944 et se bornaient à des opérations de contrôle routier (pour lutter contre le marché noir). Pour autant, il faut noter que, en partie grâce à la publicité faite par *Le Travailleur alpin* et *Les Allobroges*, leur nombre connut une sensible augmentation (3000 adhérents en Isère en novembre 1944, dont 2000 à Grenoble<sup>191</sup>). Elles jouissaient, en outre, "*d'une grande popularité*", à la différence des FFI dont les mauvaises habitudes prises dans le maquis étaient souvent dénoncées<sup>192</sup>. Soucieux de voir tous les efforts concentrés sur le

---

<sup>188</sup> Lettre du bureau d'études à M. Debout, 25 janvier 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 38.

<sup>189</sup> *Le Réveil*, 16-17 décembre 1944.

<sup>190</sup> Philippe BUTON, *op. cit.*, p. 181-187.

<sup>191</sup> ADI, 13 R 992.

<sup>192</sup> Rapport transmis au préfet, ADI, 52 M 136/6.

front, le conseil départemental des Gardes civiques républicaines (GCR, qui succédèrent aux Milices républicaines) invita ses membres, lors de la dissolution des GCR, le 16 février 1945, à remettre leurs armes aux autorités, invitant les jeunes à rejoindre l'armée et les plus âgés à reprendre leur travail afin *d'être des ouvriers de chocs dans la production de guerre*<sup>193</sup>. Le PCF martela alors son slogan : *“un seul gouvernement, une seule armée, une seule police”*. Il semble en tout cas, selon divers rapports de police, que la dissolution des milices n'ait eu que peu d'impact dans l'opinion iséroise, préoccupée avant tout par les problèmes de l'heure<sup>194</sup>.

### *La campagne de l'hiver 1944-1945*

Ce contexte éclaire donc l'appui dont l'école bénéficia au cours de l'hiver 1944-1945 : au-delà d'Uriage, ce sont les combattants FFI que la presse communiste louait. Le parti organisa en effet dans la région grenobloise des réunions de soutien aux FFI du front tout au long de l'hiver, comme à Voiron en février 1945<sup>195</sup>. Virieu, de son côté, participa à certaines de ces manifestations, comme le 24 octobre à Fontaine, tout près de Grenoble : il était présent, en compagnie du général Le Ray à une manifestation du FN *“en l'honneur de l'intégration des FTPF dans l'armée nouvelle*<sup>196</sup>”. Dans son rapport sur l'armée nouvelle du 12 décembre 1944, présenté devant le CDLN, Georges Blanchon soulignait l'extrême dénuement des FFI au front, notant par exemple que la troisième demi-brigade de l'Isère, qui compte 3500 hommes n'avait que 191 paires de chaussures de montagne et 113 paires de chaussures de ski pour 560 paires

---

<sup>193</sup> ADI, 52 M 181.

<sup>194</sup> Rapports transmis au préfet de l'Isère, ADI, 52 M 136/6

<sup>195</sup> Rapports transmis au préfet de l'Isère, ADI 52 M 181.

<sup>196</sup> *Le Réveil*, 26 octobre 1944.

de skis<sup>197</sup>. Le 13 décembre, le CDLN lança un appel dans la presse pour venir en aide aux soldats FFI sur le front<sup>198</sup>.

C'est donc dans ce contexte que s'inscrit l'impressionnante couverture des activités de l'école d'Uriage. Le 8 décembre, *Les Allobroges* consacrerent leur première page à l'École des cadres : "*Succédant à la rude école du maquis*", l'école y est présentée comme demandant "*au sport d'endurcir les corps et les âmes*". Avec pour illustration les photos de jeunes hommes torse nu en plein exercice physique, l'auteur de l'article souligne que "*virilité, résistance et réflexes*" sont les "*qualités primordiales d'un combattant actuel*". Douze jours plus tard, le même journal rendait compte du baptême de la promotion Poli, de retour du feu. Ensuite, le 6 janvier, *Les Allobroges* publiaient en Une un récit des combats menés par les stagiaires de l'école. Enfin, il est à noter que cet intérêt pour l'école se poursuit après l'hiver, *Les Allobroges* publiant le 26 avril, toujours en première page, un compte-rendu du baptême de la promotion Danube accompagné d'une photo.

### *Un contexte de plus en plus politique*

Dans une large mesure, donc, l'appui du PC à l'expérience d'Uriage apparaît comme tactique, déterminé par les circonstances, le contexte politique national et les intérêts du parti. Ainsi peut-on aussi voir dans le soutien du parti à l'école l'expression de l'ouverture du PCF vers les autres composantes de la résistance, notamment en direction des Chrétiens. On sait que le comité directeur du Front national comprenait un prêtre, le RP Philippe, présenté par les *Allobroges* comme "*une voix chrétienne du FN*". Dans son exposé devant les stagiaires de la deuxième promotion, Georges

---

<sup>197</sup> ADI, 13 R 1014.

<sup>198</sup> *Les Allobroges*, 13 décembre 1944.

Cabane, dit *d'Assas*, chef du Front national de l'Isère, insista sur le caractère tolérant et ouvert du PC (groupant aussi bien selon lui des Catholiques que des "*libres-penseurs*"), en appelant à l'élimination des divisions entre les résistants<sup>199</sup>. Cela illustre la volonté d'union de la résistance et de la nation dans la poursuite des combats, mais cela exprimait certainement aussi une vision électorale à plus long terme, illustrée par le rapprochement du PC avec le MRP. Dans la perspective des élections municipales, le PC chercha en effet à organiser des listes uniques avec les partis issus de la résistance, MRP compris<sup>200</sup>. Le MRP se rangeant derrière la candidature de Frédéric Lafleur, il soutint finalement avec la SFIO celle de Léon Martin qui avait été écarté l'année précédente et qui l'emporta.

Tactique, ce soutien du PC apparaît donc avec le recul comme un soutien conditionnel et fragile. De fait, l'unité issue de la résistance ne tarda pas à être mise en question par la renaissance d'une vie politique nationale et locale. Au sein de l'école, on ne peut pas dire que cette évolution eut un impact direct, d'autant moins du reste que les militaires n'avaient pas encore l'usage du droit de vote (ils l'exercèrent pour la première fois lors du référendum du 21 octobre 1945). En outre, il n'existait pas de cellules communistes au sein des unités de l'armée et les communistes d'Uriage n'organisaient pas entre eux de réunions politiques<sup>201</sup>. Néanmoins, des contacts existaient, d'abord avec les représentants locaux du parti communiste, du FN ou de la CGT, qui venaient s'exprimer devant les stagiaires ; ensuite, avec les instances nationales. En février 1945, en effet, Charles Bozon accompagna Gilles Ferry à Paris<sup>202</sup>. A cette occasion, il rencontra divers membres du FN et du PC à qui il put présenter l'œuvre

---

<sup>199</sup> Conférence faite à l'occasion du second stage, notes manuscrites prises par Xavier de Virieu, Archives du château de Virieu, 7 XV 26.

<sup>200</sup> Rapport transmis au préfet, ADI, 52 M 137.

<sup>201</sup> Témoignage de Fernand Laporte, Grenoble, 22 février 1994.

<sup>202</sup> Charles Bozon, "Rapport sur mon séjour à Paris", ADI, 102 J 117.

entreprise à Uriage et recevoir des “*encouragements*”, parfois pas exempts de méfiance :

“J’ai constaté parmi les éléments ex-FTPF de l’état-major une certaine méfiance à notre égard. Méfiance due à un manque d’informations exactes sur les buts recherchés par l’école...”

Cependant, avec des efforts, il parvint à les rassurer sur les buts poursuivis et, rencontrant Pierre Villon, président de la commission militaire de l’Assemblée consultative, trouva ce dernier “*fort intéressé par notre expérience.*” Il rencontra la même prévenance du côté de *France d’abord*, journal national du FN et retourna à Uriage décidé à mener *cette Révolution que nous voulons faire et que nous ferons envers et contre tous*<sup>203</sup>”.

---

<sup>203</sup> *Ibid.*

## Chapitre VI : L'impossible amalgame

École au statut et à l'avenir incertain, aux appuis fragiles, Uriage connu au printemps 1945 une grave crise, liée à l'intégration imparfaite des cadres FFI, point d'orgue de la remise en ordre de l'armée.

### LA REORGANISATION DE L'ARMÉE

L'attitude de l'état-major et des autorités politiques à l'égard des FFI et des écoles de cadres avait très souvent été dictée par des impératifs internationaux. En la matière, le point de départ, comme le montre J. Vernet dans son ouvrage sur la réorganisation de l'Armée, fut le plan du 30 novembre 1944 en vertu duquel assurance était donnée à la France par ses alliés de recevoir tout l'armement et l'équipement nécessaire en vue de la mise sur pied d'une armée digne de ce nom en échange d'une volonté nette des autorités françaises de rétablir l'ordre républicain sur l'ensemble du territoire et son autorité légale sur la totalité des éléments extérieurs à l'armée régulière : les FFI, les FTP et les Milices républicaines<sup>204</sup>. L'intégration des FFI dans un cadre légal devenait dès lors essentielle ; il passait notamment par l'instruction des cadres et l'orientation des FFI vers les centres d'instruction et de criblage, mais aussi par l'interdiction faite en septembre 1944 aux FFI de recruter puis la suppression progressive des commandements et de la hiérarchie FFI. Les autorités FFI, qui ont reconnu en octobre 1944 l'autorité gouvernementale, coexistent avec les structures officielles jusqu'en janvier 1945, date à laquelle la hiérarchie FFI est supprimée. En février 1945, de Gaulle prescrit de ne plus parler de FFI ou

---

<sup>204</sup> J. VERNET, Le réarmement et la réorganisation de l'armée française (1943-1946). Vincennes : Service historique, 1980, p. 70-71.

de maquis, puisqu' "*il n'existe plus qu'une seule armée française*<sup>205</sup>." De fait, l'absorption des FFI par l'armée régulière était pratiquement réalisée.

### *Le problème des cadres FFI*

Pratiquement, car restait encore en suspend la question de l'intégration des cadres FFI, une question particulièrement épineuse, du fait de la multitude d'intérêts contradictoires entrant en ligne de compte : l'intérêt des cadres FFI de conserver leurs grades acquis dans la clandestinité et le combat, l'intérêt de l'état-major, soucieux de remédier à la forte inflation des grades fictifs homologués à la hâte au lendemain de la Libération, et l'intérêt des cadres de carrière de l'Armée A (Juin) et B (de Lattre), voyant d'un mauvais œil la promotion si rapide des résistants de l'intérieur. A cela, il conviendrait d'ajouter pour être tout à fait précis l'intérêt des officiers de l'ancienne armée d'armistice qui ne s'engagèrent pas dans la résistance et tentèrent à la Libération d'obtenir leur réintégration au prix de l'examen minutieux de leurs dossiers et celui des officiers de l'armée de 1939 de retour, à partir de mars 1945, des camps de prisonniers ou de concentration.

En outre, ce problème s'inscrivait dans le contexte de la fin des hostilités, si bien que l'orientation prise assez rapidement par le ministre Diethelm fut l'intégration des cadres FFI... dans la réserve, comme l'atteste une note ministérielle de mars 1945<sup>206</sup>. A cette délicate question, l'état-major semblait donc répondre par la volonté de voir les cadres FFI, remerciés pour leurs glorieux services, retourner à la vie civile. Rapidement, en effet, l'état-major a fait part au ministre des craintes que lui inspirait la promotion éventuelle de FFI dans l'armée active : la nomination dans l'armée de sous officiers qui n'ont que des titres de résistance risquant "*de soulever un*

---

<sup>205</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>206</sup> SHAT, 7 P 190.

*mécontentement profond parmi les sous-officiers d'active des armées et, en particulier, parmi ceux de la 1<sup>ère</sup> armée où l'avancement n'a été accordé que très parcimonieusement*<sup>207</sup>.” Quant à la formation des officiers, l'état-major la juge plus qu'insuffisante, allant jusqu'à dire au ministre *”qu'il est dangereux d'engager l'avenir de l'armée sur des stages de quelques semaines*<sup>208</sup>.” De leur côté, les commissions d'homologation eurent des difficultés à remplir leur tâche, si bien que le ministre dut leur adresser au courant des mois de février et mars une série de lettres de rappel afin que les choses avancement plus rapidement<sup>209</sup>. En fin de compte, sur 25 000 cadres FFI homologués en octobre 1944, 12 000 furent intégrés à l'armée en 1945-1946, le plus souvent à des grades inférieurs.

### *Un nouveau conservatisme*

Certainement y avait-il aussi dans ce rejet des FFI par l'état-major l'expression d'une certaine peur d'adopter dans l'armée des “hors la loi”. La perspective d'un afflux de ces troupes réputées pour leur indiscipline, leur manque de tenue et leurs aspirations révolutionnaires ne soulevait certainement pas l'enthousiasme des officiers de l'armée d'avant-guerre. *“Il y a, écrit Virieu à un proche, une levée de boucliers du conservatisme sous toutes ses formes et le principal reproche qu'on adresse à Uriage est d'être un foyer d'incendie*<sup>210</sup>.” Dans une lettre adressée à Virieu, le commandant de la XIV<sup>e</sup> région se disait quant à lui *”inquiet des répercussions que vont*

---

<sup>207</sup> Note de l'EMA, 12 mars 1945, SHAT 7 P 190.

<sup>208</sup> Note de l'EMA au ministre de la guerre, 12 mars 1945 ; Synthèse sur les écoles de cadres, rapport non daté (vraisemblablement mai 1945), SHAT, 7 P 190. SHAT 7 P 190.

<sup>209</sup> J. Vernet, *op. cit.*, p. 125.

<sup>210</sup> Lettre de Virieu à Charles-Henri de Lévis-Mirepoix, 12 février 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

*avoir les décisions du ministre relatives aux grades FFI*<sup>211</sup>.” “Il y a là, poursuit-il, *un manque de sens de la mesure et de l'équité [...]*.”

A la relative lenteur de l'état-major répondait donc une certaine inquiétude des cadres FFI, persuadés du désir des autorités militaires de les brimer. Ainsi, lors d'une réunion de l'Assemblée consultative en date du 7 mars, chargée d'examiner un projet de Maurice Kriegel-Valrimont, Maurice Diethelm fut-il sérieusement pris à partie sur la question de l'intégration des officiers FFI dans l'armée d'active et interrogé avec insistance sur sa volonté de réaliser ou non *”une grande armée nationale*<sup>212</sup>.”

## LE CHOC DU 10 MAI

Les inquiétudes des FFI furent confirmées dès la fin des hostilités par l'annonce des mesures prises par le ministre. La rigueur de ces mesures entraîna une réaction rapide et virulente des organisations de résistance.

### *La circulaire du 23 avril*

L'indécision du ministre ne dura qu'un temps. Le 23 avril, en effet, il signa une circulaire réglant définitivement la question des cadres FFI fixant le premier juin comme date à laquelle tout devait être fini. Aux termes de cette circulaire, les officiers homologués FFI qui avaient autrefois (c'est-à-dire avant la guerre) appartenu à l'armée d'active ou de réserve se voyaient rétrogradés à leur grade antérieur, et ceux qui furent nommés dans la résistance ne pouvaient se voir promus dans l'armée d'active ou de réserve *”qu'en cas de services éclatants rendus au front et à titre tout à fait exceptionnel*<sup>213</sup>”.

---

<sup>211</sup> Lettre du colonel Descour à Xavier de Virieu, 6 avril 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 56.

<sup>212</sup> *Les Allobroges*, 8 mars 1945.

<sup>213</sup> Cité par Louis Helly dans son article, “L'intégration des FFI dans l'armée (réflexion sur un décret)”, paru dans *Le Réveil*, 19 juin 1945.

La circulaire, sans doute pour en limiter l'impact, fut rendue publique dans les unités le surlendemain de la signature à Berlin de la capitulation allemande. Pour les FFI, le réveil fut douloureux, et les réactions ne tardèrent point : cette circulaire provoqua en effet une vive émotion, accentuant le malaise qui pesait sur l'armée, prenant l'allure de sanction au moment où les FFI entendaient participer à la rénovation de l'armée. Le 15 mai, la commission militaire du CDLN de l'Isère éleva une protestation après avoir pris connaissance de l'instruction ministérielle :

“Considérant qu'une grave atteinte est portée aux officiers et sous-officiers qui pendant la clandestinité ont dirigé seuls, sans le concours de beaucoup d'officiers d'active, toutes les formations armées de la résistance [...]. Considérant que les grades qu'ils ont acquis ne l'ont été que dans le combat au prix de leur bravoure et de leur intelligence [...], la commission proteste de la manière la plus énergique contre cette décision qui vise à l'élimination pure et simple des cadres FFI de l'armée<sup>214</sup>.”

En cela, la commission départementale rejoignait parfaitement les positions de la commission nationale qui critiqua les mesures prises, Pierre Villon, président de la commission de la défense nationale de l'Assemblée consultative émit une protestation le 15 mai, affirmant que *“seule une armée nationale [était] capable de reconquérir notre prestige<sup>215</sup>”*.

La section grenobloise du PC, réunie le 19 mai, affirma son soutien aux cadres FFI, *“les communistes de Grenoble [s'affirmant] pour l'intégration des cadres FFI dans l'armée nationale républicaine, parce qu'il veulent pour la France une puissante armée populaire<sup>216</sup>”*. Le bureau politique du parti communiste fit savoir quant à lui *“qu'il [avait] pris connaissance de*

---

<sup>214</sup> *Le Réveil*, 23 mai 1945, *Le Travailleur alpin*, 23 mai 1945.

<sup>215</sup> *Le Travailleur Alpin*, 16 mai 1945. *Les Allobroges*, 16 mai 1945.

<sup>216</sup> *Le Travailleur alpin*, 22 mai 1945.

*faits montrant que le ministre de la guerre voudrait écarter de l'armée active les officiers FFI dans le but évident de ne pas donner à la nouvelle armée française le caractère populaire et républicain qu'elle [devait] avoir*<sup>217</sup>." Ainsi développa-t-il le thème de l'injure faite à la résistance, qui trouva un écho important dans la presse issue de la résistance.

### *Émoi à Uriage*

Le 10 mai, Uriage, dont le commandement a été averti des mesures, est en émoi. Une réunion se tient aussitôt, dont le compte rendu est adressé au gouverneur militaire de Lyon<sup>218</sup>. Y participent entre autres, autour de Virieu, Gilles Ferry, Fernand Laporte, et le commandant en second Ripert. Dans ce texte, Virieu dégage trois répercussions principales de ces mesures. Sur le plan matériel, la rétrogradation menace certains officiers *"qui à un moment de leur vie ont réalisé une option dangereuse et méritoire"* et risquent de se trouver avec une situation diminuée, tant sur le plan matériel que sur le plan du prestige.

Sur le plan moral, *"les FFI éprouvent d'abord un sentiment de lassitude et d'impuissance"* devant le retour *"aux errements anciens"* et devant cette *"machine immuable"* qu'est l'armée, menée par des hommes *"qui n'ont rien oublié ni rien appris"*. Le deuxième sentiment est le découragement : *"A quoi bon cette longue attente depuis la libération, ces bruits contradictoires, ces appels à la patience, ces écoles de cadres jamais sanctionnées ou dont la sanction a été indéfiniment différée."* Les cadres d'Uriage

---

<sup>217</sup> *Les Allobroges*, 12 mai 1945.

<sup>218</sup> "Compte rendu, exécution des prescriptions de la note de service 885/CAB du colonel, Gouverneur militaire de Lyon, commandant la XIV<sup>e</sup> région militaire, en date du 5 mai 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 3.

voient en outre dans ces mesures un désaveu de la conduite passée des résistants :

“Ils ne demandent qu’à être quelque chose. Ils comprennent fort bien que, techniquement, on ne puisse faire du jour au lendemain un bon officier. Ils acceptent une remise en ordre des grades mais sans rabaissement systématique. [...] Or, une sorte de complot les a laissés à l’arrière et a multiplié les centres d’instruction et les “homologations” sans autre résultat semble-t-il que de les avoir fait patienter en les déconsidérant aux yeux de l’opinion publique.”

Il s’ensuit un sentiment de révolte intérieure. *”Pendant tout le temps de la clandestinité, écrit Virieu, la radio officielle a soutenu ce principe que l’armée de l’intérieur était une armée régulière, que ses officiers et ses soldats étaient, les uns et les autres, des réguliers<sup>219</sup>”*. Or, la décision prise tend à exclure les FFI de l’armée, ce au moment même où la guerre se termine : fâcheuse coïncidence qui tend à démontrer que l’armée se débarrasse d’hommes dont elle n’a plus besoin. Enfin, comble de l’humiliation, alors qu’un décret de juillet 1944 rayait des cadres ceux des militaires qui, à cette date n’avaient pas rejoint les FFI, la circulaire d’avril 1945 s’accompagne de mesures en faveur de la réintégration de “naphtalinés”, *”de ceux qui n’ont pas marché au son du canon, qui ont attendu que la libération se fasse sans eux, à l’appel de chefs improvisés, et qui en appellent aujourd’hui à la compétence contre le caractère.”* Dans le cas particulier d’Uriage, enfin, Virieu note que ces dispositions remettent en question l’œuvre entreprise, la rénovation de l’armée en lui insufflant *”l’esprit démocratique et réalisateur qui était celui de la résistance”*. Or, comment réaliser cette œuvre sans les FFI, eux qui devaient être les *”apôtres”* de cette rénovation.

---

<sup>219</sup> “La régularisation des grades FFI”, éditorial de L’Amalgame n° 1, juin 1945.

Sur le plan politique, Uriage critique la remise en cause de l'amalgame FFI-FFE induite par ces mesures, de même que la fusion de l'armée et de la nation. Uriage *"s'est engagée trop à fond dans une voie qu'elle estime être celle du salut, pour ne pas en ressentir un lourd malaise. C'est tout son apostolat désavoué."*

Virieu joint à ce compte rendu détaillé, dont la conclusion en appelle sans surprise à une suspension de ces mesures, une lettre très franche au général Leyer, chef de l'EMGG, dans laquelle il parle *"d'une solution simpliste"* et d'une *"escroquerie"* : *"elle est un refus de choisir. Et c'est ce refus qui nous a conduits à 1939 et à ses conséquences<sup>220</sup>."* Il dénonce ensuite l'atteinte portée aux mérites de la résistance et le désaveu de l'œuvre entreprise à Uriage que constituent à ses yeux ses mesures, tout en réaffirmant sa volonté et celle de son équipe de s'atteler à la poursuite de la reconstruction de l'armée, *"noyau de la France nouvelle"*.

### *La confusion de l'état-major*

Face à ces critiques, l'état-major a semble-t-il choisi de temporiser. Dans la région Rhône-Alpes, ce n'est que le 7 juin que le colonel Descour, dans une conférence de presse, a cherché non pas tant à les justifier sur le fond qu'à montrer l'efficacité de l'intégration des FFI : sur 2200 dossiers déposés dans la région, 400 ont été éliminés (presque 20 %). Les autres ont été présentés au ministre qui, *"dans la plupart des cas"* a confirmé les grades. C'est oublier, néanmoins que beaucoup d'officiers, à l'annonce de ces mesures, sont retournés à la vie civile et n'ont donc pas déposé de dossier. En fin de compte, ce sont 587 officiers et sous-officiers qui, leurs grades confirmés, restent dans l'armée d'active. Quant aux premières

---

<sup>220</sup> *Ibid.*, Annexe I, extraits de la lettre personnelle adressée au général Leyer.

critiques des communistes de la région grenobloise, il y fut parfois répondu par la censure, *Le Travailleur alpin* voyant un article sur les conditions matérielles des FFI censuré le 24 mai.

## UN TOURNANT POLITIQUE

Loin de calmer les esprits, cette attitude des autorités militaires eut pour conséquence un redoublement des polémiques, qui prirent cette fois un tour plus politique au cours du mois de juin. A l'Assemblée consultative, Kriegel-Valrimont proposa une résolution demandant "*une épuration de l'armée*" et déplorant "*l'hostilité trop souvent rencontrée par les nombreux FFI*".

### *Un cheval de bataille pour le parti communiste*

La guerre terminée, le parti communiste appuya d'autant plus fort les revendications des FFI que la nécessité d'une union face au nazisme n'existait plus. Cette question constituait en outre un parfait cheval de bataille dans la perspective des échéances électorales. Lors du X<sup>e</sup> congrès national du PCF, qui se déroula à Paris à la fin du mois de juin, Laurent Casanova revint sur la circulaire du 23 avril :

"Cette circulaire donne une mention honorable avec un brevet de civisme aux FFI qui se sont battus sur le sol de France et qui ont continué le combat<sup>221</sup>."

Plus loin, il insista sur l'émotion soulevée par cette circulaire, d'autant plus vive "*que des décisions récentes ouvraient l'accès de l'armée aux*

---

<sup>221</sup> Laurent CASANOVA, *L'Armée de demain*. Paris, France d'abord, 1945. La citation est extraite d'une note conservée aux ADI, 102 J 28.

*miliciens membres du PPF, de la LVF et trafiquants du marché noir sous prétexte d'aller combattre dans le Pacifique*". Peu avant, en effet, avait été rendue publique la circulaire du 11 avril par laquelle Diethelm décidait :

“d'autoriser les internés politiques, les internés pour marché noirs, les nomades, à contracter au titre de la 1<sup>ère</sup> division du corps expéditionnaire soit des engagements de trois ans et plus, soit des engagements pour le durée de la guerre, y compris en Extrême-Orient<sup>222</sup>.”

Certes, cette mesure n'était vraisemblablement qu'une mesure technique destinée à gonfler les effectifs du corps expéditionnaire. Moralement, il n'y avait certainement rien de choquant à envoyer au front ceux qui avaient failli. Il n'en reste pas moins que c'est sa coïncidence avec l'écartement des cadres FFI qui provoqua des remous. Ainsi, le FN et le MLN rendirent public un communiqué commun dans lequel ils défendirent l'idée d'une armée populaire :

“La décision du gouvernement de rendre à la vie civile bon nombre d'officiers des FFI ou de les incorporer dans l'armée avec leur grade de 1939 a provoqué une émotion qu'il ne faut pas sous-estimer. Cette émotion est devenue de l'indignation lorsque les victimes de ces décrets [...] ont appris l'intégration dans l'armée «nouvelle» de tous les serviteurs dociles du régime Pétain<sup>223</sup>.”

Ainsi le FN critiquait-il la mise sur un plan d'inégalité des anciens collaborateurs, réintégrés (par la petite porte il est vrai) dans l'armée et des résistants, qui en étaient exclus. Il critiqua aussi que furent mis sur un plan d'égalité les officiers de carrière qui *”ont fait leur devoir”* et *”les prudents*

---

<sup>222</sup> *Le Travailleur alpin*, 2 juin 1945.

<sup>223</sup> *Les Allobroges*, 14 juin 1945.

*pantouflards dont les uniformes sont restés dans la naphthaline pendant quatre ans<sup>224</sup>*”.

### *Les États généraux de la renaissance française*

Le tournant politique pris par la question des FFI s’inscrivait dans le contexte de la préparation par le parti communiste des “États généraux de la renaissance française”, qui eurent lieu à Paris en juillet 1945. Il s’agissait dans un premier temps de motiver les militants, l’appel à la constitution d’une armée “*démocratique et populaire*”, comprenant le recrutement de ses cadres “*dans toutes les classes sociales*” et l’obligation pour ceci de passer par le rang, constituant un point de ralliement pour les anciens résistants<sup>225</sup>. Mais il s’agissait certainement aussi pour le parti de développer le thème d’une trahison de la résistance et d’une indispensable défense des acquis de celle-ci, le PCF se présentant naturellement comme la formation politique la plus à même de le faire.

Dans les faits, il semble que, dans l’Isère tout du moins, le parti communiste ne soit pas parvenu à mobiliser toutes les énergies nécessaires : lors de la réunion de préparation des États généraux, qui rassemblait près de 500 délégués cantonaux désignés pour former l’assemblée départementale des États généraux de l’Isère, il manqua les trois cinquièmes de l’assistance lors du débat sur l’armée, et, alors que les précédents débats furent houleux, ce dernier se déroula dans l’indifférence la plus totale des délégués présents<sup>226</sup>. Le successeur de Georges Blanchon, M. Berger, donna lecture des travaux de la commission militaire du 26 juin précédent : y étaient réclamés l’admission des officiers et sous-officiers FFI dans l’armée avec au

---

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> ADI, 52 M 169.

<sup>226</sup> Note datée du 30 juin 1945 transmise au préfet, ADI 52 M 169.

moins leur grade homologué. Il semble donc que la circulaire du 23 avril ait donné l'occasion au parti communiste de reprendre à son compte le thème de la rénovation de l'armée, thème provisoirement abandonné pendant l'hiver lorsque la poursuite des combats imposait un effort de tous. En apparence, le parti semble donc ne pas avoir abandonné son souhait de révolutionner l'armée de l'intérieur, donnant par exemple la consigne à ses militants militaires d'y rester aussi longtemps que possible<sup>227</sup>.

*"Une lutte sournoise contre la résistance"*

Le sentiment d'injustice qu'éprouvaient les officiers FTPF était partagé par les anciens membres de l'AS, notamment à Uriage. Dès janvier, dans une lettre adressée au général Chaban-Delmas, Gilles Ferry exposait ses craintes :

"En dépit des rapports avec les officiers [...] de la 1<sup>ère</sup> Armée, et du séjour au front des instructeurs et des stagiaires au sein d'un régiment de tirailleurs, nous souffrons du manque de contacts et de compréhension réciproque entre les cadres FFI et ceux de l'armée d'Afrique. Il y a là deux armées distinctes. Il semble que tout soit fait pour éviter une fusion dont les écoles telles qu'Uriage devraient être le creuset<sup>228</sup>."

Déjà en février, Virieu notait quant à lui que, si *"l'encadrement solidaire et fidèle à l'esprit de l'école ne se départira pas de sa discipline militaire"*, *"il n'en considère pas moins d'un œil désabusé le redressement intérieur de la France coexister avec une lutte parfois sournoise contre ce que l'esprit de la résistance avait de novateur<sup>229</sup>..."* La position exprimée

---

<sup>227</sup> Philippe BUTON, *op. cit.*, p.199. Témoignage de Fernand Laporte, Grenoble, 22 février 1994..

<sup>228</sup> Lettre du 27 janvier 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 38.

<sup>229</sup> Premier rapport sur les activités de l'école, *op. cit.*

quelques semaines plus tard par le FN et le MLN quoique plus violente, n'est pas vraiment éloignée :

“Depuis la libération, nous assistons à une contre-offensive acharnée qui ne vise qu'à reconstituer l'ancienne armée en majorité réactionnaire et antidémocratique renforcée même dans le sens d'une armée de métier. L'instruction ministérielle du 23 avril, les ordonnances des 12 et 16 mai ne sont que l'aboutissement de ces campagnes contre l'armée populaire et démocratique, armée dont Jaurès réclamait la création dans un livre d'une prophétique sagacité<sup>230</sup>.”

Il est clair, donc, que l'encadrement de l'école perçut les mesures de mai comme un désaveu de l'expérience entreprise à Uriage. En ce qui concerne les membres de l'équipe d'Uriage, il est à noter que les démarches entreprises par Xavier de Virieu leur permirent de conserver dans l'ensemble leur grade. Fernand Laporte et Charles Bozon exprimèrent du reste leur satisfaction à ce sujet au cours d'une séance de la commission de l'armée du CDLN, rendant hommage à *l'énergique attitude de leur chef auprès des pouvoirs officiels*<sup>231</sup>”.

---

<sup>230</sup> Communiqué FN-MLN, *Les Allobroges*, 14 juin 1945.

<sup>231</sup> Rapport de police transmis au préfet, ADI, 52 M 169.

## RENDEZ-VOUS MANQUES

En dépit de ces protestations, le ministre Diethelm maintint ses positions, affirmant dans les colonnes du *Monde* le 15 septembre que *”le problème de l’intégration des officiers FFI - œuvre délicate et complexe [pouvait] être considéré comme résolu grâce à de généreuses mesures de titularisation, d’assimilation, de passage dans la réserve.”* A lire cette déclaration, on peut mesurer ce qui séparait le pouvoir politique des forces issues de la résistance, pour qui les mesures de mai ont eu de fortes répercussions morales, puisque, toutes généreuses qu’elles furent, elles n’ont pas moins provoqué un sentiment d’injustice chez beaucoup d’anciens résistants pour qui il fut difficile de perdre des galons, et plus encore de se voir placés au second rang derrière les Forces françaises libres.

### *La dissolution des écoles de cadres*

La conséquence logique de ces mesures fut la dissolution, entre avril et juin 1945, de l’immense majorité des écoles de cadres FFI jusqu’alors en activité.

Mais il faut dire que, pour être la conséquence directe de la circulaire du 23 avril, cette dissolution résultait aussi dans une certaine mesure d’un constat d’échec. Ainsi un rapport transmis au chef de l’EMA fit-il état de la situation précaire de ces écoles sur le plan matériel<sup>232</sup>. La nourriture, le matériel, l’habillement faisaient partout défaut. Les stagiaires, écrit l’auteur du rapport, auraient été *”surpris par l’effort physique qu’on leur demande”*. En fait, *”La pénurie des moyens dont disposent les écoles [était] générale”*. Quant à la qualité de l’instruction, elle était nécessairement médiocre du fait de l’insuffisante durée des stages.

---

<sup>232</sup> Synthèse sur les écoles de cadres, rapport non daté (vraisemblablement mai 1945), SHAT, 7 P 190.

Le problème politique posé par les réactions des écoles de cadres aux mesures ministérielles est ensuite longuement évoqué :

“Comme il y avait lieu de s’y attendre, l’annonce du retour aux grades réels a provoqué une vive émotion : consternation chez les unes, lassitude et découragement chez les autres, et encore chez un grand nombre sentiment de révolte intérieure qui s’extériorise parfois avec véhémence dans la correspondance privée. Cette décision est l’objet de nombreuses critiques, non seulement de stagiaires, mais parfois aussi de commandants d’école<sup>233</sup>.”

Mais au-delà de ces réactions véhémentes, le problème fondamental était l’appréhension nouvelles des écoles par les stagiaires :

“Après avoir eu un vif succès, les écoles de cadres sont considérées avec moins d’intérêt, les avantages qu’elles donnent paraissant précaires et insuffisamment définies. Certaines écoles même (XIV<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> régions) en arrivent à juger que les stagiaires sont animés d’une mentalité de « petits fonctionnaires » qui adoptent face à l’enseignement de l’école une attitude purement passive.”

La conclusion du rapport est sans appel :

“Dans leur état actuel, les écoles de cadres ne semblent pas à même de donner à l’armée les sous-officiers et officiers dont elle a besoin, mais permettent une notation et un criblage des candidats”.

La décision de dissoudre s’explique donc non seulement par des raisons qui tiennent à la fin de la guerre mais aussi à d’autres liées au relatif échec de la formation des FFI et à l’inutilité de ce type d’école une fois la

---

<sup>233</sup> *Ibid.*

guerre terminée. De fait, dans les mois qui suivirent la parution de la circulaire, la majeure partie des écoles de cadres encore en activité (beaucoup avaient déjà disparu, comme, dans la région, Annecy en février 1945 et Lamastre en décembre 1944, Saint-Genis-Laval étant pour sa part dissoute en décembre 1945 bien après avoir interrompu ses activités) furent dissoutes. Ce fut le cas en particulier de celles de Lespinet, de Perpignan et de Versailles.

### *Un bilan ?*

S'agissant des officiers FFI, il existe des statistiques générales, mais celles-ci ne concernent que les FFI qui déposèrent effectivement un dossier d'intégration. Or il semble que l'annonce des mesures restrictives ait découragé de nombreux cadres. Ensuite, elles ne tiennent pas compte des retours à la vie civile qui suivirent les décisions de l'état-major : de nombreux officiers certes intégrés mais rétrogradés ont en effet choisi de quitter l'armée. Naturellement, il est impossible à ce jour d'avoir, même pour la seule école d'Uriage, de statistiques précises. Mais l'exemple du chalet 7 de la deuxième promotion d'Uriage est à lui seul éclairant : sur les 12 FFI qu'il contenait, 7 étaient démobilisés en décembre 1945 et l'on était sans nouvelles des 5 autres<sup>234</sup>

---

<sup>234</sup> Lettre d'un stagiaire de la promotion Poli à Xavier de Virieu, 8 décembre 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 43.

**Deuxième partie :**

**RECONSTRUIRE.  
URIAGE, ÉCOLE D'HUMANISME  
(juin-novembre 1945)**

## Chapitre premier : Une école à la recherche d'elle-même

L'école d'Uriage se trouva donc, avant même la fin des derniers stages d'officiers FFI, sans aucun objet, appelée sans aucun doute à disparaître comme les autres, le château revenant à l'Éducation nationale. Sans objet, l'école n'était pas pour autant dénuée de projets, et l'équipe mit à profit la phase intermédiaire qui s'ouvrait pour réfléchir sur la forme que pourrait revêtir le nouvel Uriage.

Certes, tout porte à croire qu'Uriage fut tentée alors de mettre en œuvre son projet d'école nationale. Mais le contexte s'y prêtait peu, d'autant que l'école interarmes de Cherchell s'installa en juin à Coëtquidan, remplaçant les nombreuses écoles d'avant-guerre (Saint-Maixent, Saumur, Poitiers...), et rendant plus difficilement réaliser le rêve d'Uriage de rayonner sur l'ensemble du territoire<sup>235</sup>.

### LES STAGES DE TRANSITION

L'école d'Uriage apparaissait sous bien des aspects après le mois de mai comme une école dénuée d'identité ; ainsi apparaissait-elle encore aux yeux de l'état-major à la fin de l'année 1945 :

“Il semble que ce n'est plus une école spécifiquement militaire et seul l'EMA peut préciser la place que cette école est appelée à tenir en ce qui concerne la formation des officiers<sup>236</sup>.”

Or, toute la difficulté résidait dans l'indécision de l'EMA. Ce dernier décida en effet en juin de laisser l'école poursuivre son activité sans pour

---

<sup>235</sup> SHAT, 7 P 190. J. Vernet, *op. cit.*, p. 139.

<sup>236</sup> Fiche de renseignements sur l'École de cadres d'Uriage, SHAT, 7 P 194.

autant lui donner d'instructions précises<sup>237</sup>. L'école poursuivit donc ses stages, tout en préparant la formule suivante.

### *Le stage de la promotion Aumônier Folliet*

Le quatrième stage, qui avait débuté le 17 avril 1945, se voulait dans le prolongement des précédents. A l'évidence, il le fut de par son organisation et son recrutement. Mais la cessation des hostilités, qui supprima le stage au front (remplacé par une période d'application à la 1<sup>ère</sup> DFL, en occupation en Italie), et le choc consécutif à la circulaire du 23 avril en firent un stage de transition. D'une durée de dix semaines, il regroupa 94 officiers. En majorité, ceux-ci étaient issus de milieux ouvriers et du primaire élémentaire ; 20 % étaient issus de la bourgeoisie et 15 % des classes moyennes<sup>238</sup>. Les stagiaires issus d'études secondaires représentaient un tiers des effectifs. En outre, on peut relever une grande diversité dans l'âge des stagiaires, qui avaient entre 19 et 56 ans (le plus âgé, aîné du chef de l'école, était un ancien combattant de la première guerre mondiale ; il était entré dans la résistance en février 1942 et dans le maquis en mai 1944). Quant à leurs activités pendant la guerre, on peut remarquer que près du tiers étaient passés par les chantiers de la jeunesse ou Jeunesse et montagne avant leur entrée dans la résistance<sup>239</sup>. A l'issue du stage, 51 stagiaires ont été proposés pour une confirmation au grade d'officier ou d'aspirant<sup>240</sup>. Le stage s'acheva comme les précédents par une cérémonie de baptême ; la promotion prit le nom de l'aumônier Folliet, ancien collaborateur des *Cahiers du témoignage chrétien*<sup>241</sup>.

---

<sup>237</sup> SHAT, 7 P 194.

<sup>238</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 26.

<sup>239</sup> Ces informations sont extraites d'un carnet du commandant de Virieu comprenant des informations sur l'ensemble de la promotion. En l'absence des dossiers des stagiaires, il est la seule source disponible (autre que statistique) sur l'origine des stagiaires. Archives du château de Virieu, 7 XV 24.

<sup>240</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 11.

<sup>241</sup> *Les Allobroges*, 3 juillet 1945. L'Aumônier Folliet fut un résistant, déporté en Italie, mort peu après la Libération. Il était surtout un symbole d'union, le Parti communiste ayant assisté à ses obsèques. Il

## *Le stage des instructeurs de Coëtquidan*

La durée du quatrième stage a dû être réduite en raison de la venue annoncée d'une cent-cinquantaine d'instructeurs de l'École interarmes de Coëtquidan, sur le point d'ouvrir ses portes. Dans l'esprit de l'EMA, il s'agissait de donner à ces instructeurs une information sociale et pédagogique et d'engager un dialogue entre les deux écoles en vue d'une collaboration future. Peut-être s'agissait-il aussi d'une forme de consolation envers Uriage qui avait prétendu devenir cette école interarmes qui avait fait défaut - par la force des choses - à la Libération : Virieu avait certes pris part aux travaux de la commission qui en avait élaboré le projet, mais celui-ci n'était pas forcément conforme à ce qu'Uriage en attendait<sup>242</sup>. En l'occurrence, la consolation fut mince puisque le commandant de l'école interarmes choisit finalement de n'envoyer que treize instructeurs, tous originaires de la Première armée, et pour une durée de seulement dix jours. *“Les officiers, note Virieu dans le rapport d'ensemble, sont arrivés très hostiles à l'école et étonnamment peu ouverts aux problèmes sociaux. Ils semblent être partis dans des dispositions bien meilleures et après avoir subi l'effet de choc désiré<sup>243</sup>.”* Absents de France depuis au moins trois ans, ils ont manifesté une ignorance à peu près totale des grands problèmes du pays. *“L'un d'eux, écrit Gilles Ferry dans son rapport, se plaisait à répéter : «Je suis pétainiste et maurrassien»<sup>244</sup>.”* Mais il est vrai que pendant ces dix jours, les officiers d'Uriage eurent l'occasion de leur exposer leur travail, de leur faire visiter les biscuiteries Brun (pour l'aspect social), Peuple et Culture (pour l'aspect culturel), ainsi que les champs de bataille du Vercors (pour entretenir la

---

était venu à Uriage en février pour présenter son expérience de captivité en Italie et faire un exposé sur “christianisme et révolution”.

<sup>242</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 73.

<sup>243</sup> *Op. cit.*, p. 13.

<sup>244</sup> Rapport du capitaine Ferry sur le stage des instructeurs de l'École interarmes, SHAT, 7 P 194.

mémoire résistante). En outre, selon la tradition d'Uriage, plusieurs conférenciers extérieurs intervinrent au cours du stage.

### *Le stage des AFAT : la promotion Bertie Albrecht*

Après ce bref stage, qui aura aussi permis à l'équipe d'Uriage de réfléchir sur l'établissement des programmes de sa seconde phase, l'école accueillit pendant deux semaines au mois de juillet un stage d'auxiliaires féminines de l'armée de terre (AFAT). Là encore, Uriage appliqua ses méthodes traditionnelles, avec une cinquantaine d'heures de formation générale et une quarantaine d'heures de formation militaire et d'instruction physique. Y participèrent une vingtaine de jeunes femmes, pour la plupart originaires des classes moyennes et issues du primaire élémentaire, avec 5 bachelières<sup>245</sup>. Le baptême de la promotion eut lieu en présence du général Lorber, chef d'état-major du 4<sup>e</sup> corps d'armée.

### L'INTROSPECTION

Ces stages achevés, l'école interrompit ses activités pendant un mois, le temps de se recueillir sur elle-même et d'élaborer un programme.

---

<sup>245</sup> *Ibid.*, p. 28.

### *Le stage intérieur.*

Rien n'illustra mieux ce caractère d'école à la recherche d'elle-même que le stage intérieur organisé à Uriage du 13 au 28 juillet 1945. Il s'agissait pour les cadres de faire une halte afin leur permettre de réfléchir sur l'avenir de l'école, mais il était aussi question de raffermir les liens de l'équipe et d'intégrer tous les services de l'école. Enfin, Xavier de Virieu comptait bien aussi redonner à ses collaborateurs de l'impulsion à leur "*sens social pratique et multiplier les contacts avec l'extérieur*"<sup>246</sup>.

Dans la lettre qu'il adressa peu avant au colonel Descour, Virieu avait exprimé les raisons profondes de cette halte :

“Je sens chez mes cadres une certaine dépression, un certain découragement. La cause est dans l'incertitude où nous vivons. Chacun se demande, et quelques fois moi le premier, ce qu'est au juste l'école, si elle est appelée à disparaître ou à survivre et, dans la deuxième alternative, sous quelle forme. [...] D'autre part, l'école reçoit des visites et des directives verbales de Paris - directives vagues par ailleurs et qui se traduisent par [...] des encouragements, des témoignages d'intérêt que ne sanctionnent ni reconnaissance officielle, ni octroi de crédits. Pour sortir de cette torpeur, il faut que l'école se replie sur elle-même, s'ausculte et puisse dire de quoi elle est capable après avoir éprouvé ses forces<sup>247</sup>.”

Une douzaine de conférences furent organisées, suivies d'échanges de vue. L'attention des participants étant difficile à maintenir du fait de la saison (et peut-être aussi en raison de la concomitance du stage des AFAT), mais le stage, semble-t-il, n'en a pas moins atteint ses buts essentiels. En particulier, le stage organisé aux mines de la Mure eut un réel succès. Tous les cadres

---

<sup>246</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 15.

<sup>247</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 15 juin 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55..

de l'école, pendant huit jours ont partagé la vie des mineurs de fond, travaillant et mangeant comme eux, étant logés chez eux. Ce stage, qui s'inscrit dans le prolongement des stages à la mine du premier Uriage, est l'illustration parfaite de l'ouverture sociale mise en œuvre à l'EMU.

### *L'éclatement de l'équipe du premier Uriage*

En somme, pendant quelques mois, l'école prit le recul nécessaire pour entamer un nouveau départ, à l'image du chef du bureau d'études, Gilles Ferry, qui effectua en mai une visite à l'école de cadres de Chershell sur ordre du général Leyer<sup>248</sup>. Mais cette réflexion profita aussi du regard que la communauté des anciens du premier Uriage portait sur elle-même. La réunion des anciens de l'École de Pierre Dunoyer de Segonzac, organisée à Uriage en août 1945, vit la communauté d'Uriage afficher ses divisions.

Premier motif de division, la nature même de la réunion envisagée à Uriage. Alors qu'il était prévu initialement une grande réunion ouverte à tous les anciens, certains membres de l'équipe protestèrent, souhaitant plutôt la tenue d'une réunion restreinte à un faible nombre de personnes, plus à même de permettre un travail efficace. Mais derrière cet argument se cachait aussi la crainte qu'un vaste rassemblement n'ait des répercussions politiques dans la région :

“Nous sommes lancés à Grenoble depuis un an dans une action difficile. [...] Des institutions existent comme le CEO, la Maison de la culture, et jusqu'à hier une bibliothèque populaire. Les prototypes sont dans la vie locale de Grenoble soumis à toutes les incidences de la vie politique. La position d'Uriage dans les milieux politiques locaux, dont peut dépendre la vie de ces prototypes, est loin d'être assurée.

---

<sup>248</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.* p. 73, et témoignage de Gilles Ferry.

[...] Il semble absolument inopportun de provoquer des réactions nouvelles par un rassemblement spectaculaire qui ne passerait pas inaperçu dans le pays<sup>249</sup>.”

Au-delà, néanmoins, c’est bien l’unité de l’équipe qui était en jeu lors de ces journées qui rassemblèrent finalement au château d’Uriage une équipe restreinte de 70 participants. Dans une lettre à Dunoyer de Segonzac, Jean Le Veugle avait déjà fait part de ces craintes : *”Je crois constater un éclatement d’Uriage”*, écrit-il<sup>250</sup>. De fait, il existait bien une ligne de séparation au sein de l’équipe entre ceux qui avaient rejoint le parti communiste et ceux qui se refusaient à tout engagement politique ou affichaient clairement leur refus du communisme.

#### *La réunion du 4 août*

Le 4 août, après un exposé du Vieux chef sur l’historique de l’école d’Uriage, Xavier de Virieu présenta les réalisations de l’École militaire. Il fut suivi de Le Ray, Cacérès, Le Veugle, Dumazedier et le Vieux chef lui-même qui présentèrent chacun leurs réalisations concrètes. Si Virieu, tout en ayant toujours été proche, ne fit jamais partie de l’Ordre, son école pour sa part se voyait ainsi inscrite dans les réalisations de l’équipe d’Uriage<sup>251</sup>. Le surlendemain, les membres les plus proches de l’équipe se retrouvèrent au château de Virieu pour évoquer, entre autres choses, l’avenir d’Uriage. Participaient à cette réunion Hubert Beuve-Méry, Pierre Dunoyer de Segonzac, Henri Lavorel, le commandant Le Ray, le père Maydiou, Gilles

---

<sup>249</sup> Résolution de l’équipe grenobloise et annécienne de l’Ordre, 29 juin 1945, ADI, 102 J 154. Gilles Ferry et Paul Grillet faisaient partie des signataires, à côté de Joffre Dumazedier, François Ducruy, Charles Henry et quelques autres.

<sup>250</sup> ADI 102 J 154.

<sup>251</sup> *Ibid.*

Ferry, Paul Grillet, Yvonne Jacquot, Louise-Marie Ardain, et quelques autres<sup>252</sup>.

---

<sup>252</sup> Note sur le déplacement à Virieu Archives du château de Virieu, 7 XV 3. Les participants ont tous signés le livre d'or du château de Virieu. Toutes les signatures n'ont pu néanmoins être formellement identifiées.

## Chapitre II : Vers l'armée nouvelle

Pendant cette phase intermédiaire, l'équipe ne s'est pas contentée de réfléchir sur la forme que devrait revêtir le nouvel Uriage. La réflexion de fond s'est constamment poursuivie sur les problèmes auxquels il semblait nécessaire de s'attaquer. Le bureau d'études eut alors une grande activité et les textes qu'il publia sur la refonte de l'armée exprimaient tout à fait l'aspect novateur des idées d'Uriage, tels qu'elles résultaient du travail accompli depuis octobre 1944, et telles qu'elles laissaient préfigurer les travaux ultérieurs.

### UNE NOUVELLE EDUCATION MILITAIRE

Les recherches entreprises par le bureau d'études expriment le souci d'Uriage de transformer le corps militaire, de le régénérer en tirant parti des leçons de la résistance. Les velléités réformatrices de la résistance se sont ainsi exprimées dans le domaine militaire, en vue d'aboutir à la création d'une armée plus démocratique et plus humaine.

#### *Une critique de l'ancienne armée*

Tous les projets développés par le bureau d'études reposaient sur une analyse critique de l'armée d'avant 1939, accusée de tous les maux, de "*l'enseignement dogmatique à sens unique ne s'adaptant pas à l'auditoire*<sup>253</sup>" aux "*mortelles séances d'instruction d'autrefois*<sup>254</sup>". De même les grandes écoles militaires d'avant-guerre, Polytechnique, Saint-Cyr et l'école de guerre, sont-elles critiquées : Uriage reproche aux élites militaires leurs

---

<sup>253</sup> Gilles Ferry, "Exposé du programme, méthodes pédagogiques", 18 janvier 1945, ADI 102 J 116.

<sup>254</sup> Gaston Rouillon, "Programme d'instruction militaire", ADI 102 J 116.

origines trop souvent bourgeoises et leur mode de sélection, fondé sur les connaissances intellectuelles et non les capacités et les valeurs morales.

L'espoir fut d'instaurer, avec l'intégration des FFI, un souffle nouveau dans l'armée et de revitaliser ainsi le système militaire français. Après l'échec du mois de mai, l'équipe d'Uriage s'est donnée entre autres missions celle de prolonger l'esprit de la résistance et de parvenir, contre vents et marées, à rajeunir les structures de l'armée en empêchant celle-ci de retourner à ses routines d'avant-guerre, au premier rang desquelles se trouvait le caractère fermé de la "caste" militaire :

“L'armée a, jusqu'ici, vécu en vase clos. [...] A la vérité le métier l'a investie et elle tourne trop exclusivement dans le cercle de ses soucis techniques quotidiens. Elle jette sur les réalités sociales et politiques un regard réticent et inquiet. Ces réalités sont pourtant la trame de la vie et au premier chef de la sienne<sup>255</sup>.”

Ces critiques suscitèrent des réactions souvent hostiles parmi les militaires de carrière, même parmi les proches de l'équipe. Ainsi Charles-Henri de Lévis-Mirepoix, ami de Virieu et membre du cabinet militaire du général de Gaulle prit-il la défense de l'armée vaincue en 1940 : “*L'armée de 1939, écrit-il, avait des torts indiscutables mais il ne faut pas aller plus loin que ses torts et en laisser propager qui ne sont pas réels ou imputables à une minorité*<sup>256</sup>.” Pour d'autres, l'incompréhension se doublait d'une difficulté à s'intégrer à la société telle qu'elle se présente à la Libération : ainsi le commandant de La Chapelle écrit-il, de retour de Dachau, à son ami Virieu : “*je voudrais surtout te demander conseil, ne sachant pas trop à qui m'adresser dans cette armée nouvelle, étrange et déconcertante, où j'ai*

---

<sup>255</sup> Xavier de Virieu, “L'Homme et le soldat”, *op. cit.*, p 44.

<sup>256</sup> Lettre du 27 juillet 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 49.

*peine à me reconnaître, [...] où la tenue n'est même pas celle d'une garde nationale et où je ne sais trop où choisir ma place*<sup>257</sup>. ”

### *De nouvelles expériences éducatives*

Le moins que l'on puisse dire, en effet, c'est que l'armée était transformée au lendemain du conflit. Mais, aux yeux des cadres de l'école, il ne s'agissait pas de lui redonner son aspect d'antan : l'enjeu était sa complète rénovation, laquelle passait notamment par une rénovation des questions éducatives. En l'occurrence, ce sont les expériences éducatives mises en œuvre à Uriage qui semblaient susceptibles d'être étendues. L'enseignement, tel que le concevait le bureau d'études et son chef, Gilles Ferry, se devait de rester concret. Privilégiant la méthode inductive, dite de découverte, au “*bourrage de crâne*”, utilisant les moyens modernes à sa disposition (le cinéma en particulier), l'école voulait rompre “*la claustration scolaire*<sup>258</sup>”. Loin de vouloir se restreindre à la fonction traditionnelle des écoles militaires, c'est-à-dire former des officiers, Uriage entendit former avant tout des hommes : ceci explique l'importance qui sera accordée à la formation générale dans la seconde phase de la vie de l'école. Le système qu'Uriage souhaite voir mis en place est fondé principalement sur le facteur personnel et les aptitudes au commandement, celles-là mêmes qui permirent à Marceau, caporal de ligne, de devenir à 27 ans l'équivalent d'un divisionnaire dans l'armée de la Révolution française. L'équipe d'Uriage n'en reconnaît pas moins les limites d'une telle “*sélection naturelle*” que sont en particulier la floraison des grades et l'insuffisante formation des FFI. Mais l'élargissement du recrutement à l'ensemble des classes sociales et

---

<sup>257</sup> Lettre du 17 août 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 49.

<sup>258</sup> Xavier de Virieu, “Un an”, *op. cit.*

l'obligation d'un passage du cadre par le rang n'en sont pas moins des objectifs essentiels dans l'esprit d'Uriage.

Mais cette réforme passait aussi par une modification profonde du mode de vie militaire. Dans ce domaine, le bouc émissaire fut la vie de caserne. Les cadres d'Uriage appelèrent de leurs vœux l'avènement d'un nouvel urbanisme militaire, ouvert sur l'extérieur, avec des camps aérés et attrayants : *"si la France se veut une armée forte composée d'hommes sains, elle doit nécessairement consentir le sacrifice de l'extraire des villes pour l'implanter à la campagne<sup>259</sup>."* Ce faisant, c'est bien le style de vie d'Uriage qui était mis en valeur : l'éloignement de la ville pour retourner à la nature, aussi bien que le rapprochement de la nation par un contact plus étroit avec les institutions représentatives de différents courants de la société. Il s'agissait aussi d'améliorer la condition de l'officier en lui permettant une vie de famille à proximité du camp. La discipline, quant à elle, toute nécessaire qu'elle fût, ne se concevait que consentie, conformément à une tradition déjà bien ancrée à l'EMU. Enfin, le style de vie prôné par Uriage ne pouvait se concevoir sans une solide vie d'équipe :

"Discipline et vie d'équipe ne posent que des problèmes secondaires et faciles à résoudre, du jour où la vie dans un camp a créé une ambiance et un rythme qui sont les facteurs principaux de l'humanisme militaire auquel nous aspirons aujourd'hui<sup>260</sup>."

---

<sup>259</sup> Xavier de Virieu, "L'urbanisme militaire", *L'Amalgame* n° 4, septembre 1945.

<sup>260</sup> Ces lignes sont extraites de *Renaissance de l'armée*, une brochure de 140 pages rédigée par le Bureau d'études sous la direction de Gilles Ferry, qui développe l'ensemble des idées de l'école. Un exemplaire de cette brochure est conservé aux Archives départementales de l'Isère, sous la cote 102 J 121.

## *Le nouveau métier de chef*

Nécessairement, ce renouvellement des méthodes éducatives s'accompagnait d'un nouveau rôle pour les cadres de l'armée. Le point essentiel en la matière est la connaissance de l'homme. Ce dernier étant, dans le discours de l'école, la matière première sur lequel l'officier devait agir, il était nécessaire de mieux le connaître et de briser les barrières dressées par la hiérarchie.

Ces idées, exprimées à maintes reprises par Virieu au cours de ses conférences, furent synthétisées au sein d'un ouvrage, *Métier de chef*<sup>261</sup>, qui reprit un certain nombre de conférences faites à l'école, certaines étant même des reprises de conférences faites à Collonges-au-Mont-d'Or - ce qui souligne là encore l'indéniable continuité dans le parcours de Xavier de Virieu. Dans cet ouvrage, il s'est efforcé de démontrer que la conduite des hommes passait avant toute chose par la connaissance de soi (la vie intérieure, que Xavier de Virieu s'appliquait d'abord à lui-même puisqu'il consacrait un quart d'heure chaque jour, complètement isolé, à réfléchir sur son action<sup>262</sup>) ; ensuite, il développe les exigences humaines qu'implique le commandement des hommes, la plus importante étant de connaître précisément et personnellement l'individu et de tout savoir "du milieu familial dont il sort, du milieu professionnel où il vit, des aspirations, des besoins, des misères, des désirs ou des ambitions qui forment la trame de son existence. Il convient de parler la même langue que ceux à qui on s'adresse<sup>263</sup>". Enfin, il appelait les cadres à s'interroger sur leur penchant pour l'état militaire et insiste pour finir sur l'indispensable prise de

---

<sup>261</sup> Xavier de Virieu, *Métier de chef, perspectives d'humanisme militaire*. Grenoble : Prudhomme, 1945, 129 p.

<sup>262</sup> Témoignages de divers membres de l'équipe.

<sup>263</sup> *Métier de chef*, *op. cit.*, p. 66.

conscience de “*la place de choix qu’il dépend d’eux d’occuper dans la cité*”<sup>264</sup>, qui concernait avant toute chose leur rôle social.

*”L’armée, école de masse”*

Autre idée-force développée à Uriage, l’ouverture de l’armée aux “masses”, exprimée en particulier par Gilles Ferry<sup>265</sup>. *”Il s’agit de former, avec le soldat, le citoyen.”* Pour cela, l’armée serait amenée à compléter l’œuvre de l’école, aussi bien par une éducation physique et sportive que par une formation intellectuelle visant à présenter aux jeunes recrues *”les principales réalités du monde dans lequel [ils vivent]”*. Enfin, il s’agit de réhabiliter l’une des fonctions premières de la conscription, à savoir la rencontre de jeunes gens d’origines et de milieux différents : *”le brassage des catégories sociales peut être entrepris systématiquement.”* Cela passait selon Ferry par la suppression de la préparation militaire supérieure (PMS), *”mandarinat”* qui évitait à certains de passer par la chambrée et leur donnait d’emblée le droit de commander aux autres. Autre proposition d’Uriage, ce que le bureau d’études, dans une longue étude achevée en mars 1945, appelait le “Service citoyen” : il s’agissait d’offrir aux citoyens une éducation politique et civique, sur la base d’aucune idéologie particulière, sinon la dénonciation des dangers et menaces du totalitarisme<sup>266</sup>.

---

<sup>264</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>265</sup> Gilles Ferry, “L’armée, école de masse”. Cet article a été d’abord publié dans le n°2 de *L’Amalgame* (juillet 1945) puis repris dans le premier exemplaire de *Peuple et culture*, “cahiers de la culture populaire” (juin 1946).

<sup>266</sup> Archives du château de Virieu, 7 XV 10.

## HUMANISME ET REVOLUTION

Ces propositions en vue de la constitution d'une armée nouvelle se caractérisaient presque toutes par la double empreinte de l'humanisme et de la révolution.

### *L'humanisme militaire*

“Uriage, écrivit Xavier de Virieu, se voudrait cet « Institut d'humanisme militaire » qui familiariserait les cadres de l'armée avec des problèmes dont il leur est désormais interdit de se désintéresser<sup>267</sup>”. Ce vœu, à vrai dire, ressemble fort à une autoproclamation, puisque l'école ne reçut jamais de l'état-major d'instructions précises dans ce sens, mais il n'en exprime pas moins l'une des aspirations les plus profondes de l'école : l'extension de l'humanisme à l'armée.

Cet humanisme devait beaucoup à l'expérience des cercles sociaux d'officiers, à celle de Collonges et du premier Uriage : le soldat n'est ni une machine, ni un pion mais une personne humaine, avec ses réactions propres, son courage, ses souffrances, ses joies. De même, il s'inspirait des idées de Lyautey en matière de pluridisciplinarité de l'homme :

“Celui qui n'est que militaire n'est qu'un mauvais militaire, celui qui n'est que professeur est un mauvais professeur, celui qui n'est qu'industriel n'est qu'un mauvais industriel. L'homme complet, celui qui veut remplir sa pleine destinée et être digne de mener des hommes, être un chef en un mot, celui-là doit avoir des antennes ouvertes sur tout ce qui fait l'honneur de l'humanité<sup>268</sup>.”

---

<sup>267</sup> Xavier de Virieu, “Un an”, *op. cit.*

<sup>268</sup> Cité par Virieu dans “Un an”, *op. cit.*

Au-delà, cet humanisme visait à accorder aux soldats des droits : les combattants de la résistance intérieure, plus que les autres, avaient été sensibles à la nécessité d'une amélioration de la condition militaire et au nécessaire rapprochement entre l'armée et la société. Cela passait en particulier aux yeux des cadres d'Uriage par le droit de vote, effectif pour le référendum d'octobre 1945, et d'éligibilité.

Cet humanisme, qui devait aussi beaucoup au personnalisme, visait aussi à rendre la primauté à l'homme dans le domaine des choses militaires. Combat *a priori* paradoxal, certainement, alors que la seconde Guerre mondiale avait montré la supériorité de la machine sur l'homme et que l'explosion, en août, des premières bombes atomiques finissait de minimiser le rôle des fantassins dans le combat moderne. Mais combat non moins essentiel :

“L'homme transcende l'engin qui le tue, départage à moyens égaux la victoire, enfin se discipline et s'accomplit sous les armes : tels sont, de l'abstrait au concret, les facteurs fondamentaux de l'humanisme militaire<sup>269</sup>.”

### *Armée et Révolution*

Mais l'humanisme militaire est en même temps un humanisme révolutionnaire, ce que développe Gilles Ferry dans un article publié par *Esprit* en juillet 1945. Toute révolution intérieure, explique-t-il, est ressentie par l'armée, conservatrice par nature, comme une trahison. Depuis l'affaire Dreyfus, il y a une coupure entre l'armée et la nation. Dans une large mesure, cette coupure s'est répercutée dans l'attitude des officiers, qui se sont raidis, ayant la hantise de tout mouvement populaire. De la désaffection

---

<sup>269</sup> Xavier de Virieu, “Définitions”, éditorial du n° 3 de *L'Amalgame*.

dont elle a souffert l'armée de l'entre-deux guerres est donc grandement responsable :

”La presque totalité des chefs militaires étaient inconscients du drame de leur époque. [...] Croyant de bonne foi ne pas faire de politique, [l'officier d'active] fit la politique de la réaction<sup>270</sup>.”

Pour remédier à cet état de fait, il convient aux yeux de Ferry que l'armée *”vibre à l'unisson de la nation”* et perçoive *”les injustices dont souffrent les uns, les privilèges des autres, les rancœurs, les aspirations de la masse.”* Une fois ce pas franchi, *”elle sera acquise à la révolution nécessaire.”* C'est donc bien à une armée politique - c'est-à-dire non plus aux mains du pouvoir politique mais elle-même consciente des réalités du pays - qu'en appelle ce texte. Or,

“Aujourd'hui, grâce aux expériences de la guerre et du maquis, les militaires ont enfin senti que le pays se trouvait dans une situation révolutionnaire, que les réalités nationales qu'ils défendent [...] imposent une refonte des structures, un renouvellement des méthodes, un rajeunissement des cadres.”

Mêlés intimement à la vie de la population pendant la clandestinité, les cadres de la résistance sont susceptibles d'œuvrer à ce rajeunissement. Pour autant, la responsabilité politique des cadres ne provient pas seulement de l'engagement dans le maquis ; elle fut d'abord le fait de ces officiers qui se lièrent par serment au Maréchal Pétain. Paradoxe, donc, que cette responsabilité politique des FFI qui s'est incarnée dans la désobéissance :

---

<sup>270</sup> Gilles FERRY, “L'armée et la Révolution”, *Esprit*, juillet 1945, p. 172-177. Cet article, signé « \*\*\* », est un extrait de la brochure *Renaissance de l'armée, op. cit.*

*”les réflexes d’obéissance, l’affirmation du patriotisme se sont trouvés inopérants pour faire face à bien des situations”.*

Il s’en faut de beaucoup, note Gilles Ferry, pour que l’esprit révolutionnaire ait gagné l’ensemble de l’armée, l’aspiration à un retour à l’ancienne armée étant très développée chez les militaires de carrière. *”L’armée, poursuit Ferry, n’apportera de contribution à la révolution dans l’armée que s’il y a révolution dans l’armée.”* Et Ferry de dénoncer le *”manque d’imagination des États majors”*, qui *”envisageaient la [guerre de 1939] comme si elle avait dû reprendre exactement au point où la précédente avait cessé.”* Il conclut par un appel à la construction d’une *”grande armée toute neuve sur le plan des idées et des méthodes comme sur celui du matériel”*, marquée par un fort esprit novateur et le premier plan rendu (ou accordé) à l’intelligence du chef comme du soldat, et non *”à l’application servile du schéma stérilisant d’un règlement”*.

### *Armée et nation*

Mais le principal point d’application de la révolution appelée de ses vœux par Uriage est la fusion entre l’armée et la nation. L’idée d’une union indispensable entre l’armée et la nation était très répandue, aussi bien dans les sphères politiques et intellectuelles que dans l’armée et les hautes sphères de l’état-major. Mais entre les idées et leur mise en pratique, il y avait un pas que certains hésitaient parfois à franchir. L’expérience d’Uriage peut, dans une large mesure, se résumer à une tentative révolutionnaire en vue de mettre en pratique ces idées. Naturellement, parce que ce thème était très présent dans le discours des hommes de gauche (héritage de Jaurès), on eut tendance, au sein de l’armée notamment, à rapprocher ce thème du discours du parti communiste, qui en appelait à la constitution d’une armée

*"nationale et populaire"*. De ce fait, l'expérience d'Uriage pouvait être taxée plus facilement de communiste par certains officiers supérieurs. Pourtant, c'est un fait que le thème d'un nécessaire rapprochement de l'armée et de la nation était aussi abordé par les chrétiens. Ainsi Jean Lacroix a-t-il, comme Virieu, défendu cette idée au nom de la réconciliation nationale. La séparation de l'armée et de la nation, écrit-il dans un article publié par *Aux Armes*, fut *"l'une des principales causes de la défaite"*<sup>271</sup>. Or, la résistance donnait une occasion de rapprocher les deux éléments : il appartenait donc à la société de ne pas laisser passer cette chance en multipliant les écoles de cadres et en multipliant les initiatives allant en ce sens :

“ [L'école de cadres] prendra des hommes déjà engagés dans la vie professionnelle, déjà rompus aux responsabilités et les mettant face à face, elle leur ouvrira des horizons inconnus d'eux, les baignera dans une ambiance vivifiante et assurera leur complément de culture<sup>272</sup>. ”

Du point de vue d'Uriage, l'échec de l'intégration des FFI dans l'armée était un obstacle de taille à cette fusion. Mais cet obstacle n'était en rien insurmontable, et tout le travail de l'école a consisté à bâtir une nouvelle doctrine, à mettre en place de nouvelles expériences susceptibles de donner corps à cette idée. Ce faisant, c'est certainement à la survivance de l'esprit de la résistance qu'Uriage œuvrait : le concept d'armée populaire avait pris consistance pendant la période de la clandestinité ; c'est alors que la nécessité d'une ouverture de l'armée aux classes populaires avait pris corps. Il s'agissait de démocratiser l'armée *"en puisant les officiers parmi les prolétaires qui s'étaient révélés d'excellents cadres de la résistance"*<sup>273</sup>. On

---

<sup>271</sup> Jean LACROIX, "L'armée et la nation", *Aux Armes*, n° 5, février 1945.

<sup>272</sup> *Renaissance de l'armée, op. cit.*

<sup>273</sup> Xavier de Virieu, "Le problème de l'armée nationale", 19 janvier 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 34.

retrouve dans ces idées la référence, même implicite, à l'armée rouge, considérée alors par beaucoup - et pas seulement à gauche - comme un exemple d'armée véritablement nationale :

“S’il y a un pays, écrivit le général de Larminat, où l’armée fait étroitement corps avec le peuple, c’est bien l’URSS, où l’armée est le bien de tous et de chacun, où chaque usine, chaque village sont liés directement à une unité de l’armée, où l’on finit, comme à Stalingrad, par ne plus distinguer entre ouvriers et soldats<sup>274</sup>”.

Mais s’il fallait que les classes populaires viennent à l’armée, encore fallait-il aussi aux yeux de l’équipe d’Uriage que l’armée aille au-devant de ces dernières. Ainsi la formation prémilitaire (FP) des jeunes étudiants grenoblois fut-elle pour Uriage l’occasion de mettre en application ses idées. Déjà au début de l’année 1945, Uriage avait accueilli une cent-cinquantaine d’étudiants de l’Institut électrotechnique ; en septembre se tint au château une réunion des directeurs régionaux et départementaux de la FP ; enfin, Uriage partageait avec la FP la propriété du camp de Chamrousse<sup>275</sup>. Ce souci d’ouverture sociale rejoignait celui d’une union des classes aisées et des classes populaires au sein de l’armée :

“Vouloir une armée populaire, ce n’est pas tolérer une masse inorganisée et désordonnée mais exiger une armée forte parce qu’entrée dans les réflexes de tous. Une telle armée ne doit pas être celle de «la partie la plus nombreuse et la moins privilégiée de la population» mais celle du peuple entier<sup>276</sup>.”

---

<sup>274</sup> Général de Larminat, “L’armée dans la nation”, articles publiés à Alger entre 1943 et 1944, cité par Xavier de Virieu in Métier de chef, *op. cit.*, p. 112.

<sup>275</sup> Rapport d’ensemble sur les activités de l’école, *op. cit.*, p. 75.

<sup>276</sup> Xavier de Virieu, “Définitions”, éditorial de L’Amalgame n° 3.

En la matière, la région elle-même mit au point des expériences. Dès le 13 août 1945, la XIV<sup>e</sup> région militaire, à l'initiative de son commandant, Descour, demanda aux unités qui dépendaient d'elle *"d'établir un contact permanent avec le pays"*, dans le but de remédier aux incompréhensions réciproques de l'armée et de la nation *"nées d'un manque d'informations et de connaissances des deux parties<sup>277</sup>"*. La première mesure fut l'instauration d'un parrainage local des unités, à chacune se voyant affectée une ou plusieurs localités. En octobre suivant, la région mit sur pied le mouvement "Armée-nation", dont l'organisation et les buts reflètent largement les idées émises à Uriage.

---

<sup>277</sup> Note de la subdivision de Grenoble, 13 août 1945, ADI, 13 R 1014.

### **Chapitre III : Au contact des réalités sociales : un nouvel esprit d'Uriage**

La nouvelle organisation de l'école, effective dans la seconde moitié du mois d'août 1945, résulte à la fois du temps de réflexion que l'équipe s'est accordée et des idées développées jusque-là dans le domaine militaire. La volonté de Xavier de Virieu était de transformer Uriage en une nouvelle et véritable école de cadres, suivant en cela le travail entrepris par l'école depuis octobre 1944 : *"faite à la taille de l'homme plus que de la masse, elle a toujours entendu se préoccuper moins de rendement sur une grande échelle que de travail en profondeur sur un petit nombre<sup>278</sup>."* En cela, Uriage entendait se placer nettement en marge des autres écoles militaires :

"Aux besoins d'ordre technique correspondent l'état-major de l'armée et une série d'écoles dont l'équilibre n'est pas encore défini [...]. A la nécessité d'un nouvel humanisme militaire répond une école de brassage et de contact où les cadres puissent venir se recueillir et réfléchir aux phénomènes sociaux, économiques, politiques que pose le présent et propose l'avenir.

C'est cette école qu'Uriage ambitionne d'être et va sans doute devenir<sup>279</sup>."

#### **NOUVEAU PROGRAMME, NOUVEAU STYLE**

Avec la nouvelle destination de l'école, l'organisation d'Uriage a sensiblement évolué au cours de l'été. L'instruction militaire disparut pratiquement ; seuls furent conservés l'éducation physique et le tir. Le capitaine Rouillon, du reste, rejoignit l'École de Haute Montagne (EHM) de Chamonix. Les chefs d'équipe, dont le rôle était jusque-là essentiel, ont

---

<sup>278</sup> Xavier de Virieu, "Où va Uriage ?", éditorial du n° 2 de L'Amalgame, juillet 1945.

<sup>279</sup> *Ibid.*

disparu au profit du stagiaire le plus âgé de chaque équipe. Naturellement, ces changements ce sont effectués au profit du bureau d'études. Ce qui ne se fit pas sans mal ; en effet, certains, Virieu le premier, exprimèrent leur crainte de voir l'école s'éloigner du concret (la formation technique de l'officier) : "*Le risque d'abstraction guette l'école*", écrit Virieu dans le rapport d'ensemble<sup>280</sup>. Néanmoins, il ne fait aucun doute que cette quasi-disparition de l'instruction militaire s'inscrivait dans la nature des choses pour une école qui tendait à s'affirmer comme une école de cadres humaniste. Il est vrai que ce que déplorait Virieu était moins l'absence d'une instruction militaire que celle d'une section de l'école spécialisée dans l'étude et la critique des méthodes d'instruction françaises et étrangères : "*là ou telle autre école met l'accent sur l'emploi des armes et l'instruction technique, celle-ci [devrait se pencher] sur le maître de ces armes et l'objet de cette instruction*"<sup>281</sup>.

### *Un nouveau programme*

Comme il ne s'agissait plus, dans la nouvelle formule d'Uriage, de former des combattants conscients des motifs de leur combat mais de donner à des officiers éloignés par le combat les clefs des réalités actuelles, le programme a été sensiblement modifié :

"Le but du nouveau programme sera donc de susciter une prise de conscience des réalités sociales, une prise de contact avec un monde qui s'est transformé, et de renseigner par conséquent les stagiaires sur l'état psychologique, social, économique, politique de la France de 1945"<sup>282</sup>.

---

<sup>280</sup> *Op. cit.*, page 19.

<sup>281</sup> Xavier de Virieu, "Un an", *L'Amalgame*, n° 5, septembre 1945.

<sup>282</sup> Xavier de Virieu, rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 60.

En cela, le troisième Uriage renouait bien avec l'esprit du premier : les exposés doctrinaux furent négligés au profit d'une prise de conscience collective par le biais d'exposés, d'études et de cercles. Ainsi les exposés des représentants des partis et mouvements ont-ils été peu à peu remplacés par les témoignages d'acteurs, ouvriers, patrons, prêtres, syndicalistes.

Le programme était donc divisé en quatre grandes parties : l'étude des "réalités françaises" du moment, puis des "lignes historiques" de l'armée, de la nation et du mouvement ouvrier. On étudiait ensuite l'état des "forces en présence", communisme, christianisme, grandes puissances, avant de conclure sur un cycle consacré à l'humanisme au cours duquel étaient exposés le rôle social de l'officier et le rôle culturel de l'armée. Cet ordre a néanmoins été modifié pour le troisième stage, l'expérience des deux premiers ayant conduit à placer les questions d'armée et d'éducation en tête et à supprimer purement et simplement ceux des exposés doctrinaux qui ne permettaient pas de déboucher sur une synthèse.

### *Le style d'Uriage*

Si la formation militaire a pratiquement disparu dans la nouvelle formule d'Uriage, la formation sportive a quant à elle été maintenue. En effet, il est apparu aux instructeurs et au commandement de l'école qu'une école d'humanisme ne pouvait s'adresser à l'intelligence sans s'adresser en même temps au corps. Uriage se donna donc pour règle l'alternance des activités physiques et mentales. Ce faisant, elle parvenait véritablement à mettre en œuvre le style de vie qu'elle avait envisagé à ses débuts mais que les contraintes de la guerre et de la formation des FFI avaient quelque peu entravé. Elle rejoignait aussi l'esprit du premier Uriage, en mettant en avant l'importance de la culture du corps et en imposant chaque matin aux stagiaires une séance sportive, ce qui n'allait cependant pas sans susciter les

plaintes de certains d'entre eux devant l'importance de l'effort demandé<sup>283</sup>, d'autant que, comme avant eux les FFI, les officiers-stagiaires se caractérisaient très souvent par une mauvaise condition physique. En outre, le médecin transmet à Xavier de Virieu un rapport détaillé sur le régime alimentaire des stagiaires qui montrait que ce dernier était "*nettement insuffisant*"<sup>284</sup>. Alors qu'un sujet normal, estime le médecin, a besoin de 3000 calories par jour, plus s'il exerce des activités physiques, les stagiaires ne recevaient - les bons jours - que 2800 calories. En outre, la pénurie de combustible, à l'approche de l'hiver, a accru les dépenses énergétiques des stagiaires, si bien qu'une part non négligeable de leur faiblesse physique peut s'expliquer par ces insuffisances nutritionnelles.

L'ambiance de l'école ne ressemblait en rien à celle d'un casernement du fait de l'instauration de rapports privilégiés entre les cadres et les stagiaires. La discipline, telle qu'elle était conçue par Virieu, était fondée sur le consentement le plus libre possible et la reconnaissance spontanée du chef. Elle visait avant tout au rapprochement du cadre et de la troupe qui, écrivait Virieu, "*doit survivre aux conditions parfois fortuites qui l'ont engendré et au climat éphémère qui l'a favorisé*"<sup>285</sup>. Uriage prolongeait bien au-delà de la période de la libération les enseignements principaux de la résistance en la matière, à commencer par la souplesse de la discipline, des règles et de la hiérarchie.

### *L'Homme, avant toute chose*

Au cœur de l'enseignement d'Uriage, comme plus tôt de celui de l'École de cadres de Collonges ou de celle de Pierre Dunoyer de Segonzac se trouve la personne humaine. Au travers du refus de la collaboration, du

---

<sup>283</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>284</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>285</sup> Xavier de Virieu, *Métier de chef*, *op. cit.*, p. 63.

nazisme et du STO, au travers des combats de la résistance, c'est bien l'Homme - sa liberté, sa dignité - qu'il s'est agi de défendre. A Uriage ont été étudiés les moyens pratiques de le restaurer dans sa dignité une fois la liberté retrouvée :

“On a fait ressortir [...] la difficulté résultant [...] de la différence d'origine sociale et de niveau culturel entre les stagiaires. Se contenter de noter le fait a paru insuffisant. L'on s'est efforcé de servir l'homme en l'aidant à résorber cette inégalité<sup>286</sup>.”

Une bonne illustration de cet humanisme réside certainement dans le mode de notation des stagiaires : Uriage a en effet supprimé la notation stricte, estimant qu'il était plus normal de reconsidérer l'homme à chaque étape que de le proclamer gagnant ou perdant une fois pour toutes, au départ. Enfin, avec la suppression presque complète de la barrière dressée dans les écoles traditionnelles entre instructeurs et instruits, l'école a mis en avant l'esprit d'équipe, inscrivant l'homme dans une communauté d'esprit soudée.

Cet humanisme, à la fois chrétien, anticapitaliste (par la lutte contre les *trusts*) et militaire, qui visait à rendre à l'homme sa primauté, rapprochait certainement l'EMU du premier Uriage, mais la rapprochait encore plus du modèle idéal d'école de cadres, que Gilles Ferry, dans son ouvrage sur le stage de six mois de l'ENCU, qu'il rédigea pendant l'année 1945, définissait ainsi :

“L'école de cadre, avant tout autre, a le souci de l'*humain* et s'établit à la hauteur de l'homme. Elle ne prépare pas ses stagiaires à une besogne militaire, technique, culturelle et politique : dans toutes les classes, dans tous les milieux, elle cherche à recruter des élites et à les confirmer dans leur humanité menacée<sup>287</sup>.”

---

<sup>286</sup> Xavier de Virieu, “L'homme et le soldat”, *op. cit.*, p. 50.

<sup>287</sup> Gilles FERRY, Une expérience de formation de chefs. Le stage de six mois à Uriage. Paris : Seuil, 1945, p 127.

Naturellement, dans la pratique, du fait de son caractère avant tout militaire, l'EMU n'incarna pas à la perfection l'école de cadres telle qu'elle avait existé à Uriage sous la direction de Segonzac, ou telle que Ferry la concevait dans son ouvrage. Mais nul ne doutait que le premier Uriage, actualisé, était le modèle vers lequel l'EMU devait tendre et vers lequel elle n'a cessé de tendre, sans jamais atteindre son but.

### *Un nouvel élitisme ?*

Ainsi la volonté de forger une élite pour le redressement de la France, très présente dans l'esprit du premier Uriage, ou de confirmer des élites "*dans leur humanité menacée*", comme l'écrit Ferry, semble ne pas être une préoccupation du troisième Uriage. Il est vrai qu'au cours de la première phase, du fait des contraintes liées à la poursuite des combats, cela n'entraînait pas dans les objectifs de l'école de cadres FFI. En revanche, on ne peut nier que l'idée de former à long terme une élite, dans le cadre des nouveaux liens établis entre l'armée et la nation, ait été dès ses débuts dans les projets de l'école. "*L'œuvre engagée à l'école*", écrit ainsi Xavier de Virieu à Paul Grillet, est de "*dégager une élite militaire au service de l'armée et de la nation*<sup>288</sup>." La nouvelle formule mise en place durant l'été 1945 a donc eu, sinon la volonté affirmée, du moins l'espoir de former une élite.

D'autres éléments importants, présents dans le programme, n'ont pu être totalement réalisés, faute de temps ou de moniteurs spécialisés. Ainsi l'expression (notamment le chant ou l'art dramatique), qui avait revêtu, grâce à la présence des comédiens routiers d'Olivier Hussenot, une place

---

<sup>288</sup> Lettre de Virieu à Grillet, 8 novembre 1944, ADI, 102 J 167.

importante dans l'éducation du premier Uriage, était un peu le parent pauvre du troisième. De même la question de l'urbanisme, pourtant jugée essentielle à l'EMU, n'a-t-elle été abordée que très superficiellement, ce que déplore Xavier de Virieu dans le rapport d'ensemble, en même temps qu'il regrette l'absence d'un médecin pour enseigner aux stagiaires les règles élémentaires d'hygiène et de prophylaxie<sup>289</sup>.

## UNE PEDAGOGIE HUMANISTE

Ainsi conçue, la pédagogie d'Uriage fut appliquée aux trois stages qu'organisa l'école, tout en connaissant quelques modifications progressives.

### *Les stages*

Le profil des stagiaires a lui aussi évolué. Plus âgés en moyenne, mieux formés, ils rendent indispensable une autre approche :

“A une clientèle qui, cette fois, n'a rien à apprendre sur le plan militaire, on aspire à faire découvrir l'évolution profonde des idées dans la France repliée sur elle-même de ces quatre ans, méditative, ayant raisonné son option pour le combat et souhaitant transmuter ses souffrances en justice sociale<sup>290</sup>.”

L'origine sociale des stagiaires et leur formation avait en effet sensiblement évolué. On remarque ainsi que 40 % des 182 stagiaires étaient fils de militaires ou de fonctionnaires, 20 % étaient issus de milieux bourgeois, 25 % de milieux ouvriers ou paysans et 15 % des classes moyennes

---

<sup>289</sup> *Op. cit.*, p. 69.

<sup>290</sup> Xavier de Virieu, “L'homme et le soldat”, *op. cit.*, p. 44.

(commerçants ou employés). Près de 55 % des stagiaires étaient titulaires du bac, et un tiers provenait du primaire élémentaire.

Le premier stage de la nouvelle formule d'Uriage débuta dans la précipitation le 16 août 1945. Son organisation devait beaucoup à Paul-Henri Chombart de Lauwe, membre de l'équipe du premier Uriage, qui occupait à l'état-major de l'armée de l'air la responsabilité de la formation des cadres. Ce stage regroupait en effet 22 officiers de l'armée de l'air (recrutés par le département de l'air), 21 officiers de l'armée de terre (recrutés directement auprès des unités) et 3 ouvriers de l'aéronautique<sup>291</sup>. Les stagiaires originaires de milieux ouvriers ou paysans représentaient tout de même encore près de 20 % des effectifs. D'une durée de trois semaines, le stage visait à brasser en équipe ces officiers d'origines diverses et ces quelques civils pour leur permettre de se connaître et de confronter leurs points de vue, en même temps qu'il avait pour but de leur donner un maximum d'information et d'ouverture sur le monde qui les entourait. Naturellement, la place essentielle revint au cours de ce stage à la formation générale (50 heures).

Le second stage, qui débuta le 28 septembre, s'effectua dans les mêmes conditions, si ce n'est que le nombre d'officiers de l'air était plus élevé (une cinquantaine), de même que celui des civils (9 ouvriers de l'aéronautique). L'origine intellectuelle des stagiaires était, dans l'ensemble, semblable à celle du stage précédent.

Le troisième et dernier stage de la série, du 7 au 28 novembre, regroupa 24 officiers de l'armée de terre, pour la plupart instructeurs des écoles, 17 officiers de l'armée de l'air et un seul civil. Ce dernier stage fut marqué par un net relâchement de la discipline et de la tenue.

---

<sup>291</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 16.

## *Les conférenciers*

La liste des conférenciers confirme cette tendance de l'école à s'inscrire dans le prolongement de l'Uriage-Segonzac. On retrouve en effet des conférenciers venus au château entre 1941 et 1942, comme Emmanuel Mounier, Jean Lacroix, le RP Henri de Lubac (jésuite, collaborateur des *Études*), Jean Terpend (agriculteur et responsable départemental de la Jeunesse agricole française, qui vint témoigner de la condition paysanne au premier comme au troisième Uriage), ou Joseph Hours (professeur d'histoire en khâgne sous Vichy et directeur du journal lyonnais *La Liberté* à la libération, qui ne fit au premier Uriage, comme au second, qu'une conférence<sup>292</sup>). On y trouve aussi des hommes qui, sans avoir participé à l'expérience du premier Uriage, l'ont approuvée, comme l'historien André Latreille<sup>293</sup>, ou en sont proches, comme le RP Marie-Dominique Chenu (ancien recteur dominicain de l'université de Saulchoir qui vint faire une conférence sur "*La crise du XX<sup>e</sup> siècle*") ou le RP Montuclard (lui aussi dominicain, directeur de *Jeunesse de l'Église* dont étaient proches un certain nombre de membres de l'équipe, à commencer par Xavier de Virieu, Gilles Ferry et Paul Grillet). Pour le reste, on peut distinguer les autres conférenciers proprement dits (dont l'autorité s'appuie sur des titres universitaires ou la notoriété) des témoins qui viennent à Uriage exposer leurs idées et leurs expériences, choisis pour les tendances qu'ils représentent : Henri Marrou (professeur à la faculté de lettres de Lyon et collaborateur d'*Esprit*), et messieurs Rolland (inspecteur principal des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire du Rhône) et Garapon (avocat grenoblois) appartiennent à la première catégorie ; à la deuxième catégorie appartiennent tous ceux qui participèrent à la première formule de l'école

---

<sup>292</sup> Bernard COMTE, *Une utopie combattante. l'école des cadres d'Uriage 1940-1942*, *op. cit.*, p.240.

<sup>293</sup> *Ibid.*, p.425.

militaire et revinrent par la suite ainsi que les membres de l'équipe du premier Uriage qui reviennent au titre de leurs activités : Cacérés et Dumazedier, pour *Peuple et culture*, Paul Delouvrier, Paul Reuter (“La situation coloniale”, “tableau des classes sociales en France”) et Henri Lavorel. Pour le reste, on compte parmi les conférenciers des proches de Virieu comme Frédéric de La Chapelle qui vint en octobre faire une conférence sur Dachau, ou encore Trévoux (que connaissait Virieu depuis l'École de Collonges).

### *Humanisme, christianisme et révolution*

Parmi tous ces conférenciers, il ne fait aucun doute que Jean Lacroix est le plus représentatif de la frange chrétienne d'Uriage. C'est, du reste, ce que lui fit savoir Gilles Ferry après avoir lu dans *Esprit* un article de Lacroix sur “les catholiques et la politique” qui correspondait “*exactement dans ses principes*” à l'action menée par l'équipe d'Uriage. Car si les principes de l'école ne se voulaient pas à proprement parler chrétiens, l'humanisme que prônait Uriage était sans nul doute empreint de christianisme. L'un des buts de ces conférences était en effet de montrer aux stagiaires “*à quels refus et à quels engagements peut conduire une attitude chrétienne*<sup>294</sup>” : non seulement montrer vers quelles attitudes concrètes dans le monde du XX<sup>e</sup> siècle étaient conduits non seulement les chrétiens mais aussi “*ceux qui en face du marxisme se rattachent aux valeurs chrétienne*<sup>295</sup>”. Pour inculquer à ses stagiaires un minimum de connaissances sur le monde qui les entourait, l'école a multiplié les conférences et les revues de presse sur les grands événements nationaux et internationaux du moment : la conférence de San-Francisco, la question de la Constituante, les relations internationales (par la reproduction et la diffusion d'éditoriaux de Beuve-Méry).

---

<sup>294</sup> Lettre de Gilles Ferry à Jean Lacroix, 7 août 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 40.

<sup>295</sup> Lettre de Gilles Ferry au RP Montuclard, 19 août 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 40.

Mais parmi les thèmes les plus suivis par le bureau d'études, on peut relever celui des *trusts*. Dans *Le Réveil* fut en effet publiée à partir du 24 mai 1945 d'une série d'articles de Paul Delavigne sur les trusts, dont la similitude avec les idées avancées quelques années plus tôt par Paul Reuter mérite d'être mise en évidence. L'humanisme d'Uriage est en effet indissociable d'un certain progressisme, sinon d'un esprit révolutionnaire. Dans le chapitre qu'il consacre au rôle des écoles de cadre au sein de son ouvrage sur le stage de six mois de l'ENCU, Gilles Ferry indique ainsi quelle voie il appartient aux écoles de cadres de suivre :

“On comprend que l'École de cadres soit une école d'anticonformisme, et, pour dire le mot, révolutionnaire : elle est par sa fonction même à l'opposé du conservatisme qui se refuse à rien changer par crainte de rompre la continuité et d'être obligé de réinventer un ordre praticable. Elle proclame un ordre de valeurs sans se laisser intimider par les difficultés, techniques ou autres, que rencontrera son application<sup>296</sup>.”

#### UNE ECOLE OUVERTE SUR L'EXTERIEUR

L'ordre de valeurs proclamé par Uriage concernait avant tout l'ouverture des élites militaires sur les questions sociales. En l'occurrence, il est certain qu'Uriage, tant dans sa doctrine que dans la pratique, sut mettre en œuvre cette ouverture sur les réalités sociales du moment.

---

<sup>296</sup> Le stage de six mois à Uriage, *Op. cit.*, p. 134.

### *L'auberge de jeunesse.*

L'expression la plus nette de ce désir d'ouverture sociale fut la création, à l'été 1945, d'une auberge de jeunesse. Renouant avec l'esprit d'ouverture sur la jeunesse de la première école d'Uriage, l'EMU mit en place - non sans difficultés, les locaux étant particulièrement vétustes - cette auberge au pied du château, dans les bâtiments d'une ancienne briqueterie. La mère-aubergiste était Louise-Marie Ardain, membre active de la toute première équipe d'Uriage.

Cette installation permit à l'école, jusqu'à sa dissolution, de toucher les mouvements de jeunesse et les milieux populaires. Son objectif était aussi de donner de l'armée une image positive (en présentant, par le biais de veillées, l'armée comme une animatrice de leurs activités) et d'appliquer ainsi les idées d'Uriage sur la nécessaire union de l'armée et de la nation.

### *Peuple et culture*

Cette ouverture sociale s'est aussi caractérisée par la visite au cours des stages des biscuiteries Brun, entreprise sous gestion ouvrière. Mais le point essentiel fut le lien très étroit entre l'expérience d'Uriage et celle menée à Grenoble par l'association Peuple et culture.

Le 21 février 1945 était en effet créée à Grenoble, au sein du CDLN, l'association nationale Peuple et culture (PEC), qui reprenait le nom de l'ancienne section culturelle de la CGT qui fonctionnait avant-guerre à Grenoble (avec Frédéric Joliot-Curie, Yves Farge, René Gosse et Pierre Flaureau). Ses buts étaient de développer la culture populaire, d'entreprendre une éducation complémentaire de l'enseignement initial (une sorte de formation continue) et de préparer à terme une réforme générale de

l'enseignement. Plusieurs sections furent créées en son sein qui furent appelées à prendre de l'autonomie par la suite, en particulier la Maison de la culture de René Blanchon et le Centre d'éducation ouvrière (CEO), créé le 26 octobre 1944 et dirigé par l'ancien charpentier Benigno Cacérés. Plusieurs cadres d'Uriage (le premier comme le troisième) firent partie du comité directeur de PEC : Virieu et Ferry, Charles-Henri Amar et François Ducruy, Joffre Dumazedier en étant le président.

Les échanges entre l'EMU et PEC furent particulièrement importants. Uriage accueillit trois sessions de deux ou trois jours de PEC, en octobre 1944 (avant même sa création officielle, donc), février (sur "le rôle de l'ingénieur dans l'usine socialiste") et novembre 1945 et fournit de la documentation à l'association naissante<sup>297</sup>. En mars, l'École ouvrit ses portes à 70 membres de l'association venus examiner le chemin parcouru par le CEO<sup>298</sup>. Chaque semaine, enfin, un cadre de l'école participait aux réunions de PEC<sup>299</sup>. De leur côté, les membres de PEC fournissaient à Uriage des conférenciers.

Le CEO, pour sa part, tint plusieurs réunions au château. Le 17 mars, par exemple fut organisée à Uriage une réunion pour faire le point sur ses premiers mois d'existence<sup>300</sup>. Du 12 au 14 mai suivant, il tint une session dans les locaux de l'EMU<sup>301</sup>.

## CHRETIENS ET COMMUNISTES

Naturellement, l'école ne put échapper aux problèmes qui causèrent l'éclatement de l'équipe du premier Uriage. La question de l'engagement de

---

<sup>297</sup> *Le Réveil*, 24 mars 1945.

<sup>298</sup> *Le Travailleur alpin*, 21 mars 1945.

<sup>299</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p 79.

<sup>300</sup> *Le Réveil*, 20 mars 1945.

<sup>301</sup> *Le Travailleur Alpin*, 15 mai 1945.

certaines au sein du parti communiste posait certains problèmes alors que la situation politique se tendait de plus en plus.

### *La politisation du débat*

L'expérience d'Uriage pouvait d'autant moins échapper au contexte politique de cette fin de l'année 1945 que les militaires, désormais titulaires du droit de vote<sup>302</sup>, se rendirent pour la première fois aux urnes le 21 octobre 1945. Dans ce contexte, la volonté d'ouverture de l'école vers les représentations ouvrières rendait à la fois indispensable et gênant le soutien du parti communiste : indispensable par ce que la qualité des intervenants en dépendait, gênant parce qu'il contribua à compromettre l'expérience d'Uriage aux yeux des plus conservateurs. En outre, comment nier que le renouveau de la vie politique ne pouvait qu'avoir des incidences sur les débats au sein de l'école, l'étude des questions sociales s'accompagnant parfois de prises de position partisans. Mais ce soutien était aussi gênant, parce que si, au sein de l'École, la règle de tolérance des opinions était respectée dans l'ensemble, il apparaît que certains cadres exprimaient de plus en plus nettement leurs opinions en dehors. Ainsi apprenait-on en deuxième page du *Travailleur alpin* du 6 octobre 1945 que, dans le cadre de la souscription électorale du parti communiste, "*des soldats, sous-officiers et officiers de l'école d'Uriage souscrivent 1500 francs*". Dans le texte qui accompagnait l'annonce de leur souscription, ces derniers écrivaient que "*l'armée [voulait] participer à l'action politique pour la démocratie*", ce à quoi le journal répondit :

“L'École d'Uriage fut tristement célèbre à l'époque où le sinistre Darnand y entraînait ses tueurs. Aujourd'hui, ce sont les cadres d'une nouvelle armée qui s'y ins-

---

<sup>302</sup> Le droit de vote et d'éligibilité a été accordé aux militaires par un décret du 7 août 1945.

truisent. Notre parti soutien de toutes ses forces la conception d'une armée républicaine et démocratique, liée par toutes ses fibres au peuple. C'est là que réside la véritable force de la nation française."

Somme toute, cet engagement s'inscrivait dans le prolongement de la conception développée à Uriage d'une armée politique, c'est-à-dire constituée d'hommes libres et à même d'exprimer leur opinion. Reprenant le travail effectué dans la clandestinité par le *Radio-journal libre* de Virieu, il s'agissait de donner aux soldats les raisons pour lesquels ils combattaient. La résistance ayant été une attitude souvent politique, un combat pour la patrie inséparable de la défense d'un projet de société, le débat rejaillit à la Libération. On imagine sans mal ce qu'une telle vision des choses, visant à faire de l'armée nouvelle une armée nationale, populaire et politique, pouvait avoir de déroutant pour l'état-major.

### *Débats autour du programme*

A l'inverse, il faut bien remarquer que les chrétiens exprimaient parfois des opinions assez tranchées, en faveur des candidats du Mouvement républicain populaire (MRP) : ainsi *Le Réveil*, lorsqu'il évoquait dans ses colonnes les réunions de PEC et du CEO, terminait-il presque toujours ses articles par la sempiternelle formule "*cependant, nous regrettons qu'il n'ait pas été question de la famille.*" Façon de se démarquer des positions exprimées par les communistes et leurs alliés.

Au cours de sa nouvelle phase, l'école d'Uriage connut une série de débats en son sein autour du programme qu'il s'agissait de mettre en place. En octobre 1945, les débats virent l'opposition nette des éléments communistes et chrétiens de l'école, et plus particulièrement du bureau d'études.

Ainsi le capitaine Bozon et le lieutenant Laporte élaborèrent-ils à l'automne 1945 un projet de réforme du programme en vue d'adapter celui-ci à l'évolution de l'école et de résoudre le problème posé par la suspicion dans laquelle l'école serait tenue par les différents ministères qui lui envoient des stagiaires, et considéré par le troisième bureau de l'EMA comme un *"foyer révolutionnaire"*<sup>303</sup>. Bozon et Laporte critiquèrent l'aspect superficiel du programme, son abstraction (*"un enseignement au-dessus du niveau intellectuel des stagiaires"*), et enfin l'introduction en son sein des discussions politiques, contraires à la discipline militaire (ce qui peut paraître paradoxal, du fait de leur engagement public - et qui plus est exprimé en tant qu'officiers d'Uriage dans la presse - pour le PCF). Ils critiquèrent ensuite l'opposition des doctrines chrétiennes et communistes au sein de l'école : *"autant il était fructueux de poursuivre ce dialogue au sein même de l'équipe, autant il était dangereux de l'engager en public, avec des officiers non avertis, voire « braqués », et d'en faire la raison de vivre de l'école."* Dès lors, la réforme du programme envisagée passait selon eux par le retrait des exposés doctrinaux ("le communisme", "tradition chrétienne"...): *"Il est au contraire souhaitable de confronter ces diverses opinions, mais à propos de problèmes concrets, et dans la recherche d'un accord pour des réalisations pratiques."* L'école d'Uriage devrait donc se recentrer sur des problèmes purement militaires, centrés sur les questions de l'armée nationale et de *"la création d'une armée de masse"*. Le rapport se concluait par ces mots : *"Cette expérience a bénéficié jusqu'à ce jour de son originalité : prenons garde qu'elle ne périsse par son excentricité."*

---

<sup>303</sup> Fernand Laporte, Projet de réforme du programme, Archives du château de Virieu, 7 XV 9.

Très vite, ce projet suscita la réaction des *”éléments chrétiens d’Uriage”*, qui répondirent par écrit aux critiques et propositions des éléments communistes<sup>304</sup>. Reprenant une à une les critiques, en appuyant certaines, les chrétiens n’en tenaient pas moins à refuser l’idée d’un isolement de l’enseignement que donne l’école *”des conditions générales de la vie nationale”*. Pour cela, ils insistaient sur le double héritage *”du Vieux chef et de la résistance”* dont Uriage bénéficiait et qu’il convenait de maintenir. Pour autant, ils reconnurent que s’en tenir à ses acquis ne suffisait plus à l’école : *”les problèmes de 1941, 1942, 1943 qui ont provoqué les études de l’ancien Uriage et qui ont reçu de lui des solutions d’un certain type ne sont plus les problèmes de 1945-1946.”* De ce fait, Uriage ne pouvait pas plus s’appuyer sur les acquis de 1944, puisque la situation, depuis, avait sensiblement évolué. Il s’agissait donc pour elle de savoir *”si dans la renaissance française symbolisée par la Constituante, Uriage veut faire œuvre d’artisan et d’ouvrier, ou simplement faire figure de précurseur. Le maintien de l’orientation actuelle conduirait inévitablement à la seconde solution.”* Les chrétiens rejoignaient donc l’option communiste d’un renouvellement du programme, mais en estimant que celui-ci passait non pas tant par un enfermement dans des questions militaires que dans une ouverture plus grande sur les réalités françaises et internationales.

En fait, cette note pose un problème fondamental : jusqu’au tournant du mois de juillet, en effet, l’école avait pu allier l’apport de l’ancienne école d’Uriage, à majorité composée de chrétiens, et de la résistance athée. Or, la résorption de la résistance sur le plan militaire, telle qu’elle s’est opérée soudainement en mai, a fait d’Uriage une école principalement militaire, posant le problème du rôle assigné aux anciens d’Uriage dans l’école militaire :

---

<sup>304</sup> Note sur l’école d’Uriage, 6 octobre 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 9. Cette note non signée a vraisemblablement été rédigée par Gilles Ferry, mais elle illustre certainement aussi bien le point de vue de Xavier de Virieu et de Paul Grillet.

“Le problème se pose donc de savoir comment faire entrer dans sa définition l’apport de l’équipe du Vieux chef. Petit à petit, à mesure que l’on s’éloigne de la résistance, il apparaît que l’école d’Uriage *se sert de l’armée*<sup>305</sup> pour perpétuer l’acquis et l’esprit de l’ancienne équipe.”

Or, une telle situation est naturellement source de contradictions : ce qui serait bon pour une *“école des cadres de la nation”* ne l’est pas pour une école militaire, surtout, précise la note, *“si l’on considère ce que sont les ministères militaires.”* Dès lors, il s’agit d’opter pour une poursuite du travail dans la ligne du premier Uriage ou pour un recentrage sur la seule question militaire, *“qui est sa raison d’être aux yeux du gouvernement, du commandement, et de l’administration militaire.”*

La note relève enfin que la décision, si elle est prise, aura un impact important sur les relations entre chrétiens et communistes dans la mesure où la participation de ces derniers en dépend. Or, non seulement Uriage est aux yeux des rédacteurs de la note *“l’un des rares organismes militaires en France où les communistes peuvent participer de manière constructive à la réforme en cours”*, mais en plus, le départ des communistes priverait l’école de leur soutien ce qui, du fait des critiques de plus en plus nombreuses dont elle est objet, serait périlleux.

En fin de compte, la brièveté de l’expérience ne permit pas au commandement de régler vraiment le problème. Tout juste le programme du troisième et dernier stage fut-il remanié pour tenir compte des remarques de Fernand Laporte, les exposés doctrinaux étant purement et simplement supprimés. La facilité de l’accord sur ce point laisse supposer que Virieu craignait qu’un maintien du programme en l’état ne provoquât, sinon un retrait des éléments communistes, du moins la fin du soutien du PCF à l’expérience en cours.

---

<sup>305</sup> Souligné dans le texte.

## Chapitre IV : La diffusion de l'esprit d'Uriage

Pour l'équipe d'Uriage, le programme et la pédagogie de l'école occupaient certes une place importante dans le travail d'ensemble, mais une place au moins aussi importante était consacrée au travail de diffusion des idées d'Uriage. Or, comme pour l'École nationale des cadres, cette diffusion des idées permit de toucher un public autrement plus important que celui des stagiaires. Ainsi, alors que l'école n'a compté pendant sa deuxième phase que 182 stagiaires, ses publications et ses travaux en ont touché plusieurs milliers, suscitant parfois des réactions très vives de la part de l'état-major, voire du ministre.

### *L'AMALGAME*

Dans cette nouvelle phase de l'école, le bureau d'études a pris une place déterminante. La disparition du bureau militaire a renforcé sa fonction organique, qui consistait à assurer la formation générale des stagiaires, puisqu'il se retrouvait pour l'organisation des stages. Sa deuxième fonction, la recherche, s'est elle aussi renforcée et approfondie dans trois domaines : les problèmes militaires, les problèmes d'éducation et, dans une moindre mesure, les questions générales<sup>306</sup>. Enfin, une troisième fonction est apparue qui prit rapidement une place déterminante : la diffusion des idées et expériences d'Uriage par le biais de publications.

### *Un instrument de culture militaire*

La principale innovation de cette nouvelle phase de l'école réside donc dans la réalisation de publications, à commencer par *L'Amalgame*, dont le

---

<sup>306</sup> Bilan de travail du Bureau d'études, décembre 1945, ADI, 102 J 118.

premier numéro paraît en juin 1945 et qui se voulait initialement un bulletin de liaison à destination des anciens stagiaires. Le journal était réalisé sous la rédaction en chef de Paul Grillet, avec l'aide efficace de Pierre Glé (un ancien de Jeunesse et Montagne). On y trouve, il est vrai, des nouvelles de l'école et de sa nouvelle orientation. Mais, très vite, cette brochure s'est transformée en un bulletin destiné non plus seulement aux anciens mais aussi aux organes d'instruction de l'ensemble de la région, que Gilles Ferry définit comme un "*instrument de culture militaire*<sup>307</sup>" : s'y trouvent des documents, des éléments de travail et de réflexion dans la ligne de l'enseignement d'Uriage. De cette façon, *l'Amalgame* était appelé à devenir, selon ses réalisateurs, le moyen essentiel d'étendre le rayonnement de l'école au-delà de ses murs. Ainsi le numéro 5, numéro spécial consacré au premier anniversaire de l'école, fut-il envoyé aux divers contacts et soutiens dont bénéficiait alors l'école : Dunoyer de Segonzac et Beuve-Méry, Huet et La Chapelle, Henri Lavorel (alors chef de cabinet du ministre de l'information), Paul Delouvrier (au ministère des finances), André Siegfried et Jean Lacroix<sup>308</sup>. Au total, le journal comptait à la fin de l'année 1945, après une série de publicités dans *Aux Armes*, près de 400 abonnés<sup>309</sup>.

### *Le reflet de l'esprit d'Uriage*

Le contenu de la publication illustre parfaitement les préoccupations de l'école, mais est en même temps le reflet de son esprit. L'armée, en effet, y occupe une place importante : il y est fait état des expériences menées à Uriage, et un regard sur l'histoire de l'armée, ainsi que sur la situation d'autre pays. Mais les questions générales occupent une place non négligeable : l'histoire de France, l'actualité du moment (la conférence de

---

<sup>307</sup> ADI, 102 J 169.

<sup>308</sup> Archives du château de Virieu, 7 XV 9.

<sup>309</sup> Fichier des abonnés à L'Amalgame, Archives du château de Virieu, 7 XV 18.

San Francisco, les relations internationales, la Constituante) y sont largement abordées. Enfin, une place importante est consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier.

Surtout, les derniers numéros (6 et 7), qui correspondent à la forme aboutie de l'école, voient les questions militaires réduites à la portion congrue, et les questions générales et sociales largement développées : l'art dramatique et le chant, l'éducation sexuelle et familiale, l'architecture et l'urbanisme, la délinquance juvénile, la sécurité sociale et le sport. Cette évolution reflète celle de l'école, qui s'est peu à peu éloignée du cadre militaire pour devenir une école de cadres généraliste et humaniste.

### *Des difficultés*

Le journal connut tout au long de son existence des difficultés matérielles. En effet, le papier faisant défaut (Virieu fournissant lui-même le papier pour le premier numéro<sup>310</sup>), il fallut faire avec les moyens du bord et réduire la diffusion. Ainsi, en octobre 1945, le bureau d'études ne put-il honorer que 5 des 200 abonnements que lui demandait le général Molle, commandant de la 27<sup>e</sup> division alpine<sup>311</sup>. Par la suite, Jean-Marie Domenach fournit du papier à Uriage en échange des contributions de l'équipe à sa revue<sup>312</sup>. Mais plusieurs numéros durent être imprimés ou réimprimés en Allemagne, où Paul Grillet, qui se trouvait sous les ordres du général Schlessler, se démenait pour assurer ces impressions. Toutes ces difficultés ont certes retardé certaines parutions, ont vraisemblablement gêné le développement du journal.

---

<sup>310</sup> Lettre de Virieu à Descour, 15 juin 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>311</sup> Lettre de Gilles Ferry au général Molle, 30 octobre 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 40.

<sup>312</sup> Lettre de Fernand Laporte à Jean-Marie Domenach, 13 novembre 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 40.

## RENAISSANCE DE L'ARMÉE

Mais au-delà de cette publication périodique, en plus de l'ouvrage de Xavier de Virieu, *Métier de chef*, qui connut lui aussi une diffusion non négligeable du fait de publicités dans la revue *Aux Armes*, l'œuvre majeure de l'équipe d'Uriage en matière militaire est la brochure *Renaissance de l'armée*, qui fut publiée à diverses reprises et sous diverses formes à partir de juin 1945. Dans ce travail sont concentrées les principales idées du Bureau d'études concernant le rôle politique - sinon révolutionnaire - de l'armée, le recrutement et la formation des cadres, le nouveau style militaire et les liens entre l'armée et la nation<sup>313</sup>.

### *Une censure ?*

*Renaissance de l'Armée* connut tout au long de l'existence de l'école des péripéties. Initialement, avant même la fin de la rédaction en avril, Gilles Ferry avait imaginé publier ce travail dans les collections du Seuil<sup>314</sup>, où allait être publié son ouvrage sur le stage de six mois<sup>315</sup>. Devant le peu d'enthousiasme qu'a vraisemblablement soulevé sa proposition, il a cherché alors le papier nécessaire pour le faire éditer. Mais ce ne fut pas une mince affaire, la tonne de papier nécessaire étant difficile à trouver en cette période de pénurie.

Le 30 avril 1945 arrive à Uriage un télégramme en provenance du troisième bureau de l'EMA priant l'équipe d'Uriage d'envoyer les épreuves de "Renaissance de l'armée" et précisant que "*cette publication ne doit*

---

<sup>313</sup> *Renaissance de l'armée, op. cit.*

<sup>314</sup> Lettre de Gilles Ferry à Paul Flamand, 1<sup>er</sup> mars 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 39.

<sup>315</sup> Gilles FERRY, Une expérience de formation de chefs. Le stage de six mois à Uriage, *op. cit.*

*pas paraître avant autorisation du ministre*<sup>316</sup>.” Aussitôt, ce télégramme est interprété comme une volonté de l’EMA de censurer le travail. Dans une lettre adressée au colonel Descour, Virieu se montre très ferme :

“Le général Leyer [...] demande des retouches. Il doit envoyer un officier pour en discuter avec moi. Cela ne me plaît guère car, si j’accepte certaines retouches de détail à une œuvre qui d’ailleurs n’est pas la mienne mais celle d’une équipe, je me refuse absolument de n’être qu’un robinet d’eau tiède, car je pense qu’il faut faire scandale. J’ai été élevé dans le sérail. J’ai passé 10 ans de ma vie à polir des phrases et à en affadir le contenu. Cela nous a mené à 1940. Je ne veux pas recommencer. Les mots ont un sens et ce sens une vertu<sup>317</sup>.”

Dans une lettre adressée à Emmanuel Mounier, Ferry, face au *”refus du ministre de la Guerre”* d’accorder l’*Imprimatur*, se montre quant à lui décidé faire ronéotyper son travail<sup>318</sup>. Et de fait, dès qu’il obtint les crédits et le papier nécessaire, Ferry fit imprimer plusieurs centaines d’exemplaires de la brochure, qui furent distribués sous le manteau dans plusieurs unités de la région, leur caractère interdit ne faisant qu’accroître la publicité autour de ce travail<sup>319</sup>.

### *Tentatives de conciliation*

Le 11 juillet, une délégation d’officiers d’Uriage, qui comprenait Gilles Ferry, se rendit à la convocation du Centre d’étude et de documentation de Lyon pour une réunion de concertation. Y furent évoqués de manière

---

<sup>316</sup> Télégramme n° 5870 EMA/3, 27 avril 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 48.

<sup>317</sup> Lettre de Virieu au colonel Descour, 15 juin 1945, *op. cit.*

<sup>318</sup> Lettre du 17 mai 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 39.

<sup>319</sup> Lettre de Gilles Ferry au commandant Le Ray, 16 juin 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 39.

franche les problèmes posés à l'état-major par *Renaissance de l'armée*<sup>320</sup>. Le premier problème fut le ton, jugé virulent et antimilitariste par les autorités : le débat permit à l'équipe d'Uriage de défendre l'idée d'un choc nécessaire pour faire avancer les choses et de se défendre de tout antimilitarisme. Sur le fond, la notion d'armée populaire fit naturellement l'objet de discussions âpres, de même que celle de l'attitude des officiers par rapport aux questions sociales : Uriage démontra à cette occasion le faible impact des thèses de Lyautey sur le corps des officiers, arguant de l'échec relatif des cercles sociaux d'officiers, qui n'avaient guère touché qu'un quart des garnisons et de la méfiance qu'inspire la lecture de *l'Armée nouvelle* de Jean Jaurès. A cette occasion, Joffre Dumazedier intervint pour dénoncer la confusion entre *"la fonction d'officier et le rôle d'instrument du capitalisme"*, affirmant que *"ce n'est pas l'armée qu'il faut attaquer"* mais *"toute une conjoncture, c'est le système même qui sert de fondement à l'organisation de la nation"*.

Il apparaît, au vu du compte rendu, que les officiers d'Uriage ont pu passer aux yeux de l'état-major au pire comme des révolutionnaires inspirés par les thèses du parti communiste, à l'image de Dumazedier, au mieux comme d'idéalistes révolutionnaires indisciplinés, prônant la limitation de l'usage du salut et faisant la preuve de leur *"adaptation aux conditions actuelles puisque les officiers eux-mêmes, pour éviter d'être salués, se réfugiaient sous des tenues civiles !!"* Il n'est donc guère douteux que l'École d'Uriage fut dès ce jour tenue en suspicion par l'EMA, d'autant que ce dernier reçut plusieurs lettres, parfois longues, critiquant le travail de l'équipe d'Uriage et défendant l'armée de 1939<sup>321</sup>.

---

<sup>320</sup> Toutes les informations et citations qui suivent sont extraites du Procès-verbal synthétique de la réunion établi par le commandant du Centre d'études et de documentation, 30 juillet 1945, SHAT, 7 P 194.

<sup>321</sup> SHAT, 7 P 194. Toutes les critiques n'étaient pas négatives, mais il est permis de penser, eu égard à l'attention permanente qu'il accordait à l'école, que l'État major prit surtout ces dernières en compte.

### *Une inquiétude croissante*

De plus, ce différend avec les autorités régionales et nationales s'inscrivait dans un contexte fort difficile pour l'école, au moment où son avenir était loin d'être assuré. Virieu et son équipe avaient ainsi été convoqués le 23 juin 1945 à Lyon pour parler de "*diverses questions concernant l'organisation de l'école*<sup>322</sup>". Il s'agissait en fait de trouver, à la suite des demandes successives de Virieu, une réponse à la situation matérielle et administrative de l'école. Or, rien de notable ne sortit de cette réunion.

En outre, l'état-major régional mit au point au même moment un Centre d'éducation et de culture de l'armée (CECA). Ce centre, dirigé par le chef d'escadron Turcat, diffusait dans toute la région des notes d'information sur l'armée<sup>323</sup>. Certes, le CECA reprenait parfois des études d'Uriage, et sa création, qui résultait de la volonté de développer l'information sociale des officiers, pouvait passer pour un succès des idées développées par l'école. Mais dans le contexte difficile qui était celui de l'école d'Uriage, la mise sur pied de ce centre régional d'éducation et de culture pouvait aussi passer pour une forme de concurrence, voire une solution de rechange au cas où l'expérience d'Uriage ne se poursuivrait pas.

### DES RELAIS DANS L'OPINION

Dans ces moments difficiles, Uriage trouva un certain nombre de soutiens auprès de proches de l'expérience et d'anciens de l'ENCU. Dès la fin du mois de mai, en effet, le RP Maydieu et Emmanuel Mounier, de même que la rédaction de *Temps présent* firent savoir qu'ils étaient désireux

---

<sup>322</sup> SHAT, 7 P 194.

<sup>323</sup> Lettre de Turcat, 4 septembre 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 45.

de publier des extraits de *Renaissance de l'armée*<sup>324</sup>. Naturellement, la question du droit de réserve des officiers se posait (la censure ayant, quant à elle, disparu en mai, à la fin du conflit), d'autant que les idées exprimées par Uriage pouvaient sans mal être interprétées en termes politiques. Virieu, en tout cas, a décidé de passer outre, se disant dès le mois de juin "*décidé [...] à utiliser [...] au maximum les périodiques comme Aux Armes, et sous le voile d'un anonymat total ou partiel, Esprit et La vie intellectuelle qui nous ouvrent leurs colonnes*<sup>325</sup>."

### *Une diffusion nationale*

De fait, le RP Maydieu, directeur de *La vie intellectuelle*, qui trouva la brochure "*épatante*", proposa d'en publier un passage<sup>326</sup>, de même que Jean-Marie Domenach, dans *Aux Armes*, dès juin 1945. Emmanuel Mounier, qui avait été séduit par les idées développées par l'équipe d'Uriage, Gilles Ferry notamment<sup>327</sup>, donna quant à lui une diffusion encore plus importante à *Renaissance de l'armée* en publiant un extrait ("L'Armée et la révolution") au sein d'un dossier spécial *d'Esprit* sur l'armée nouvelle. *Renaissance de l'armée* recevait ainsi une diffusion nationale, bien au-delà du cadre de l'armée, alors même que le Ministre n'avait pas encore donné son accord pour la parution du texte (!).

Mais Mounier ne s'est pas contenté de publier cet extrait. Il a aussi donné l'occasion à Gilles Ferry, sous le pseudonyme de J. Leferreux (choisi très vraisemblablement pour la ressemblance phonétique avec son véritable nom), de dresser un état des lieux à la suite de la crise de mai 1945, et décrivant les difficultés auxquelles les FFI se sont heurtés dans leur

---

<sup>324</sup> Correspondance, Archives du château de Virieu, 7 XV 48.

<sup>325</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 15 juin 1945, *op. cit.*

<sup>326</sup> Lettre du RP Maydieu à Gilles Ferry, 10 juillet 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 49.

<sup>327</sup> Correspondance Mounier-Ferry, Archives du château de Virieu, 7 XV.

entreprise de réalisation d'une armée renouvelée, le plus grand obstacle étant le refus de l'armée de se rénover :

“Au lendemain de la victoire, c'est à peine si l'on ose parler d'armée nouvelle, quand les dépôts, les casernes, les centres d'instruction reprennent gaillardement les pires routines et les plus détestables pratiques d'avant-guerre<sup>328</sup>.”

### *Mounier et l'École militaire d'Uriage*

La publication de ces deux textes illustre l'intérêt porté par Mounier à l'expérience d'Uriage, qui s'est notamment traduit par deux visites de l'école, l'une au cours de laquelle il s'entretint avec Virieu et Ferry des réalisations d'Uriage<sup>329</sup>, l'autre, en septembre 1945, pour faire un exposé devant les stagiaires. Mais en dehors de l'intérêt et de la curiosité, il faut vraisemblablement y voir un soutien de l'expérience en cours et, sur bien des points, une convergence de vues. Dans un article intitulé “Éléments d'une réforme de l'armée”, issu de notes prises à la prison de Clermont-Ferrand en 1942 et mis à jour par des échanges de vue avec Ferry, Mounier prit en effet clairement position en faveur de l'armée nouvelle, développant des idées dont la proximité avec la thématique d'Uriage est frappante<sup>330</sup>. S'agissant de l'armée et du service militaire, il insiste en effet sur les nécessités de dépaysement, de vertus civiques et viriles et de brassage social qui rendent la conscription indispensable. Il inscrit, ensuite, la réforme de l'armée dans le cadre d'une transformation profonde affectant les structures du pays à laquelle est intimement liée la rénovation de l'armée elle-même :

*”Il n'y aura de révolution dans l'armée que par une armée*

<sup>328</sup> Gilles FERRY, “Naissance et vicissitude de l'armée nouvelle”, *Esprit*, juillet 1945, p. 187-192.

<sup>329</sup> Témoignage de Gilles Ferry . Mounier était venu, en avril 1945, assister à une session du Centre d'éducation ouvrière qui se tenait au château d'Uriage.

<sup>330</sup> Emmanuel MOUNIER, “Éléments d'une réforme de l'armée”, *Esprit*, juillet 1945, p. 186.

*révolutionnaire*”. La réforme de l’armée qu’il appelle de ses vœux passe selon lui par une réforme des cadres et une réforme de la vie de la troupe. La première doit selon lui remédier à la déconsidération dont souffrent les officiers ainsi qu’à la faiblesse des modes de recrutement qui ne prépare qu’insuffisamment *”l’homme complet que doit être l’officier éducateur”*. Pour réussir, cette réforme passe selon lui par un stage préliminaire à l’entrée dans les écoles militaires, au sein d’une école de cadres ou d’un groupement de jeunesse, et ce afin de donner aux jeunes cadres *”une formation spéciale du caractère, du jugement, de la connaissance des hommes [...] parallèlement à la vie du corps.”* La deuxième vise la modification des conditions de vie de la troupe, par la fin de la vie de caserne et l’instauration d’une discipline nouvelle. Mounier rejoint ici clairement les positions exposées par l’équipe d’Uriage :

“Le fondement de la discipline n’est pas l’humiliation du soldat, mais l’éducation de sa dignité personnelle. Elle commence par des habitudes très élémentaires de propreté et d’éducation du goût que l’état même des lieux doit encourager ; elle se poursuit par un appel constant à la réflexion, à l’adhésion intelligente ; elle exclut par la suite les ordres aveugles, donnés en dehors de toute possibilité d’exécution, les contre-ordres incessants, les exigences tatillonnes, l’humiliation systématique<sup>331</sup>.”

Il n’est donc pas étonnant que la revue *Esprit* fut le plus sûr soutien de l’expérience d’Uriage. Outre le dossier de juillet 1945, un article de Jean Lacroix sur “La politique et la nation” paru en janvier 1945 avait déjà mis en valeur l’expérience en cours. En octobre 1945, enfin, ce fut au tour de Beuve-Méry, dans un article intitulé “Écoles de cadres” qui faisait

---

<sup>331</sup> *Ibid.*

explicitement état de l'expérience en cours à Uriage, d'insister sur le rôle essentiel des écoles de cadres dans le monde de l'après-guerre :

“Quand l'homme arrache à la nature des secrets qui lui confèrent une sorte de puissance divine, quand l'humanité toute entière est bouleversée par l'essor de cette faculté nouvelle et par la solidarité croissante de tous les hommes d'un pôle à l'autre de la planète, l'école de cadres peut apparaître comme un laboratoire de recherche et un centre d'application indispensable à l'étude et au développement de la condition humaine. Elle se situerait alors bien au-delà du politique proprement dit, sur un plan analogue à celui des monastères qui devaient façonner pour un millier d'années le visage du monde alors connu<sup>332</sup>.”

### *Le rayonnement de l'école*

Difficile de mesurer l'impact de ces articles sur l'opinion. Tout porte à croire, néanmoins, qu'ils ont permis, avec d'autres publiés plus tard, notamment dans *Le Monde*, de donner à l'école d'Uriage un rayonnement au-delà du cadre militaire auquel la confinaient *L'Amalgame* et *Aux Armes*. Mais cette notoriété croissante n'a pu qu'encourager l'influence et le rayonnement de l'école au sein des instances militaires. En l'occurrence, on peut noter un nombre croissant de contacts extérieurs de l'école, en particulier avec l'étranger : des délégués civils et militaires suisses ont visité Uriage et qui, d'après Virieu, se sont montrés “intéressés par la conception et les méthodes de l'école<sup>333</sup>”. D'autres ont fait le voyage, notamment un officier anglais du Grand quartier général interallié (GQG), et le chef du bureau d'études de l'université populaire de Stockholm, Sven Björklund, qui a visité l'école pendant le stage des syndicalistes et fait un exposé sur

---

<sup>332</sup> Hubert BEUVE-MERY, “Écoles de cadres”, *Esprit*, octobre 1945, p. 629.

<sup>333</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 82.

”les réalisations culturelles de l’armée suédoise”. Enfin, les services américains d’information ont dépêché à l’école deux conférenciers, le capitaine Brady et le major Barjansky, pour présenter les États-Unis aux stagiaires.

## Chapitre V : Les poids des réalités

La diffusion des idées d'Uriage, toute importante qu'elle fut, avait des limites. Certaines tenaient à la précarité statutaire et matérielle de l'école, qui limitaient fortement son champ d'action. D'autres, sans doute plus fondamentales, tenaient aux appréhensions de plus en plus nombreuses suscitées par l'expérience en cours et qui, à terme, menaçaient l'avenir de l'école.

### UNE PRECARITE PERMANENTE

La principale difficulté rencontrée par l'école pendant cette seconde phase ressemble étrangement à la première : l'absence d'une reconnaissance et d'un statut officiels. S'y ajoutaient les difficultés matérielles induites par les circonstances et le contexte difficile de l'après-guerre : les pénuries et le rationnement liés à l'état du pays et les efforts en vue de sa reconstruction.

### *Une école sans existence légale*

La survie de l'école d'Uriage, au regard de la disparition de la quasi totalité des écoles de cadres FFI, peut surprendre. Ce d'autant plus qu'elle n'avait pas, en mai et juin 1945, de projet bien précis à proposer à l'EMA pour ses activités futures. Tout juste Virieu avait-il fait savoir que son école recevrait des officiers de 25 à 30 ans viendraient *"prendre contact avec les diverses activités et tendances de la nation*<sup>334</sup>". Or, suivant une note adressée au ministre de la guerre, *"la non-ratification formelle du plan général de formation des officiers n'a pas permis de donner à l'école*

---

<sup>334</sup> Fiche sur l'École d'Uriage adressée au ministre de la guerre, non datée (vraisemblablement octobre ou novembre 1945), SHAT, 7 P 194.

*d'Uriage de statut définitif correspondant au but recherché<sup>335</sup>.*” La note révèle en outre que si l'EMA a décidé de laisser l'école en place et de faire profiter quelques officiers de son enseignement, c'est parce qu'une telle école était jugée “nécessaire”, que “*l'effort fait par ses officiers [désignait] Uriage*” et “*qu'il fallait utiliser cet effort en attendant une ratification formelle du plan d'ensemble*”.

L'incertitude quant à l'avenir d'Uriage restait donc entière et la non-ratification du plan d'ensemble laissait à nouveau Uriage sans consignes ni tâche précise et pratiquement sans stagiaires (l'école a accueilli moins de deux cents stagiaires dans sa seconde phase, contre le double pendant les huit premiers mois de son existence). De fait, néanmoins, l'école se vit hausser de manière officieuse à l'échelon national, puisqu'en juin, l'EMA la mit à la disposition du département de l'air pour la réalisation de stages d'officiers<sup>336</sup>. Mais aucun décret ne vint concrétiser ce changement de destination. Uriage conservait donc son caractère expérimental.

### *Le poids des restrictions*

Toute l'existence d'Uriage fut marquée par la tentative des cadres de l'école d'échapper au poids des contingences matérielles pour réaliser l'œuvre qui leur tenait à cœur, et par un retour presque permanent à la dure réalité des difficultés matérielles de l'après-guerre.

Les restrictions alimentaires liées au rationnement ont, par exemple, contraint l'école, dès juin 1945, à réduire le nombre des invités ; et lorsque Virieu s'en est plaint auprès de l'administration militaire, celle-ci lui a tout bonnement conseillé de recourir au marché noir<sup>337</sup> ! S'il déclina l'invitation qui lui était faite, il est certain néanmoins que l'école eut recours, pour son

---

<sup>335</sup> *Ibid.*

<sup>336</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 88.

<sup>337</sup> *Ibid.*

approvisionnement en matériel (machines à écrire, notamment), à la “récupération” de matériel en Allemagne au cours des stages. Un problème identique se posa pour le papier : les besoins importants induits par les publications ne purent être comblés que très difficilement, souvent par les efforts de Paul Grillet, en Allemagne<sup>338</sup>. Pendant l’hiver 1945-1946, en effet, ce dernier se trouva sous les ordres du général Schlessler, qui assura à plusieurs reprises l’école de son soutien et qui aida en particulier Uriage à éditer, en Allemagne, ses publications<sup>339</sup>. Quant au château lui-même, sa remise en état hâtive pendant l’hiver 1944-1945 s’est suivie d’importants travaux. Mais, du fait du peu de moyens alloués à l’école, une partie de ces travaux a été réalisée aux frais de Xavier de Virieu<sup>340</sup>.

#### UNE EXPERIENCE MENACEE

Il ne fait aucun doute que les problèmes matériels ont pesé dans l’évolution de l’école. Mais des menaces plus précises encore émanaient de l’état-major où l’expérience d’Uriage était regardée tantôt avec méfiance, tantôt avec défiance.

*“Uriage, il faut le brûler, car seul le feu purifie.”*

Parmi les attaques dont l’école fit l’objet, les plus nombreuses concernaient son passé. Certains déploraient la présence d’une école de cadres dans ce lieu autrefois hanté par la milice. C’est ce que quelques officiers de la région avaient exprimé à Virieu : *“Dommage ce nom d’U-*

---

<sup>338</sup> Témoignage de Paul Grillet, Virieu, août 1994.

<sup>339</sup> Lettre de X à Xavier de Virieu, 11 mars 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 53.

<sup>340</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 15 juin 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

*riage. Il est trop compromis.*”, lui aurait glissé le colonel Then<sup>341</sup>, tandis qu’un jeune colonel lui aurait confié : *“Uriage, il faut le brûler, car seul le feu purifie<sup>342</sup>”*. *“Et comme je lui faisais remarquer que c’était un beau château dans un beau site, précise Virieu, il lui parut que cette raison était insuffisante pour maintenir debout des murs imprégnés de vichysme<sup>343</sup>.”*

Mais au souvenir de Vichy était aussi associé celui de la première école d’Uriage. Aussi ne manqua-t-on pas, en particulier dans les milieux proches des communistes, de dénoncer à demi-mots la filiation existant entre la première et la troisième école, mais sans se désolidariser pour autant de l’expérience. Du côté de l’état-major, il est intéressant de noter qu’une note en date du 26 novembre précisa qu’il y avait intérêt à ce que, dans les documents émanant de l’état-major général de Guerre (EMGG), *“l’école des cadres fonctionnant à Uriage prenne la dénomination d’école militaire d’Uriage<sup>344</sup>”*. A l’évidence, outre que le nom d’école de cadres plaisait peu à l’état-major, voir le nom d’école de cadres rattaché à celui d’Uriage devait lui paraître peu opportun.

Ces critiques, néanmoins, n’étaient pas le seul fait de l’état-major. Dans l’entourage même des cadres de l’école, des voix s’élevaient pour dénoncer le passé d’Uriage. Ainsi un ami communiste écrit-il à Ferry, qualifié de *“jeune catholique révolutionnaire”* :

“Si vous avez de l’autorité sur vos camarades, si vous en avez sur vous-mêmes, tâchez de supprimer cette lourde, lourde hypothèque de l’Uriage vichyssois : cette atmosphère irritante de « penseurs découvrant le peuple » <sup>345</sup>.”

---

<sup>341</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Marcel Descour, 22 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>342</sup> *Ibid.*

<sup>343</sup> *Ibid.*

<sup>344</sup> SHAT, 7 P 194.

<sup>345</sup> Lettre de X à Gilles Ferry, 8 mars 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 47.

## *De Lattre versus Uriage.*

Paradoxalement, le plus enclin à développer ces diverses critiques à l'encontre de l'école semble avoir été le général de Lattre, devenu inspecteur général des armées après la dissolution de la Première armée, le 3 août 1945. Le "roi Jean", à qui la rumeur attribuait volontiers la carte du parti communiste, aurait ainsi à plusieurs reprises fait part à Virieu de ses critiques quant à l'enseignement d'Uriage, qu'il aurait jugé par trop abstrait, sinon empreint de mysticisme, et surtout marqué par une filiation avec les chantiers de la jeunesse qu'il jugeait regrettable. Il semble donc que Xavier de Virieu ait eu "à souffrir de l'incompréhension du général de Lattre concernant l'expérience d'Uriage<sup>346</sup>".

Plusieurs facteurs, en dehors des critiques relatives au programme, peuvent expliquer l'attitude du général de Lattre. Tout d'abord, il est probable que Xavier de Virieu ait eu le grand tort de ne pas avoir fait partie de son entourage immédiat. En effet, s'il est exact qu'ils se sont connus à l'école de guerre, il n'est pas moins sûr que Virieu n'a pas été choisi par « le roi Jean » pour présider aux destinées de l'école d'Uriage. Tout juste a-t-il été "confirmé" à ce poste lors de l'inspection que le général fit en novembre 1944. Ensuite, Virieu, en refusant "*par amour de l'œuvre entreprise*<sup>347</sup>" en 1945 le commandement d'un régiment en campagne que lui proposait de Lattre, a vraisemblablement froissé la susceptibilité du général. De ce fait, il eut le sentiment, au début de l'année 1946, de n'être plus qu'un "*homme mal en cour*<sup>348</sup>".

Mais, d'une manière plus personnelle, on peut y voir aussi une forme de jalousie de la part du général à l'égard d'un homme peut-être plus habile que lui à manier des idées neuves et originales, à la tête d'une école dont, du

---

<sup>346</sup> Témoignage de Gaby Weill, née Bernheim, janvier 1984, Archives du château de Virieu, 11 XV.

<sup>347</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Marcel Descour, 16 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>348</sup> *Ibid.*

reste, la notoriété concurrençait dans la presse celle de l'école de Rouffach et dont le tort était peut-être de n'avoir pas été créée par de Lattre. C'est, du moins, ce que Dunoyer de Segonzac écrivit à Xavier de Virieu en décembre 1945 :

”Le bon général de Lattre n’a jamais manqué de me faire sentir que l’Uriage de mon temps était une erreur ou une anticipation regrettable. Il y a une paternité des Écoles de cadres qu’il entend être le seul à revendiquer. Vous êtes suspect de vouloir être pire ou d’être un fils douteux.

Vous n’avez guère d’autre solution que d’avouer vos fautes et de rendre à César ce qui ne lui a jamais appartenu... Exercice un peu dur à pratiquer<sup>349</sup>.”

Il se peut en effet que de Lattre ait méprisé l'école et les conceptions d'Uriage parce qu'elles ne venaient pas de lui. Du reste, il semble que plusieurs personnes, dans l'entourage de Virieu, partageaient cette opinion sur le « Roi Jean », l'un d'eux, jeune officier qui participa à l'expérience d'Uriage, allant jusqu'à conseiller à Virieu de *”fuir de Lattre comme la peste”*, car *”il incarne tous les vices de la création. C'est un esprit malfaisant<sup>350</sup>.”*

#### *Une réponse aux attaques*

Loin de l'inciter à rendre à César l'expérience d'Uriage, l'ampleur des attaques adressées à l'encontre d'Uriage amène Virieu, en décembre 1945, à diffuser parmi ses cadres un document interne destiné à leur permettre de répondre aux critiques : *”Le nom même d'Uriage, écrit-il, n'est compromis*

---

<sup>349</sup> Lettre de Pierre Dunoyer de Segonzac à Xavier de Virieu, 31 décembre 1945, Archives du château de Virieu.

<sup>350</sup> Lettre de X à Xavier de Virieu, 26 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 54. Il faut noter que cette lettre est postérieure à la dissolution d'Uriage, ce qui en explique peut-être en partie la véhémence.

*que par un complot d'injustes allégations*<sup>351</sup>.” Il prend défense de l'École nationale des cadres, dissoute pour *”menées antinationales”* par Laval, et de l'équipe, qui dans son ensemble a fait *”de la résistance active”*. Il faut noter qu'il ne renie pas la continuité de son école avec celle de Segonzac, puisqu'il parle de *”réouverture”* d'Uriage en septembre 1944. Il répond ensuite aux critiques du général de Lattre de manière implicite, en affirmant qu'il *”n'est pas possible que le général de Lattre, avec son caractère loyal, s'associe à une campagne de calomnie”*. Mais un peu plus loin, il est beaucoup plus explicite en expliquant qu'à *”la base de la méfiance témoignée par le général de Lattre à l'égard d'Uriage, il y a un double malentendu”*. Et Virieu de nier que son école fût une réminiscence des chantiers, ou une institution porteuse de *”niaiserie”* et d'utopie, répondant à de Lattre que l'école est *”imprégnée de son propre esprit”* (ce qui ne manque pas de finesse). Dans le même temps, il reconnaît à l'école le défaut d'avoir, à la Libération, *”délibérément sacrifié la compétence aux titres de résistance chaque fois que les deux n'ont pas pu se trouver réunis dans le même homme.”* Enfin, il prend prétexte de la présence au sein d'Uriage de communistes et du soutien de Peuple et culture pour affirmer qu'il *”n'existe aucune hostilité sérieuse contre ce que fut Uriage”*.

### *Un nouveau conservatisme*

Mais en dehors de ces attaques relatives à l'ancien Uriage, d'autres, plus discrètes, visèrent le caractère anticonformiste, pour ne pas dire révolutionnaire, de l'école. Sans doute, en effet, les cadres les plus conservateurs et les plus traditionnels de l'armée n'ont-ils pas accepté qu'Uriage brusque le système militaire, que l'on prétende le réformer trop brusquement. En outre, l'ouverture d'Uriage au dialogue et au travail en

---

<sup>351</sup> ”Thèmes de conversation pour un dîner”, 19 décembre 1945, 7 XV 3.

commun avec les communistes leur est certainement apparu comme une connivence ou une secrète alliance. C'est ainsi que Virieu put être considéré comme un "marquis rouge", son travail faisant l'objet de continuel soupçons. Il est certain que son anticonformisme, s'il lui valut l'admiration de ses proches, a contribué à le marginaliser ; de même, son imperturbable soutien de la cause des FFI ne lui a vraisemblablement pas fait que des amis à l'EMA. Son soutien de fait aux FTP, qu'il a en fin de compte (et à son échelon) contribué à intégrer dans l'armée, lui a valu d'être catalogué comme étant de gauche par les milieux conservateurs.

Ces critiques, dont il ne reste de trace certaine que dans la correspondance de Virieu, ont pesé lourd dans l'avenir de l'école. Plus généralement, elles illustrent le retour dans l'armée, en cette fin de l'année 1945, d'un certain conformisme ou d'un certain conservatisme. Un conservatisme dont la conséquence fut une séparation entre l'armée et la population, les mesures prises dans la XIV<sup>e</sup> région par le mouvement Armée nation recueillant au mieux de l'indifférence, au pire une hostilité affichée.

**Troisième partie :**

**PERDRE SES ILLUSIONS.  
VERS LA DISSOLUTION D'URIAGE  
(novembre 1945-juin 1946)**

## Chapitre Premier : L'armée au centre des débats

A la fin de l'année 1945, il apparaît que l'avenir de l'école d'Uriage ne dépend plus seulement de l'état-major, mais plus généralement de la situation générale de l'armée. Cette période, marquée par la réforme de l'armée, s'est en effet caractérisée par forte restriction des crédits militaires et la mise en œuvre d'importantes mesures de dégageant des cadres.

### LA REFORME DE L'ARMEE

La réforme de l'armée s'est inscrite dans un contexte difficile, marqué par l'opposition entre la nécessité de reconstruire le pays et des impératifs extérieurs (l'entretien des troupes d'occupation en Allemagne et en Autriche, la délicate question de l'Indochine où l'autorité de la France était contestée). Rapidement, néanmoins, l'impératif de reconstruction l'a emporté sur les autres, et la proposition conjointe du ministre de la guerre et de l'état-major général de guerre (EMGG), de septembre 1945, qui proposait la mise sur pied rapide d'une armée d'un million cinq cents mille hommes, fut aussitôt rejetée, René Pleven protestant contre ce projet qui, affirmait-il, pèserait d'un poids beaucoup trop écrasant sur le budget<sup>352</sup>.

### *L'arrivée d'Edmond Michelet au gouvernement*

Un changement notable intervint avec l'arrivée d'Edmond Michelet au gouvernement à la suite des élections de novembre. Le 15 décembre, il exposa un projet de loi sur l'organisation générale de l'armée, puis annonça les mesures de réorganisation (et non plus de réforme) de l'armée qu'il souhaitait mettre en œuvre et qui passait par la démobilisation de 15000

---

<sup>352</sup> *Le Réveil*, 8-9 septembre 1945.

officiers et 30000 sous-officiers d'active et la réorganisation complète des régions militaires. Il accompagna l'annonce de ces réformes de mesures spectaculaires, comme la mise à la retraite d'office d'un général, parce qu'il avait choisi de roder 25 camions neufs en les faisant tourner à vide dans les rues de sa garnison, alors qu'il aurait dû, selon le ministre, "*les mettre au service du ravitaillement civil*<sup>353</sup>".

### *Le gouvernement suit l'opinion*

Ces mesures spectaculaires correspondaient certainement au souci du nouveau ministre des armées de répondre rapidement aux attentes de l'opinion, dont le mépris pour l'armée était alors à son apogée. Pendant l'hiver 1945, en effet, s'était développée dans la presse une campagne en faveur d'une réduction des dépenses militaires. "*Il ne semble pas, peut-on lire par exemple dans *Combat*, que la France soit bien inspirée en dilapidant ses énergies, son argent et ses ressources économiques pour créer un appareil militaire discipliné et peut-être flatteur, mais assurément improductif*<sup>354</sup>." Ce débat de fond, autour notamment de la question d'une armée de métier ou d'une armée de conscription, s'inscrivait dans le cadre d'une campagne de dénonciation des abus de l'armée, à la quelle participait notamment *Le Monde*, par la plume de René Courtin. Y étaient dénoncées les importantes réquisitions d'immeubles et d'automobiles aussi bien que le nombre important d'auxiliaires féminines.

---

<sup>353</sup> *Le Réveil*, 23-24 février 1946.

<sup>354</sup> 6 septembre 1945.

## *La restriction des crédits militaires*

Naturellement, la conséquence de ces critiques fut la réduction massive des crédits, décidée non sans mal par l'Assemblée nationale constituante. De la transformation de l'armée dans cette année charnière devait naître une force suffisante pour assurer la sécurité du pays et satisfaire à ses obligations internationales. Dans l'ensemble, les effectifs de l'armée, qui s'élevaient à plus de 800 000 hommes en décembre 1945, étaient réduits à 668 000 hommes au premier mars 1946.

## URIAGE, ENVERS ET CONTRE TOUS

L'arrivée de Michelet au gouvernement a coïncidé avec la fin des stages de la deuxième phase d'Uriage. Les conditions matérielles étaient en effet insuffisantes pour que l'école reçoive une nouvelle série de stagiaires avant le printemps. *“L'expansion de l'école et son rayonnement sont actuellement freinés par des servitudes d'ordre matériel. Il lui paraît impossible d'accepter de nouveaux stages en mauvaise saison avant que ne soient résolues ces questions, notamment celles de l'alimentation et du chauffage”*, écrit Virieu dans son rapport transmis à l'EMA<sup>355</sup>. En outre, la situation du personnel s'était soudain aggravée du fait des démobilisations qui ont touché la totalité du personnel de service<sup>356</sup>. S'agissant des officiers de réserve, la plupart parvinrent à la fin de leur activité pendant l'hiver : constituant pour l'école, à l'image de Gilles Ferry, des collaborateurs de grande valeur, du fait de leur formation intellectuelle, leur départ constituait une menace très importante pour l'avenir de l'école, qui risquait, selon une formule de Virieu, de devenir *“un corps sans cerveau”*<sup>357</sup>.

---

<sup>355</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 98.

<sup>356</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>357</sup> *Ibid.*, *op. cit.*, p. 93.

Comme en juillet 1945, Virieu profita de ce temps de repos pour réfléchir sur l'avenir de l'école et inscrire celle-ci dans le cadre de l'armée qui devrait résulter des réformes en cours. Pour cela, il usa de la notoriété dont bénéficiait Uriage et avança ses propositions.

### *La notoriété d'Uriage*

Le mois de décembre 1945 correspondit au sommet de la notoriété d'Uriage : dans les milieux militaires, naturellement, du fait de la réussite des stages et de la large promotion dans *Aux Armes* des activités et des publications de l'école (l'ouvrage de Virieu, *Métier de chef*, paraissant juste à ce moment-là).

Mais la notoriété de l'école d'Uriage dépassait le strict cadre militaire. A la fin du mois de décembre *Le Monde*, vraisemblablement à l'instigation de Beuve-Méry, publia une série d'articles intitulée "Vers l'armée nouvelle" rédigés par Jean Planchais, Robert Jacomet et Henri Magnan, au sein de laquelle ce dernier consacra un article à l'école des cadres d'Uriage, "carrefour de l'humanisme militaire<sup>358</sup>", qui parut à la première page du quotidien le 5 janvier 1946. Dans cet article, le journaliste, qui avait visité Uriage au cours du mois de décembre, développait la majeure partie des idées de l'EMU concernant les rapports entre l'armée et la nation, citant Lyautey et insistant sur le rôle éducatif de l'armée. Abordant l'école elle-même, il la décrivit comme une école en attente de devenir :

---

<sup>358</sup> *Le monde*, 5 janvier 1946. L'article sur Uriage s'insérait dans une série d'article, intitulée "Vers l'armée nouvelle".

“Militaire et humaniste à la fois, la communauté d’Uriage pourrait, dans l’esprit des officiers qui l’animent, remplir ce but d’information et de formation, si on lui en fournissait les moyens. Telle quelle, elle bénéficie déjà des résultats d’une expérience assez probante pour justifier ses espoirs.”

Le style d’Uriage est ensuite décrit dans le détail, Magnan insistant sur les grandes lignes du projet d’école que Virieu (“*sous l’active et intelligente impulsion*” duquel fonctionnait l’école) et les siens entendent promouvoir :

“Le temps limité comme les moyens réduits dont on disposait ont cependant permis de fécondes observations, et l’on peut en inférer que conçu comme un *Institut d’humanisme militaire*, officialisé par un décret ministériel qui le reconnaîtrait d’utilité nationale (alors qu’il n’est actuellement considéré que comme un simple corps de troupe stationné), Uriage et son enseignement s’imposeraient de lui-même. [...] Il n’est [...] pas douteux que si l’école doit survivre à la réforme en cours de l’armée, elle ne soit appelée dans l’avenir à déborder du cadre de l’armée de terre et même de la Défense nationale pour se situer pratiquement sur le plan interministériel.”

L’appel du pied au ministre Michelet, qui entre à peine en fonction, est d’autant plus sensible que le journaliste, multiplie par la suite les références à ce qu’Uriage pourrait devenir, une fois officialisée, se demandant pour conclure si les objectifs que se fixe cette école ne suffisent pas “à *placer Uriage au premier plan des institutions qu’il conviendrait de développer pour que surgisse, des errements de jadis et des hésitations d’hier, l’armée nationale que le pays réclame ?*”

## *Un pavé dans la mare*

Il est probable que cet article fut d'autant moins du goût de l'EMA que le journaliste reprit de nombreux extraits du rapport qui venait d'être transmis à l'état-major par Virieu. Mais la vague soulevée par cette parution ne fut rien en comparaison de celle causée par le pavé jeté dans la mare par le commandant d'Uriage.

Les deux premiers articles de la série publiée par *Le Monde* entre le 22 décembre et la mi-janvier, intitulés "*L'armée de demain*" et signés « \*\*\* » n'auront pas fait illusion longtemps, l'état-major se rendant assez rapidement compte qu'ils étaient de la main de Xavier de Virieu. Or, ces articles, reprenant l'essentiel des thèses d'Uriage et des reproches adressés par l'EMU à l'armée traditionnelle, dénonçaient les difficultés de celle-ci ; Virieu, partant du constat d'une crise de l'armée, dans le contexte des débats politique autour de la réforme de l'armée et de la délicate question du vote des crédits, entendait, fort de l'expérience de son école, présenter des solutions pour l'organisation de l'armée nouvelle. Il proposait notamment une articulation entre l'indispensable conscription et la nécessaire constitution d'unités de métier, ainsi que la décentralisation de l'organisation militaire, cette dernière permettant aux responsables de ne plus subir "*ce complexe débilant que finit par créer l'obligation d'en référer constamment à l'autorité supérieure.*" S'agissant du recrutement des officiers, Virieu dénonça le mode de sélection en cours (examens et concours), proposant de les remplacer par des tests qui mettraient en valeur "*l'aptitude, le caractère et la vocation.*" Il proposait ainsi, en les nommant, la mise en place des tests psychotechniques. Sans surprise, il poursuivait en affirmant que "*l'officier [devait] bénéficier d'une triple formation : personnelle, militaire et sociale*" qui n'excluait pas les activités physiques. Il abordait ensuite la question du sous-officier et du contingent en insistant

sur l'importance de leur valorisation respective dans l'armée nouvelle. Enfin, il terminait par une évocation de l'union à venir entre l'armée et la nation, appelant l'armée à faire le premier pas, "*avec les moyens du bord*", esquissant ainsi sa révolution intérieure et demandant à la nation, pour renaître, "*des moyens que celle-ci, espère-t-on, ne lui refusera pas.*"

### *Une marge de manœuvre réduite*

La réaction du ministre ne se fit pas attendre. Dans les semaines qui suivirent, il annonça des mesures relatives à la discipline et la liberté d'expression des officiers :

"J'ai constaté que certains officiers d'active ou de réserve se permettaient de publier des écrits, dans des conditions qui ne sont pas conformes aux lois ou aux règlements en vigueur, certains de ces écrits étant d'ailleurs susceptibles de porter atteinte au moral de l'armée ou à sa réputation.

Par exemple, certaines dispositions comme la demande d'autorisation préalable du ministre ou, suivant le cas, la communication d'un exemplaire de l'écrit au chef de corps avant publication, ou encore l'interdiction, dans certains cas, de mentionner le grade de l'auteur avec sa signature, ont été expressément enfreintes<sup>359</sup>."

Nul doute que Virieu se soit senti visé par ces mesures. Dans le climat de crise et de doute que traversait l'armée, le ministre avait choisi de ne pas laisser s'exprimer dans la presse le désarroi des militaires. Cette mesure disciplinaire ne visait pas l'expérience d'Uriage, mais force est de constater que, comme celle qui interdit la parution de *Renaissance de l'armée*, elle cherchait à contraindre les anticonformistes à rentrer dans le rang. De fait, la

---

<sup>359</sup> Directive du ministre des armées, 22 janvier 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 2.

marge de manœuvre d'Uriage, dont les activités étaient définitivement interrompues en janvier, se trouvait fortement réduite.

## Chapitre II : Le revirement communiste

L'arrivée de Michelet au gouvernement a donc coïncidé avec la fin de la deuxième phase de l'école d'Uriage et le début d'une période de grande incertitude. Mais elle a correspondu aussi à un changement d'attitude du parti communiste qui, jusqu'alors fidèle soutien de l'expérience d'Uriage, s'en est soudain détournée pour des raisons de politique intérieure.

### UN SOUTIEN JUSQUE-LA INFAILLIBLE

En septembre et octobre 1944, la participation des communistes à l'expérience d'Uriage avait sans doute pour objet de permettre d'installer des membres du parti parmi l'équipe de commandement de l'école et de faciliter ainsi l'entrée des résistants communistes dans l'armée. A partir de l'hiver 1944, ce soutien explicite s'inscrivait dans une stratégie visant à unir les résistants et l'opinion autour de la volonté de finir la guerre et d'encourager les combattants du front. Le soutien apporté par le parti à l'école d'Uriage après le règlement de la question FFI résultait quant à lui très vraisemblablement de l'utilisation du thème de l'armée populaire et du lien Armée-nation à des fins électorales.

*"Uriage, école des cadres de la CGT"*

Mais à ces considérations tactiques s'ajoutaient d'autres qui tenaient aux liens étroits noués entre l'école d'Uriage et l'association Peuple et culture. Vers la fin de la deuxième phase de l'école, ces liens se concrétisèrent par l'accueil par l'équipe d'Uriage d'une série de sessions de PEC, du CEO et de la maison de la culture.

Du 17 novembre au 2 décembre 1945, l'école d'Uriage ouvrit ainsi ses portes à 38 militants syndicalistes de la CGT et quelques chefs d'entreprise, sous la direction de Benigno Cacérés. Contrairement aux fois précédentes, l'EMU ne se contenta pas de mettre ses locaux à disposition et encadra une partie du stage, les stagiaires du CEO y côtoyant les participants au dernier stage d'Uriage, et de nombreux officiers assistant aux séances du CEO. En outre, trois conférences furent faites par des cadres de l'École sur l'EMU ("Uriage", "armée et nation", témoignage sur la captivité et la déportation"). On chercha à les informer sur l'importance des activités physiques et sportives, allant jusqu'à leur proposer d'organiser au sein de leurs comités d'entreprise des commissions sportives. De fait, les deux tiers des stagiaires participèrent aux activités sportives - pourtant facultatives<sup>360</sup>. De leur côté, les syndicalistes portèrent témoignage devant les officiers de leur expérience. Néanmoins, il faut noter que si le style de vie était propre à Uriage, la pédagogie, elle, était conçue par PEC : la méthode employée était en effet celle de l'entraînement mental.

Le stage fut relayé dans l'opinion par la presse régionale, comme pratiquement tous les autres ; mais le journal le plus aventureux fut sans nul doute le *Travailleur alpin*, organe local du PCF, qui titra, certes en deuxième page, "*Au château d'Uriage, une nouvelle école de cadres est née : celle de la CGT*<sup>361</sup>", ce qui, à n'en pas douter, ne dut pas réellement enthousiasmer l'EMA. Le journal *Les Allobroges* publia quant à lui un compte rendu plus sobre de la cérémonie du 24 novembre 1945 au cours de laquelle un officier d'Uriage (le capitaine Dufour), un patron (René Prudhomme, qui imprima le *Manuel à l'usage des corps francs*), et un ouvrier (Maurice Belle, employé de René Prudhomme) furent décorés de la médaille de la résistance. La cérémonie eut lieu en présence des soixante-

---

<sup>360</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 52.

<sup>361</sup> 29 novembre 1945.

quatre stagiaires de l'école et des trente-sept élèves du CEO et fut pour Virieu l'occasion d'illustrer lors de son discours les objectifs de l'école : *"Sans faille, devise d'Uriage, veut être le symbole de la France où armée et nation forment un seul bloc<sup>362</sup>"*. De même insista-t-il sur la leçon du maquis apprise par les stagiaires : *"Côtoyer les hommes, sans préjugé, comprendre pour s'unir dans un même idéal"*. Sans être aussi provocateur que le fut l'article du *Travailleur alpin*, le commentaire du journal est à l'évidence exagéré : *"Aux alentours, des prisonniers allemands, de corvée, s'étaient immobilisés, regardaient admiratifs, les yeux ronds, devinant instinctivement la grandeur d'un peuple libre."* Le lendemain, le journal consacra un nouvel article au stage en lui-même<sup>363</sup>.

#### *Uriage, école de Peuple et culture*

Dans le même temps, il faut noter que Dumazedier, dans ses interventions devant la commission éducative du CDLN a souvent présenté l'École de cadres comme faisant partie de l'expérience menée par son association. De fait, en cette fin d'année 1945, l'union entre l'EMU et le PEC est parfaitement réalisée dans les faits, les stages se succédant au château. Ainsi le stage des syndicalistes fut-il suivi, moins d'un mois plus tard, par celui de la Maison de la culture de Grenoble qui, sous l'égide de l'Éducation nationale, réunit à Uriage du 14 au 16 décembre des stagiaires intéressés par les conceptions nouvelles de la culture populaire, le rôle des organisations culturelles et de jeunesse, et les moyens de diffuser la culture<sup>364</sup>. Ce fut le premier stage, et selon toute vraisemblance le seul, organisé conjointement par l'École et par le Ministère de l'Éducation nationale. Les membres de

---

<sup>362</sup> *Les Allobroges*, 28 novembre 1945.

<sup>363</sup> *Les Allobroges*, 29 novembre 1945.

<sup>364</sup> *Les Allobroges*, 7 décembre 1945.

l'équipe y participèrent activement ; Ferry, par exemple, y aurait présenté un exposé sur "*la crise de culture*<sup>365</sup>". Lui succéda quelques jours plus tard un stage d'information de la Maison de la culture, réunissant quatre-vingt stagiaires sous l'égide de PEC<sup>366</sup>. Enfin, en janvier 1946, PEC organisa un second stage, réservé celui-ci aux instituteurs, avec, semble-t-il, le soutien de la Ligue de l'enseignement<sup>367</sup>.

## LE REVIREMENT

Il n'y eut pas de changement d'attitude vis-à-vis d'Uriage de la part de PEC, les liens entre les deux institutions étant trop forts. Le revirement s'exprima au niveau national, reflétant le changement d'attitude du parti sur la question du budget de l'armée.

### *Le parti vote la réduction du budget*

Lors de la discussion du budget, les députés communistes votèrent, le 30 décembre 1945, un amendement socialiste qui exigeait une diminution de 20 % des dépenses militaires. Ce vote est, comme le note Philippe Buton, "*une volte-face*<sup>368</sup>". En effet, le parti avait jusque-là stigmatisé les demandes d'économies comme émanant de milieux vichystes, et Charles Tillon, ministre de l'armement, le premier visé par ces diminutions, se trouva dans une position fort délicate.

Il apparaît très clairement, par conséquent, que le vote de l'amendement socialiste n'était qu'un prétexte pour obtenir le départ du général de

---

<sup>365</sup> Lettre de Peuple et culture à Gilles Ferry, 8 décembre 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 51.

<sup>366</sup> *Les Allobroges*, 18 décembre 1945.

<sup>367</sup> *Le Dauphiné libéré*, 24 janvier 1946.

<sup>368</sup> Philippe Buton, *op. cit.*, p. 211.

Gaule, que le parti avait cherché à obtenir dès la fin novembre 1945 en appelant la création d'un gouvernement socialo-communiste. L'attitude du parti communiste vis-à-vis de la question de l'armée était donc déterminée par cet objectif politique, et le changement d'attitude vis-à-vis d'Uriage peut en partie s'expliquer ainsi.

*Uriage, "fille des chantiers de la jeunesse"*

Rien n'illustre mieux le changement d'attitude du parti communiste à l'égard d'Uriage que l'article publié le 23 janvier 1946 dans *France d'abord*, journal fondé pendant la clandestinité<sup>369</sup>. Se proposant "*d'étudier si [les méthodes d'Uriage] prétendues neuves répondent aux aspirations de notre peuple*", cet article dénonçait longuement et insistamment la filiation de l'école avec l'esprit des chantiers de la jeunesse. Reprenant un rapport du colonel Lecoq, du troisième bureau de l'EMA selon lequel "*les directeurs [de l'école] ne dissimulent nullement qu'ils entendent ne pas laisser s'effacer complètement les résultats acquis par les méthodes scouts et chantiers qu'ils veulent seulement rajeunir, adapter à un nouveau cadre et développer*<sup>370</sup>", le journal jugeait "*inquiétante*" cette résurgence de l'esprit des chantiers.

Selon un procédé dialectique parfait, il est d'abord fait état des réussites de l'école : la fusion AS-FTP et la tentative de fusion avec les éléments de l'Armée d'Afrique. Mais aussitôt, le journal dénonce le vocabulaire de l'école, percevant dans "*le style de vie*", "*l'humanisme*", les "*témoignages*", "*le chef*", "*la vie intérieure*", trop marqué par le christianisme des chantiers et empreint de mysticisme. Ensuite, il est fait procès à Uriage de ses positions anti-individualistes, rapprochant les prises de position de

---

<sup>369</sup> Caylus, "Survivance de l'esprit et des méthodes des chantiers de jeunesse de Pétain, l'École militaire d'Uriage."

<sup>370</sup> Il n'existe plus de trace de ce rapport qui, à en croire le journal, aurait été rédigé en février 1945.

l'école et de son commandant de celles de La Porte du Theil ou de Pétain. Naturellement, *France d'abord* n'omit pas de rappeler que Virieu avait été chef de l'école des cadres des chantiers de Collonges. Enfin, la conception du chef développée par Virieu fut rapprochée de celle de La Porte du Theil, tandis qu'étaient mises en exergue les références intellectuelles d'Uriage :

“Dans les opuscules et revue d'Uriage, ce n'est pas aux grands républicains que l'on se réfère mais, et d'une manière constante, à de La Tour du Pin, à Psichari, à Barrés, c'est-à-dire à des hommes qui ne dissimulaient pas leurs idées aristocratiques.”

Naturellement, l'élitisme d'Uriage, qui *”voudrait être le laboratoire où se créent la doctrine des élites et leurs méthodes”*, n'est pas épargné :

“Nous nous trouvons ici aux antipodes de la démocratie : le but d'Uriage est exactement celui que Pétain assignait aux chantiers, en liaison étroite avec l'Association des anciens des chantiers. [...] Le confusionnisme : méfiance de la masse, vues idéalistes, conception aristocratique, mystique de l'organisation sociale, tels sont les traits fondamentaux de ce que l'on peut appeler la doctrine d'Uriage, issue directement de celle des chantiers de la jeunesse de Pétain.”

Les remarques formulées dans cet article n'étaient pas toutes infondées : il y avait bien une filiation directe entre l'École de Collonges et celle d'Uriage. En outre, il y avait plusieurs points communs, de la vie au grand air jusqu'à la devise de l'EMU, “Sans faille”, qui avait été celle du Groupement 9 des chantiers d'Alpes-Jura, en passant par les cérémonies de baptême des promotions. Virieu lui-même écrit plus tard au général Doyen : *”France d'abord m'accuse d'être resté imprégné de l'esprit des chantiers.*

*Mon Dieu, je n'en rougis pas. La chose était belle*<sup>371</sup>.” Pour autant, le but de l'article était clairement, par un usage abusif de l'amalgame, de discréditer l'école et son chef.

### *Le désarroi des communistes d'Uriage*

Le revirement du parti est d'autant plus net qu'auparavant les journaux proches du PC avaient mis en avant ce qui désormais faisait l'objet de vives critiques. Pour autant, il faut noter que ce changement a été précédé de plusieurs antécédents, de moindre ampleur ; en octobre, déjà, le projet de réforme du programme présenté par Fernand Laporte et Charles Bozon suivait de peu un voyage du premier à Paris où le premier aurait rencontré *”des personnes compétentes*<sup>372</sup>”. Il se serait agi, selon toute vraisemblance, de Laurent Casanova<sup>373</sup> ou de Charles Tillon, alors ministre de l'Air, qui aurait accusé Uriage d'être *”imprégnée de vichysme*<sup>374</sup>” et les aurait mis en garde contre un dialogue avec les chrétiens, d'où la volonté de Laporte de supprimer les débats politiques au sein de l'école. Du 2 au 6 décembre 1945, ensuite, Fernand Laporte et Charles Bozon effectuèrent un séjour à Paris, à l'occasion duquel ils auraient subi les remontrances de camarades éminents<sup>375</sup>. A cette occasion, Fernand Laporte rencontra Roger Garaudy et chercha par la suite à joindre Maurice Thorez pour lui exposer la situation de l'école<sup>376</sup>. De ce fait, il ne fait aucun doute qu'ils furent mis en porte-à-faux par leur hiérarchie, critiqués pour leur participation à une expérience à laquelle ils tenaient.

---

<sup>371</sup> Lettre de Xavier de Virieu au général Doyen, 5 mars 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>372</sup> *Op. cit.*

<sup>373</sup> Témoignage de Fernand Laporte, Grenoble, 22 février 1994.

<sup>374</sup> Lettre de Xavier de Virieu au général X, 25 novembre 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>375</sup> Archives du château de Virieu, 7 XV 9. Témoignage de Fernand Laporte, Grenoble, 22 février 1994.

<sup>376</sup> Lettre de Fernand Laporte au député Arthur Giovoni, 19 décembre 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 41.

Ont-ils alors changé d'attitude ? Rien ne permet de le dire dans l'ensemble, et du reste leur attitude ne pouvait avoir que peu d'impact sur le devenir de l'École, qui se jouait en haut lieu. Mais une conférence de Charles Bozon, faite en juillet 1946, après la fin de l'école, donne un éclairage intéressant. Après avoir insisté sur l'originalité principale de l'école, qui avait consisté à chercher une réconciliation entre l'armée et la nation, il déclara :

“Je ne veux pas prétendre qu'à Uriage nous ayons résolu le problème. Je crains même que souvent nous sommes allés à l'encontre de ce que nous désirions, parce que nous n'avions pas assez en vue certaines vérités premières, à savoir le manque de simplicité des programmes, l'abstraction trop marquée de cet humanisme militaire (s'il n'y a pas erreur à ajouter un adjectif à l'humanisme qui doit se suffire à lui-même) que nous pensions créer. Surtout, je crains que nous ayons développé ce que nous aurions voulu éviter, la politique dans l'armée en présentant des doctrines violemment opposées à des esprits mal préparés à recevoir une telle nourriture, alors que nous aurions dû nous contenter de l'analyse des faits et tirer les conclusions propres à créer une armée nationale et démocratique<sup>377</sup>.”

En fin de compte, l'école d'Uriage se retrouva au début de l'année 1946 sans le moindre appui :

“L'école et moi-même, pour avoir voulu suivre une ligne droite, nous avons réussi ce tour de force d'être suspects à l'opinion militaire aussi bien qu'aux deux extrêmes du spectre social et politique<sup>378</sup>.”

---

<sup>377</sup> Conférence faite au Centre d'éducation de l'armée de l'air, base école de Chambéry, 4 juillet 1946, Archives du château de Virieu, 8 XV.

<sup>378</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Marcel Descour, 16 avril 1946, *op. cit.*

### **Chapitre III : Une nouvelle école de contacts ?**

Devant l'hostilité que l'école rencontre désormais aussi bien à l'EMA que dans les sphères politiques, Virieu choisit de poursuivre son travail en vue d'obtenir de l'état-major qu'il accorde enfin à Uriage le statut d'école, dotée d'une autonomie administrative et financière et d'un personnel mixte (civil et militaire). Virieu élaborera dès lors avec ses collaborateurs un projet d'école de contacts avec la nation (pour la reprise des activités au printemps) qui représentait l'esquisse de ce qu'aurait pu être Uriage sans les contraintes qui pesèrent jusqu'alors sur elle.

#### **L'ABOUTISSEMENT D'URIAGE**

Dans une large mesure, l'école envisagée par l'équipe d'Uriage constitue l'aboutissement d'un an de travail. Le projet, particulièrement étudié, présente une école semblable dans ses grandes lignes à ce qui se faisait déjà à Uriage mais surtout à ce qu'Uriage souhaitait devenir à long terme.

#### *Un style de vie*

L'œuvre qu'Uriage compte poursuivre réside avant tout dans la volonté de donner aux cadres de la nation un style de vie et des techniques éducatives :

“D'une part fournir à des hommes venus d'horizons différents l'occasion de se connaître, de confronter leurs points de vue, de tisser entre eux des liens humains vrais donc peu nombreux, peut-être, mais solides. D'autre part leur faire haïr la médiocrité de certaines manières de vivre et de sentir et leur donner le goût d'une

existence saine, aérée, à l'intellectuel comme au physique, faite d'une alternance d'activités et de détente, consciente de l'unité et de la plénitude que confère une stricte discipline intérieure<sup>379</sup>.”

Ceci, Uriage entend le proposer à des hommes déjà formés mais encore assez jeunes pour se plier aux contraintes d'un style de vie rigoureux, entre 25 et 35 ans, au cours d'un stage qui durerait trois mois, contre trois semaines auparavant. Mais Virieu est bien conscient des difficultés qu'une telle durée engendrerait pour les civils, dont la disponibilité pour suivre un stage de trois mois n'est pas assurée, si bien que le projet qu'il soumet comprend aussi des séries courtes, réservées par exemple aux hauts fonctionnaires, les élèves de la toute jeune École nationale d'administration venant pendant leurs vacances scolaires suivre un cycle réduit. Rigoureux, le style de vie envisagé est conforme à ce qu'il fut jusque-là, aussi bien à l'EMU qu'autrefois à l'ENCU, et passe par une alternance d'activités physiques et intellectuelles et une vie en commun.

De plus, conscient des difficultés financières de l'armée, il conçoit une durée limitée pour l'école :

“Le jour où l'armée s'emboîtera parfaitement dans la vie du citoyen, une telle école aura perdu sa raison d'être<sup>380</sup>.”

Naturellement, la durée de vie de l'école serait pour autant assez longue.

---

<sup>379</sup> Rapport d'ensemble sur les activités de l'école, *op. cit.*, p. 100.

<sup>380</sup> Bases du programme, Archives du château de Virieu, 7 XV 7.

### *Un projet éducatif*

Dans la lignée des projets précédents, l'école qu'imagine Virieu s'éloignerait de l'orbite de la seule armée pour devenir une école interministérielle, c'est-à-dire sous la double tutelle des armées et de l'Éducation nationale, ce qui aurait pour principal avantage de régler définitivement la question des locaux. Le projet est accompagné d'une étude architecturale détaillée, réalisée au cours de l'année 1945 par Jeanneret, collaborateur de Le Corbusier, qui décrit l'ensemble des aménagements souhaités en vue de l'installation de la nouvelle école.

#### UN DEBUT DE MISE EN ŒUVRE

Le temps libre dont disposaient les cadres de l'école permit un début de mise en œuvre de ce projet, et ce d'autant plus facilement que l'état-major faisait mine d'y être favorable.

#### *La question du personnel*

Dès janvier 1946, Virieu envisagea la réalisation du projet ailleurs qu'à Uriage. Il fit alors circuler parmi son personnel un questionnaire visant à leur faire choisir entre une affectation dans la nouvelle école, un maintien à Uriage (sous la forme choisie par l'état-major), ou une mutation dans une autre unité. La plupart des anciens choisirent de suivre Virieu et son hypothétique école : ce fut le cas, en particulier, de Gilles Ferry et Fernand Laporte, ainsi que de Léopold Castellan (déporté à Mathausen, entré à l'école après son rapatriement en juin 1945<sup>381</sup>) et Paul Eymard-Duvernay. Deux cadres demandèrent leur affectation dans la demi-brigade de l'Isère.

---

<sup>381</sup> Lettre de Léopold Castellan à Xavier de Virieu, Archives du château d'Uriage, 7 XV 52.

Les autres, souvent parce qu'ils souhaitaient rester dans la région (pour des raisons familiales) firent en majorité le choix de rester à Uriage<sup>382</sup>.

### *Les faveurs de l'état-major*

Le projet, semble-t-il, fut pris au sérieux par les autorités militaires. Sans doute, dans le contexte de restrictions budgétaires, apparaissait-il que l'aménagement d'Uriage et sa transformation en une école d'une toute autre échelle aurait permis de faire par ailleurs des économies en fermant d'autres écoles et en évitant d'en bâtir une de toutes pièces.

C'est ainsi que, sur l'initiative du général de Lattre, fut réalisée une étude détaillée du génie de Grenoble<sup>383</sup>. Celle-ci conclut à l'impossibilité de réaliser une extension suffisante des locaux pour accueillir 1000 stagiaires, comme le souhaitait de Lattre. En outre, la question de la propriété des terrains et des murs n'était pas encore réglée avec le ministère de l'Éducation nationale. Autant dire que l'état-major était incité par le génie à la plus grande prudence.

Mais le problème principal de ce projet était qu'il ne correspondait en rien à celui réalisé par l'équipe de Virieu. Dans l'esprit d'Uriage, il ne s'agissait pas en effet de faire de l'école un vaste centre pour sous-officiers qui fonctionnerait en vase clos, mais une école de cadres ouverte sur l'extérieur et les civils en particulier. C'est la raison pour laquelle il fut envisagé très sérieusement de réaliser l'école de contacts ailleurs qu'à Uriage. Mais là encore, l'ampleur du projet (les estimations de Virieu correspondaient à un personnel de 200 personnes) dut rafraîchir l'enthousiasme de l'EMA qui semble en fait avoir concentré ses efforts sur

---

<sup>382</sup> Affectations, Archives du château de Virieu, 7 XV 4.

<sup>383</sup> Rapport du génie de Grenoble relatif au projet d'installation à Uriage d'une école de cadres de sous-officiers.

l'école qu'elle souhaitait construire à Uriage en remplacement de l'ancienne école militaire.

## Chapitre IV : La "dissolution" d'Uriage

Pendant les semaines qui suivirent l'élaboration du nouveau projet d'école de contacts, l'indécision quant à l'avenir d'Uriage fut portée à son comble, tant par l'indécision du ministre que les silences de l'état-major, jusqu'à ce qu'une décision intervienne, prise par le général de Lattre contre l'avis du ministre, entraînant la dissolution progressive de l'école.

### L'INCERTITUDE

Les deux premiers mois de l'année 1946 furent marqués par une totale incertitude quant à l'avenir du projet de Virieu et quant à sa localisation.

#### *Les doutes de Virieu*

L'arrivée de Michelet au ministère des armées aurait pu constituer un soulagement pour Virieu, qui redouta un instant la nomination d'un ministre proche du parti communiste, et ce d'autant plus que le nouveau ministre choisit en janvier 1946 comme chef du cabinet militaire l'un des plus fidèles soutiens de l'école en la personne de Marcel Descour. Pour autant, loin d'améliorer les choses, cette nomination fut suivie d'une complète indécision du ministre. Les nombreuses lettres qu'il envoie alors à ses amis, Marcel Descour le premier, sont très explicites quant à l'ampleur de son désarroi. En février, on lui avait laissé entendre que l'École de contacts, remplacée à Uriage par l'école de sous-officiers, trouverait un point d'attache dans la région parisienne. Les craintes qu'exprimait alors Virieu concernaient non seulement la volonté réelle de l'état-major de voir Uriage renaître que la viabilité à moyen terme d'une telle entreprise : eu égard à l'accueil favorable fait par l'opinion aux mesures de réduction de l'armée, une école comme

celle que projetait Virieu pouvait *”très vite apparaître comme une dépense inutile*<sup>384</sup>.” Sa crainte principale provenait cependant de la méfiance affichée par de Lattre à l’encontre de l’école :

“Le général de Lattre n’est pas favorable à l’école. Il en accepte le principe parce que M. Michelet y tient. Mais les ministres ont une existence éphémère. [...] Je suis frappé du parallélisme des attaques de *France d’Abord* et des critiques que formule contre l’école, dans nos conversations, le Général. J’y retrouve les mêmes expressions : le vocabulaire vague, le néo-mysticisme, la parenté chantiers, etc... Naturellement le général le fait sur un ton fort sympathique et ne s’abaisse pas à faire des extraits tronqués de mes écrits. Mais le sens général est le même et je finis par être ébranlé<sup>385</sup>.”

### *L’inquiétude de l’équipe*

Dans l’entourage de l’école, nombreux sont ceux qui avaient quant à eux déjà abandonné tout espoir. Ainsi Pierre Dunoyer de Segonzac écrit-il à Louise-Marie Ardain qu’il *”comprend bien [...] quelles sont les difficultés de l’équipe de Grenoble”*. Il poursuit : *”Elles vont s’accroître du fait de la disparition sans doute définitive de l’Uriage que nous avons connu et qui a suivi la même ligne jusqu’en 1946*<sup>386</sup>.” Dans une autre lettre, il exprime son point de vue de la crise que traverse la France :

---

<sup>384</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Marcel Descour, 28 février 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>385</sup> *Ibid.*

<sup>386</sup> Lettre de Pierre Dunoyer de Segonzac à Louise-Marie Ardain, 5 février 1946, Archives de Louise-Marie Lozac’hmeur (née Ardain).

“Tout est en transformation. Politiquement, la France n’a pas encore choisi, si elle choisit un jour ! Et nous sommes si pauvres, si mal en point qu’il va bien falloir réduire nos prétentions et rétrécir nos ambitions. Un jour viendra où nous connaissons les réalités qui peuvent délimiter notre champ de travail et nous permettre d’axer notre action sur de la façon la plus ferme possible<sup>387</sup>.”

### *Une totale impuissance*

Les appuis dont Uriage avait pu bénéficier jusque-là commencèrent dès lors à se dissiper. A toutes les demandes que pouvait formuler le commandant d’Uriage, l’EMA ne donnait que peu de réponses. Virieu ne se battait pas moins, féroce, pour défendre son école. A plusieurs reprises, il se rendit à Paris pour défendre son projet d’école de contacts, ou, plus simplement, dans le but d’obtenir de menus avantages, souvent en vain :

“Quand je vais au ministère, je perds mon temps à faire antichambre [...] et je m’en vais, reconnaissant et mystifié, les mains vides<sup>388</sup>.”

### LA DECISION

Si le projet d’école de contact était bel et bien au point mort, en dépit du soutien témoigné à Virieu par l’entourage du ministre, l’école de sous-officiers envisagée par l’état-major avançait à grands pas.

---

<sup>387</sup> Lettre de Pierre Dunoyer de Segonzac à Louise-Marie Ardain, 27 février 1946, Archives de Louise-Marie Lozac’hmeur (née Ardain).

<sup>388</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Marcel Descour, 22 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

### *“Une école de cadres à Uriage”*

La situation évolua très rapidement à la fin du mois de janvier. Le 30, Virieu rencontra à Paris successivement le général du Vigier et son ami Huet, puis rend visite en compagnie de Gilles Ferry à Descour avant de rencontrer de Lattre<sup>389</sup>. Il apprit alors, vraisemblablement de la bouche du général de Lattre que son école sera remplacée en mars par une école de sous-officiers<sup>390</sup>. Le 15 février, le colonel Lecoq, chef du troisième bureau de l'EMA, annonçait l'ouverture à la date du premier mars de sept écoles de cadres, dont une à Uriage, devant recevoir 500 stagiaires<sup>391</sup>. Cette décision suivit la directive ministérielle de la veille, qui définissait en outre la doctrine de ces écoles : *“La loi de l'effort en commun, de la perfection au travail est à la base de tout enseignement”*<sup>392</sup>. Ces écoles, à la différence des précédentes, dépendaient en outre directement du ministre, qui définissait la durée du stage et le recrutement aussi bien que les programmes des enseignements. Impossible, donc, de ne pas voir dans ces mesures une sanction implicite d'Uriage, dont l'indépendance d'esprit et la relative indépendance administrative gênait à l'évidence le ministre et l'état-major.

### *L'incertitude redouble*

Cette décision apparut d'autant plus comme une sanction qu'elle ne réglait en rien la question de l'école de contacts que défendait Virieu, sous le vocable de “centre interarmes de pédagogie” : *“Nous ignorons complètement encore si notre formule [...] sera reprise et dans quelles condi-*

---

<sup>389</sup> Agenda de Xavier de Virieu pour l'année 1946, Archives du château de Virieu, 1 XV.

<sup>390</sup> Lettre de Gilles Ferry à M. Chalon de l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ), 4 février 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 41.

<sup>391</sup> *Le Dauphiné libéré*, 16 février 1946.

<sup>392</sup> Directive relative à l'organisation des écoles de cadres de sous-officiers, Archives du château de Virieu, 7 WV 2.

tions”, écrit Ferry à l’un de ses proches le 13 février<sup>393</sup>. Il semble en fait qu’à au moins deux reprises, le ministre ou son entourage aient laissé entendre que l’école de contacts reprendrait très vite ses activités<sup>394</sup>. Le premier avril, Descour écrivit à Virieu :

“Le ministre m’a dit et répété qu’il était décidé à la création d’une école de contact interarmées, ou plus exactement d’un centre militaire interarmées de pédagogie, selon la formule exposée par Ferry au cours de son entretien rue Royale<sup>395</sup>.”

Peu avant le 15 avril, un coup de fil du même Descour informait Virieu que son école était finalement maintenue par le ministre à Uriage sous le nom d’Institut de pédagogie interarmées. En effet, le 10 avril, le ministre avait averti le général de Lattre de sa décision dans une lettre très explicite :

“Je souhaite - comme je vous l’ai exposé verbalement - que ce centre soit installé dans les bâtiments de l’École militaire d’Uriage et que les cadres militaires et civils de cette école, en raison de leurs travaux antérieurs, soient désignés pour participer à la direction et à l’encadrement de ce nouvel organisme<sup>396</sup>.”

Le lendemain de l’annonce, pourtant, le successeur de Virieu arrivait à Uriage avec des instructions antérieures à ce coup de téléphone et prenait possession du château. Enfin, le 15 avril, Virieu reçut de Miquel, directeur de cavalerie, son camarade de promotion à Saint-Cyr, une “proposition”, en accord avec le général de Lattre : le commandement du 11<sup>e</sup> Cuir à

---

<sup>393</sup> Archives du château de Virieu, 7 XV 41.

<sup>394</sup> Lettre de Gilles Ferry à un proche, 10 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 41.

<sup>395</sup> Lettre du colonel Descour au colonel de Virieu, 1<sup>er</sup> avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 56.

<sup>396</sup> Lettre du ministre des armées à l’Inspecteur général de l’armée de terre, 10 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 54.

Orange<sup>397</sup>. Le lendemain, Virieu écrit au colonel Miquel dans l'espoir d'obtenir du général de Lattre qu'il revienne sur sa décision, ou tout du moins qu'il lui accorde un régiment plus favorable pour sa santé<sup>398</sup>. Peine perdue : Miquel lui répond aussitôt qu'il considère que le 11<sup>e</sup> Cuir est "à tous les points de vue" le régiment qui convient le mieux à Virieu<sup>399</sup>. Cette proposition du général de Lattre ressemblait fort à un ordre.

### *Un jeu à trois acteurs*

En fait, la question du devenir d'Uriage était l'enjeu d'un conflit entre trois acteurs. Premier acteur, le ministre des armées, Edmond Michelet, qui sur les conseils de son directeur de cabinet Marcel Descour apporte son soutien au projet de Xavier de Virieu. Deuxième acteur, l'EMA, qui se méfie de Virieu et préfère l'installation à Uriage d'une école de sous-officiers classique au maintien d'une école dont l'objet lui échappe. Enfin, troisième acteur, le général de Lattre, ce "grand seigneur devant lequel tout devait plier"<sup>400</sup> qui - appréciant très vraisemblablement les qualités de Virieu - souhaite voir le commandant d'Uriage rejoindre un commandement à sa hauteur, et sanctionne l'expérience d'Uriage en appuyant la création d'une école de sous-officiers et en nommant à sa tête en mars un de ses proches, le colonel Frédéric Champierre de Villeneuve<sup>401</sup>.

---

<sup>397</sup> Lettre de Xavier de Virieu au lieutenant Louis Kalck, 15 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 55. L'original de la lettre du colonel Miquel, en date du 12 avril, est conservée au sein du dossier 7 X 54.

<sup>398</sup> Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>399</sup> Lettre du colonel Miquel au colonel de Virieu, 14 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 54.

<sup>400</sup> Témoignage du général Le Ray, cité par Fabienne Coquet, *op. cit.*, p. 205.

<sup>401</sup> En février, un successeur avait été désigné par l'État major, mais il fut remplacé *in extremis* par le commandant de Villeneuve.

De fait, il est clair que la décision prise par Michelet n'a pas été suivie par de Lattre et que le choix de ce dernier s'est imposé. Ceci s'explique certes par la forte personnalité du général, face à qui Michelet faisait pâle figure :

“J’aurais voulu pouvoir vous donner, en ce qui concerne Uriage, une certitude quant à son avenir, écrit Descour à Virieu. De jour en jour j’espérais voir le ministre prendre sa décision, mais celle-ci est dépendante de la réorganisation des Écoles de cadres, et M. Michelet n’a rien voulu faire sans l’accord du général de Lattre<sup>402</sup>.”

Mais la personnalité des acteurs n'est pas seule en cause. Dans une certaine mesure, en effet, l'indécision du ministre peut s'expliquer par sa relative impuissance face aux officiers supérieurs, en particulier ceux qui, comme de Lattre sortent glorieux des récents combats. Il ne fait aucun doute, en outre qu'il n'était pas encore entré dans les mœurs de la rue Royale qu'un civil commande à des militaires.

#### LA MORT LENTE DE L'ÉCOLE DE CONTACTS

Le “limogeage” de Virieu ne signifiait pas la fin de tous ses espoirs et ceux de son équipe de voir l'école de contacts redémarrer au plus vite ailleurs. L'incertitude n'en était que plus lourde à supporter pour Virieu, contraint de rester au lit par la maladie et la fatigue, comme en témoigne une lettre qu'il adressa à son ami Descour le 16 avril 1946 :

“Un jour Uriage et nous prévoyons l'hivernage à Virieu. Le lendemain Fontainebleau ou Saint-Germain (...). Maintenant, vous me dites Uriage, Villeneuve, Montlhéry, Miquel, Orange (...). C'est une trépidante guerre de mou-

---

<sup>402</sup> Lettre du colonel Descour au colonel de Virieu, 1<sup>er</sup> avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 56.

vement... Cela tient aussi de la cinquième colonne avec cet inquiétant cocktail de vrai et de faux, de définitif caduc et de provisoire qui dure<sup>403</sup>.”

L’indécision, en tout cas, s’éternisa : sans doute la décision finit-elle par être prise de ne pas ouvrir ce centre d’humanisme militaire, mais elle ne fut pas communiquée à Virieu.

### *Virieu touché de plein fouet*

Début avril 1946, la nouvelle de la nomination du commandant de Villeneuve à la tête du nouvel Uriage (dont l’ouverture était fixée par la même occasion au 15 avril avec un effectif de 150 stagiaires) fut rendue publique. La décision ministérielle, en date du 5 avril, était signée par le général de Lattre<sup>404</sup>. Naturellement, Virieu et son entourage le considèrent comme un désaveu : “*Il y a, écrit alors Virieu à Descour, un changement radical d’attitude à mon égard. J’aurais mauvaise grâce à m’obstiner. De plus, j’ai en horreur tout ce qui rappelle l’homme indispensable*<sup>405</sup>.” Pourtant, l’attachement qu’il éprouvait pour cette école était loin, en effet, de se résumer à celui d’un officier pour son unité. Uriage était l’œuvre de Virieu, la synthèse de ses idées militaires, sociales et éducatives. Il s’y est investi entièrement, sacrifiant à l’édification et la survie de l’expérience beaucoup de sa santé, s’y vouant corps et âme. De même, il s’y était investi financièrement, les travaux, mais aussi les publications d’Uriage ayant été en partie financées par l’argent dont il fit don à l’école (en provenance notamment des ventes de son ouvrage, *Métier de chef*) : en juin 1945, il se dit même prêt à vendre quelques biens personnels pour aider l’école à survivre<sup>406</sup>. Dans l’espoir de voir son école transférée ailleurs et trouver

<sup>403</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Marcel Descour, 16 avril 1946, *op. cit.*

<sup>404</sup> SHAT, 7 P 194.

<sup>405</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Marcel Descour, 22 avril 1946, *op. cit.*

<sup>406</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 15 juin 1945, *op. cit.*

enfin l'existence officielle qui lui a toujours fait défaut, Virieu alla même jusqu'à s'effacer, proposant au colonel Descour de placer à la tête de l'hypothétique centre interarmes de pédagogie le colonel Huet, grand nom du Vercors, pour répondre aux critiques adressées à Uriage : *"Un effort massif est nécessaire pour balayer ces rumeurs qui sont à l'origine de toutes les préventions du général de Lattre<sup>407</sup>."* De même, il proposa certains noms pour le bureau d'études, notamment Chombart de Lauwe à qui, espère-t-il, il ne sera pas fait grief de son appartenance à l'équipe du Vieux chef. A peine remis sur pied, il retourna à Paris vers la fin du mois d'avril pour rencontrer Descour<sup>408</sup>. Mais il semble que cette visite n'ait pas donné de grands résultats.

#### *La fin de l'esprit de l'école*

Paradoxalement, le départ de Virieu ne signifiait pas la disparition de l'école de contacts, au moins sur le plan administratif : l'école de Virieu survécut, tandis que les locaux étaient investis par la nouvelle école de cadres. Prévenant, et dans le doute quant à la décision finale, le commandant de Villeneuve, ancien stagiaire de l'école nationale des cadres d'Uriage (!), a laissé à Virieu la responsabilité de l'École de contacts : *"Il ne veut se considérer jusqu'à nouvel ordre que comme le locataire provisoire du château où il est convaincu que nous lui succéderons après l'avoir précédé<sup>409</sup>."* Au château, néanmoins, comme le nota Louise-Marie Ardain, *"l'esprit de l'École [était] bien mort, tué par les nouveaux arrivants<sup>410</sup>."* Avec le départ de Virieu et de la majeure partie de l'équipe, l'école prit des allures d'école militaire classique, avec un règlement appliqué strictement

---

<sup>407</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 22 avril 1946, *Op. cit.*

<sup>408</sup> Agenda de Xavier de Virieu pour l'année 1946, Archives du château de Virieu, 1 XV.

<sup>409</sup> Lettre de Xavier de Virieu au colonel Descour, 22 avril 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>410</sup> Lettre de Louise-Marie Ardain à Xavier de Virieu, Archives du château de Virieu, 7 XV 56.

par des sous-officiers attentifs. Les membres de l'équipe restés au château souffraient de ce changement d'ambiance, et se mirent à regretter les temps anciens<sup>411</sup>.

### *Rebondissements*

Pour autant, la présence au sein du château de deux écoles était loin d'éclaircir la situation. Dans une lettre adressée au ministre le 20 avril 1946, le général de Hesdin, proche de Virieu, évoqua le problème, signalant au ministre *"les difficultés que risque de faire naître l'existence de cette organisation bicéphale"*<sup>412</sup>. Virieu lui-même était intervenu auprès du successeur de Descour à Lyon pour lui demander que paraisse une note prescrivant la dissolution de l'ancienne école<sup>413</sup>. Quoi de plus étonnant pour l'œil peu averti que de voir l'ancien commandant d'une école, dont il a été écarté, demander la dissolution de cette école dans le but de la voir renaître ailleurs !

Mais l'atmosphère kafkaïenne qui entoura la disparition de l'école de Virieu ne s'interrompait pas pour autant. Ainsi, tout d'abord, le ministre des armées informa le 6 mai 1946 le commandant de Villeneuve que *"pour éviter les doubles emplois provoqués par la coexistence de deux organes administratifs dans un même cantonnement, le personnel de l'école de contacts sera pris en compte et administré par l'école de cadres"*, ce qui revenait peu ou prou à décider la dissolution définitive de l'école de contacts<sup>414</sup>. Le 7 juin, il annonça à Villeneuve, nommé en avril, que l'école dont il venait de prendre le commandement était appelée à disparaître à la

---

<sup>411</sup> *Ibid.* et lettre du 12 avril, Archives du château de Virieu, 7 XV 54.

<sup>412</sup> SHAT, 7 P 194.

<sup>413</sup> Fiche pour le chef d'État major, 18 mai 1946, SHAT, 7 P 194.

<sup>414</sup> SHAT, 7 P 194.

fin du stage en cours<sup>415</sup>. Villeneuve demanda donc aussitôt la dissolution de son école et... la reconduction de la défunte école de son prédécesseur<sup>416</sup>. Il fut muté en août à Audinac en même temps qu'une note annonçait la dissolution de l'école de cadres de sous-officiers d'Uriage<sup>417</sup>.

En septembre 1946, la dissolution de l'école de sous-officiers - qui n'aura en fait pratiquement jamais démarré - était donc effective, et l'école de contacts, dont la dissolution aurait dû être effectuée par la nouvelle école, procéda à la dissolution de l'école de sous-officiers, avant de se saborder elle-même officiellement le 27 décembre 1946<sup>418</sup>. De l'activité de cette école de sous-officiers, il ne reste pratiquement pas de traces, tout juste quelques copies de rapports adressés au ministre et dont l'originalité n'était pas le trait dominant<sup>419</sup>.

La disparition aussi rapide de l'école créée en avril pour remplacer l'école de Xavier de Virieu reste à ce jour inexplicable. Il est tout juste permis de présenter des hypothèses ; or une hypothèse vraisemblable, outre celle d'une indécision totale et permanente du ministre Michelet, est celle d'une dissolution préméditée : il se serait agi, pour l'état-major, et de Lattre en particulier, d'éliminer l'école de Virieu par la création d'une nouvelle école, puis d'éliminer à son tour celle-ci, et ce dans la plus totale discrétion. Il est certain en effet qu'une dissolution pure et simple de la première école, eu égard à son rayonnement et surtout à la personnalité de son chef, aurait causé plus de difficultés à l'état-major qu'elle n'aurait résolu de problèmes. Une autre explication, peut-être plus crédible encore, réside dans les difficultés nouvelles auxquelles s'est heurtée la nouvelle école commandée par Villeneuve : il est intéressant de noter en effet que l'annonce de la

---

<sup>415</sup> Note du ministre, 7 juin 1946, SHAT, 7 P 194.

<sup>416</sup> Lettre de Villeneuve au ministre, SHAT 7 P 194..

<sup>417</sup> Note de service, 29 juillet 1946, SHAT, 7 P 194.

<sup>418</sup> Notes du ministre, 13 septembre et 27 décembre 1946, SHAT, 7 P 194.

<sup>419</sup> Archives du château de Virieu, 7 XV 6. Parmi les rapports en question, on notera, à titre indicatif : le "Projet de réorganisation des compagnies de camion", ainsi qu'un "Rapport sur la situation des comptables dans l'armée". Rien de comparable, donc, avec les travaux antérieurs de l'école de cadres.

dissolution de la nouvelle école a suivi de peu la demande de Villeneuve de remplacer 21 (!) sous-officiers qui avaient demandé à bénéficier des mesures de dégagement des cadres<sup>420</sup>. L'école de Villeneuve aurait donc succombé aux retombées des restrictions budgétaires et du dégagement des cadres.

### *Un paradis perdu ?*

Dès la dissolution de l'école se développa une forme de nostalgie, tant chez les chrétiens que chez les communistes. Ainsi, Charles Bozon, qui, démobilisé, avait repris ses activités d'instituteur, après avoir stigmatisé les errements de l'école dans son exposé de juillet 1946, revenait sur les réussites de celle-ci :

“Je dois reconnaître qu'à Uriage une certaine atmosphère se créa et permit à des hommes de milieux idéologiques différents de se comprendre et de s'estimer. Des intransigeances par trop violentes s'atténuèrent. Pédagogiquement parlant, le mérite d'Uriage fut de donner aux hommes qui vécurent le désir d'apprendre, de leur ouvrir des horizons sur des questions jusqu'alors restées dans l'ombre et avant tout le désir vrai d'œuvrer à cette renaissance de l'armée, dans un cadre républicain et populaire<sup>421</sup>.”

Gilles Ferry, dans une lettre adressée à Virieu, exprimait sa déception et ses espoirs :

“Bien sûr, je regrette que notre expérience n'ait pas été poursuivie, à Uriage même, avec les éléments que nous avons préparés du même cœur. Mais j'ai la certitude que ce travail portera prochainement ses fruits, tant le besoin est réel dans notre

---

<sup>420</sup> Lettre de Villeneuve au ministre, SHAT, 7 P 194.

<sup>421</sup> Exposé du 4 juillet 1946 à la base école de Chambéry, Archives du château de Virieu, 8 XV.

pauvre armée - comme ailleurs du reste. Et puis Uriage n'est pas un paradis perdu mais une marche en avant que nous marchons à plusieurs, depuis le Vieux chef et vous jusqu'au plus modeste des stagiaires de bonne volonté.

L'esprit d'union et de non-conformisme, l'affirmation de l'homme et la recherche fervente de son équilibre individuel et social sont les lignes de force de notre époque. Nous pouvons résolument continuer dans cette voie<sup>422</sup>."

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que l'esprit d'Uriage se renouvelle en un autre lieu : la base aérienne de Chambéry, où plusieurs membres de l'équipe se retrouvèrent pendant l'été 1946 à l'occasion d'un stage organisé par Paul-Henri Chombart de Lauwe à l'attention des officiers de l'armée de l'air qui avaient combattu aux côtés des Américains et perdu tout contact avec la France (pour les mettre au contact des réalités sociales de la France de 1946), fut ainsi un bref prolongement de l'expérience<sup>423</sup>.

---

<sup>422</sup> Lettre de Gilles Ferry à Xavier de Virieu, 5 juin 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 56.

<sup>423</sup> Témoignage de Gilles Ferry, Sèvres, 24 novembre 1993.

## Chapitre V : la crise de l'armée

Nommé le 23 novembre 1945 avec le titre de ministre des armées, Michelet énonça d'emblée dans sa première directive : *"l'armée traverse une crise sans précédents qui mine sa force matérielle, affecte le moral de ses meilleurs éléments et détache d'elle l'opinion publique*<sup>424</sup>.*"* A cela, diverses raisons selon le ministre : le sous-équipement et la manque d'instruction de la troupe, les difficultés financières, et les critiques de l'opinion qui reproche à l'armée la défaite de 1940, *"lui reproche ses 30 000 véhicules de tourisme, ses AFAT, ses réquisitions*<sup>425</sup>.*"* En résumé, l'armée était plus que jamais éloignée de la nation.

### UNE ARMÉE DIVISÉE

L'après-guerre fut marqué par une incapacité de l'armée à se renouveler et à se rajeunir. A cela trois symptômes principaux : l'échec de l'Amalgame, la trop forte modération de l'épuration et le choc des mesures de dégageant des cadres.

#### *L'amalgame ou le mariage manqué*

Difficile de mesurer l'ampleur du désarroi provoqué dans les rangs des FFI par le règlement de la délicate question de leur intégration dans l'armée. Aux yeux de l'État major, en tout cas, le succès de l'opération ne faisait pas l'ombre d'un doute sur le plan quantitatif : sur les 25 242 officiers FFI homologués en 1944, 13 242 se virent intégrés comme officiers de réserve, 3 099 officiers de réserve se virent intégrés dans l'active, et 3 000 sous-

---

<sup>424</sup> Directive n° 1 du 4 décembre 1945, citée in J. Vernet, *op. cit.*, p. 133.

<sup>425</sup> J. Vernet, *op. cit.*, p. 133.

officiers d'active se virent promus au rang de sous-lieutenant<sup>426</sup>. Quant à la réussite de l'amalgame en termes tactiques, Jean Delmas s'appuie pour la conforter sur la traversée du Rhin par le 4<sup>e</sup> RTM, "*bel exemple d'intégration réussie*<sup>427</sup>".

Mais on sait quelle fut la déception d'Uriage, alors que l'école prit part à l'opération que cite Delmas. C'est donc que l'amalgame ne peut se résumer en termes tactiques ou quantitatifs. Ce qui était en jeu, c'est avant tout le rajeunissement de l'armée et l'amalgame avait pour ses acteurs, à côté des fondements tactiques, d'importants fondements psychologiques dont l'État major, ne prit peut-être pas pleinement conscience.

En fait, il apparaît qu'avaient dominé trois attitudes bien distinctes par rapport à l'amalgame. La première, celle de l'État major, tendait à considérer cet amalgame comme nécessaire, à la fois pour "blanchir" les unités africaines et éviter que ne se constituent de grandes unités sous contrôle communiste, et transitoire : une fois la guerre terminée, les FFI ayant apporté, comme ils le souhaitaient, leur part à la victoire pouvaient, les premiers, retourner à la vie civile d'où ils étaient originaires. La seconde attitude, celle d'une partie du parti communiste et des FTP, tendait à "instrumentaliser" l'amalgame à des fins partisans : le parti a appuyé cette opération d'abord parce qu'elle permettait de fonder ses prétentions à prendre le contrôle des forces de la résistance, ensuite parce qu'elle correspondait à la nécessité de terminer la guerre et, après mai 1945, parce que la défense des intérêts des FFI (intérêts élevés au rang d'intérêts nationaux, puisque expression des aspirations de la résistance) lui permettait d'user d'un relativement bon cheval de bataille électoral. Enfin, face à ces deux visions tactiques (certes très schématiques) s'affirmait une troisième attitude, intermédiaire, que l'on pourrait qualifier de sincère et d'utopiste,

---

<sup>426</sup> J. VERNET, "L'armée de terre en 1945-1946", Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, avril 1978, p. 59.

<sup>427</sup> Jean DELMAS, "Vers une armée nationale", Armées d'aujourd'hui, mai 1994, p. 17.

d'hommes convaincus de la nécessité de renouveler en profondeur, grâce à l'intégration des FFI, les structures de l'armée, structures qui à leurs yeux étaient au moins en partie responsables de la défaite : parmi ces hommes, au premier rang desquels se trouvait naturellement Xavier de Virieu, se trouvaient également des communistes. S'y trouvaient aussi certains officiers supérieurs qui, dans leur correspondance privée échangée avec Virieu, ne dissimulaient pas leur désarroi.

### *L'épuration manquée*

Autre source de malaise, diffuse mais non moins forte, celle qui résulta de la modération de l'épuration. Dans sa circulaire 1010 en date du 27 août 1944, Diethelm avait précisé *"la ligne de conduite à adopter en ce qui concerne les cadres de l'armée française dite de l'armée d'armistice"* en affirmant que *"tous les officiers de carrière n'appartenant pas aux forces armées du Gouvernement provisoire de la République, c'est-à-dire ne servant régulièrement ni dans les unités constituées en Corse ou sur le sol de l'Empire, ni dans les FFL, devaient être placés d'office en position de disponibilité<sup>428</sup>"*. Cette mesure faisait suite à l'ordonnance du 21 décembre 1943 qui avait institué l'indignité à servir le pays pour participation aux organismes collaborateurs<sup>429</sup>. Fin 1944, plusieurs notes avaient déjà prescrit aux officiers et sous-officiers de l'armée d'armistice de certifier leur non-appartenance à ces groupes. Le 22 septembre 1944, une commission d'épuration et de réintégration fut créée pour permettre l'application aux personnels militaires de l'ordonnance du 27 juin 1944 relative à l'épuration administrative. A la fin de l'année 1946, sur 10270 dossiers examinés (soit l'équivalent du nombre d'officiers restés sur le territoire métropolitain à la

---

<sup>428</sup> Cité par Jean PLANCHAIS, Une histoire politique de l'armée 1940-1967, Paris : Armand Colin, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, p.89-90.

<sup>429</sup> Jacques Vernet, La réorganisation de l'armée., p. 123-124.

dissolution de l'armée d'armistice), 6630 officiers d'actives furent réintégrés, 650 mis en retraite et 2570 dégages d'office. Certes, ces chiffres sont importants, et l'on ne peut nier que l'épuration fut, dans un premier temps, assez sévère, en particulier avec les officiers supérieurs. Mais, rapidement, des voix s'élevèrent, à droite comme au parti communiste (soucieux de ménager l'armée et de concentrer l'effort de guerre), pour remettre en cause ces mesures : La Commission de la Défense nationale adopta ainsi le 7 février 1945 une résolution spécifiant que :

“La circulaire 1010 ayant pour objet l'épuration de l'armée n'est pas adaptée aux nécessités présentes puisque [...] si elle était appliquée, elle aboutirait à l'élimination de l'armée d'un grand nombre d'officiers, dont la France a besoin pour reconstituer sa force militaire<sup>430</sup>.”

Ainsi les mesures de réintégration se sont-elles accélérées, accroissant au sein de l'armée un certain malaise perceptible en mai 1945.

Mais encore faut-il noter que le malaise atteignait aussi une partie de la résistance. A titre personnel, Virieu était ainsi opposé à une épuration trop rude. Il l'a dit à plusieurs reprises aux responsables du Front national<sup>431</sup>. Appuyant les sanctions lorsque celles-ci lui paraissaient justifiées, il ne souhaitait pas hurler avec les loups ni juger ceux qui, parmi ses anciens camarades, avaient failli. Il a ainsi refusé de participer à la commission supérieure d'épuration des chantiers de la jeunesse qui siégea à Paris à partir de la fin de l'année 1944<sup>432</sup>. Ensuite, il faut noter que l'expérience qu'il eut de l'épuration n'en fit certainement pas un fervent partisan : ainsi le meurtre, à Dolomieu, de la famille de Buffières, dans des conditions atroces,

---

<sup>430</sup> Cité par Jean Planchais, *op. cit.*, p. 91.

<sup>431</sup> Lettre de Xavier de Virieu à Georges Cabane dit d'Assas, 28 octobre 1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 38.

<sup>432</sup> Télégramme du 20.12.1944, Archives du château de Virieu, 7 XV 46. Témoignage de madame de Virieu, septembre 1994.

par un maquis au moment de la Libération. Il hébergea à Uriage l'un des enfants, Bernard de Buffières, résistant, qui avait perdu son père, sa belle-mère et son jeune frère<sup>433</sup>.

Cette attitude, semble-t-il, illustre l'une des difficultés majeures pour les cadres de l'ancienne armée : pour eux que l'on avait formé dans le respect de la hiérarchie et de l'autorité, il pouvait être difficile de soutenir un pouvoir dont la légitimité provenait d'un refus, et encore plus de condamner tous ceux dont le seul tort avait été d'obéir. Il ne fait donc aucun doute que bon nombre d'officiers eurent du mal à se situer dans l'armée de l'après-guerre : *"Par le temps qui court, résumait un camarade de promotion de Virieu, on ne sait jamais si ses anciens camarades sont dans les huiles ou en prison*<sup>434</sup>.*"*

#### UN MALAISE PROFOND

Une étude du service historique dresse un portrait fort intéressant de la génération des officiers de 1939<sup>435</sup>. Sur les 35000 officiers que comptait l'armée en 1939, 2 000 furent tués, grands blessés ou portés disparus pendant les combats, 10 000 furent faits prisonniers, 1 000 appartenaient aux Forces françaises libres en novembre 1942. En métropole, 11 000 officiers se répartirent après la dissolution de l'armée d'armistice entre la résistance civile (4 000), l'ORA (1 500), l'AS les MUR et les FTP (1 000), la retraite (1 000) et l'inactivité (4 500).

---

<sup>433</sup> Lettre de Xavier de Virieu à X, 26 septembre 1944, et au commandant Le Ray, 26 février 1944. Archives du château de Virieu, 7 XV 55.

<sup>434</sup> Lettre de X à Virieu, 16 août 1945, Archives du château de Virieu, 7 XV 42.

<sup>435</sup> Cité par J. Vernet, *op. cit.*, p 121.

### *Un retour à l'ordre ancien*

Il ressort de cette étude que les résistants étaient alors en minorité, la majeure partie des officiers se partageant entre l'inactivité forcée (les camps de prisonnier) ou l'inactivité voulue. De ce fait, la réintégration des uns et des autres dans l'armée n'a pu que renforcer celle-ci dans son incapacité ou son refus d'innover. Il serait vain d'y voir quelque complot contre la résistance : c'était tout simplement la conséquence de l'afflux dans les rangs de l'armée d'hommes qui avaient perdu tout contact avec les réalités du pays ou ne partageaient aucunement les aspirations de la résistance.

Cet état de fait fut renforcé par les importantes mesures de dégagement des cadres. Différent de l'épuration dans l'esprit du commandement aussi bien que dans ses caractéristiques, celui-ci n'en a pas moins été ressenti par beaucoup d'officiers comme injuste, en ce qu'il touchait justement ceux qui avaient résisté et combattu en 1944, tandis que la relative modération de l'épuration permettait le retour des « naphthalinards ». Le processus, entamé en novembre 1945, accéléré en mars 1946, allait progressivement vider l'armée d'une partie de sa substance, accroissant ainsi le malaise ambiant. Ceci, le ministre en était bien conscient, comme le montre la teneur de sa directive du 20 janvier 1946 :

“Une brusque compression de nos cadres nécessités par l'état de nos finances publiques crée une situation plus douloureuse encore puisque cette fois des officiers qui ont la légitime fierté d'un passé irréprochable se voient imposer un départ anticipé<sup>436</sup>.”

---

<sup>436</sup> Archives du château de Virieu, 7 XV 2.

Parmi les officiers les plus menacés, les “inaptes” ou les mal notés, comme l’atteste une directive du 12 février :

“Au moment où beaucoup d’officiers de valeur, en pleine possession de leurs moyens physiques et intellectuels risquent d’être contraints de quitter l’armée, il ne saurait être question de conserver dans les cadres des officiers inaptes ou mal notés<sup>437</sup>.”

Seulement, cette inaptitude physique visait avant tout ceux qui pour des raisons de santé n’étaient pas “*en mesure de faire campagne*” ou dont l’amoindrissement de l’aptitude physique ou intellectuelle pouvait “*résulter notamment des fatigues de la captivité.*” Nul doute que Xavier de Virieu, dont l’état de santé avait connu en mars et avril 1946 une rechute du fait de ses efforts désespérés pour sauver son école, s’était senti concerné par ces dispositions. Mais ce n’était certainement pour lui qu’une motivation supplémentaire pour poursuivre son combat, d’une part parce que le renoncement ne faisait pas partie de son caractère<sup>438</sup>, et d’autre part parce que le commandement d’une école convenait plus que celui d’un régiment à son état physique.

### *L’armée contre la nation*

De fait, le malaise que traverse l’armée en 1946 était avant tout une crise de mutation, l’armée se réorganisant au lendemain d’un conflit difficile<sup>439</sup>. Mais cette réorganisation s’inscrivait aussi dans le cadre d’un désintérêt croissant de l’opinion pour son armée. Dans son article de décembre, Virieu résumait les cinq principaux motifs des attaques dont l’armée

---

<sup>437</sup> Directive du ministre des armées, 12 février 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 2.

<sup>438</sup> *Virescit vulnere virtus* (la douleur motive le courage) est la devise des Virieu.

<sup>439</sup> Raoul GIRARDET, *La crise militaire française (1945-1962), aspects sociologiques et idéologiques*. Paris : Armand Colin, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques.

était l'objet : la démoralisation liée à la démobilisation, le remords ou le regret "*de ceux qui ne se sont pas battus*", le désordre (critique récurrente) ; Virieu notait, pour finir : "*le souvenir de la catastrophe de 1940 pèse sur l'armée dans l'opinion publique ; on la soupçonne de vouloir reprendre le fil de ses routines et d'être peu disposée à modifier ses structures*<sup>440</sup>." A ces griefs, Virieu en rajouta d'autres quelques semaines plus tard<sup>441</sup>. Il y avait d'abord celui d'une armée de caste, grief favori des communistes ; celui d'une armée populaire, faisant de la politique de gauche, crainte principale des "*bien-pensants*" de l'état-major ; il y avait celui, enfin, du désordre, avancé par tous.

La crise de l'armée s'inscrivait ainsi dans un malaise plus profond, qui affectait la société toute entière. Un état d'esprit qu'illustre un article de Domenach dans *Aux Armes* en novembre 1945 :

"Il y a quelque chose de détraqué en France : les idées, les bonnes volontés, les enthousiasmes semblent se perdre dans un gouffre sans fond. Le corps de la France ne marche plus avec son âme, et certains qui pourtant avaient progressé dans les pires traverses, voient venir avec angoisse le temps du désespoir."

Dans une large mesure, les cadres de l'armée eurent le sentiment que l'armée passait pour le bouc émissaire de toutes les récriminations d'un pays touché par les restrictions et comme le parent pauvre d'une vie politique dont les débats, à l'exception de ceux de décembre 1945 (éminemment politiques il est vrai), portent sur d'autres thèmes :

---

<sup>440</sup> Xavier de Virieu, "L'armée de demain", *Le Monde*, 22 et 27 décembre 1945.

<sup>441</sup> Le problème de l'armée nationale, janvier 1946, Archives du château de Virieu, 7 XV 34. Ce texte a vraisemblablement été rédigé dans le but d'être publié, mais le journal destinataire n'a pu être identifié à ce jour.

“Enfin, le jeu de la vie normale a repris avec un cynisme inatténué. Les oppositions politiques renaissent à l’état aigu. La soif de jouir ressort plus altérée de ses années de privations. Les tâches de reconstruction appellent les hommes de bonne volonté et l’armée apparaît comme un rouage secondaire dont le besoin ne se fera sentir que dans un avenir lointain. C’est donc sur elle que porteront les compressions financières. Des compressions financières à un certain délaissement moral, il n’y a qu’un pas<sup>442</sup>.”

### *L’Armée éternelle*

L’armée apparaissait ainsi au début de l’année 1946 plus séparée que jamais de la nation, au moment même où l’avenir de l’armée était plus que jamais en jeu : “*Le pays ne paraît pas se rendre compte, écrit Xavier de Virieu, que c’est au lendemain d’une guerre que, pour une part, se gagne ou se perd la suivante*<sup>443</sup>.”

En l’occurrence, on peut voir aussi dans cet échec du lien avec la nation l’expression d’un repli sur soi de l’armée traditionnelle. L’armée des lendemains de la Libération aurait ainsi progressivement rejeté toute la nouveauté que représentaient les résistants, préférant voir ces derniers retrouver leurs foyers une fois la guerre terminée plutôt que chercher à faire évoluer les structures de la “grande muette”. Les mesures prises à l’encontre de l’école d’Uriage illustrent ainsi la crispation et le refus du débat d’une armée qui, peu à peu, se reformait à l’image de ce qu’elle avait été, avant la résistance, ce qu’un jeune colonel grenoblois résuma, confiant à Virieu : “*Il n’y a pas d’armée nouvelle, il y a l’armée éternelle*<sup>444</sup>”.

---

<sup>442</sup> Xavier de Virieu, “Un an”, *op. cit.*

<sup>443</sup> “Examen de conscience”, éditorial de *L’Amalgame* n° 6-7, décembre 1945.

<sup>444</sup> Correspondance, Archives du château de Virieu, 7 XV.

**CONCLUSION :**  
**Une école à contre-courant**

Parler de dissolution de l'École d'Uriage est délicat. Ce serait en effet laisser entendre que cette école bénéficiait d'une véritable existence légale ; or ce n'était pas le cas. Point besoin, donc, d'un décret pour dissoudre l'école : une série de nominations et de notes ministérielles suffirent.

C'est donc par un échec que se solda la tentative d'Uriage d'échapper à sa condition d'expérience sans cesse transitoire pour devenir une réalité concrète. Mais au-delà des causes immédiates de cet échec - la méfiance de l'état-major, la défiance du général de Lattre et le revirement des communistes - et même des causes intermédiaires - les problèmes financiers de l'armée et le règlement assez brutal de la question des cadres FFI - on peut voir dans l'échec d'Uriage la conséquence d'un anticonformisme assumé jusqu'au bout par une école à contre-courant.

Il est surprenant, en effet, de constater que le modèle vers lequel tendait l'école, sans jamais l'atteindre totalement, était un modèle inscrit dans un passé révolu, voire honni. En soi, vouloir fonder le nouvel Uriage dans le prolongement de l'ancien était peut-être une gageure. En tout cas, la volonté de l'école de défendre les valeurs de la résistance au-delà du 8 mai 1945, et son engagement en faveur d'une révolution humaniste en ont fait, à l'heure

de la reconstruction du pays marquée par des impératifs financiers, une école en décalage par rapport aux aspirations du pays, désireux d'effacer les traces du conflit et de reprendre une vie normale lorsque toute la pédagogie d'Uriage visait au contraire à faire prendre conscience aux stagiaires de la nécessité d'une révolution immédiate dont le premier fondement était la personne.

Avec la disparition de l'École d'Uriage, c'est peut-être ainsi un projet né en 1940 qui trouvait son achèvement. Car, au-delà de l'échec d'une école qui ne parvint jamais à obtenir de reconnaissance, les idées que défendait l'école ne disparaissaient pas avec elle :

“Le climat est trop tendu en 1946, écrivit le RP Montuclard à Xavier de Virieu en mai, pour intégrer des initiatives dont demain peut-être révélera la valeur. Ce qu'on n'enlèvera pas à Uriage, c'est d'avoir éveillé des consciences et orienté des hommes<sup>445</sup>.”

---

<sup>445</sup> Lettre du RP Montuclard à Xavier de Virieu, 16 mai 1946, Archives du château de Virieu, 16 mai 1946, 7 XV 54.

## ANNEXES

### ANNEXE I

#### **PROGRAMME DE FORMATION GENERALE DU 16 AOUT AU 6 SEPTEMBRE 1945.**

Vendredi 17 août : Veillée d'accueil.

- Samedi 18 août :
- 7h00 Réveil - décrassage par équipe.
  - 8h00 Exposé du programme par le capitaine Ferry, chef du bureau d'études.
  - 9h15 Éducation physique.
  - 10h30 *La crise du XX<sup>e</sup> siècle*, par le RP Chenu, ancien recteur de l'université du Saulchoir.
  - 12h30 Repas.
  - 16h00 *L'évolution économique*, par M. Crozet, chargé des affaires économiques à la préfecture de Haute-Savoie.
  - 17h30 Sports.
  - 19h15 Repas.
  - 20h30 Veillée de prise de contact par équipe.
- Dimanche 19 août : Journée libre.
- Lundi 20 août :
- 7h00 Décrassage.
  - 8h00 *Rapports entre l'armée et les structures sociales(I)*, par le lieutenant Laporte.
  - 9h15 Éducation physique.
  - 10h30 Cercles d'études.
  - 12h30 Repas.
  - 14h00 *L'équipement intellectuel d'un centre éducatif*, par le sous-lieutenant Grillet.
  - 16h00 *La vie intérieure*, par le lieutenant-colonel de Virieu.
  - 17h30 Sports.
  - 19h15 Repas.
- Mardi 21 août :
- 8h00 *Rapports entre l'armée et les structures sociales (II)*, par le lieutenant Laporte.
  - 16h00 *Les événements d'Afrique*, par le capitaine Guegue, commandant l'école d'Agadir.
- Mercredi 22 août :
- 8h00 *La vocation*, par le lieutenant-colonel de Virieu

- Après-midi : Fêtes de la Libération de Grenoble.
- Jeudi 23 août : 8h00 *Rapports entre l'armée et les structures sociales (II)*, par le lieutenant Laporte.  
16h00 *Le problème paysan*, par M. Terpend, syndicaliste agricole (CGA).
- Vendredi 24 août : 8h00 *Témoignage sur l'Angleterre*, par le lieutenant Kalck.  
16h00 *La formation prémilitaire*, par le lieutenant Mullier, chargé de la formation prémilitaire du département du Nord.
- Samedi 25 août : 8h00 *Le rôle social des cadres* par le lieutenant-colonel de Virieu.  
11h30 *Le problème syndical*, par M. Charreton, secrétaire UD-CGT à Grenoble.  
14h00 Départ pour l'ascension de la Croix de Belledonne.
- Lundi 27 août : 8h00 *Éducation des masses*, par M. Dumazedier, inspecteur principal à la culture populaire pour le Dauphiné.  
11h00 Cercles d'études sur l'éducation des masses.  
16h00 *Histoire du mouvement ouvrier*, par M. Picard du Centre d'éducation ouvrière de Grenoble.
- Mardi 28 août : 8h00 *Le chef*, par le lieutenant-colonel de Virieu.  
10h00 Cérémonie des couleurs.  
10h30 Éducation physique.  
16h00 *Tradition marxiste*, par M. Billat, secrétaire fédéral du parti communiste à Grenoble.
- Mercredi 29 août : Visite des champs de bataille du Vercors.
- Jeudi 30 août : Matinée libre.  
16h00 *Histoire du mouvement ouvrier*, par M. Picard du Centre d'éducation ouvrière de Grenoble.
- Vendredi 31 août : 7h30 *Tradition chrétienne*, par le RP Montuclard, directeur de "Jeunesse de l'Église".  
10h30 Cercles d'études sur la tradition chrétienne.  
10h30 Éducation physique.  
16h00 *Témoignage sur les USA*, par M. Brady, professeur à l'université de New-York.  
21h00 Veillée d'art dramatique par la troupe de la maison de la culture de Grenoble.
- Samedi 1<sup>er</sup> septembre: 9h00 *L'éducation du sentiment dans l'armée*, par le

lieutenant Deltombe.

16h00 *Les réalités françaises*, par M. E. Mounier, directeur de la revue *Esprit*.

Lundi 3 septembre:

8h00 Questionnaire de fin de stage.

10h30 Couleurs solennelles.

14h00 *Témoignage sur les écoles américaines*, par le lieutenant Nøttinger (stagiaire).

16h00 *L'armée, école de masses*, par le capitaine Ferry.

17h00 Cercles d'études de conclusion.

22h00 *Témoignage sur le groupe "Normandie-Niémen"*; par le capitaine de la Poype, du groupe "Normandie-Niémen".

Mardi 4 -Jeudi 6 septembre :

Départ pour la Bérarde. Ascension du pic Coolidge.

## ANNEXE II

### SOMMAIRE DES NUMEROS DE *L'AMALGAME*

- N° 1 : "la régularisation des grades F.F.I." (éditorial, Xavier de Virieu) ; Chronique d'Uriage ; "l'Armée et la Révolution" (Gilles Ferry) ; "Formation de la Nation française" (Fernand Laporte) ; "la conférence de San Francisco (Paul Grillet) ; dépouillement et extraits de textes. Juin 1945

- N° 2 : "Où va Uriage ?" (éditorial, Xavier de Virieu); "l'officier" (Xavier de Virieu) ; "l'Armée, école de masses" (Gilles Ferry), "Période de la Guerre de Cent Ans (Fernand Laporte) ; dépouillement et extraits de textes. s.d.

- N° 3 : "Définitions" (éditorial, Xavier de Virieu) ; "Guérir les révoltés" (d'après M. Glamens) ; "l'Ancien Régime" (Fernand Laporte) ; Études sur le combat : dépouillement (Paul Grillet) ; "Le stage à la mine" (A.C. Fiore) ; textes de veillée ; "La formation militaire à Uriage" (Gaston Rouillon) ; "Le 15<sup>e</sup> B.C.A." (G. Lamour) ; "Stade - Breisthoffer" (M. Houille) ; "Le problème de la Constituante" (Paul Grillet) ; "France-Angleterre" (Hubert Beuve-Méry). s.d.

- N° 4 : éditorial (Xavier de Virieu) ; "Reconstruire l'Armée" (Pierre Guillemard) ; "La Révolution de 1789" (Fernand Laporte) ; "L'Angleterre" (André Kalck) ; "Histoire du mouvement ouvrier" (C.E.O.) ; textes de veillée ; "L'urbanisme militaire" (Xavier de Virieu) ; "l'E.H.M." (Gaston Rouillon) ; "Le parcours" (René

Breistroffer) ; “Médecine et Armée” (P. Asquiasciati) ; “A propos de la Constituante” (Paul Grillet) ; “Les deux pôles” (Sirius). s.d.

- N° 5 (numéro spécial consacré à l’E.M.U) : “Un an” (Xavier de Virieu) ; statistiques concernant l’ensemble des stages ; programme du stage du 16 août au 7 septembre 1945 (stage de formation générale) ; “la résistance” (cahier de cycle) ; synthèse des questionnaires soumis aux stagiaires. Septembre 1945

- N° 6-7 : “examen de conscience” (éditorial, Xavier de Virieu) ; “le cercle d’études et la veillée” (L. Castellan et Paul Grillet) ; “l’homme, l’armée, l’officier, la nation” (Paul Grillet) ; “la bibliothèque” (Fernand Laporte) ; Bibliographie sur l’art dramatique, l’éducation sexuelle et familiale, l’architecture et l’urbanisme (Paul Grillet) ; Le chant (Eymard-Duvernay) ; “groupement tactique” (Lucien Dufour) ; “Nimbus et Scrongnieugnieu” (gilles Ferry) ; “l’enfance dite délinquante” (Léopold Castellan) ; “la sécurité sociale” (Blanche Cottavoz) ; “l’armée et la culture populaire en Suède (Eymard-Duvernay) ; “Où en est l’athlétisme français ?” (Marc Legendre) ; “Pour que le ski redevienne un sport populaire” (Henri Morin). s.d.

## DOCUMENTS

### DOCUMENT I

#### **LETTRE EXPLICATIVE JOINTE A LA LETTRE DE DEMISSION DE XAVIER DE VIRIEU DES CHANTIERS DE LA JEUNESSE**

Collonges-au-Mont-d'or, le 24 janvier 1943

Le commissaire de Virieu, commandant l'école  
régionale des chefs de Collonges,  
à monsieur le commissaire en chef Pourchet,  
commissaire régional de la province Alpes-Jura

[...]

Le but du texte qui suit est de vous mettre personnellement au courant des sentiments qui motivent cette démission. Il pourra, si vous le jugez utile, être communiqué au Commissariat général sous réserve, toutefois, que toutes précautions soient prises contre les indiscretions, notamment postales.

Cette recommandation répond, comme le fait d'avoir dissocié ma demande de démission des causes qui la justifient, au souci de demeurer aussi libre que possible et de n'être pas entravé dans mon activité future par la qualité flatteuse mais gênante de suspect.

Vous connaissez de longue date mes sentiments. Je ne vous les ai jamais cachés. Je vous ai notamment adressé, à titre de compte rendu, ma conférence sur la France de demain, faite pour la première fois à Chalais en 1941, en vous indiquant qu'elle contenait l'essentiel des principes autour desquels graviterait l'enseignement de l'école. Vous avez bien voulu m'assurer de votre communauté de pensée. C'est donc à ce document de base que je suis resté fidèle jusqu'à ce jour.

Dans le domaine pratique j'ai cependant pris quelques précautions. Depuis l'occupation totale de notre territoire, j'ai estimé opportun de faire brûler le reliquat des exemplaires de cette conférence afin d'en soustraire la lettre aux perquisitions possibles.

Mais mon état d'esprit ne s'est pas modifié et ma conviction s'est affermie. Le seul moyen de sauver l'âme française, que la conquête national-socialiste met en péril, est de restaurer les valeurs chrétiennes. Or cette restauration sera impossible tant que pèsera sur nous l'oppression actuelle.

Dans *Le Mythe du XX<sup>e</sup> siècle*, p. 339, Rosenberg s'exprime ainsi : « La religion de la race implique la négation de plusieurs principes essentiels au christianisme : d'abord celui de la dignité de tout individu ou de toute personne et celui de l'unité de l'humanité tel que le requiert l'universalisme chrétien. » Ce sont ces principes et d'autres qui présideront à la construction d'un « monde nouveau ». Dans son discours de Nuremberg de 1935, Hitler affirme son intransigeance : « Le national-socialisme, comme conception philosophique, ... est contraint d'imposer la justesse de ses conceptions dans toutes les circonstances. »

Dans le camp opposé se trouvent des préceptes tout aussi fermes : « Le communisme se reconnaît par la valeur métaphysique de l'existence. » (Kemsemel, 1927).

En se plaçant sur le terrain chrétien, la « collaboration » est un mal indiscutable, aussi bien d'ailleurs avec le communisme qu'avec le national-socialisme. Les opposer l'un à l'autre, penser corriger l'un par l'autre, est une utopie. Chacune de nos doctrines a été condamnée par le Pape avec la même netteté. « On ne guérit pas le cancer par la tuberculose », remarquait en 1940 l'Action catholique de Grenoble.

Comme il faut sérier les préoccupations, il y a un ordre d'urgences à établir. D'une de ces maladies nous sommes atteints puisque l'envahisseur est là qui nous impose ses conceptions et modifie par retouches brutales et excessives nos structures et notre propre conception de la vie. De l'autre maladie nous sommes simplement menacés. D'abord lutter contre le mal présent, parallèlement se prémunir contre le mal possible, tel me paraît devoir être l'ordre des facteurs.

En se plaçant maintenant sur le terrain exclusivement français, je pense qu'un des objectifs d'une école de chefs doit être d'exalter le sentiment de la patrie. Or, celle-ci n'est pas seulement un passé mais surtout un présent et un avenir. Elle suppose évidemment une prise de conscience du patrimoine commun, mais aussi la volonté de vivre ensemble et, plus encore, celle de poursuivre, de construire, de créer. Ceci implique le refus d'abdiquer, de consentir à un abaissement, de se résigner à la défaire. Or, la « collaboration » avec le vainqueur suppose l'acceptation d'un complexe d'infériorité, la stabilisation d'un état de vassalité, la renonciation au rang de grande puissance. Une telle position est, à mon avis, incompatible avec la mission de former des chefs.

Je pense au contraire que le répit qui nous est laissé au milieu d'une guerre dont aucune victoire n'a encore sanctionné l'issue doit être utilisé pour inculquer aux Français moins la mystique de la défaire que celle de la régénération. Or cette régénération est impossible tant que l'envahisseur occupe notre sol et contrôle ses leviers de commande. Il faut donc que la libération du territoire par ses propres soins soit le premier objectif valable donné aux chefs, non par esprit de revanche mais par volonté de vivre.

C'est dans ce sens que Fichte orientait l'éducation et vantait ses bienfaits sans une page que vous avez placée en tête du bulletin d'information de la province. Je partage entièrement sa manière de voir et m'y conforme.

Enfin, dans le domaine de l'éducation, il importe de reviriliser les Français, en commençant par les chefs. Il faut leur apprendre à regarder la vie en face et la voir telle qu'elle est : dure et exigeante. Il faut les pénétrer du sentiment de l'honneur. Il faut qu'ils sentent l'affront permanent qu'est l'occupation et que serait une paix allemande. Il faut qu'ils aspirent, non à être sauvés, mais à se sauver eux-mêmes en hommes, donc, un jour ou l'autre, à rentrer dans la lutte. Il faut les préparer à cette éventualité. « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre. » Faire des résignés m'a paru le plus détestable procédé pour faire des chefs.

Pour me résumer, j'estime que la France est actuellement aux prises avec un mortel danger, celui de la servitude spirituelle qu'entraîne sensiblement la pratique de la collaboration avec un vainqueur armé d'une conception de la vie définie et dynamique. Je souhaite donc de toute mon âme la défaite de l'Allemagne et je forme des vœux pour tous ceux qui la combattent. Je ne me dissimule d'ailleurs pas qu'à moins d'une intervention massive de notre part qui nous qualifie pour nous asseoir à la table où se traitera la paix, il y aura, quelque soit l'issue de la lutte, une facture à régler. Mais je suis persuadé qu'elle sera infiniment moins lourde d'un côté que de l'autre. Surtout, notre âme sera libre, libre de penser, libre de se soustraire à la tentation de revenir à d'anciennes erreurs, libre aussi de succomber... Mais une chance nous reste de nous retrouver. Dans l'autre alternative, intégrée dans l'Europe nouvelle, la France ne sera plus qu'une province mutilée et asservie.

Tous mes efforts tendent à pénétrer mes élèves de ce que je pense en conscience être la vérité et le salut. Je crois au surplus qu'en agissant ainsi je sers la cause de l'anti-communisme en ôtant aux facteurs de trouble le monopole du patriotisme. Il faut reconnaître en effet que le parti communiste exploite avec une remarquable sagacité les souffrances des ouvriers, leur envoi en Allemagne, l'exécution de beaucoup de membres du parti par l'ennemi. Il est dangereux de laisser s'accréditer la pensée que le patriotisme est un sentiment extrémiste et que la résistance méritoire aux empiétements de l'envahisseur est l'apanage de ceux qui, dans le passé, ont contribué à notre défaite.

Je suis persuadé que les sentiments que je viens de vous exprimer sont partagés par beaucoup des chefs de la province. S'il n'en était pas ainsi, c'est qu'il y aurait divorce entre les Chantiers et le pays, ce qui serait très grave.

Il ne faut pas se payer de mots : tout le monde écoute des radios étrangères à la fois pour être informés et pour découvrir des raisons d'optimisme. Ceux qui n'écoutent

pas Londres sont ceux qui n'ont pas de poste, qui ont un poste de puissance insuffisante ou qui, dans les chantiers, respectent les ordres donnés par le Commissaire général. Le total de ces exceptions à la règle est assez mince.

[...]

## DOCUMENT II

### LETTRES DE PIERRE DUNOYER DE SEGONZAC A XAVIER DE VIRIEU

\* 24 novembre 1944

Mon colonel

Vous me pardonnerez de mettre si longtemps à vous écrire. J'avais demandé à Rouchier lors de son passage à Uriage de vous présenter mes respectueuses amitiés et de vous interviewer sur bien des choses ; il ne vous a pas trouvé.

Je ne pouvais espérer trouver plus brillant successeur que vous dans ce même château que je continue d'aimer du même cœur. Je suis sûr a priori que vous y faites le meilleur travail qu'on puisse faire en ce moment, je le sais d'ailleurs pas divers témoignages.

Je n'aime pas toutes les conférences que vous m'avez envoyées mais dans l'ensemble elles sont dans l'esprit de l'équipe telle que je l'avais laissée en juin 44. Je trouve belle cette fidélité qui témoigne d'une volonté que je sais forte de respecter des convictions acquises par un long travail. Je trouve au moins aussi belle votre façon d'aider et de guider une œuvre hardie par certains de ses aspects.

Pour moi depuis juin j'ai mené une existence toujours mouvementée et toujours passionnante. Du maquis du Tarn nous sommes montés sur le front de l'Est sans souffler même vingt-quatre heures et là on nous a mis aussitôt en ligne. Nous y sommes encore.

Il est vrai que ces dernières journées payent de toutes les fatigues et les amertumes. C'est merveilleux. Je ne pouvais souhaiter plus belle récompense.

J'ai eu beaucoup de mal à faire de ma "bande" méridionale et prodigieusement bigarrée une troupe. Cela vient et je finirai par gagner, à la longue. Et puis la tenue au feu est bonne.

Mes rapports avec les maîtres du jour ne sont pas des meilleurs. Je crains d'être un opposant et je me le reproche.

C'est pourquoi je préférerais la guerre finie, reprendre quelques thèmes domestiques ou militaires, mais sur une toute petite échelle, dans une petite ville de province.

Les garçons d'Uriage ont cinq ans de jus et vont arriver à maturité. Le plus équilibré me semble Ferry ; il devrait prendre la tête de cette petite troupe dans le rang de laquelle je voudrais entrer.

D'Alançon est à la division Leclerc. Je crois. Je me souviens avec beaucoup de précision et plaisir de la visite que nous vous fîmes l'hiver 40-41. Je vous ai bien de la gratitude de m'avoir si souvent reçu dans votre fastueuse demeure, depuis.

Je vous demande tout particulièrement de ne pas m'oublier auprès de madame de Virieu. Elle est pour moi l'image du courage intrépide, indomptable.

(...)

Je vous prie de me croire fidèlement votre.

Commandant Dunoyer de Segonzac

(...)

\* 17 février 1945

Mon colonel

Je vous envoie les états de service du "général" Gadoffre. J'ajoute qu'en tout temps il a montré un cran remarquable et un courage de myope. Voilà un garçon qui, authentique gaulliste depuis 40 - ce qui est rare - a été gravement blessé, a accompli un exploit héroïque à Murinais, n'a cessé de crier "aux armes" et de les brandir et s'est montré brave comme un lion dans les opérations du maquis du Tarn.

Je me permets de vous rappeler aussi le petit Grillet.

Au sujet de Gadoffre je lui ai fait admettre qu'il ferait mieux d'accepter le poste de chargé de mission offert par Michel. Je ne pense pas qu'il soit très qualifié pour être chef de stage ; aussi lui ai-je proposé de venir quelques jours avec moi pour discuter de l'armée nouvelle.

J'ai été très heureux de vous revoir et de revoir Uriage. Pour l'instant nous montons la garde au Rhin ; je suis sous les ordres de votre camarade de promotion Navarre.

Croyez-moi fidèlement votre.

Segonzac

\* 25 juin 1945

Mon colonel

J'ai reçu le topo d'Uriage sur l'armée nouvelle, une instruction du tir, un bulletin...

Je comprends tout à fait que vous ne soyez pas général mais j'admire sincèrement cet effort désintéressé et bien dans la ligne générale de ce qu'il faut tenter.

Vous faites, traditionnellement, à Uriage, un travail de rapprochement sur le plan spirituel des deux forces qui politiquement s'opposent et s'opposeront avec de plus en plus de forces. Ce genre d'exercice me paraît être incompatible avec la poursuite d'une carrière dans le cadre officiel.

Je l'ai déjà expérimenté pour ma part et même maintenant où je reste sur un plan très militaire je sens bien qu'on me contraindra à rester inerte sous peine de mort.

Votre rapport sur l'armée a suscité et suscitera de la part des officiers de carrière une opposition considérable.

Cependant il dit des vérités qui ne datent pas d'aujourd'hui. Peut-être le problème de l'organisation de l'armée y est-il traité trop sommairement, peut-être est-il dans son allure générale trop idéaliste, peut-être est-il discutable dans certaines comparaisons. La société semblable à l'armée par exemple. etc...

Je médite sur la forme exacte qu'il faudrait donner à des bombes de cette sorte pour que tous les éclats portent.

En tout cas j'aurais volontiers discuté des libellés avec Ferry et vous pendant quelques jours.

Vous devriez venir me voir en Allemagne en attendant que j'aie vous rendre visite à Uriage le 4 août.

Voulez-vous me donner l'hospitalité à cette date ? Après un an d'efforts dispersés il est urgent de faire le point.

Je vous prie de me croire mon colonel fidèlement votre.

Segonzac.

(...)

\* 9 juillet 1945

Mon colonel

Je crois que la réunion d'août à Uriage se précise. Elle comportera me dit-on un nombre restreint de participants. Quoiqu'il en soit et bien que je ne sois moi-même

pas certain d'y participer, je tiens à vous demander si vous êtes d'accord pour prendre la responsabilité d'accueillir ce flot de visiteurs chez vous.

Sans doute la question aura-t-elle été posée par d'autres mais je tiens à vous la poser moi-même.

(...)

Je coulerais des jours fort agréables si je pouvais avoir ma famille près de moi ; l'Allemagne du sud est belle, ses habitants tranquilles et je jouis sur un territoire considérable d'une indépendance enviable.

Si on me laisse filer je serais bien heureux de vous revoir un peu longuement.

Croyez-moi mon colonel fidèlement votre et mettez-moi je vous prie aux pieds de madame de Virieu.

Segonzac.

\* Lettre non datée. Reçue le 10 octobre 1945 par Xavier de Virieu.

Mon colonel

Voici votre essence avec mes remerciements. J'espère qu'elle vous arrivera à temps.

Mon court stage à Saumur m'a montré avec une évidence sans restrictions quelle différence il y avait maintenant entre la vieille école de cavalerie et la vôtre.

Saumur est navrant mais j'ai saisi une fois de plus, sur le vif, l'impureté des responsables et en même temps leur sottise.

J'ai été heureux de vous revoir et de revoir Virieu.

Croyez-moi fidèlement vôtre.

Segonzac.

\* 31 décembre 1945

Mon colonel

Merci de vos vœux ; je vous envoie les miens avec plus de ferveur que de coutume. Je pense en effet qu'Uriage va courir sa vraie chance l'année prochaine. Elle peut être belle mais la partie n'est pas jouée d'avance. Le bon général de Lattre n'a jamais manqué de me faire sentir que l'Uriage de mon temps était une erreur ou une anticipation regrettable. Il y a une paternité des Écoles de cadres qu'il entend être seul à revendiquer. Vous êtes suspect de vouloir être pire ou d'être un fils douteux.

Vous n'avez guère d'autre solution que d'avouer vos fautes et de rendre à César, avec quelque éclat, ce qui ne lui a jamais appartenu.... Exercice un peu dur à pratiquer.

Le 12<sup>e</sup> dragons vit petitement, chichement, sans hommes, avec un nombre croissant de démobilisés et pas le moindre renfort, avec le même matériel que l'usage du temps fait s'évanouir doucement en rêve. Tel quel je l'aime bien et je ne me plains pas de mon sort. Et il y a l'espérance.

Je vous prie mon colonel de me croire fidèlement votre tout aussi bien qu'à madame de Virieu.

Segonzac.

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

La documentation utilisée est présentée en quatre ensembles :

### I - ARCHIVES

- A - Archives nationales
- B - Service historique de l'armée de terre
- C - Archives départementales de l'Isère
- D - Musée de la résistance et de la déportation de Grenoble
- E - Fonds privés

### II - TEMOIGNAGES, ORAUX ET ÉCRITS

### III - SOURCES IMPRIMÉES

- A - Périodiques
- B - Publications éditées par l'Ecole
- C - Autres publications contemporaines
- D - Témoignages et documents postérieurs

### IV - ÉTUDES

- A - Généralités
- B - Études concernant les écoles et l'équipe d'Uriage
- C - Études sur l'armée

## I - ARCHIVES

### A - ARCHIVES NATIONALES

- 52 AJ 51 : École d'Uriage.

Ce dossier contient un petit nombre de documents relatifs à l'équipe d'Uriage.

### B - SERVICE HISTORIQUE DE L'ARMÉE DE TERRE

- 7 P 190-195 : ÉCOLES de cadres FFI.

Ce fonds d'archives, issu du troisième bureau de l'état-major, concerne l'ensemble des écoles de cadres créées en territoire métropolitain. Le dossier le plus épais est relatif à l'École d'Uriage : il en retrace dans le détail la vie administrative.

### C - ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE

- 102 J : Fonds de l'École nationale des cadres d'Uriage.

Il est constitué par deux dons effectués par François Ducruy en 1967 et Hubert Beuve-Méry en 1989. Ce dernier dépôt était constitué des archives collectives réunies depuis 1966 par Bernard Comte.

Outre les archives relatives à l'École nationale des cadres et à l'équipe d'Uriage, il comprend un nombre non négligeable de dossiers relatifs à l'école militaire, provenant des archives de Louis Poli, Gilles Ferry et Paul Grillet. La documentation, en particulier, est particulièrement fournie.

- 13 R 991 : FFI et armée nouvelle (1944-1945).

- 13 R 992 : Milices patriotiques et Gardes civiques républicaines (1944-1946).

- 13 R 1013-1015 : Comité départemental de libération nationale.

- 52 M 136-138, 143, 172-173 : Cabinet du préfet. Correspondance générale, rapports d'information au Commissaire régional de la République et au Ministre de l'Intérieur (1944-1946).

- 52 M 167 : Correspondance générale. États généraux de la renaissance française (1945).

- 52 M 169 : Police générale. Esprit public (1940-1947).

- 52 M 180-182 : Notes quotidiennes des Renseignements généraux adressées au préfet (1944-1946).

- 54 M 41 : Visite du général de Gaulle à Grenoble (novembre 1944).

#### D - MUSEE DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION DE GRENOBLE

- Dossier École de cadres FFI d'Uriage.

Ce dossier contient diverses pièces d'archives remises au musée par quelques anciens stagiaires de l'école.

#### E - FONDS PRIVES

- Archives du château de Virieu<sup>446</sup>. Fonds Xavier de Virieu.

Ce fonds, propriété du Marquis François-Henri de Virieu, est constitué par l'ensemble des archives et des documents personnels du Colonel Xavier de Virieu. La partie du fonds relative à l'école d'Uriage (la sous-série 7 XV) est particulièrement homogène et constitue donc ce qu'il est convenu d'appeler les archives de l'École militaire d'Uriage.

##### *Origine du fonds*

Pour la plus grande part, les documents relatifs à l'école d'Uriage proviennent des papiers personnels de Xavier de Virieu. Mais une partie d'entre eux émanent des archives de l'école : la correspondance active et passive de l'école, le fichier de la documentation et une partie de la bibliothèque ont été très vraisemblablement récupérés par Xavier de Virieu au lendemain de la dissolution de l'École.

A noter que les archives proprement dites (dossiers des stagiaires, pièces comptables, pièces administratives...), récupérées en principe par l'organe liquidateur et transférées à Lyon puis Paris, ont très vraisemblablement disparu. N'ont été conservés par les autorités militaires que les pièces administratives et médicales, entreposées au Bureau central des archives administratives militaires (BCAAM) de Pau.

---

<sup>446</sup> Les archives du château de Virieu ont été classées archives historiques le 16 décembre 1994.

### *Description sommaire*<sup>447</sup>

Ce fonds contient un grand nombre de pièces dactylographiées, ronéotypées ou manuscrites relatives à l'administration, à la vie interne et au personnel de l'école. Il contient aussi une collection complète des publications de l'école ainsi qu'une grande partie de la correspondance. L'essentiel du fonds est néanmoins composé des papiers et documents personnels de Xavier de Virieu.

- Archives de Louise-Marie Lozac'hmeur (née Ardain).

Ce fonds d'archives contient un nombre non négligeable de pièces relatives à la période 1944-1946, en particulier la correspondance de Pierre Dunoyer de Segonzac et les notes manuscrites prises alors par Louise-Marie Ardain.

- Archives de Fernand Laporte.

Récemment déposé aux Archives départementales de l'Isère, ce fonds d'archives contient les cours d'histoire faits par Fernand Laporte à Uriage et une importante documentation.

## II - TÉMOIGNAGES ORAUX ET ÉCRITS

HENRI ET FERNANDE BAYLE, correspondance, septembre 1994.

GABRIEL BRAISAZ, Saint-Martin-le-Vinoux, septembre 1994.

GILLES FERRY, Sèvres, novembre et décembre 1993, septembre 1994.

PAUL GRILLET, Virieu, Craponoz, août et septembre 1994.

YVONNE JACQUOT, Virieu, Grenoble, septembre 1994.

FERNAND LAPORTE, Grenoble, février 1994.

ALAIN LE RAY, Paris, janvier 1994.

RENE LORENZI, Virieu, août 1994.

LOUISE-MARIE LOZAC'HMEUR, Virieu, Grenoble, septembre 1994.

---

<sup>447</sup> Un répertoire numérique détaillé a été rédigé par nos soins, sous la direction de monsieur le directeur des Archives départementales de l'Isère.

### III - SOURCES IMPRIMÉES

#### A - PÉRIODIQUES

##### 1. Publications militaires

*France d'abord*, organe national du Front national

*Aux Armes*, organe de la IV<sup>e</sup> région militaire puis revue du peuple et de son armée

##### 2. Presse nationale

*Le Monde*

*Esprit*

*Temps présent*

##### 3. Presse régionale

*Les Allobroges*

*Les Alpes nouvelles*

*Le Dauphiné libéré*

*Le Réveil*

*Le Travailleur alpin*

#### B - PUBLICATIONS ÉDITÉES PAR L'ÉCOLE

##### 1. Périodique

*L'Amalgame*, 7 numéros.

##### 2. Publication du bureau d'études

*Renaissance de l'armée*, Brochure de 140 pages dactylographiées, 1945.

##### 3. Autres publications

ROUILLON (Gaston). - La formation militaire à l'École militaire d'Uriage. Brochure de 40 pages dactylographiées.

ROUILLON (Gaston). - Notice sur l'instruction et l'emploi du tir instinctif. - Grenoble :  
imprimerie Prudhomme, 1945. - 16 p.

VIRIEU (Xavier de). - Métier de chef. - Grenoble : Prudhomme, 1945. - 129 p.

## C - AUTRES PUBLICATIONS CONTEMPORAINES

### *1. Publications de membres de l'équipe d'Uriage*

BEUVE-MÉRY (Hubert). - "Écoles de cadres". - Esprit, octobre 1945 : p. 624-629.

ÉQUIPE D'URIAGE, sous la direction de Gilbert Gadoffre. - Vers le style du XX<sup>e</sup>  
siècle. - Paris : Seuil, coll. Esprit, 1945. - 267 p.

FERRY (Gilles). - Une expérience de formation de chefs. Le stage de six mois à Uriage.  
- Paris : Seuil, 1945. - 140 p.

### *2. Questions militaires.*

ABORD (Tony). - Les bases d'une armée nouvelle. La résurrection militaire de la  
France. - Paris : Guy Le Prat, 1945. - 151 p.

CASANOVA (Laurent). - L'armée de demain, (éléments d'une politique française de  
reconstruction militaire). - Paris : éditions France d'abord, 1945.

FERRY (Gilles). - "Naissance et vicissitudes de l'armée nouvelle". - Esprit, juillet 1945.  
- p. 187-192.

MINISTÈRE DES ARMÉES. - Six mois d'efforts au ministère des armées. Brochure.

MOUNIER (Emmanuel). - "Éléments d'une réforme de l'armée". - Esprit, juillet 1945. -  
p. 178-186

NARDAIN (B.). - Vers l'armée de la République. - Paris : France d'abord, 1945. -  
124 p.

## D - TEMOIGNAGES ET DOCUMENTS POSTERIEURS

DUNOYER DE SEGONZAC (Pierre). - "Un gentilhomme : le colonel Xavier de Virieu".  
- Le Monde, 2 février 1953.

DUNOYER DE SEGONZAC (Pierre). - Le Vieux chef. Mémoires et pages choisies. -  
Paris : Seuil, 1971. 262 p.

FERRY (Gilles). - Partance. Histoire de vie, formation et pratique littéraire. Paris :  
L'Harmattan, mars 1994. - 295 p.

VIRIEU (Xavier de). - Radio Journal libre (juillet 1943-août 1944). - Paris-Lyon : Jean  
Cabut, 1947. - 572 pages.

VIRIEU (Xavier de). - "L'Armée française : passé, présent, conditionnel.", Esprit, mai 1950. - p. 754-805.

#### IV - ÉTUDES

##### A - GENERALITES

AZÉMA (Jean-Pierre), WIEVIORKA (Olivier). - Les libérations de la France. - Paris : La Martinière, 1993, 233 p.

BUTON (Philippe). - Les lendemains qui déchantent. Le parti communiste français à la Libération. - Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993. - 352 p.

DALLOZ (Jacques). - La France de la Libération 1944-1946. - Paris, Presses universitaires de France (PUF), 1991, 127 p.

LOTTMAN (Herbert). - L'épuration. - Paris : Fayard/Livre de poche, 1986. - 599 p.

MIQUEL (Pierre). - La Libération. - Bruxelles : Complexe, 1994. - 283 p.

MONTCLOS (Xavier de), dir. - Églises et chrétiens dans la Deuxième Guerre mondiale. La région Rhône-Alpes. Actes du colloque de Grenoble (1976) - Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1978. - 383 p.

NOVICK (Peter). - L'épuration française 1944-1949. - Paris : Seuil, 1985. - 364 p.

RIOUX (Jean-Pierre). - La France de la Quatrième République Tome I, l'ardeur et la nécessité. - Paris : Seuil, 1980. - 309 p.

##### B - ÉTUDES CONCERNANT LES ECOLES ET L'EQUIPE D'URIAGE

BITOUN (Pierre). - Les hommes d'Uriage. Paris : La Découverte, 1988. - 295 p.

BOLLE (Pierre), dir. - Grenoble et le Vercors, de la Résistance à la Libération. - Lyon : La Manufacture, 1985. 338 p.

CHENU (Roselyne). - Paul Delouvrier ou la passion d'agir. - Paris : Seuil, 1994. 412 P.

CNRS. - La Libération de la France. Actes du colloque de 1974. - Paris : Éditions du CNRS, 1976.

COMTE (Bernard). - Une utopie combattante, l'École des cadres d'Uriage, 1940-1942. - Fayard, 1991. - 639 p.

COQUET (Fabienne). - Le colonel Xavier de Virieu (1898-1953) : un catholique dans la Guerre. - TER. d'histoire contemporaine, Université Grenoble II, 1984. - 304 p. dactylo.

DELESTRE (Antoine). - Uriage, une communauté et une école dans la tourmente, 1939-1945. - Nancy : Presses Universitaires de Nancy, 1989. - 333 p.

- JEANNENEY (Jean-Noël) et JULLIARD (Jacques). - Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'alceste. - Paris : Seuil, 1979. - 383 p.
- GREILSAMER (Laurent). - Hubert Beuve-Méry (1902-1989). - Paris : Fayard, 1990. - 688 p.
- WINOCK (Michel). - Histoire politique de la revue *Esprit*, 1930-1950. - Paris : Seuil, 1975, 447 p.

#### C - ÉTUDES SUR L'ARMÉE

- DELMAS (Jean). - "De Gaulle, la Défense nationale et les forces armées, projets et réalités (1944-janvier 1946)". - Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, avril 1978. - p. 7-24.
- DELMAS (Jean). - "Vers une armée nationale". - Armées d'aujourd'hui, mai 1994. - p. 13-17.
- FELLER (Jean). - Le dossier de l'armée française. La guerre de cinquante ans 1914-1962. - Paris : librairie académique Perrin, 1966. - 510 p.
- FOUQUET-LAPAR (Philippe). - Histoire de l'Armée française. - Paris : Presses universitaires de France (PUF), 1986. - 127 p.
- GIRARDET (Raoul). - La crise militaire française (1945-1962), aspects sociologiques et idéologiques. - Paris : Armand Colin, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, 1964.
- LA GORCE (Paul-Marie de la). - La République et son armée. - Paris : Fayard, 1963. 711 p.
- MONTEIL (Vincent). - Les officiers. - Paris : Seuil, 1958. 192 p.
- PLANCHAIS (Jean). - Une histoire politique de l'armée Tome II : "De de Gaulle à de Gaulle" 1940-1967. - Paris Seuil, 1967. - 384 p.
- PLANCHAIS (Jean). - "Crise de modernisme dans l'armée", Revue française de sociologie, avril-juin 1961, p. 118-123.
- VERNET (J.). - "L'Armée de terre en 1945-1946". - Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, avril 1978. - p. 45-78.
- VERNET (J.). - Le réarmement et la réorganisation de l'armée française, 1943-1946. - Vincennes, service historique, 1980. - 241 p.

INDEX DES PERSONNES,  
DES INSTITUTIONS ET DES PÉRIODIQUES

- Action* : 73.  
ADLER : 81.  
ALANÇON, Éric AUDEMARD D' : 23.  
ALLEMAN : 4.  
*Allobroges, Les* : 11, 13, 17, 39, 56, 90, 92, 93, 94, 95, 101, 102, 103, 107, 110, 116, 184, 185, 186.  
*Alpes nouvelles, Les* : 72.  
*Amalgame, L'* : 36, 104, 126, 128, 130, 134, 136, 137, 154-156, 164.  
ARDAIN, Louise-Marie : 62, 71, 122, 147, 197, 198, 204, 205.  
Armée secrète (**AS**) : 11, 12, 13, 15, 37, 40, 41, 42, 49, 50, 51, 52, 53, 63, 109, 187.  
*Armes, Aux* : 18, 19, 68, 69, 81, 86, 88, 89, 133, 157, 161, 164, 178, 216.  
Association des militants de la Résistance (**AMR**) : 39.  
Auxiliaires féminines de l'armée de terre (**AFAT**) : 118, 119, 209.
- BARJANSKY : 165.  
BARRES : 188.  
BAYARD : 4.  
BELLE, Maurice : 184.  
BERGER : 108.  
BERNHEIM, Gaby : 36.  
BEUVE-MERY, Hubert : 34, 64, 65, 121, 146, 155, 163, 164, 178.  
BILLAT, Paul : 91.  
BJÖRKLUND, Sven : 164.  
BLANCHON, Georges : 89, 94, 108.  
BLANCHON, René : 148.  
BOLLE, Pierre : 65.  
BONAMY, Roger : 62.  
BOZON, Charles : 37, 91, 96, 110, 151-153, 189, 190, 207.  
BRADY : 165.  
BRAISAZ, Gabriel : 78.  
BREISTROFFER, René : 48.  
BUFFIERES, Bernard de : 34, 58, 71, 213.  
BUTON, Philippe : 12, 85, 93, 109, 186.
- CABANE, Georges dit *d'Assas* : 13, 96, 212.  
CACERES, Bénigno : 62, 63, 121, 145, 148, 184.  
*Cahiers du Témoignage chrétien* : 116.  
CARCOPINO, Claude : 30.  
CARCOPINO, Jérôme : 30.  
CASANOVA, Laurent : 106, 189.  
CASTELLAN, Léopold : 193.  
CAZENAVETTE, Pierre : 62, 84.  
Centre d'éducation ouvrière (**CEO**) : 63, 120, 148, 150, 162, 183, 184, 185.  
Centre d'éducation et de culture dans l'armée (**CECA**) : 160.  
Cercles sociaux d'officiers : 21.

CHABAN-DELMAS, Jacques : 74, 109.  
 CHALON : 199.  
 CHAMPIERRE DE VILLENEUVE, Frédéric de : 201, 204, 205, 206, 207.  
 CHANOINE : 22.  
 CHAPSAL, Jacques : 75.  
 CHENU, Marie-Dominique : 144.  
 CHOMBART DE LAUWE, Paul-Henri : 143, 204, 208.  
*Combat* : 176.  
 Comité départemental de Libération nationale de l'Isère (**CDLN**) : 11, 62, 63, 89, 95, 102, 110, 147, 185.  
 Comités départementaux de Libération nationale de la Drôme, du Rhône, des Hautes-Alpes, de la Savoie, et de la Haute-Savoie : 11.  
 COMTE, Bernard : 5, 62, 65, 144.  
 Confédération générale du travail (**CGT**) : 12, 91, 96, 147, 183, 184.  
 COSTA DE BEAUREGARD, Roland : 26.  
 COURTIN, René : 176.  
 COQUET, Fabienne : 20, 33, 201.

DARNAND, Joseph : 5, 149.  
*Dauphiné libéré, Le* : 11, 186, 199.  
 DEBOUT : 92.  
 DEBRE, Michel : 75.  
 Défense de la France (mouvement), *Défense de la France* (journal) : 64.  
 DELAVIGNE, Paul : 146.  
 DELESTRE, Antoine : 5, 62.  
 DELMAS, Jean : 210.  
 DELOUVRIER, Paul : 145, 155.  
 DESCOUR, Marcel : 10, 12, 19, 27, 35, 36, 40, 45, 58, 69, 77, 78, 80, 86, 88, 90, 101, 105, 119, 135, 156, 158, 161, 168, 169, 170, 190, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205.  
 DESPORTES DE LA FOSSE : 83.  
 DIETHELM, André : 99, 101, 107, 111, 211.  
 DOMENACH, Jean-Marie : 62, 87, 156, 161, 216.  
 DOYEN : 188.  
 DREYFUS : 130.  
 DUCRUY, François : 121, 148.  
 DUFOUR : 184.  
 DUMAZEDIER, Joffre : 62, 63, 64, 80, 121, 145, 148, 159, 185.  
 DUNOYER DE SEGONZAC, Pierre : 5, 20, 21, 23, 27, 36, 37, 57, 61, 64, 65, 66, 67, 84, 120, 121, 139, 141, 144, 155, 171, 172, 197, 198.  
 DUPOUY, Raymond.  
 DU VIGIER : 199.

École de cadres d'Annecy : 49, 86, 113.  
 École de cadres de Douera : 37.  
 École de cadres de Lamastre : 49, 113.  
 École de cadres du Lespinet : 44, 74, 87, 113.  
 École de cadres de Versailles : 113.  
 École de cadres de Saint-Genis-Laval : 49, 113.

École de cadres de Versailles : 113.  
 École de haute-montagne de Chamonix : 136.  
 École interarme de Cherchell : 115, 120.  
 École interarme de Coëtquidan : 115, 117.  
 École libre des sciences politiques (Sciences Po) : 75, 76.  
 École nationale d'administration : 75, 82, 192.  
 École nationale des cadres d'Uriage (**ENCU**) : 5, 23, 26, 61, 68, 74, 81, 120, 129, 140, 146, 153, 160, 169, 172, 192.  
 École régionale des cadres des chantiers de la jeunesse de Collonges-Au-Mont-d'or : 24-26, 30, 31, 46, 61, 68, 127, 129, 145, 188.  
 ELY : 74, 75.  
 EMMANUEL, Pierre : 73.  
*Esprit* : 72, 130, 131, 144, 145, 161, 162, 163, 164.  
 ÉTAT-MAJOR général Guerre (**EMGG**) : 74, 105, 169, 175.  
*Études, Les* : 144.  
 EYMARD-DUVERNAY, Paul : 193.

FARGE, Yves : 19, 92, 147.  
 Fédération nationale des anciens résistants (FNAR) : 39.  
 FERRY, Désiré : 22.  
 FERRY, Gilles : 22, 46, 54, 61, 63, 64, 65, 74, 75, 96, 103, 109, 117, 120, 121, 122, 123, 125, 126, 128, 130, 131, 132, 140, 141, 144, 145, 146, 148, 152, 155, 156, 157, 158, 161, 162, 169, 177, 186, 193, 199, 200, 207, 208.  
 FLAMAND, Paul : 157.  
 FLAUREAU, Pierre dit *Pel* : 147.  
 FOLLINET : 116.  
 Forces françaises de l'intérieur (**FFI**) : 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 28, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 48, 51, 54, 55, 59, 61, 62, 63, 66, 67, 73, 77, 78, 79, 81, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 92, 93, 94, 98-113, 115, 124, 125, 131, 133, 138, 139, 162, 166, 173, 209, 210, 211, 218.  
 FOULD, Roger : 14.  
 Francs tireurs et partisans français (**FTP**) : 9, 13, 15-17, 18, 37, 40, 41, 42, 49, 50, 51, 52, 53, 63, 85, 88, 91, 92, 94, 97, 98, 109, 173, 187, 210, 213.  
 Front national (**FN**) : 11, 12, 92, 94, 95, 96, 97, 107, 110, 212.  
*France d'abord* : 97, 187-189, 197.  
 FRENAY, Henri : 27.  
 FREUD, Sigmund : 81.

GADOFFRE, Gilbert : 61, 63, 65, 67, 80-82.  
 GARAPON : 144.  
 GARAUDY, Roger : 189.  
 Gardes civiques républicaines (**GCR**) : 94.  
 GAULLE, Charles de : 18, 19, 30, 34, 74, 75, 85, 88, 90, 98.  
 GENY, Pierre : 14.  
 GIOVONI, Arthur : 189.  
 GIRARDET, Raoul : 215.  
 GLE, Pierre : 155.

GOGOL : 56.  
GOSSE, René : 147.  
GRANIER : 27.  
GREGOIRE : 75.  
GREGY : 83.  
GRENIER, Fernand : 57.  
GRILLET, Paul : 37, 46, 61, 121, 122, 141, 144, 152, 155, 156, 168.  
GUILLEMOT : 57.

HEBERT, Georges : 48.  
HELLY, Louis : 102.  
HENRY, Charles : 121, 148.  
HESDIN, de : 205.  
HITLER, Adolf : 29.  
HOGARD : 13.  
HOURS, Joseph : 144.  
HUET, François : 12, 21, 36, 73, 155, 199, 204.  
HUMBERT : 13.  
HUSSENOT, Olivier : 142.

ILLES : 9.

JACOMET, Robert : 178.  
JACQUOT, Yvonne : 36, 62, 122.  
JAURES, Jean : 132, 159.  
JEANNERET : 193.  
Jeunesse agricole française (**JAC**) : 144.  
Jeunesse de l'Église (mouvement), *Jeunesse de l'Église* (revue) : 144.  
Jeunesse ouvrière chrétienne (**JOC**) : 21.  
JOLIOT-CURIE, Frédéric : 147.  
JUNG : 81.

KALCK, Louis : 201.  
KËNIG, Marie-Pierre : 18.  
KRIEDEL-VALRIMONT, Maurice : 101, 106.

LA CHAPELLE, Frédéric de : 21, 124, 145, 155.  
LACROIX, Jean : 25, 72, 133, 144, 145, 155, 163.  
LAFLEUR, Frédéric : 13, 15, 62, 95.  
LAMIRAND, Georges : 21.  
LAPORTE, Fernand : 16, 37, 41, 51, 66, 91, 96, 103, 109, 110, 151-153, 156, 189, 193.  
LAPORTE DU THEIL, Joseph de : 188.  
LARMINAT : 134.  
LA ROCQUE, François de : 21.  
LA TOUR DU PIN : 188.  
LATTRE DE TASSIGNY, Jean de : 10, 20, 77, 90, 99, 170-172, 194, 196, 197, 199, 200, 201, 202, 203.  
LATREILLE, André : 144.

LAVAL, Pierre : 5.  
 LAVOREL, Henri : 121, 144, 155.  
 LECOQ : 199.  
 LE CORBUSIER : 193.  
 LEMOINE : 70.  
 LEON XIII : 33.  
 LE RAY, Alain : 10, 12, 13, 14, 19, 38, 40, 59, 62, 94, 121, 158, 201, 213.  
 LESDIGUERES : 5.  
 LE VEUGLE, Jean : 64, 121.  
 LEVIS-MIREPOIX, Charles-Henri de : 34, 66, 75, 80, 84, 85, 100, 124.  
 LEYER : 91, 105, 120, 158.  
*Liberté, la* : 144.  
 LORBER : 118.  
 LORENZI, René : 25, 30, 32.  
 LUBAC, Henri de : 144.  
 LYAUTEY, Hubert : 20, 21, 44, 129, 159, 178.

MAGNAN, Henri : 178.  
 Maison de la culture de Grenoble : 63, 120, 148, 183, 185.  
 MARCEAU : 125.  
 MARROU, Henri : 144.  
 MARTIN, Léon : 15, 96.  
 MASSON, André : 9, 16.  
 MAYDIEU, Augustin-Jean : 74, 122, 160, 161.  
 MICHELET, Edmond : 175, 177, 179, 183, 196, 197, 201, 202, 209.  
 Milices patriotiques : 93, 98.  
 MIQUEL : 201, 202, 203.  
 MOLLE : 42, 156.  
*Monde, Le* : 111, 164, 176, 178-181, 216.  
 MONTUCLARD : 144, 145, 219.  
 MOUGIN, Henri : 22.  
 MOUNIER, Emmanuel : 144, 158, 160, 161, 162-164.  
 MOUSTIER, Yves : 92.  
 Mouvement de libération nationale (**MLN**) : 11, 107, 110.  
 Mouvement républicain populaire (**MRP**) : 96, 150.  
 Mouvements unis de résistance (**MUR**) : 27, 31, 213.

NAL, Louis : 13.  
 Nouvelles équipes de la Renaissance française (**NERF**) : 27.

ORMESSON, Wladimir d' : 25.

Parti communiste français (**PCF**) : 5, 12, 15-17, 56, 72, 88, 91-97, 102, 103, 106, 108, 109, 116, 121, 132, 149, 151, 153, 183-190, 210.  
 PEGUY, Charles : 71.  
 Peuple et culture (**PEC**) : 62, 63, 80, 117, 128, 145, 147-148, 150, 172, 183, 184, 185-186.  
 PETAIN, Philippe : 28, 30, 31, 32, 131, 188.  
 PHILIPPE : 95.

PLANCHAIS, Jean : 178, 211, 212.  
 PICARD : 82.  
 PLEVEN, René : 175.  
 POLI, Louis : 36, 37, 46, 61, 70, 71, 84, 92, 95, 113.  
 PORTES DE LA FOSSE, des : 73.  
 PRUDHOMME, René : 184.  
 PSICHARI : 188.

*Radio-journal libre, Le* : 150.  
 RENAULT, Gilbert dit *Rémy* : 31.  
 REUTER, Paul : 145, 146.  
*Réveil, Le* : 13, 16, 17, 18, 19, 67, 71, 72, 91, 92, 93, 94, 102, 146, 148, 150, 175, 176.  
 REVERS, Gorges : 10, 14.  
 REYNIES, Albert SEGUIN DE : 10.  
 REYNIER : 13.  
 RIPERT, Henri : 36, 103.  
 ROLLAND : 144.  
 ROUILLON, Gaston : 36, 43, 48, 68, 123, 136.  
 ROSENBERG : 29.

SAINT-FERREOL : 4.  
 SCHLESSER : 156, 168.  
 Section française de l'internationale ouvrière : 96.  
 SIEGFRIED, André : 155.  
 STEPHANE : 14, 71.

*Temps, Le* : 34.  
*Temps Présent* : 71, 161.  
 TERPEND, Jean : 144.  
 THEN : 83, 169,  
 THOREZ, Maurice : 93, 189.  
 TILLON, Charles : 186, 189.  
*Travailleur alpin, Le* : 13, 91, 92, 93, 102, 103, 106, 107, 148, 149, 184, 185.  
 TREVoux : 145.  
 TURCAT : 160.

Union française des auberges de jeunesse : 199.  
 Union des républiques socialistes soviétiques (**URSS**) : 56, 134.

VALLETTE D'OSIA : 12, 27, 40.  
 VERNEAU, Jean : 27.  
 VERNET, J. : 98, 100, 115, 209, 210, 211, 213.  
*Vie intellectuelle, La* : 161.  
 VILLIERS DE L'ISLE ADAM, de : 83.  
 VILLON, Pierre : 93, 97, 102.  
 VIRIEU, Xavier de : 5, 10, 11, 13, 14, 16, 19, 20-35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 44, 45, 46, 47, 50, 52, 55, 57, 59, 61, 64, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 77,

78, 79, 80, 82, 84, 86, 87, 91, 94, 96, 100, 101, 103, 104, 105, 108,  
109, 110, 113, 116, 117, 119, 121, 124, 126, 127, 129, 130, 133, 134,  
136, 137, 139, 140, 141, 142, 144, 145, 148, 150, 152, 153, 156, 157,  
158, 160, 161, 162, 166, 168, 169, 170, 171, 177, 178, 179, 180, 181,  
185, 188, 189, 190, 191, 192, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202,  
203, 204, 205, 206, 207, 208, 211, 212, 213, 215, 216, 217, 219.

VIRIEU, madame de : 22, 24, 27.

WEILL, Gaby (née Bernheim) : 170.

ZELLER, Henri : 27.

## Table des matières

Sigles et abréviations .....	3
INTRODUCTION .....	4
Remerciements .....	7

### PREMIERE PARTIE

#### **FINIR LA GUERRE : URIAGE, ECOLE DE CADRES FFI (septembre 1944 - mai 1945)**

Chapitre I - LA LIBERATION DE GRENOBLE ET LA FONDATION DE L'ECOLE D'URIAGE.....	9
La création de l'école départementale de cadres.....	9
<i>Un produit de la résistance intérieure, 10. - Perpétuer l'esprit de la résistance, 11. - L'inauguration de l'école, 13.</i>	
L'ambivalence des acteurs.....	15
<i>Le parti communiste prend des marques, 15. - "Les FFI, partie intégrante de l'armée française", 18. - L'unité de la résistance, 19.</i>	
Chapitre II - XAVIER DE VIRIEU, UN CATHOLIQUE RESISTANT .....	20
Une formation militaire et sociale.....	20
<i>Un avancement rapide, 20. - L'héritage de Lyautey, 21.</i>	
Un catholique dans la Deuxième guerre mondiale.....	22
<i>Captivité et vie spirituelle, 22. - Les chantiers de la jeunesse et l'armée nouvelle, 23. - Collonges, ou l'apprentissage du recours aux armes, 24. - L'entrée en résistance, 26. La clandestinité et la Libération, 27.</i>	

Un "mandarin révolutionnaire" .....	28
<i>Un pétainiste par tentation ? , 28. - Maréchalisme et thèse du double jeu, 30. - Ruptures et continuité, 32. - Un monarcho-communo-chrétien ? , 33.</i>	
Chapitre III - URIAGE, FILLE DE LA RESISTANCE .....	36
L'esprit.....	36
<i>L'équipe initiale, 36. - Une résistance militante, 37.</i>	
Les buts .....	39
<i>Former des cadres FFI, 39. - Fusionner AS et FTP, 40. - L'Amalgame, 42.</i>	
La pédagogie .....	43
<i>La formation militaire, 43. - Former des citoyens-soldats, 44. - Le bureau d'études, 46. - Un style de vie, 47.</i>	
Les stages .....	49
<i>Uriage, école départementale : le premier stage, 49. - Uriage, école régionale : le stage de la promotion Poli, 50. - Uriage, école interrégionale : le troisième stage, 51. - L'épreuve du feu, 53. - Conférences, témoignages et cercles d'étude, 55. - Le point de vue communiste, 56. - Une efficacité relative, 58.</i>	
Chapitre IV - UN NOUVEL URIAGE ? .....	61
La poursuite de l'œuvre entreprise .....	61
<i>L'équipe se reconstitue, 61. - L'expérience de Grenoble, 62. - Sous le regard du Vieux-chef, 63.</i>	
"L'esprit de l'ancienne école des cadres souffle encore" .....	66
<i>Un homme nouveau, 67. - Entre tradition et révolution, 647. - Un esprit communautaire, 69 . - L'humanisme révolutionnaire, 70.</i>	
Une école en quête d'avenir .....	73
<i>Vers une école nationale ?, 73. - Un pas vers la reconnaissance, 74.</i>	

Chapitre V - LES VICISSITUDES DE L'ARMEE NOUVELLE .....	77
Un statut précaire .....	77
<i>Une reconnaissance tardive, 77. - Difficultés matérielles, 78. - Un problème foncier, 79.</i>	
Début de conflit avec les autorités militaires .....	80
<i>"L'affaire" Gadoffre, 80. - Une attention particulière de l'état-major, 83. - Un complot contre l'école ?, 84.</i>	
Les FFI rentrent dans le rang .....	84
<i>L'officialisation des écoles de cadres FFI, 85. - Des résistants disciplinés, 87. - Une seule et même armée, 88.</i>	
Des appuis fragiles .....	90
<i>De Lattre "annexe" Uriage, 90. - Le soutien du parti communiste, 91. - Le relai de la presse communiste, 92. Dissolution des Milices patriotiques et soutien de l'Armée nouvelle, 93. - La campagne de l'hiver 1944-1945, 94. - Un contexte de plus en plus politique, 95.</i>	
Chapitre VI - L'IMPOSSIBLE AMALGAME .....	98
La réorganisation de l'armée .....	98
<i>Le problème des cadres FFI, 99. - Un nouveau conservatisme, 100.</i>	
Le choc du 10 mai .....	101
<i>La circulaire du 23 avril, 101. - Emoi à Uriage, 103. - La confusion de l'état-major, 105.</i>	
Un tournant politique .....	106
<i>Un cheval de bataille pour le parti communiste, 106. - Les Etats généraux de la renaissance française, 108. - "Une lutte sournoise contre la résistance", 109.</i>	
Rendez-vous manqués .....	111
<i>La dissolution des écoles de cadres, 11. - Un bilan ?, 113.</i>	

## DEUXIEME PARTIE

### **RECONSTRUIRE : URIAGE, ECOLE D'HUMANISME (juin-novembre 1945)**

Chapitre I - UNE ECOLE A LA RECHERCHE D'ELLE-MEME .....	115
Les stages de transition .....	115
<i>Le stage de la promotion aumônier Folliet, 116. - Le stage des instructeurs de Coëtquidan, 117. - Le stage des AFAT : la promotion Bertie Albrecht, 118.</i>	
L'introspection .....	118
<i>Le stage intérieur, 119. - L'éclatement de l'équipe du premier Uriage, 120. - La réunion du 4 août, 121.</i>	
Chapitre II - VERS L'ARMEE NOUVELLE .....	123
Une nouvelle éducation militaire .....	123
<i>Une critique de l'ancienne armée, 123. - De nouvelles expériences éducatives, 125. - Le nouveau métier de chef, 128. - "L'armée, école de masse", 128.</i>	
Humanisme et révolution .....	129
<i>L'humanisme militaire, 129. - Armée et révolution, 130. - Armée et nation, 132.</i>	
Chapitre III - AU CONTACT DES REALITES SOCIALES : UN NOUVEL ESPRIT D'URIAGE .....	136
Nouveau programme, nouveau style .....	136
<i>Un nouveau programme, 137. - Le style d'Uriage, 138. - L'Homme, avant toute chose, 139. - Un nouvel élitisme ?, 141.</i>	
Une pédagogie humaniste .....	142
<i>Les stages, 142. - Les conférenciers, 144. - Humanisme, christianisme et révolution, 145.</i>	
Une école ouverte sur l'extérieur .....	146
<i>L'auberge de jeunesse, 147. - Peuple et culture, 147.</i>	

Chrétiens et communistes .....	148
<i>La politisation du débat, 149. - Débats autour du programme, 150.</i>	
Chapitre IV - LA DIFFUSION DE L'ESPRIT D'URIAGE.....	154
<i>L'Amalgame.....</i>	154
<i>Un instrument de culture populaire, 154. - Le reflet de l'esprit d'Uriage, 155. - Des difficultés, 156.</i>	
<i>Renaissance de l'armée .....</i>	157
<i>Une censure ?, 157. - Tentatives de conciliation, 158. - Une inquiétude croissante, 160.</i>	
Des relais dans l'opinion .....	160
<i>Une diffusion nationale, 161. - Mounier et l'école militaire d'Uriage, 162. - Le rayonnement de l'école, 164.</i>	
Chapitre V - LE POIDS DES REALITES .....	166
Une précarité permanente .....	166
<i>Une école sans existence légale, 166. - Le poids des restrictions, 167.</i>	
Une expérience menacée .....	168
<i>"Uriage, il faut le brûler, car seul le feu purifie", 168. - De Lattre versus Uriage, 170. - Une réponse aux attaques, 171. - Un nouveau conservatisme, 172.</i>	

## TROISIEME PARTIE

### **PERDRE SES ILLUSION : VERS LA DISSOLUTION D'URIAGE (novembre 1945-juin 1946)**

Chapitre I - L'ARMEE AU CENTRE DES DEBATS .....	175
La réforme de l'armée .....	175
<i>L'arrivée d'Edmond Michelet au gouvernement, 175. - Le gouvernement suit l'opinion 176. - La restriction des crédits militaires, 177.</i>	
Uriage, envers et contre tous .....	177
<i>La notoriété d'Uriage, 178. - Un pavé dans la mare, 180. - Une marge de manœuvre réduite, 180.</i>	
Chapitre II - LE REVIREMENT COMMUNISTE .....	183
Un soutien jusque là infallible .....	183
<i>"Uriage, école des cadres de la CGT", 183. - Uriage, école de Peuple et culture, 185.</i>	
Le revirement .....	186
<i>Le parti vote la réduction du budget, 186. - Uriage, "fille des chantiers de la jeunesse" 187. - Le désarroi des communistes d'Uriage, 189.</i>	
Chapitre III - UNE NOUVELLE ECOLE DE CONTACTS .....	191
L'aboutissement d'Uriage .....	191
<i>Un style de vie, 191. - Un projet éducatif, 193.</i>	
Un début de mise en œuvre .....	193
<i>La question du personnel, 193. - Les faveurs de l'Etat major, 194.</i>	
Chapitre IV - LA "DISSOLUTION" D'URIAGE .....	196
L'incertitude .....	196
<i>Les doutes de Virieu, 196. - L'inquiétude de l'équipe, 197. - Une totale impuissance, 198.</i>	

La décision .....	198
<i>"Une école de cadres à Uriage"</i> , 199. - <i>L'incertitude redouble</i> , 199. - <i>Un jeu à trois acteurs</i> , 201.	
La mort lente de l'école de contacts .....	202
<i>Virieu touché de plein fouet</i> , 203. - <i>La fin de l'esprit de l'école</i> , 204. - <i>Rebondissements</i> , 205. - <i>Un paradis perdu ?</i> , 207.	
Chapitre V - LA CRISE DE L'ARMÉE .....	209
Une armée divisée .....	209
<i>L'amalgame ou le mariage manqué</i> , 209. - <i>L'épuration manquée</i> , 211.	
Un malaise profond .....	213
<i>Un retour à l'ordre ancien</i> , 214. - <i>L'armée contre la nation</i> , 215. - <i>L'armée éternelle</i> , 217.	
CONCLUSION .....	218

#### ANNEXES

I. Programme du stage de formation générale du 16 août au 6 septembre 1945 .....	220
II. Sommaire des numéros de <i>L'Amalgame</i> .....	222

#### DOCUMENTS

I. Lettre explicative jointe à la lettre de démission de Xavier de Virieu des chantiers de la jeunesse.....	224
II. Correspondance de Pierre Dunoyer de Segonzac adressée à Xavier de Virieu, 1944-1946.....	227
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	232
INDEX DES PERSONNES, DES INSTITUTIONS ET DES PÉRIODIQUES	240